

La conférence de l'UNESCO s'est achevée dans une atmosphère apaisée

LIRE PAGE 32

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,40 F

Algérie, 1 DA ; Maroc, 1,50 dir. ; Tunisie, 100 m. ; Allemagne, 1 DM ; Autriche, 10 sch. ; Belgique, 12 fr. ; Canada, 5 G\$; Danemark, 3 kr. ; Espagne, 20 pes. ; Grande-Bretagne, 20 p. ; Grèce, 10 dr. ; Iran, 45 rls ; Italie, 200 L. ; Japon, 120 y. ; Luxembourg, 12 fr. ; Norvège, 2,75 kr. ; Pays-Bas, 1 fl. ; Portugal, 120 esc. ; Suède, 2,20 kr. ; Suisse, 1 fr. S.A. ; 55 cor. ; Yougoslavie, 10 d. din.

Tarif des abonnements page 28

5, RUE DES ITALIENS
75001 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4307-33 Paris
Rég. Par. n° 630572
Tél. : 246-72-23

JULETIN DE L'ÉTRANGER

Vers es Assemblées écossaise et galloise ?

Après deux ans de controverses, les Communes ont voté, mardi 30 novembre, le projet de loi du gouvernement travailliste sur la dévolution de pouvoirs à l'Écosse et au pays de Galles.

Le projet, qui ne diffère guère des deux Livres blancs et de multiples documents déjà publiés, le sujet, prévoit essentiellement la création de deux assemblées régionales, l'une à Edimbourg, l'autre à Cardiff. Contrairement à ce que certains espèrent, aucune mention n'est faite de l'Écosse du Nord, sans doute parce que M. Callaghan veut, en l'absence de l'Écosse, y laisser ouvertes des options.

Le royaume « fédéré », dont nous rêvions ne paraît pas si lointain. Les nouveaux élus écossais et gallois ne disposeront pas, si le projet de dévolution adopté, que de pouvoirs d'instance. L'Assemblée d'Edimbourg et d'attributions bien plus modestes que celle de Cardiff. Mais, certes, légiférer sur toutes questions locales, mais non, exemple, sur l'enseignement supérieur. Pas plus que l'Assemblée galloise, elle n'aura moyens financiers propres. Une et l'autre devront compter les subventions votées par le Parlement de Westminster, dont le statut sera réaffirmé, et l'autre, d'ailleurs, « écossaise », l'autre, « galloise », et l'autre, « galloise ». Au moment où la presse anglaise publie des informations de plus en plus prometteuses sur les richesses en pétrole de la mer du Nord, on comprend l'importance de la dévolution dans les hautes et basses terres écossaises.

Autre déception : Londres refuse les nouvelles assemblées soient, comme le réclamaient les nationalistes, la représentation parlementaire. S'adressant aux nationalistes, M. Michael Foot, leader adjoint du Labour, chargé des questions de dévolution, a dit les mérites du scrutin national à un tour qui permet de donner les élus des Communes, qui, au vu des difficultés que connaît depuis des années, le Parlement britannique, à s'assurer la majorité, ne manquent pas de certains. M. Foot a fait remarquer une petite concession : indiquer que le gouvernement avait pas complètement abandonné l'idée de référendum sur le statut des Communes.

En fait pour l'instant, il n'est pas certain que ce modeste objet de décentralisation du statut soit entrainé par le Parlement. Les travaillistes comme conservateurs sont profondément divisés, et le dépit des nationalistes peut parfaitement se transformer par un rejet du projet. Mais que les Écossais ne prêtent pas vers l'autonomie.

Les revendications des Gallois sont surtout d'ordre culturel et ne visent pas à être satisfaits à l'Assemblée de Cardiff. Les Écossais espèrent eux. Si les plus violents indépendantistes des années passées à quelque peu rentrés dans le rang, la cause de l'autonomie a été en s'effaçant et en poids grâce soutien de jeunes « espoirs » la politique calédonienne.

Le débat sur la dévolution va ouvrir l'essentiel de la nouvelle session de Westminster. D'ici à l'automne prochain, le projet se verra ; de nouvelles idées se ont jour. Mais le gouvernement de grandes difficultés à remettre du jeu : la montée du nationalisme écossais menace tout les positions travaillistes traditionnelles. Il ne manquera pas de mauvais esprits pour le pouvoir pour des aspirations ou moins séparatistes est strictement destinée à redorer le blason d'un peu vers le Labour.

Des « nominations » et « révocations » sont attendues à Pékin

La veuve de Chou En-lai deviendrait vice-présidente de l'Assemblée nationale

Une session du comité permanent de l'Assemblée nationale populaire s'est ouverte à Pékin le mardi 30 novembre et se poursuivait ce mercredi. C'est la première réunion d'une instance supérieure annoncée officiellement depuis la mort de Mao Tse-tung et l'élimination de la « bande des quatre ». Le point IV de l'ordre du jour, intitulé « Nominations et révocations », concerne de toute évidence les postes vacants à la présidence et aux vice-présidences de l'Assemblée, mais on ignorait encore mercredi s'il fallait s'attendre aussi à des décisions concernant la direction du parti et la composition du gouvernement.

Au début de la session du comité permanent de l'Assemblée, M. Hua Kuo-feng a proposé que la veuve de Chou En-lai, Mme Teng Ying-chao, membre du comité central du parti, soit nommée à l'un des postes de vice-président du comité permanent de l'Assemblée.

Pékin. — Le comité permanent de l'Assemblée nationale populaire, qui s'est réuni le mardi 30 novembre à Pékin, poursuivait ses travaux ce mercredi. On s'attend qu'il aborde le point 4 de son ordre du jour, intitulé « Nominations et révocations ». La disparition ou l'élimination politique de nombreux dirigeants a laissé vacants des postes qui seront sans doute pourvus à cette occasion. En premier lieu un nouveau président de l'Assemblée nationale populaire doit être nommé en remplacement du maréchal Chu Teh, décédé en juillet. Plusieurs vice-présidents — Tung Pi-wu, Kang Sheng, — sont également morts depuis la dernière session du comité permanent.

Retour à la légalité

La question se pose enfin de savoir si M. Hua Kuo-feng va continuer ou non à cumuler ses fonctions de premier ministre avec celles de président du comité central du parti. On sait que des affiches apposées à Changhaï avaient annoncé la désignation de M. Li Hsiang-shan, actuellement vice-premier ministre, à la tête du gouvernement. Cette information avait été démentie un peu plus tard par l'intéressé lui-même, mais il est possible qu'elle n'ait été à l'époque que prématurée.

La réunion du comité permanent de l'Assemblée marque en tout cas une volonté de retour à la légalité après une période d'agitation au cours de laquelle de multiples décisions qui auraient, en principe, exigé au moins son approbation, ont été prises et annoncées sous la seule responsabilité du bureau politique, au nom du comité central du parti. Le comité permanent réunissait, au début de 1976, cent quarante-quatre personnes. La Constitution l'habilite à convoquer les sessions de l'Assemblée nationale populaire ; interpréter les lois ; prendre des décrets ; nommer et rappeler les représentants plénipotentiaires à l'étranger ; recevoir les représentants diplomatiques des États étrangers ; ratifier et dénoncer

les traités conclus avec les États étrangers ; et exercer les autres fonctions et pouvoirs qui lui seraient impartis par l'Assemblée nationale populaire » (article 18). On estime généralement que les pouvoirs « impartis » comprennent ceux de nomination et de révocation.

De notre correspondant

Les traités conclus avec les États étrangers ; et exercer les autres fonctions et pouvoirs qui lui seraient impartis par l'Assemblée nationale populaire » (article 18). On estime généralement que les pouvoirs « impartis » comprennent ceux de nomination et de révocation.

mer — sur proposition du comité central du parti (article 17), les membres du gouvernement. La session du comité permanent, qui a débuté mardi, est la troisième depuis la formation de cet organisme. L'ALAIN JACOB.

(Lire la suite page 6.)

Un an de république socialiste au Laos

La population laotienne est appelée à célébrer, le jeudi 2 décembre, le premier anniversaire de la proclamation de la République démocratique populaire, véritable tournant de l'histoire du pays. Il y a un an, le Pathet-Lao (Front patriotique lao) s'était emparé de tous les pouvoirs. Il avait dissout toutes les instances politiques, et notamment le gouvernement provisoire du prince Souvanna Phouma, en place depuis 1973, abolit la monarchie et créé une république de caractère communiste.

Notre envoyé spécial Patrice de Beer décrit, dans une série de trois articles dont nous commençons la publication, la situation politique et économique dans la nouvelle République laotienne, qui construit le socialisme dans des conditions difficiles.

I. — Des progrès lents et difficiles

De notre envoyé spécial PATRICE DE BEER

Vientiane. — Pendant les quinze jours précédant la fête nationale du 2 décembre, qui marque le premier anniversaire de la République démocratique populaire lao (R.D.P.L.), Vientiane a vécu dans la fièvre des préparatifs : des groupes d'écoliers, d'étudiants et de travailleurs s'entraînaient à défilé au pas dans les rues au rythme des coups de sifflet, des spectacles artistiques étaient préparés, des guirlandes déployées des fenêtres, etc. Des infirmiers ont déserté leur hôpital pour pratiquer le « lamvong », la danse nationale, et des fonctionnaires ont été convoqués d'urgence par leur administration, pour apprendre qu'ils devaient partir pour un stage d'entraînement de football. L'atmosphère étrangement calme, en dépit de troubles et de contrôles, tranchait cependant sur celle, plus enthousiaste, de l'an dernier à la même époque.

Il faut dire que Vientiane a bien changé au cours de cette période. Qu'en est-il du reste du pays ? Bien peu de gens peuvent le dire, les autorités ne laissant guère les étrangers quitter la plaine de Vientiane.

(Lire la suite page 7.)

La reprise de la natalité en France

PAS TROP DE BRUIT AUTOUR DES BERCEAUX

par GÉRARD CALOT (*)

Le bruit fait par certains autour du retournement de tendance enregistré par la courbe des naissances me paraît souligner deux aspects caractéristiques de la manière dont sont parfois reçues les informations statistiques en général, et les informations démographiques en particulier.

En premier lieu, il arrive de constater soit un excès d'indifférence, soit un excès d'émotion à l'égard du chiffre statistique. Certes, s'agissant de natalité, il n'est pas du tout équivalent pour

M. Giscard d'Estaing lance à Lille un appel à l'unité des Français

« Nous n'avons rien obtenu sinon des rendez-vous »

déclare M. Mauroy après son entretien avec M. Barre

M. Valéry Giscard d'Estaing a présidé, mercredi matin 1^{er} décembre, le conseil des ministres réuni exceptionnellement à Lille. Auparavant, le chef de l'État s'est rendu avec M. Norbert Segard, secrétaire d'État, ancien député (app.) U.D.R. du Nord (et candidat à la mairie) devant la maison natale du général de Gaulle, rue Princesse, où il a déposé une gerbe. De son côté, M. Raymond Barre s'est entretenu du plan régional avec M. Pierre Mauroy, maire de la ville, député socialiste et président du conseil régional. Le premier ministre a insisté, au cours de cette entrevue, sur la nécessité d'une reconstruction industrielle et s'est déclaré partisan d'une « communication objective » entre le gouvernement et les régions, telle que l'avait souhaité M. Mauroy. Celui-ci, toutefois, s'est déclaré déçu par le contenu de cet échange avec le premier ministre : « Nous n'avons rien obtenu sinon des rendez-vous ».

Mercredi, en fin de matinée, environ deux cents ouvriers du Livre ont manifesté devant la préfecture aux cris de « Négociation au « Parisien libéré ».

Le président de la République était arrivé à Lille mardi 30 novembre en fin d'après-midi. Il avait été accueilli, devant la préfecture du Nord, par M. Pierre Mauroy. Au cours du dîner qui a suivi, et auquel participaient élus d'opposition et membres du gouvernement, le chef de l'État a lancé un appel à l'unité des Français. Il a, par la suite, souligné que cette rencontre d'opposants et de gouvernants constituait « une date très importante dans l'histoire politique française ».

Parlant de la région, à l'issue du conseil des ministres, M. Giscard d'Estaing a déclaré : « Il est équitable que l'ensemble de la collectivité nationale aide le bassin minier à assurer son adaptation économique ».

De notre envoyé spécial

Lille. — M. Giscard d'Estaing a profité de sa visite à Lille où l'accueillait un des principaux dirigeants de l'opposition en la personne de M. Pierre Mauroy, pour lancer un nouvel appel à l'unité des Français. Dans un toast prononcé à l'issue du dîner offert en son honneur mardi soir à la préfecture, le chef de l'État a en effet déclaré : « J'ai beaucoup réfléchi à ma fonction présidentielle dans les temps que nous vivons. Elle est d'inviter les Français à unir leurs efforts pour la solution de nos grands problèmes nationaux ».

M. Giscard d'Estaing a estimé pour sa part que la conversation avait été « très libre » et « très ouverte ». Il a jugé l'atmosphère « tout à fait détendue ». C'est la première fois, à-t-il dit, dans les annales récentes de la V^e République qu'un repas réunissait des membres du gouvernement et un grand nombre de parlementaires importants de l'opposition.

THOMAS FERENCZI.

(Lire la suite page 12.)

AU JOUR LE JOUR

PARFUM DE BRUMAIRE

Y a-t-il, comme on l'entend dire, du Bonaparte dans Jacques Chirac. En fait, l'histoire ne se répète jamais tout à fait : le futur chef de l'U.D.R. occuperait actuellement, si l'on retenait cette hypothèse, une place entre le Châli et le Petit Caporal, entre le Directoire et l'Empire.

Les hommes providentiels se dressent dans le ciel de France dans les circonstances graves, dit-on. Mais, pour l'instant, ce n'est pas la patrie qui est en danger, c'est la majorité. En revanche, si l'on voulait nous faire croire que les malheurs de la majorité sont les malheurs de la France, pour le coup, la République serait en danger, et il serait temps alors de parler de Jacques Bonaparte.

BERNARD CHAPUIS.

« LA GUERRE CIVILE MONDIALE »

Un combat et un refus

Au cours des derniers mois, trois livres importants ont fourni une ample et claire réflexion sur notre temps à ceux qui, du moins, acceptent de ne pas se laisser entraîner inconsciemment ou abusé par les idées toutes faites. Du Monde rompu, de Pierre Mayer (1), qui m'est très proche, hier comme aujourd'hui, je ne dirai rien, sinon qu'il s'agit d'une belle réflexion. André Fontaine vient de publier le Dernier Quart du siècle (2), ouvrage d'une rigoureuse honnêteté, d'abord parce qu'il est à la portée de tous, livrant, de la façon la plus simple, l'expérience d'un homme d'extrême attention et de lucidité, que n'impressionnent ni les dogmes, ni les parties pris, ni les choix politiques. Ensuite, parce qu'il laisse à ses lecteurs le soin de conclure sur un dossier bien ouvert : agir ou subir. Finalement un grand journaliste aura, de façon aussi vivante et lointaine de la passion, plaidé avec autant de force pour une urgente prise de conscience.

Avec la Guerre civile mondiale, livre bien différent des deux premiers, on retrouve la même démarche, qui m'est éminemment sympathique : au-delà du fatras des idées reçues ou quotidiennement martelées, les auteurs vont à la conclusion, essentielle : pour s'évader de ce gâchis et de cette oppression décrites à loisir et sans complaisance, il n'est qu'une solution, le clair vouloir. Ce livre est un constat, mais aussi un refus. Renvoyant tout le monde des à dos, il ne plaira à personne. Les États-Unis y apparaîtront coupables d'un impérialisme bien intentionné, mais à courte vue, d'un matérialisme stupide et d'une faiblesse croissante ; l'Union soviétique, comme une dictature qui s'abrite derrière le prolétariat pour exacerber un impérialisme faussé ; la France, comme un pays qui doute de lui et se réclame abusivement de Descartes ; les jeunes, destructeurs ; les vieux, conservateurs ; les économistes, technocrates ; les militaires, techniciens ; les politiciens de tous bords, inconscients, ou pire, inexistants ; la public... une victime consentante. Voilà ce qu'écrit, tout uniment, un homme et une femme venus au monde au moment de la deuxième guerre mondiale, deux « jeunes », en quelque sorte.

MICHEL JOBERT.

(Lire la suite page 8.)

ROBERT LAFFONT

En librairie le 3 décembre

RICARDO PASEYRO

L'ESPAGNE SUR LE FIL

Collection Libertés 2000
dirigée par Jean-François Revel

(*) Directeur de l'Institut national d'études démographiques.

(1) Payard.

AFRIQUE

Rhodésie

Le président de la conférence de Genève juge peu « réalistes » les exigences du Front patriotique

De notre correspondante

Genève. — L'écart n'a jamais paru si grand entre les positions du Front patriotique, qui groupe les deux principales délégations nationalistes présentes au Palais des Nations et celle du gouvernement de Salisbury, MM. Mugabe et Nkomo, dirigeants du Front, ont confirmé, mardi 30 novembre, leur exigence que le gouvernement — dont notamment les ministères de l'intérieur, de la défense et de la justice — soit contrôlé par des Africains dès le début de la période intérimaire devant conduire à l'indépendance (le Monde du 1^{er} décembre).

Après un entretien avec M. Richard, président de la conférence, les deux dirigeants africains ont distribué à la presse un document dans lequel sont précisées leurs exigences. Ils proposent un programme de travail

en sept étapes prévoyant une reprise rapide des séances plénières, qui permettrait de clore la conférence le 20 décembre, date à laquelle devrait, à leur sens, être constitué un gouvernement provisoire disposant des pouvoirs législatifs et exécutifs, susceptible de prendre ses décisions à la majorité simple, « à l'exception de quelques cas prévus par la Constitution provisoire ». Ils rappellent que le premier ministre et les principaux responsables devront être des Africains « issus du mouvement de libération ». Ils exigent que Londres nomme un « commissaire résident » qui serait chargé d'assurer l'application de l'accord de Genève et n'aurait d'attributions traditionnelles d'un gouverneur de colonie, « sauf pour certaines questions, en raison de la situation exceptionnelle du pays ». Ces exigences sont différentes de celles émises par d'autres participants noirs à la conférence, notamment l'évêque Abel Muzorewa, dirigeant de l'« alliance » du Conseil national africain (A.N.C.), qui demande l'organisation d'élections, ce qui n'est nullement le cas du Front patriotique.

M. Richard a fait savoir qu'il ne jugerait pas « réalistes » le programme de travail proposé par le Front. En effet, cette organisation demande que les structures du gouvernement provisoire soient discutées en premier lieu. Le président de la conférence estime que c'est à lui et non à l'une des délégations qu'il revient de fixer l'ordre du jour et que les diverses questions devront être étudiées simultanément et non séparément.

Des « fanloches marxistes »

Il envisage difficilement que l'on examine la structure de l'administration provisoire sans étudier les pouvoirs dont elle sera investie. M. Richard devait donner ce mercredi une réponse quant à la reprise des séances plénières.

La journée de mardi a été marquée par des affrontements verbaux sans précédent depuis l'ouverture de la conférence. M. Pieter van der Byl, ministre des affaires étrangères de Salisbury, a affirmé qu'il n'abandonnerait pas la Rhodésie à des « fanloches marxistes d'ores et déjà entre les mains de la Russie » et a traité M. Robert Mugabe de « petit marxiste assoiffé de sang ». La veille, au cours d'une émission télévisée, ce dernier avait traité M. Smith de « chef d'une bande de rebelles ».

ISABELLE VICHNIAC.

Ouganda

LE MARÉCHAL ET LES CORNEMUSES

Nairobi (A.F.P.). — Le maréchal Idi Amin Dada, chef de l'Etat ougandais, s'est proclamé « roi d'Ecosse », selon Radio-Ouganda, captée samedi 27 novembre à Nairobi. Recevant un groupe de visiteurs écossais, il a déclaré, en effet, que certains « amis écossais » lui avaient dit qu'ils le considéraient comme leur roi. Il a affirmé que « lorsque l'Ecosse obtiendrait son indépendance de la Grande-Bretagne, il assisterait personnellement aux cérémonies avec les joueurs de cornemuse venus d'Ouganda ».

● PRECISION : Une « intervention de lignes » a rendu incompréhensible la dernière phrase du deuxième article de la série « Deux ans de « marxisme-léninisme » au Bénin » (le Monde du 1^{er} décembre). Nous avions écrit : « On peut cependant se demander si l'insistance mise, dans les mots, à « révolutionner », ne risque pas en fin de compte de rendre le peuple sceptique sur la nature réelle du bouleversement auquel on le convie. »

EUROPE

APRÈS LA RÉUNION DU CONSEIL EUROPÉEN A LA HAYE

Le Conseil européen s'est séparé mardi 30 novembre, au début de l'après-midi, après avoir adopté quatre textes : trois déclarations (sur le dialogue Nord-Sud, les relations avec le Japon, l'Union européenne) et une communication préparée par la commission sur la situation économique de la Communauté.

Si les neuf chefs de gouvernement se sont plutôt moins querellés que d'habitude, c'est parce qu'ils commencent dans le même accablement et la même impuissance. Tous répétaient que la situation économique est « grave », « gloomy », disent les anglophones, et, en tout cas, plus mauvaise que ce qu'ils avaient prévu.

Même M. Schmidt a souligné que la prospérité allemande est « fragile ».

Cet examen de conscience a amené le premier ministre néerlandais, M. Den Uyl, président en exercice du conseil des Neuf, à reconnaître que les menaces de hausse du pétrole ne sont pas le pire.

« Les maux sérieux et profonds dont souffre notre économie sont anciens, a-t-il dit au cours d'une conférence de presse. Quand on évoque une hausse du prix du pétrole, on ne doit pas perdre de vue l'arrière-plan économique. Quel que soit notre espoir de modérer la hausse, les lacunes de notre système ont des racines plus profondes. »

Dans ces conditions, et si prudente que soit la déclaration à ce sujet, les Neuf ne veulent prendre aucun risque, même pas celui de relancer le dialogue Nord-Sud.

« Sans l'avoir dit publiquement, souhaitait d'abord un contact avec le nouveau président des Etats-Unis, M. Carter. »

A l'adresse du Japon, les Neuf ont lancé un avertissement court et sec. Ils restent très hostiles au Japon, mais — tous, même les plus modérés — l'ont répété — ils attendent tout ce que le gouvernement de Tokyo (avant le prochain Conseil européen) pourra leur offrir. Les Neuf ont, en outre, approuvé le rapport M. Tindemans sur l'union européenne avec promesse de poursuivre d'ici tous les ans... — M. D.

La Haye. — La Communauté européenne, l'œil braqué sur ses difficultés économiques immenses, a finalement renoncé à faire un effort un tant soit peu sérieux pour réactiver la conférence Nord-Sud.

C'est ce qui ressort des discussions qu'ont eues, mardi 30 novembre, les chefs de gouvernement des Neuf. Appelés à se prononcer sur un projet préparé par leurs experts, ils ont refusé de prendre à leur compte les passages où étaient indiqués les thèmes sur lesquels la Communauté pourrait éventuellement faire des concessions au tiers-monde. Aucune orientation n'a été décidée concernant la tactique à suivre par la Communauté, dans le cas où la conférence ministérielle se tiendrait aux dates prévues des 15 et 16 décembre.

En fait, même s'ils se sont abstenus de le dire officiellement, les chefs de gouvernement souhaitent vivement le report de cette conférence afin de gagner du temps et de se concerter auparavant avec les Etats-Unis.

M. Thörn, chef de gouvernement du Luxembourg, a résumé ainsi l'impression générale : « La Communauté pourrait être difficilement prête les 15 et 16 décembre. Je suis sûr que si ces dates n'étaient maintenues, elle ne serait pas à même de parvenir à une position commune. »

Pourtant, le sentiment qui prévalait, lundi soir, à l'issue de la première journée de travail, était moins négatif. Les Neuf, sans manifester d'enthousiasme, paraissent à peu près d'accord pour mettre en œuvre une tactique en deux points : 1) pour éviter de donner des arguments à ceux qui, au sein de l'OPEP, estiment que la Communauté ne doit pas être tenue pour responsable de l'ajournement de la session ministérielle de la conférence de Paris ; 2) elle doit faire savoir, même si c'est en termes prudents, qu'elle est prête à faire des efforts concrets pour que le dialogue aboutisse.

Mardi, en fin de parcours, ce plan d'action se réduisait à peu de choses. Seule la forme est à peu près sûre : les Neuf, soucieux de « ne pas porter le chapeau », ne demandent pas explicitement le report de la session. Mais le texte diffusé assurant que la Communauté est « prête à apporter une contribution positive » à la mesure de ses capacités n'est pas conforme à la vérité.

Le document préparé par les experts, durant la nuit de lundi à mardi, suggère que le Conseil européen exprime un esprit d'ouverture.

La déclaration du Conseil européen sur les relations avec le Japon dit notamment : « (...) Le Conseil constate avec inquiétude les effets produits par les pratiques de dumping pratiquées au Japon en matière d'importations d'exportations, ainsi que la détérioration rapide de la situation des échanges commerciaux entre la Communauté et le Japon et les difficultés apparues dans certains secteurs importants de l'industrie. Des efforts particuliers s'imposent afin de remédier à cette situation, une attention particulière devant être accordée au développement rapide des importations du Japon en provenance de la Communauté en vue de l'établissement de relations commerciales mutuellement profitables. »

En conséquence, le Conseil européen invite les instances compétentes de la Communauté à poursuivre de toute urgence l'examen de ces problèmes (...). Il exprime des progrès notables devant les discussions en cours, et souhaite que les prochaines réunions (1) pour arriver à des solutions qui pré-

sentent un caractère d'urgence nécessaire pour la réalisation des objectifs de la Communauté (...).

● LE DIALOGUE NORD-SUD. A propos de la Conférence, la coopération économique internationale (ou dialogue Nord-Sud), le Conseil déclare notamment : « Le Conseil estime que des efforts supplémentaires doivent être accomplis par et d'autre en vue d'aboutir à des commissions mixtes satisfaisantes, permettant des progrès notables de la coopération économique internationale, une contribution importante au développement économique des pays en voie de développement. »

● La Communauté, pour sa part, est prête à apporter sa contribution positive à la mesure de ses capacités et en fonction de l'évolution de son économie.

● A l'issue de son échange de vues sur ce sujet, le Conseil européen a confirmé l'intérêt qu'il porte à la réussite du dialogue Nord-Sud et a demandé aux instances compétentes de la Communauté de mener dans cet esprit leurs travaux sur l'ensemble des questions en discussion. »

(1) Prévue pour février, à Londres.

MAURICE DELARUE.

LA NOUVELLE COMMISSION DE BRUXELLES

Voici la composition de la nouvelle Commission économique européenne, arrêtée mardi 30 octobre à La Haye par les neuf chefs de gouvernement.

ALLEMAGNE FEDERALE. — MM. WILLY HAFTENKAMP et Guido Brunner (commissaires sortants).

BELGIQUE. — M. Etienne Davignon (directeur des affaires politiques au ministère belge des affaires étrangères et président de l'Agence internationale de l'énergie).

DANEMARK. — M. Olaf Gundlach (commissaire sortant).

FRANCE. — MM. François-Xavier Ortoli et Claude Cheysson (commissaires sortants). M. Ortoli préside la Commission actuelle.

GRANDE-BRETAGNE. — MM. Jenkins (ancien ministre de l'intérieur, travailliste) et Christopher Tegen-

ALGERIE PRESSE SERVICE : la politique giscardienne est une croisade de reconquête.

Alger (A.F.P.). — L'agence Algérie Presse Service s'est livrée, mardi 30 novembre, à l'une de ses plus violentes attaques contre la politique de M. Giscard d'Estaing. Elle affirme que « la politique giscardienne est une croisade de reconquête qui a pour principal effet d'affaiblir les pays du tiers-monde ».

Elle déclare qu'au cours de la réunion des Neuf à La Haye, le président français a été « le maître d'œuvre de cette croisade dirigée contre les pays de l'OPEP, contre tous les tiers-monde ».

Parlant du dialogue Nord-Sud, l'agence déclare qu'en réunissant la conférence de Paris, M. Giscard d'Estaing « n'avait d'autre but que de réactiver les richesses du tiers-monde et d'en disposer au gré des pays industrialisés. »

Si la France giscardienne veut jouer un rôle pour rapprocher les points de vue entre pays du tiers-monde et pays développés, la conférence de Paris, ce rôle ne pourra être celui de la neutralité qu'elle prétend afficher, car son ambition d'intégrer dans les régions maghrébines et méditerranéennes a dévié tous les aspects néo-colonialistes de sa politique étrangère», souligne l'A.P.S. Selon l'agence, la politique menée par M. Giscard d'Estaing est la cause de « tensions très fortes en Afrique. Les ventes d'armes à l'Afrique, les ventes de pétrole aux Etats du Sud ainsi que les tentatives d'armement nucléaire seront tôt ou tard, dit-elle, la cause d'un génocide africain. »

LE PRINCE WERNER DE MERODE NOUVEL AMBASSADEUR DE BELGIQUE A PARIS

La prince Werner de Merode, qui était jusqu'à présent ambassadeur de Belgique près le Saint-Siège, vient d'être nommé à Paris.

En 1964, il combattit pendant la dernière guerre, aux côtés de la résistance française avant de servir en Grèce, au Canada, à Paris, où il fut ministre des affaires étrangères, comme conseiller d'Europe occidentale au ministère des affaires étrangères. Il avait été nommé ambassadeur au Vatican en juillet 1972.

De mère et grand-mère françaises, il est père de six enfants. Il est commandeur de l'ordre de Victoria et grand-croix de l'ordre de Pie IX.

Aucune initiative au sujet des relations entre la Communauté et le tiers-monde

De notre envoyé spécial

La Haye. — La Communauté européenne, l'œil braqué sur ses difficultés économiques immenses, a finalement renoncé à faire un effort un tant soit peu sérieux pour réactiver la conférence Nord-Sud.

C'est ce qui ressort des discussions qu'ont eues, mardi 30 novembre, les chefs de gouvernement des Neuf. Appelés à se prononcer sur un projet préparé par leurs experts, ils ont refusé de prendre à leur compte les passages où étaient indiqués les thèmes sur lesquels la Communauté pourrait éventuellement faire des concessions au tiers-monde. Aucune orientation n'a été décidée concernant la tactique à suivre par la Communauté, dans le cas où la conférence ministérielle se tiendrait aux dates prévues des 15 et 16 décembre.

En fait, même s'ils se sont abstenus de le dire officiellement, les chefs de gouvernement souhaitent vivement le report de cette conférence afin de gagner du temps et de se concerter auparavant avec les Etats-Unis.

M. Thörn, chef de gouvernement du Luxembourg, a résumé ainsi l'impression générale : « La Communauté pourrait être difficilement prête les 15 et 16 décembre. Je suis sûr que si ces dates n'étaient maintenues, elle ne serait pas à même de parvenir à une position commune. »

Pourtant, le sentiment qui prévalait, lundi soir, à l'issue de la première journée de travail, était moins négatif. Les Neuf, sans manifester d'enthousiasme, paraissent à peu près d'accord pour mettre en œuvre une tactique en deux points : 1) pour éviter de donner des arguments à ceux qui, au sein de l'OPEP, estiment que la Communauté ne doit pas être tenue pour responsable de l'ajournement de la session ministérielle de la conférence de Paris ; 2) elle doit faire savoir, même si c'est en termes prudents, qu'elle est prête à faire des efforts concrets pour que le dialogue aboutisse.

Mardi, en fin de parcours, ce plan d'action se réduisait à peu de choses. Seule la forme est à peu près sûre : les Neuf, soucieux de « ne pas porter le chapeau », ne demandent pas explicitement le report de la session. Mais le texte diffusé assurant que la Communauté est « prête à apporter une contribution positive » à la mesure de ses capacités n'est pas conforme à la vérité.

Le document préparé par les experts, durant la nuit de lundi à mardi, suggère que le Conseil européen exprime un esprit d'ouverture.

La déclaration du Conseil européen sur les relations avec le Japon dit notamment : « (...) Le Conseil constate avec inquiétude les effets produits par les pratiques de dumping pratiquées au Japon en matière d'importations d'exportations, ainsi que la détérioration rapide de la situation des échanges commerciaux entre la Communauté et le Japon et les difficultés apparues dans certains secteurs importants de l'industrie. Des efforts particuliers s'imposent afin de remédier à cette situation, une attention particulière devant être accordée au développement rapide des importations du Japon en provenance de la Communauté en vue de l'établissement de relations commerciales mutuellement profitables. »

En conséquence, le Conseil européen invite les instances compétentes de la Communauté à poursuivre de toute urgence l'examen de ces problèmes (...). Il exprime des progrès notables devant les discussions en cours, et souhaite que les prochaines réunions (1) pour arriver à des solutions qui pré-

sentent un caractère d'urgence nécessaire pour la réalisation des objectifs de la Communauté (...).

● LE DIALOGUE NORD-SUD. A propos de la Conférence, la coopération économique internationale (ou dialogue Nord-Sud), le Conseil déclare notamment : « Le Conseil estime que des efforts supplémentaires doivent être accomplis par et d'autre en vue d'aboutir à des commissions mixtes satisfaisantes, permettant des progrès notables de la coopération économique internationale, une contribution importante au développement économique des pays en voie de développement. »

● La Communauté, pour sa part, est prête à apporter sa contribution positive à la mesure de ses capacités et en fonction de l'évolution de son économie.

● A l'issue de son échange de vues sur ce sujet, le Conseil européen a confirmé l'intérêt qu'il porte à la réussite du dialogue Nord-Sud et a demandé aux instances compétentes de la Communauté de mener dans cet esprit leurs travaux sur l'ensemble des questions en discussion. »

(1) Prévue pour février, à Londres.

PHILIPPE LEMAITRE.

LES DÉCLARATIONS

LES RELATIONS AVEC LE JAPON.

La déclaration du Conseil européen sur les relations avec le Japon dit notamment : « (...) Le Conseil constate avec inquiétude les effets produits par les pratiques de dumping pratiquées au Japon en matière d'importations d'exportations, ainsi que la détérioration rapide de la situation des échanges commerciaux entre la Communauté et le Japon et les difficultés apparues dans certains secteurs importants de l'industrie. Des efforts particuliers s'imposent afin de remédier à cette situation, une attention particulière devant être accordée au développement rapide des importations du Japon en provenance de la Communauté en vue de l'établissement de relations commerciales mutuellement profitables. »

En conséquence, le Conseil européen invite les instances compétentes de la Communauté à poursuivre de toute urgence l'examen de ces problèmes (...). Il exprime des progrès notables devant les discussions en cours, et souhaite que les prochaines réunions (1) pour arriver à des solutions qui pré-

sentent un caractère d'urgence nécessaire pour la réalisation des objectifs de la Communauté (...).

● LE DIALOGUE NORD-SUD. A propos de la Conférence, la coopération économique internationale (ou dialogue Nord-Sud), le Conseil déclare notamment : « Le Conseil estime que des efforts supplémentaires doivent être accomplis par et d'autre en vue d'aboutir à des commissions mixtes satisfaisantes, permettant des progrès notables de la coopération économique internationale, une contribution importante au développement économique des pays en voie de développement. »

● La Communauté, pour sa part, est prête à apporter sa contribution positive à la mesure de ses capacités et en fonction de l'évolution de son économie.

● A l'issue de son échange de vues sur ce sujet, le Conseil européen a confirmé l'intérêt qu'il porte à la réussite du dialogue Nord-Sud et a demandé aux instances compétentes de la Communauté de mener dans cet esprit leurs travaux sur l'ensemble des questions en discussion. »

(1) Prévue pour février, à Londres.



Artistes et Artisans ont collaboré pour faire de la nouvelle Boutique
“NINA RICCI - GEORGE V”
 un lieu de charme et de distinction

Vous y trouverez sur trois étages
 - avec l'accueil le plus courtois -
 tout ce qu'un goût exigeant
 peut, aujourd'hui, rassembler.
 Multiples choix de Cadeaux,
 Accessoires, Echarpes, Carrés,
 Parfums, Maroquinerie, Bagages,
 le « prêt-à-porter » Nina Ricci,
 le groupe « week-end » (sweaters, etc.).

et une boutique spéciale « Ricci-Monsieur »

OUVERTURE CONTINUE, à partir de 9 heures 30, tous les jours, sauf dimanches
 “NINA RICCI - GEORGE V” 29 av. George-V, Paris 75008 (Angle av. George-V et Pierre-I^{er}-de-Serbie)

هكذا من الأصل

EUROPE

Union soviétique

M. Brejnev est prêt à coopérer avec M. Carter pour atténuer la menace d'une guerre nucléaire

De notre correspondant

Moscou. — M. Brejnev a affirmé, mardi 30 novembre, la volonté de l'Union soviétique de « coopérer avec la nouvelle administration américaine et elle est prête à atténuer la menace d'une guerre nucléaire ». Le secrétaire général a fait cette déclaration au cours du dîner offert au Kremlin en l'honneur de M. William Simon, le secrétaire américain au Trésor, et de plus de deux cents hommes d'affaires américains venus à Moscou pour participer à la quatrième réunion du conseil économique et commercial soviéto-américain.

M. Brejnev a également évoqué la dernière proposition des pays membres du pacte de Varsovie pour la conclusion d'un traité engageant les signataires à ne pas utiliser les armes nucléaires. Il est probable que M. Brejnev va accepter ce projet par les États-Unis est assés mince, puisqu'il consacrerait la supériorité en Europe des forces classiques du pacte de Varsovie.

Le propos des échanges économiques et commerciaux entre les États-Unis et l'U.R.S.S., M. Brejnev a réaffirmé la thèse maintenant traditionnelle de l'Union soviétique : ces échanges ne pourront s'accroître que si le Congrès revient sur les amendements Jackson adoptés en 1974 et limitant l'accès de la Russie à la plus libérale des politiques d'émigration de l'Union soviétique.

Si la situation actuelle est maintenue, a-t-il dit, le volume des échanges économiques avec les États-Unis pourrait diminuer. Il a ajouté : « Ceux qui prétendent que la discrimination dans les rapports économiques peut influencer notre politique ou entraver notre évolution économique se trompent. L'Union soviétique n'a jamais compté sur la bienveillance de ses partenaires occidentaux. »

Dans l'après-midi, M. Brejnev a reçu dans son bureau du Kremlin le secrétaire américain au Trésor.

JACQUES AMALRIC.

Espagne

M. Nahum Goldmann se félicite de la «réconciliation entre l'Espagne et les juifs»

M. Nahum Goldmann, président du Congrès juif mondial, s'est félicité, à Paris, de la décision du gouvernement espagnol d'autoriser la réunion à Madrid, à partir du samedi 4 décembre, de la branche européenne de cette organisation, et il a souligné un événement politique et historique important qui marque la réconciliation entre l'Espagne et les juifs, nous a déclaré M. Goldmann. Pour prouver l'Espagne de l'expulsion des juifs en 1492, les rabbins ont pendant des siècles, interdit à tout juif de se rendre dans ce pays.

« C'est un ministre espagnol qui prononcera le discours d'ouverture et l'inaugureront moi-même une nouvelle école juive », a ajouté M. Goldmann. « En même temps je me réjouis que des juifs yougoslaves, roumains, polonais, allemands de l'Est, hongrois et tchécoslovaques assistent à cette réunion alors que seuls les Yougoslaves et les Roumains font partie du Congrès juif mondial, les autres ayant rompu après la guerre de six jours. »

« Des représentants de la communauté juive soviétique nous ont contacté également, et des discussions sont en cours avec eux, mais ils ne seront pas à Madrid. »

Environ six cents juifs d'Europe occidentale et orientale sont attendus à Madrid et discuteront notamment de l'attitude d'Israël au Proche-Orient, des problèmes des juifs en U.R.S.S. et dans les pays socialistes et de l'antisémitisme en Europe occidentale.

Irlande du Nord

LES DIRIGEANTS DU MOUVEMENT DES FEMMES REÇOIVENT À OSLO LE « PRIX POPULAIRE DE LA PAIX »

Nimes Betty Williams et Mairead Corrigan, dirigeantes du Mouvement des femmes pour la paix en Irlande du Nord, ont reçu, mardi 30 novembre, à l'hôtel de ville d'Oslo, le prix populaire de la paix, d'un montant de 170 000 couronnes (1,5 million de francs français), fruit d'une souscription organisée par vingt-deux quotidiens norvégiens. Cette initiative a été prise lorsqu'il a été décidé de ne pas attribuer cette année le prix Nobel de la paix, pour lequel la nomination des deux femmes avait été suggérée.

Nimes Williams et Corrigan ont été reçues par le roi Olav et le ministre des affaires étrangères, Mr. Trygve Lund. Elles ont déclaré que le montant de leur prix servirait à construire en Irlande du Nord des terrains de jeux pour les enfants des deux communautés.

A Dublin, les dirigeants du Sinn Féin provisoire, la branche politique de l'IRA, ont proposé dans leur hebdomadaire « An Phoblacht » (« la République ») l'ouverture de négociations avec les dirigeants des organisations paramilitaires protestantes d'Ulster pour examiner la possibilité de fonder une Irlande du Nord indépendante. — (Reuters, U.P.I.)

LE COMITÉ INTERNATIONAL CONTRE LA RÉPRESSION PUBLIE UN DOSSIER SUR LES PRISONNIERS POLITIQUES EN BULGARIE

Le Comité international contre la répression (1) vient d'établir un dossier sur la Bulgarie. Le rapport traite au premier lieu des cliniques psychiatriques.

« Nous avons pu faire la connaissance de l'existence de deux cliniques psychiatriques réservées aux prisonniers politiques :

« — La première clinique psychiatrique que cite le rapport est celle de Sofia, au 11, rue de l'Institut international, se trouve à Biala (Bulgarie du Nord).

« En effet, Yovan Strakon, ex-président de la ville de Sofia, en janvier 1968, est entré dans la clinique de Biala. Selon Strakon, qui réside en Autriche, l'ordre de la clinique de Biala est d'admettre dans les cliniques psychiatriques des dissidents sont détenus sans aucune justification médicale.

« — La deuxième clinique psychiatrique que cite le rapport est celle de Sofia, au 11, rue de l'Institut international, se trouve à Biala (Bulgarie du Nord).

« Cet institut est l'un des plus importants qui existent à l'heure actuelle en Bulgarie. Fondé avant 1944, il se trouve aux environs de la capitale bulgare, installé dans de vieux bâtiments, mal adaptés aux conditions d'hygiène et d'appareillage modernes. Il est en deux départements, l'un de neurologie, l'autre de psychiatrie, il a pour directeur le professeur Ganchev Ganchev. »

Le dossier précise d'autre part : « En ce qui concerne les camps de concentration, les conditions de vie et de travail y sont impossibles, les prisonniers sont souvent battus, ils sont mal nourris, maltraités. »

« Les premiers camps importants furent ouverts après la guerre. L'un des plus importants est celui de Belene, qui abritait à certains moments plusieurs milliers de personnes. »

« Actuellement, il existe toujours près de camp une prison. C'est aussi un lieu d'interne pour certains « ennemis » du régime. »

« Les camps de concentration sont installés soit près d'une grande ferme, soit à proximité d'un autre chantier de travail. Entre 1949 et 1953, le nombre des détenus dans les camps avait atteint plusieurs dizaines de milliers de personnes. Beaucoup de prisonniers libérés en 1952-1953 furent de nouveau arrêtés après les événements de 1956 en Pologne et en Hongrie. »

« Aujourd'hui, il existe plusieurs camps de concentration de moindre importance. On a l'impression que le gouvernement préfère disperser les prisonniers pour mieux les surveiller. »

Le dossier estime à vingt mille le nombre de personnes actuellement internées.

(1) Adresse du comité : M. Jean-Jacques Marie, appartement 2 A 2, 111, rue de Beuville, 75012 Paris.

Italie

AU COURS D'UNE « VISITE DE TRAVAIL » LE 2 DÉCEMBRE Les relations économiques seront au centre des entretiens de MM. Giscard d'Estaing et Andreotti

M. Valéry Giscard d'Estaing se rend en « visite de travail » en Italie jeudi 2 décembre. Il s'entretiendra avec le chef de l'Etat, M. Leone, dans le domaine présidentiel de San-Rossore, près de Pise, puis avec M. Andreotti, président du conseil, dans la propriété voisine, la villa Salvati. Ces échanges de vues sur les questions politiques, économiques et monétaires — analogues à ceux qu'avaient eus Georges Pom-

pidou et M. Andreotti, alors déjà président du conseil, au même endroit, en juillet 1972 — seront complétés par des entretiens avec deux ministres des affaires étrangères, MM. Louis de Guiringaud et Arnaldo Forlani. La délégation française, qui comprendra en outre le secrétaire général et le porte-parole de l'Elysée, regagnera Paris dans la soirée du même jour.

De notre correspondant

oublié trop souvent que leur pays est, avec cinquante-six millions d'habitants, l'un des « grands » de la Communauté européenne, celui aussi qui s'est le plus transformé depuis la dernière guerre. Sans doute accueilleraient-ils avec plaisir la proposition d'instituer des rencontres bilatérales régulières, au plus haut niveau, comme la France le fait depuis 1963 avec l'Allemagne fédérale et depuis peu avec la Grande-Bretagne.

Que peut apporter la France ?

Persuadé que l'Europe devait être « rééquilibrée » par le Sud, Georges Pompidou avait voulu donner en 1972 une marque d'intérêt à l'Italie. C'est le même geste qu'il avait fait, deux ans auparavant, dont le voyage avait été décidé lors de sa présence à Rome, en décembre 1970, pour un conseil européen.

L'économie sera au centre des entretiens de Pise. On continuera notamment les deux séries d'auscultations mises en place à quel-

ques jours d'intervalle pour combattre l'inflation : le « plan Barre », jugé ici cohérent mais timide ; et le « plan Andreotti », dont les contours restent assez flous et qui est d'ailleurs loin d'être terminé.

En matière politique, M. Giscard d'Estaing sera interrogé sur la situation intérieure française, sur « ses » communistes et sur les problèmes que pose l'élection du Parlement européen au suffrage universel (problème insistant en Italie où la quasi-totalité des formations politiques sont d'accord pour franchir le pas). Pour sa part, le président français sera curieux de connaître les véritables intentions de M. Andreotti, dont on ne sait s'il prépare un retour à la coalition de centre gauche ou s'il ouvre vraiment la voie au « compromis historique » avec les communistes.

ROBERT SOLÉ.

L'affaire Lockheed

M. MARIANO RUMOR OFFICIELLEMENT INCULPÉ PAR LA COMMISSION D'ENQUÊTE PARLEMENTAIRE

(De notre correspondant.) Rome. — La commission parlementaire, qui enquête sur le scandale Lockheed, a officiellement inculpé, mardi 30 novembre, M. Mariano Rumor, ancien président du conseil, lequel se retrouve ainsi logé à la même enseigne que deux anciens ministres de la défense, MM. Tanassi (social-démocrate) et Cui (démocrate-chrétien). Ils sont soupçonnés tous les trois d'avoir reçu des pots-de-vin de la société aéronautique américaine, soit pour eux, soit pour alimenter les caisses de leurs partis.

« L'ouverture d'une enquête sur M. Rumor ne signifie nullement qu'il existe la moindre preuve contre lui », a déclaré le président de la commission parlementaire qui appartient, comme l'ancien chef du gouvernement, à la démocratie chrétienne. Il a ajouté : « C'est simplement la régularisation d'un processus juridique et un moyen de permettre à l'accusé de se défendre. »

M. Rumor est l'un des hommes politiques les plus en vue d'Italie : il a été cinq fois président du conseil, titulaire à plusieurs reprises du portefeuille des affaires étrangères et secrétaire général de la démocratie chrétienne. Certains voient en lui « l'Antélope Cobble », nom de code utilisé dans les documents internes de Lockheed. — R. S.

LE TROISIÈME CLIENT

De notre correspondant

Rome. — L'Italie est, après l'Allemagne fédérale et le Benelux, le troisième fournisseur de la France et son troisième client. C'est aussi le seul pays à lui acheter davantage qu'il ne lui vend.

Les principaux achats italiens en France concernent des produits agricoles et alimentaires (20,4 % du total en 1975), des produits bruts et des matières premières. La France, pour sa part, importe surtout d'Italie des biens de consommation et d'équipement.

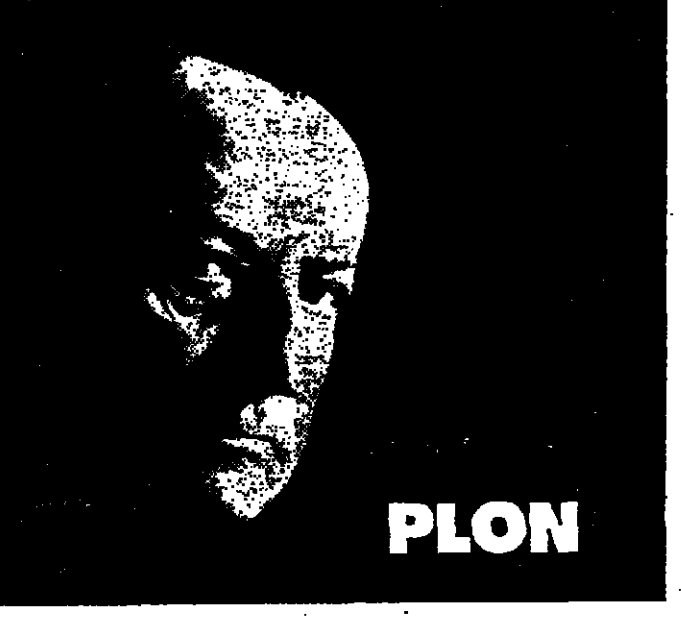
Déficitaire de 1965 à 1969, la balance commerciale française avec l'Italie s'est inversée pour atteindre en 1974 le solide record de 6 627 millions de francs. L'an dernier, cependant, on a assisté à un net rééquilibrage des échanges entre les deux pays : le déficit est tombé à 1 282 millions en raison d'une forte diminution des importations italiennes de toute provenance. La France a néanmoins réussi à

augmenter légèrement sa part de marché dans la péninsule (13,3 %), contrairement à l'Allemagne fédérale et aux États-Unis. Et les exportations italiennes ont fait en France un progrès comparable, ce qui veut dire que la croissance des ventes de part et d'autre est équilibrée.

Les résultats de 1976 risquent d'être assez différents. Au lieu de décourager les importations, la dépréciation de la lire, accompagnée de bonnes reprises industrielles, a encouragé le restocking en Italie, parfois dans un but spéculatif. Au cours des trois premiers trimestres la France a accru ainsi de 34 % ses ventes dans la péninsule (selon un calcul en francs). Mais les prochains mois lui seront sans doute assez favorables en raison des mesures de dévaluation prises à Rome et des effets de la dépréciation de la lire qui commencent déjà à affecter les importations. — R. S.

MALRAUX ETRE ET DIRE

ouvrage collectif sous la direction de MARTINE DE COURCEL suivi de néocritique postface inédite de Malraux



PLON

PROCHE-ORIENT

Un accord sur la non-belligérance n'offrirait aucune garantie à Israël

déclare à Paris M. Begin

Invité par le comité français de l'Alliance France-Israël, M. Menachem Begin, ancien chef de l'Irgoun, ancien ministre et président du Likoud, bloc nationaliste israélien, a exposé, mardi 30 novembre, à la salle Médicis du Sénat, le point de vue de l'opposition de droite qu'il dirige sur les dernières propositions du président Sadate, qu'il a résumées en deux points : échange de l'état de non-belligérance entre Israël et les États arabes contre le retrait des troupes israéliennes de tous les territoires occupés après la guerre de 1967 et création d'un État palestinien.

Sommet ces propositions à une « analyse rationnelle », l'orateur s'est demandé d'abord ce que signifiait l'état de non-belligérance et, après avoir rappelé des exemples historiques, a affirmé qu'un accord sur ce point n'offrirait aucune garantie de sécurité à Israël. Seule la paix en bonne et due forme pourrait en finir à ses yeux.

A propos d'un éventuel État palestinien, M. Begin a rappelé que la Palestine avait « toujours été la terre d'Israël ». Revenir sur frontières du 4 juin 1967 serait revenir à un État israélien sur une frange de terre large de 14 à 28 kilomètres, ce qui le mettrait sous le feu des canons des U.R.S.S. ne manquant pas de fournir à l'État palestinien. Une nouvelle guerre s'ensuivrait inévitablement et l'on

reviendrait à la situation actuelle. Selon M. Begin, il existe un consensus en Israël sur le refus d'un retour à ces frontières.

M. Begin s'est déclaré néanmoins confiant en l'avènement d'une véritable paix, souhaitée, a-t-il affirmé, par tous les Israéliens. Il a jugé « ridicule » de parler du « droit d'Israël à l'existence. Ce droit, nous l'avons, ce que nous voulons, c'est une reconnaissance mutuelle ». R. D.

« Cheikh Zayed Ben Sultan Al Nahyane a été réélu, mardi 30 novembre, président de l'État des Émirats arabes unis par le Conseil fédéral, pour une nouvelle période de cinq ans. Il avait été porté, le 2 décembre 1971, à la magistrature suprême lors de la fondation de la Fédération. Il avait fait savoir récemment qu'il ne briguerait pas un nouveau mandat en raison d'un manque de coopération de certains des émirats. (A.F.P.) »

« Le Conseil de sécurité de l'ONU a décidé à l'unanimité de prolonger de six mois, jusqu'au 31 mai 1977, le mandat de la force de l'ONU qui sépare les troupes israéliennes et syriennes sur les hauteurs du Golan. Ce mandat expirait mardi 30 novembre à minuit. La Chine, le Bénin et la Libye n'ont pas participé au vote. (A.F.P.) »

Plains (Georgie) (A.F.P.). — M. Jimmy Carter, président élu des Etats-Unis, a laissé entendre lundi 29 novembre, au cours d'une interview diffusée par la chaîne de télévision C.B.S., qu'il pourrait avoir recours aux services de M. Henry Kissinger après le 20 janvier 1977, date de son « inauguration ». Il a rendu hommage à M. Kissinger, qu'il a décrit

comme un « superbe négociateur » auquel il n'hésiterait pas à s'adresser s'il pensait qu'il était le mieux placé pour régler tel ou tel problème au Proche-Orient, en Afrique ou à Panama. M. Carter avait critiqué à plusieurs reprises, au cours de la campagne électorale, la diplomatie de M. Kissinger qu'il jugeait trop « secrète » et « peu morale ».

L'ANCIEN AVOCAT DE L'EXTREMISTE ANDREAS BADER. M^{rs} Siegfried Haag, depuis longtemps recherchée pour sa part ouïe, avait été arrêtée mardi 30 novembre. De source officielle, on confirme que M^{rs} Haag a été appréhendée à Munich, en raison des contacts qu'elle avait eus avec la police comme l'un des « terroristes les plus dangereux » recherchés en R.F.A. M^{rs} Haag (qui n'est pas son vrai nom) avait disparu en 1975. Il avait été arrêté sur mandat du parquet fédéral sous le soupçon d'avoir procuré des armes à une « organisation terroriste ». Le juge d'instruction du parquet fédéral refuse néanmoins de signer le mandat d'écrou, et de le représenter. Selon les indications fournies par le ministre de l'intérieur du Bade-Wurtemberg, M^{rs} Haag serait impliquée dans l'attentat communiste contre l'ambassade de l'ambassade de R.F.A. à Stockholm. — (A.F.P.)

● **UN SONDAGE** publié le mardi 30 novembre par le quotidien *Mainichi Shimbun* révèle que le parti libéral démocrate pourrait perdre les élections du 5 décembre. Selon le sondage, le parti gouvernemental n'obtiendrait que 240 sièges sur 511 à la Chambre basse.

L'équipe de transition est, dans son ensemble, très nettement orientée à « gauche », notamment en ce qui concerne la politique étrangère et la défense.

Pour le *Baltimore Sun*, la transition est un « triomphe américain ». « La démocratie présidentielle américaine, écrit-il, assure un transfert de pouvoir dans l'ordre... Elle évite les intrigues byzantines et rend plus aisés les cent jours du président élu... Mais, au Capitole, nombreux sont ceux qui ne partagent pas cet optimisme, dans la mesure où, ultérieurement, les chefs du département ministériel risquent de trouver en face d'eux des « chiques idéologiques », selon la formule du *New York Times*.

de sécurité (N.S.C.), dont deux quittèrent leur poste à la suite de désaccords avec le ministre de la Défense. Le troisième d'entre eux, il s'agit essentiellement de MM. Anthony Lake, qui quitta le N.S.C. au moment de la nomination de son oncle, le secrétaire d'Etat, et de son collègue, le directeur de la suite des potes, toutes les deux à la suite des poursuites contre son « patron », l'accusant de l' avoir fait placer, sans réelle sécurité, dans la zone de la Corée du Nord, par le N.S.C. pour travailler avec le sénateur Mondale et qui joua un rôle important dans la commission d'enquête sur l'opération du général Bergien, économiste, au département d'Etat, puis au N.S.C., qu'il abandonna en raison du peu d'intérêt accordé par le président à ses analyses économiques. Ces trois hommes jeunes (le plus âgé a trente-huit ans) peuvent être classés comme des hommes d'Etat, des critiques américains et ont combattu énergiquement la guerre du Vietnam.

● M. James Angleton, qui fut jusqu'à l'an dernier, un des responsables de la C.I.A., révèle, dans une interview au *New York Times*, qu'en 1956 l'agence avait entraîné plusieurs centaines de personnes originaires des pays de l'Est de l'Europe Centrale à émigrer en Occident afin d'acquiescer à une mission de susciter des soulèvements en Pologne, en Hongrie et en Roumanie au moment de la publication du rapport sur le cret de Khrouchchev sur les crimes de Staline. Finalement, ils n'ont pas été envoyés en Europe de l'Ouest, leurs formations étant dissoutes en 1958. — (A.F.P.)

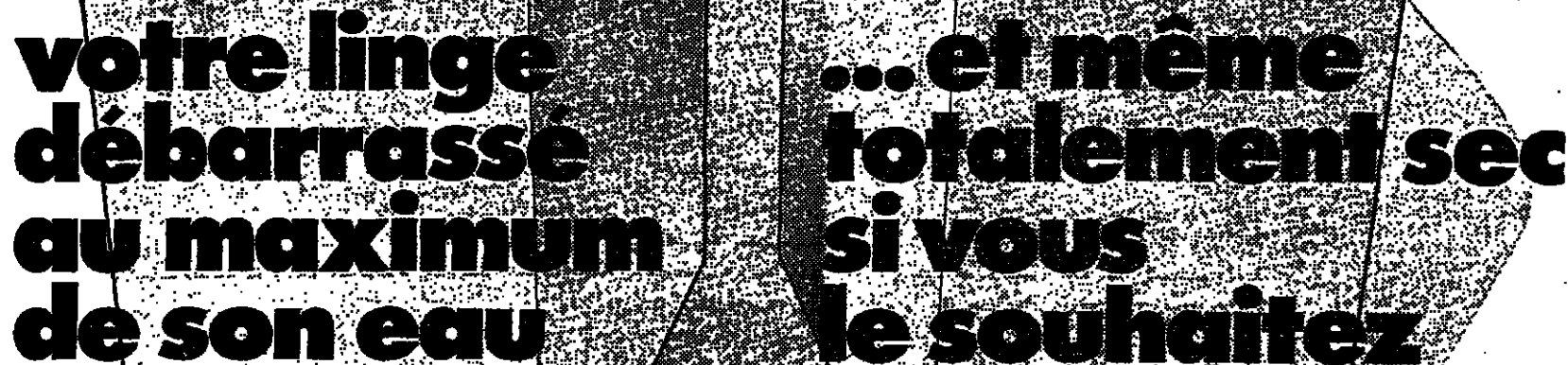
(De notre envoyé spécial.)

Mexico. — Le président J. Lopez Portillo a formé un gouvernement composé en major de technocrates proches de la haute pyramide du pouvoir. Les membres du gouvernement représentent des différents courants du p. révolutionnaire. Institutions : un gouvernement d'union et combat pour affirmer la ce et la justice économique ; affronter la crise économique ; nomination, à l'intérieur, Reyes Heróles, ancien prési du parti, un libéral, est consid. comme le plus important ; il garantit du droit à la critique au maintien d'un certain plisme politique. Le nouveau ministre des finances, M. Julio Roda Marín, ancien directeur de l'administration publique, a été nommé. M. Lugo Ledo, ancien ministre travail, ancien président du F, considère comme animateur « clan de gauche », proche du président. Le ministre de l'éducation, M. Carlos Hank Rhon, au secteur privé, ancien gouverneur de l'Etat de Mexico, devr chef du département du dist. fédéral de Mexico, en accord avec rang de ministre de la u. de Mexico, qui compte près de dix millions d'habitants. — M.

[Voici la composition du cabinet du président José Lopez Portillo, qui prend ses fonctions ce mercredi 1^{er} décembre.]

Interieur : M. Jesus Reyes Heron
Finances : M. Julio Rodolfo Moe
Mucias Cui : ministre détaché aux
affaires étrangères : M. R. Ma
Macias ; affaires étrangères : M. R.
siago Rol ; défense : général M.
Chazaro Larz ; ressources : M. Ric
M. José Andres de Oñiza ; indus
rie et commerce : M. Eras
M. R. Macias ; justice : M. Fran
Mertino ; communications et tra
ports : M. Emilio Mujica Mont
travaux publics : M. Pedro Ram
M. R. Macias ; agriculture : M.
M. Jesus Robles Linares ; aut
M. Emilio Martinez Manautau ;
M. M. Porfirio Muñoz Le
travail : M. José R. Macias ;
réforme agraire : M. Jorge R.
Lugo ; tourisme : M. Guill
ministère de la Santé ; rép
fédérale : M. José R. Macias ;
tice : M. Oscar Flores Sanchez ;

● QUATRE PRETRES, DON
ON FRANÇAIS, le R.P. Ami
Bacque, ont été arrêtés.
29 novembre, à Buenos-Aires
Il s'agit des frères de Notre
Dame-de-Lourdes qui ensei-
gnent au collège San-Miguel.
Cette arrestation a eu lieu
cours d'une opération de police
qui se déroulait avec des véhi-
cules blindés.



Jusqu'à présent la quasi totalité des machines à laver essorait tout au plus à 500 tr/mn. En portant l'essorage à 850 tr/mn, Frigéavia répond à l'attente de toutes celles qui souhaitent avoir, au sortir de la machine, un linge débarrassé au maximum de son eau. Un linge, donc, plus vite sec et qui encombre moins longtemps la salle de bains ou la cuisine. L'essorage à 850 tr/mn est précédé de 3 essorages "graduels" ce qui permet d'éliminer progressivement l'eau contenue dans le linge. Celui-ci est donc moins lourd lorsque l'essorage passe à 850 tr/mn. Il se répartit harmonieusement sur les parois du tambour.

Pour celles qui veulent disposer d'un linge immédiatement prêt à ranger ou à repasser, la nouvelle machine à laver Frigéavia G 52 comporte une innovation spectaculaire : elle sèche à l'air chaud jusqu'à 2,5 kg de linge. Brassé en douceur pendant le séchage, le linge est nullement froissé et, dans bien des cas, il ne nécessite pas de repassage : sorti de la machine, il est prêt à être porté. Le séchage ne dégage aucune buée, la vapeur étant condensée à l'intérieur de la machine par un système de circulation d'eau froide.

Capacité: 1 à 5 kg de linge sec
22 programmes automatiques
essorage 850 tr/mn - 4 bacs à produits
Dimensions : L 450 - H 850 - P 600 mm

frigēavia 

pour ceux qui ont choisi de vivre avec leur temps.

DÉCOUVERTE INDIVIDUELLE

DÉPART DE PARIS

TUNIS	720 F
NEW YORK	1 450 F
BANGKOK	2 050 F
BOMBAY	2 250 F

ALLER - RETOUR

CIRCUITS ORGANISÉS

DÉCOUVERTE DE L'ÉGYPTÉ

du 20 12 au 03-01
du 09 01 au 22 01
du 13 02 au 26 02
du 06 03 au 19 03

2 550 F
avec transport Paris/Le Caire

**BON A DÉCOUPER ET A ENVOYER
A NOUVELLES FRONTIÈRES**
63, av. Desfort-Rochereau - 75014 PARIS
Tél.: 325.57.51 - 633.28.91

NOM
RUE
VILLE
*Je désire recevoir
la documentation
sur le voyage*
.....

100-443887-100

هكذا من الأصل

AMÉRIQUES

DE FONCTIONS DU PRÉSIDENT DU MEXIQUE

Il n'y a pas de plan pour abolir le secteur privé, bien au contraire

déclare au « Monde » M. Lopez Portillo

De notre envoyé spécial

Mexico. — L'héritage d'un pays en crise. C'est l'évidence. Mais l'héritage aussi des instruments et des moyens propres à surmonter cette crise. C'est un nouveau président mexicain, serein et optimiste, qui nous a reçu à sa résidence de la rue Moctezuma, la veille d'assumer tous les pouvoirs. Il prend officiellement ses fonctions ce mercredi 1^{er} décembre — et d'affronter une situation considérée, unanimement, comme difficile. Large sourire, éclairant le visage plein et avenant, le front haut et dégarni, le verbe chaleureux, M. Lopez Portillo, à l'assurance de l'homme qui se bat déjà installé dans le rôle d'un patron tout-puissant.

Soixante-deux millions de Mexicains, impressionnés par la crise économique et financière qui a frappé le pays, ont les yeux tournés vers le nouveau chef de l'Etat. Cela ne semble pas impressionner outre mesure cet homme de cinquante-six ans, solide, à l'allure encore sportive malgré les tempes grisonnantes.

La double dévaluation de fait du peso mexicain a frappé l'opinion. Les effets psychologiques de cette mesure sont, de toute évidence, plus importants que les conséquences proprement économiques puisque les salaires ont été augmentés. Mais la décision prise le 31 août dernier, puis le 8 octobre, par le gouvernement mexicain de laisser flotter le peso brutalement dévalué un mythe qui avait cours depuis 1954. La stabilité monétaire remarquable ans un sous-continent en proie à l'inflation galopante et aux dévaluations répétées était un des piliers du régime.

« Je dirais, déclare M. Lopez Portillo, que le président Echeverría a pris la mesure courageuse qui permet à mon gouvernement d'aller de l'avant. Cette mesure était inévitable, et nous urions même de la prendre bien plus tôt, par exemple en 1971, quand M. Nixon a décidé de laisser flotter le dollar. Mais il faut admettre que nous réagions pas très, ni politiquement ni écono-

miquement. Le peso était surévalué depuis longtemps et le maintien de sa parité à 13,5 dollars a représenté un tour de force. Cet été, la pression sur notre monnaie était devenue insupportable. Il a fallu trancher, non sans risques de provoquer un déséquilibre. Je dirais encore que la confiance reposait sur trois piliers : le développement, la stabilité monétaire et la stabilité politique. Nous nous maintenons sur un seul pied. »

Une dépendance aggravée

Le nouveau président s'est fixé un calendrier audacieux. « Dans six mois, dit-il, les effets positifs de la dévaluation auront commencé à se faire sentir. On note depuis deux mois déjà. Une dévaluation n'est ni un bien ni un mal en soi. Tout dépend de son contexte et de la manière dont elle est utilisée. En juin prochain, la confiance devrait être rétablie. La seconde étape du plan de redressement durera deux mois, et, espérons que la situation sera tout à fait stabilisée dans un an et demi. »

Le désastre mexicain a déjà suscité des réflexions amères dans les milieux politiques et chez les théoriciens de la croissance dans les pays en voie de développement. Des dirigeants mexicains influents, comme M. Porfirio Muñoz Ledo, ancien ministre du travail et nouveau ministre de l'éducation, estiment que le « modèle de développement défendu dans les années 60 par la CEPAL (la Commission économique des Nations unies pour l'Amérique latine) a échoué » en partie parce que « la bourgeoisie nationale n'a pas joué son rôle » et aussi parce qu'il n'a pas été possible « de réduire sérieusement le taux de croissance démographique ». M. Lopez Portillo n'est pas aussi catégorique. Mais il a dit et que la situation actuelle impose la recherche « d'un nouveau modèle de développement ».

« Les intentions de la CEPAL étaient excellentes, déclare M. Lopez Portillo, et en un sens un but a été atteint. Mais la politique de substitution des importations op-

pliquée par les pays en voie de développement nous a conduits à nous en débarrasser encore plus. Le Mexique, comme les autres, voulait rompre la dépendance existante à l'égard des pays industrialisés. En fait, notre dépendance s'est aggravée. La rupture d'un processus de développement stabilisateur nous amène à réfléchir à rechercher d'autres formules, à faire autre chose. J'ai déjà conclu des accords avec le secteur privé, une dizaine, tout particulièrement dans la pétrochimie. Et j'ai l'intention de proposer ce que j'ai appelé une alliance populaire pour la production. »

Le président marque un temps, puis s'empare, frappe le bras du fauteuil de la main avec énergie : « Produire, dit-il, produire : voilà, aujourd'hui, l'objectif principal. Et d'abord produire des aliments. Les investissements publics ont été mal orientés dans ce domaine. Nous avons des problèmes avec les maïs et les oléagineux que nous devons importer. Il n'est pas nécessaire de réduire la part des investissements publics. Mais il

convient de les réorienter, de les rationaliser. Il n'y a pas de plans pour abolir le secteur privé, bien au contraire. La collaboration de tous est indispensable, car il reste beaucoup à faire pour renforcer l'économie de la nation, pour que le plus grand nombre possible de Mexicains aient accès aux biens de consommation. »

Des accords avec Washington

La « petite guerre » entre le gouvernement et le patronat, épidémique au cours des six dernières années, avait pris un ton signifiant polémique dans les derniers mois du mandat de M. Echeverría. La fuite des capitaux a été massive. M. Lopez Portillo compte-t-il enterrer la hache de guerre avec les patrons ? « Sans aucun doute », répond-il. Il n'y a pas d'autre solution. Nous sommes tous mexicains et intéressés au progrès général. L'économie mexicaine n'explique absolument

pas un affaiblissement de l'initiative privée. Il n'est pas question de rogner les bénéfices des sociétés lorsqu'ils sont légitimes. On peut même les encourager, si les entreprises travaillent dans l'intérêt général et pour l'amélioration du niveau de vie des masses. »

On affirme dans les milieux informés de Mexico que M. Lopez Portillo a reçu récemment, pendant deux jours, un groupe d'une vingtaine de banquiers et d'hommes d'affaires nord-américains. D'autre part, le Fonds monétaire international et des organismes bancaires américains auraient déjà avancé des crédits importants, de l'ordre de deux milliards de dollars, au Mexique.

Ces derniers mois, M. Luis Echeverría avait pris soin de dissocier les Etats-Unis des « groupes de pression mexicains », rejetant la responsabilité des « manœuvres » des Etats-Unis sur les « minorités conservatrices » (1). La semaine dernière, inaugurant le nouveau pont international de Nuevo-Laredo, M. Echeverría a parlé de la « nécessaire coopération entre les Etats-Unis et le Mexique ». Trois accords importants viennent d'être signés entre Washington et Mexico. L'un d'eux, qui va faciliter la lutte contre les trafiquants de drogue, satisfait beaucoup les Etats-Unis. En septembre, M. Lopez Portillo s'est rendu au Venezuela, en Amérique centrale et aux Etats-Unis. Les relations entre Washington et Mexico ont connu des « coups de froid » ces dernières années : le vote par le Mexique, en 1975, de la résolution des Nations unies assimilant le sionisme à une forme de racisme a fait sensiblement régresser le nombre des touristes, en raison du boycottage décrété par les organisations juives américaines (2). Tout indique que ces relations devraient retrouver un rythme normal, compte tenu cependant du contentieux sur les cinq millions de Mexicains travaillant illégalement aux Etats-Unis.

L'expropriation il y a deux semaines, par M. Echeverría, de 100 000 hectares dans l'Etat de Sonora, le grenier à blé du Mexi-

que, a porté l'exaspération du secteur privé à son comble. « La quasi, dit M. Lopez Portillo, la président Echeverría a pris une décision courageuse. Il a ouvert l'abaca. C'est à moi maintenant de faire le reste : nettoyer et purifier. La terre mexicaine n'est pas élastique. Il convient, entre autres, d'introduire la campagne ce qui se fait dans l'industrie : la collaboration entre l'Etat et le privé dans l'intérêt de tous. »

Pendant six ans, M. Echeverría, idéaliste personnellement austère et honnête, a beaucoup voyagé, beaucoup parlé et multiplié les décisions. Le traité de Tlatelolco et la charte des droits et des devoirs économiques des nations restent sans doute deux pièces maîtresses de son mandat. Selon toute vraisemblance, M. Lopez Portillo parlera et voyageera moins que son prédécesseur.

Farmi ses principaux atouts, il y a l'exploitation des très riches gisements de pétrole découverts dans le Chiapas et le Tabasco. Il compte aussi lutter contre la corruption. « Je garantis que le fonctionnaire qui trompera ou volera sera puni par la loi », promet-il en administration publique. « J'ai un plan de réforme solide : j'ai déjà passé des accords avec les gouverneurs. Il faut rationaliser notre administration, lutter contre le cancer de la bureaucratie, ne pas provoquer la prolifération des organismes, simplifier pour mieux coordonner. »

A quelqu'un qui lui demandait s'il était « de gauche ou de droite », M. Lopez Portillo a répondu : « Je refuse de tomber dans le piège de la géométrie révolutionnaire. » Financier éclectique et cultivé, il a aussi écrit un livre sur Quetzalcóatl, le Serpent à plumes, l'un des dieux des anciens Mexicains : une réflexion sur le sacrifice et la condition humaine. Le nouveau président n'aura sans doute pas trop de sa profonde connaissance de la cosmogonie indienne pour affronter les obstacles qui vont se dresser sur sa route.

MARCEL NIEDERGANG.

(1) Cet été, un placard publicitaire avait été publié dans le New York Times, signé par une soixantaine de sénateurs nord-américains. Ceux-ci accusaient le Mexique de « glisser vers le communisme ». (2) Significativement, le Mexique s'est abstenu, la semaine dernière, aux Nations unies, au moment du vote sur le problème palestinien.

Un économiste averti

Le nouveau président est né le 16 juin 1920 à Mexico, dans une famille originaire de Jalisco. Son père a participé à l'aventure révolutionnaire au début du siècle aux côtés de Francisco Madero. Avocat, professeur de la théorie générale de l'Etat à l'université autonome de la capitale, de 1947 à 1958, il a adhéré au PRI dès 1945. Sa carrière ressemble à celle de beaucoup de dirigeants mexicains contemporains. Conseiller technique de plusieurs ministères, chargé de rapports sur la planification, sous-secrétaire d'Etat à la présidence en 1964, il a été ensuite directeur général de la commission fédérale de l'électricité. En mai 1973, il reçoit le portefeuille des finances dans le gouvernement de M. Echeverría. Expert en questions monétaires, le nouveau président a laissé de son passage aux finances l'image d'un homme compétent, rigoureux et ne redoutant pas de prendre les décisions

impopulaires qui s'imposent. Il est aussi un ami de jeunesse du président sortant, M. Luis Echeverría. Sa désignation, en septembre de l'année dernière, comme candidat officiel du PRI — qui exerce le pouvoir sans partage depuis plus d'un demi-siècle — a surpris. La classe politique attendait plutôt M. Mario Moya Palencia, ministre de l'intérieur, ou M. Cervantes del Río, ministre de la présidence. Il a mené une campagne électorale « à l'américaine ». Pendant six mois, il a parcouru des milliers de kilomètres dans tous les Etats de la Fédération, prononcé des milliers de discours. Il a obtenu 18 millions de voix, soit 8 millions de plus que son prédécesseur. M. Lopez Portillo a donc réussi, en partie, à vaincre l'opposition naturelle dans un système où le candidat du parti officiel n'a pas d'opposant sérieux. Le Monde a publié, le 8 juillet, un portrait de M. Lopez Portillo.

GAUMONT-AMBAassade — BERLITZ — WEPLER-PATHE — MONTPARNASSE-PATHE — GAUMONT-CONVENTION — GAUMONT-GAMBETTA
QUARTIER-LATIN — VICTOR-HUGO-PATHE — BELLE-EPINE-PATHE (Thiais) — PATHE-CHAMPIGNY — LES ULIS (Orsay) — ARIEL (Rueil)
TRICYCLES (Asnières) — FRANÇAIS (Enghien) — AVIATIC (Le Bourget) — PARLY 2 — GAUMONT (Evry)

MONTAND • BELLI • BRASSEUR • PINOTEAU • AUDIARD

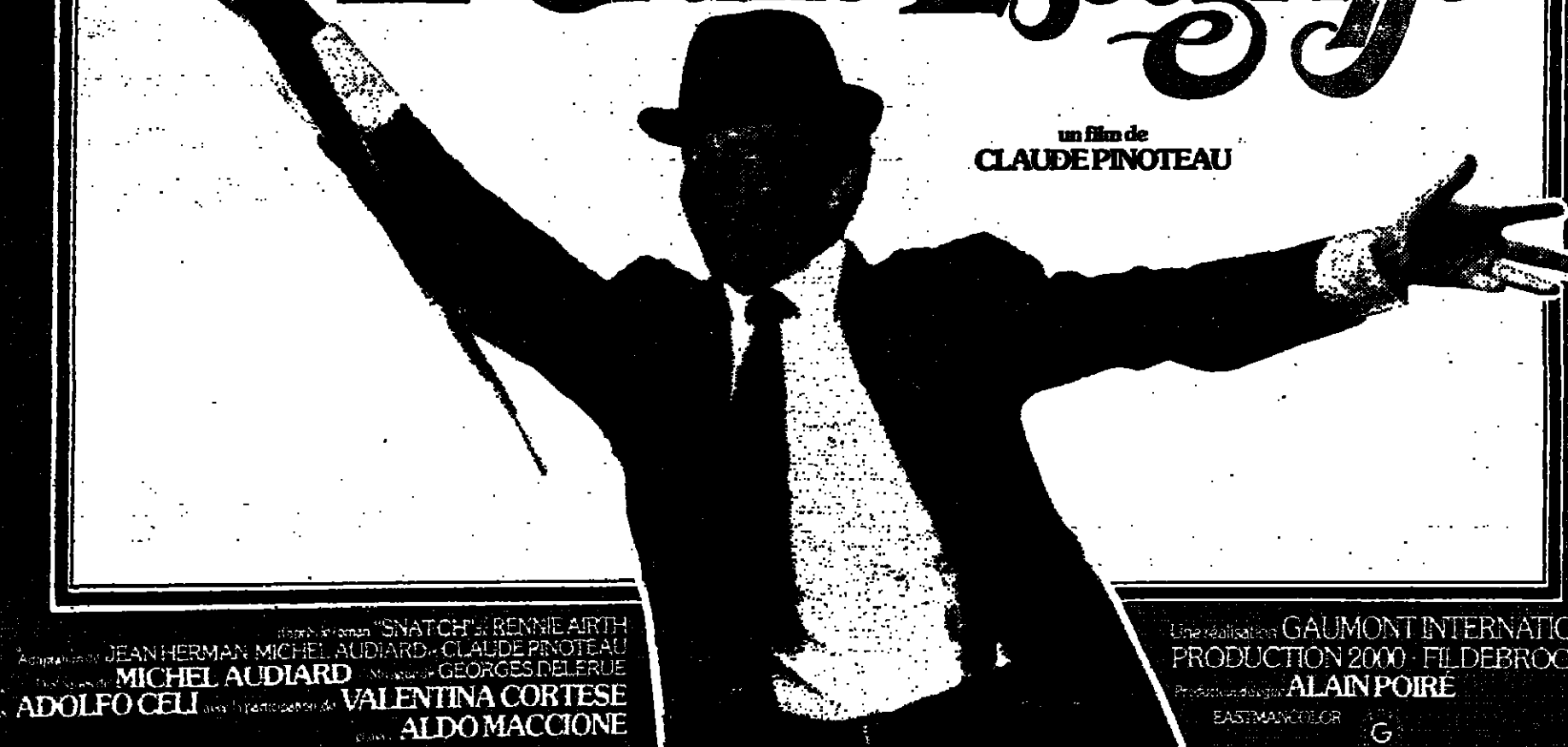
GAUMONT présente

YVES MONTAND

AGOSTINA BELLI
CLAUDE BRASSEUR

Le Grand Escogrife

un film de
CLAUDE PINOTEAU



avec Jean-Herman Michel, Agostina Belli, Adolfo Celi, Michel Audiard, Valentina Cortese, Aldo MacCione, Georges Berluze

Une réalisation GAUMONT INTERNATIONAL
PRODUCTION 2000 FILDEBROC
Produit par ALAIN POIRÉ
EASTMANCOLOR

ASIE

LA SITUATION EN CHINE

Des « nominations » et des « révocations » sont attendues

(Suite de la première page.)

La première avait eu lieu le 20 janvier 1975, aussitôt après la session de l'Assemblée nationale elle-même : la seconde s'était tenue les 17 et 18 mars 1976, et avait notamment décidé l'amnistie d'un important groupe de criminels de guerre du Koumintang.

M. Hua Kuo-feng ne fait pas partie du comité permanent de l'Assemblée, mais sa qualité de président du parti lui donne apparemment le droit de participer à ses travaux. C'est lui qui a d'ailleurs présenté l'un des points de l'ordre du jour : la nomination de la veuve de Chou En-lai, Mme Teng Ying-chao, à la vice-présidence du comité. M. Hua Kuo-feng a précisé que cette nomination avait

été « approuvée » par le président Mao avant sa mort. Elle n'est pas sans signification politique, car, à travers Mme Teng Ying-chao, c'est un hommage qui est rendu à Chou En-lai lui-même, dont la nouvelle direction se réclame de plus en plus, tant pour le présenter comme la première victime des activités de la « bande des quatre » que pour bénéficier indirectement de l'immense popularité dont jouissait le premier ministre déchu dans la population chinoise.

La critique de M. Teng Hsiao-ping

D'après le compte rendu de Chine nouvelle, une partie importante de la séance de mardi — qui était présidée par la veuve de Son Yat-sen, Mme Soong Ching-ling — paraît avoir été occupée par un discours de M. Wu Teh, vice-président du comité, premier secrétaire du comité révolutionnaire de la municipalité de Pékin. Les extraits de ce discours qui ont été publiés reprennent longuement les thèmes des principaux éditeurs diffusés par la presse depuis l'élimination politique de Mme Chiang Ching et de ses amis du « groupe de Changhaï ». On y retrouve une énumération des « crimes de la bande des quatre » et un appel à l'approfondissement du mouvement de critique dirigé contre eux. Cette critique s'annonce longue et détaillée, car M. Wu Teh, pour la première fois, a fait remonter les « activités de conspiration » des

dirigeants déchus au lendemain du dixième congrès, c'est-à-dire à 1973. Comme il l'avait fait le 28 octobre sur la place Tien-An-Men, M. Wu Teh a accusé les « quatre » d'avoir « abandonné l'internationalisme prolétarien et capitulé devant l'impérialisme ». Une fois de plus — est-ce un hasard ? — le « social-impérialisme », qui désigne l'U.R.S.S., n'a pas été mentionné.

Outre un hommage très appuyé aux qualités personnelles de M. Hua Kuo-feng, tout a été fait dans le style de ceux présentés récemment par le journal de l'armée, le discours de M. Wu Teh comprend quelques autres passages qui méritent d'être relevés. Il reprend les conceptions d'organisation et de discipline qui figuraient dans l'éditorial publié le 26 novembre par le Quotidien du peuple et les appels unitaires du même texte. Référence est faite aux acquis de la révolution culturelle, qui doivent être « consolidés et développés », ainsi qu'à la « critique de Teng Hsiao-ping, qui doit être poursuivie. » (1)

L'annonce de la réunion du comité permanent de l'Assemblée, alors que sa session n'était pas terminée, a surpris tous les observateurs, car elle rompt avec une longue pratique des autorités chinoises. Cette publicité bienvenue soulève cependant une question : l'usage veut, en effet, que les sessions les plus importantes du comité permanent, où sont décidées les « nominations et révocations », soient précédées par une réunion plénière du comité central, auquel il appartient de formuler ses « propositions ». Si une telle réunion a eu

lieu, elle est demeurée secrète. Mais on n'exclut pas que le bureau politique seul, en dépit de ses effectifs désormais très réduits, ait pris la responsabilité de ce travail préparatoire, ajournant ainsi d'autres décisions d'importance majeure concernant la haute hiérarchie du parti et de l'armée, et qu'un plénum du comité central aurait nécessairement amené à traiter.

ALAIN JACOB.

(1) On note toutefois que des « déclarations » officielles en gros caractères en faveur de M. Teng Hsiao-ping sont apparues il y a déjà quelques jours à Canton. Les plus récentes de ces affiches, rapporte l'A.P.P., demandent « la libération du camarade Peng ». Elles expliquent que, s'il convient de « critiquer » l'ancien vice-premier ministre, il ne faut ni l'accabler ni « l'abattre ».

M. RAPHAËL TOUZE EST NOMMÉ AMBASSADEUR AUX PHILIPPINES

Le Journal officiel du 1^{er} décembre annonce la nomination de M. Raphaël Touze au poste d'ambassadeur de France à Manille, en remplacement de M. Charles de Lestrang.

(Né en 1915, M. Touze a commencé sa carrière dans les services de la France d'outre-mer, puis a été détaché auprès des gouvernements de la Haute-Volta et du Sénégal. Intégré aux affaires étrangères en 1968, il a été consul général à Dakar (1969-1970), conseiller à Léopoldville (1970-1972), ambassadeur à l'Ile Maurice (1972-1974) et ambassadeur au Tchad (1974-1975).

Mme Teng Ying-chao : championne de la cause des femmes

Chou En-lai et Teng Ying-chao ont, pendant une longue période, formé le couple le plus puissant du parti. Seuls Mao Tse-toung et Chiang-Ching, pendant la révolution culturelle, Li Fu-chun, le président de la commission du plan, et son épouse Tzai-Chang, la présidente de la Fédération féminine, pouvaient leur être comparés.

De cinq ans plus jeune que Chou En-lai, elle est née, en 1903, dans la famille d'un propriétaire foncier devenu militaire. Dès l'âge de seize ans, à Tientsin, elle participe très activement aux manifestations étudiantes du grand mouvement du « mai » 1919. Teng Ying-chao est alors l'une des fondatrices et des dirigeantes de l'Association féminine patriotique ; à la tête d'un groupe d'étudiantes, elle s'est vu faire la propagande dans les milieux ouvriers de Tientsin. C'est, dit-on, lors d'une manifestation de rue qu'elle rencontre Chou En-lai. Ils militent tous deux au sein de l'organisation l'Eveil, qui regroupe les associations des étudiants et des femmes.

Pendant que Chou En-lai milite en France, elle s'occupe de divers mouvements féminins progressistes. A son retour, elle adhère au parti communiste, et, comme c'était l'usage, au Koumintang. A vingt-deux ans, elle épouse Chou En-lai. Son ascension rapide dans le Koumintang s'interrompt en 1927 avec les massacres de Changhaï. Elle entre dans la clandestinité, d'où elle dirige pendant plusieurs années le bureau féminin du parti. En 1932, elle rejoint les maquis : deux ans plus tard, c'est la Longue Marche, que Teng Ying-chao, atteinte de tuberculose, doit accomplir pour une bonne part couchée sur des brancards.

Lorsque, en 1937, se forme le front uni anti-japonais, Teng Ying-chao se mue en personnage officiel, à Chungking, où elle assiste Chou En-lai, qui représente le P.C. auprès du gouvernement de Tchang Kai-chek. Elle retourne, en 1943, dans les zones rouges, puis se trouve de nouveau dans la grande ville du Satchuan, au début de 1946, lorsque communistes et nationalistes négocient la trêve du 10 janvier.

Dès cette époque, Teng Ying-chao et Tzai-Chang sont les deux grandes dirigeantes des organisations féminines du parti, et elles le sont restées jusqu'à ce jour. Teng a participé activement à la conception et à la mise en œuvre de la loi de 1950 sur le mariage, dirigé de nombreuses délégations, accumulé les

responsabilités et les titres celui de présidente d'honneur l'Association nationale des femmes, etc.).

Député constamment réélu, active au comité central, Teng chao est devenue une perle de premier plan, et l'on voit tout sa petite silhouette à dans les banquets offerts aux mères d'Etat étrangers, comme les réceptions offertes en l'honneur des délégations féminines. A de la révolution culturelle, ak Tzai-Chang, plus âgée qu'elle, soit ses activités, elle devint, capitale figure du mouvement chinois. Si, dans la hiérarchie, elle venait loin — avant la chute de cette dernière — Mme Chiang-Ching, elle l'a fait de loin sur celle-ci par son talent et son prestige auprès des militants chevronnés du parti.

VINGT MILLE « ESPIONS SOVIÉTIQUES EN FRANCE SELON « CHINE NOUVELLE

Pékin (A.P.P.). — « Il actuellement vingt mille espions soviétiques en France, au dix mille en Allemagne occidentale et, en gros, mille en Italie affirme le mardi 30 novembre l'agence Chine nouvelle, se basant sur des sources occidentales ».

Dans une analyse intitulée « L'espionnage soviétique en Europe occidentale l'agence écrit : « Depuis le début de l'année les sociaux-impérialistes ont intensifié leurs activités d'espionnage dans les pays européens, derrière les écussons de la « détente », et « coopération » et des « échanges scientifiques et techniques ».

L'U.R.S.S., poursuit l'agence, a recueilli des renseignements par l'intermédiaire de femmes d'origine soviétique acquies la nationalité d'autres pays occidentaux. A l'exemple, un hebdomadaire lien estime que deux femmes soviétiques sont de nées italiennes par mad Beauchamp d'entre elles, note hebdomadaire italien, four sent des renseignements soviétiques ».

Yamaha ou l'amour de la musique.

L'un des plus célèbres et des plus importants fabricants de pianos et de guitares depuis la fin du siècle dernier s'est aujourd'hui spécialisé dans la haute fidélité. Et si ses appareils ont la réputation de restituer les sons les plus proches de ceux des instruments de musique, ce n'est peut-être pas sans raison...

Haute Fidélité... L'expression est en elle-même un hommage à la musique. Mais dans la bataille des watts, il semble qu'on ait quelque peu oublié le sens et peut-être aussi la noblesse.

— Grisés par trop de gadgets, on ne réalise plus, par exemple, qu'une enceinte acoustique obéit aux mêmes lois qu'un instrument de musique. Que la nature de son bois et la manière dont il est assemblé lui confèrent des qualités plutôt que d'autres. Et si Yamaha semble être l'un des seuls fabricants à se souvenir de tout cela, c'est parce que la haute fidélité n'est aujourd'hui que le prolongement de sa vocation initiale : la musique.

UNE ENCEINTE ACOUSTIQUE ASSEMBLÉE COMME UN PIANO...

— Et à propos d'enceintes acoustiques, justement, il en est une chez Yamaha qui mérite qu'on y regarde à deux fois. Elle illustre assez bien cette perfection à laquelle on peut aboutir après un siècle de recherches dans tous les domaines de la musique. Elle s'appelle la NS 1000 Monitor.

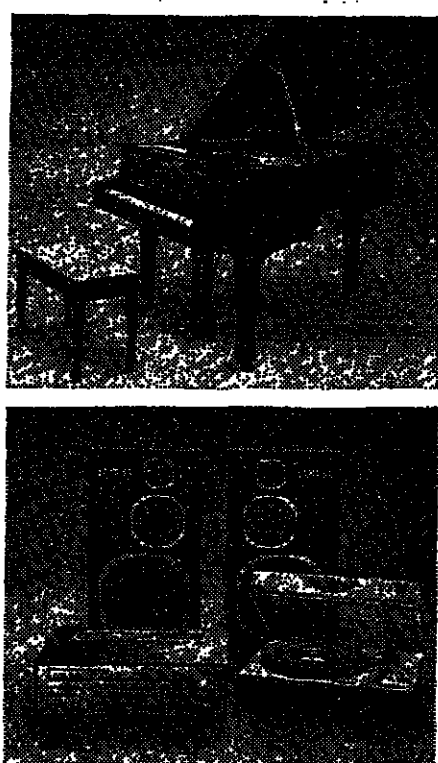
— Noire, plus sobre qu'agressive, elle cache sous son habillage une étonnante architecture. Trente et un kilos de bois sélectionnés à l'autre bout du monde pour être assemblés par des ébénistes de métier, ceux-là mêmes qui fabriquent les pianos.

— Les gestes sont les mêmes et la précision de l'assemblage a de quoi laisser rêver : moins de 0,01 mm.

LE SON LE PLUS DIFFICILE A RESTITUER : LA VOIX HUMAINE.

— Mais ce chef-d'œuvre d'ébénisterie n'est en fait qu'un des aspects de cette enceinte.

— Les progrès les plus remarquables de la musique ont toujours été



La NS 1000 Monitor, l'amp-tuner CR 1000 et la platine YP 800, l'un des ensembles Yamaha les plus perfectionnés.

liés à ceux de la technique. En l'occurrence, Yamaha avec son potentiel technique et financier a pu nous offrir quelques innovations de poids.

— La NS 1000 en est, à cet égard, une illustration. Ses hauts-parleurs possèdent en effet des dômes hémisphériques en beryllium. Dernière cette appellation hermétique se dissimule en fait une véritable révolution sur le plan technologique (voir l'encadré).

— Le résultat est de loin le plus spectaculaire avec les hauts-parleurs « médium ».

— Ce sont eux qui reproduisent les fréquences situées entre 500 et 6.000 Hz, zone préférentielle de la voix humaine et, par conséquent, où l'oreille est la plus sensible aux imperfections d'une enceinte acoustique. Avec la NS 1000, l'impression de présence devient franchement troublante.

LE PRIX DES PERFORMANCES.

— Une autre particularité de ces enceintes, elles sont uniquement vendues par paires en raison de la symétrie différente dans la construction de chacune.

— Quinze watts suffisent largement avec elles pour sonoriser une pièce de dimensions moyennes, mais elles peuvent en « cracher » plus de cent en conservant exactement le même niveau de perfection. Et le mot n'est pas vain si l'on songe qu'à pleine puissance le taux de distorsion est, selon un test*, tout à fait exceptionnel dans l'extrême grave.

— Est-il besoin de préciser que les NS 1000 Monitor ne sont pas vraiment économiques. Elles coûtent près de quatre mille francs pièce... Le prix d'un instrument de musique, de certains abonnements à l'Opéra ou de mille autres choses.

— Mais on conviendra volontiers que là n'est pas réellement le problème quand on est décidé à franchir un tel niveau de perfection.

— D'ailleurs, qui au juste saurait dire ce que coûte un Stradivarius.

LE BERYLLIUM ET LA PURETÉ DU SON

Un progrès récent des haut-parleurs consiste à les équiper de ce que l'on appelle un dôme hémisphérique, dont la fonction est de mieux propager les vibrations. Or, la transparence d'un son restitué est précisément proportionnelle à cette vitesse de propagation. D'où l'intérêt de réaliser ce dôme dans un métal extrêmement léger et rigide.

On connaissait depuis longtemps les propriétés remarquables du beryllium (2 à 3 fois plus léger que l'aluminium ou le manganèse). Si forte pèse rigide et propageant le son 2 fois plus rapidement, mais d'autres propriétés rendaient jusqu'à présent son utilisation impossible dans le cadre de la fabrication des haut-parleurs.

Après plusieurs années de travail, les équipes de recherche de Yamaha ont réussi à mettre au point un procédé complexe permettant de résoudre ce problème. En actualisant il consiste à projeter du beryllium sous un faisceau d'électrons dans une atmosphère de vide poussé, ce qui permet d'obtenir des dômes de très pureté, ayant à peine 5 microns d'épaisseur dans un métal de grande pureté (99,99%). Aujourd'hui, aucun autre métal existant ne permet d'obtenir le même niveau de pureté sonore.

YAMAHA
HI-FI STEREO

*ETI ET Electrologica - octobre 1976.

PRENEZ
LE TEMPS DE CHOISIR
TRANQUILLEMENT
VOTRE CHAÎNE
CHEZ

pan

tout le gotha de la haute-fidélité
deux auditoriums-détente
le conseil de vendeurs mélomanes
des prix pas plus chers qu'ailleurs

Accuphase, A.K.G., B & O, Bozak, Braun, Elipson, Koss, Lansing, Lenco, Linear, Micro, Nakamichi, National, Nivico, Revox, Rotel, Sanyo, Sony, Thorens, Yamaha.

pan
11 RUE JACOB 75006 PARIS - TEL. 326.18.25
nous aimons la musique autant que la technique

هكزام الأمل

ASIE

Un an de république socialiste au Laos

(Suite de la première page.)
De nombreux Laotiens sont partis à l'étranger ou sont retournés à la campagne (trois cent mille personnes déplacées pendant la guerre ont regagné leur village dans les anciennes zones libérées) ou, encore, ont été envoyés dans les « camps de rééducation » des franges montagneuses du Nord. Les boutiques ont fermé, sont remplacées par des coopératives et des magasins d'Etat. Les restaurants ont pris la place de restaurants privés. La gastronomie n'a pas gagné au change. Les habitants passent une partie de leur temps à pratiquer la culture des légumes et l'élevage de volailles ou de porcs.

La puissance de l'appareil du parti

Les dirigeants du gouvernement du parti populaire révolutionnaire lao (P.P.R.L.) — nom donné au parti communiste — ont aussi célébré les semaines précédant ce centenaire. M. Kaysone Phommavanh, le premier ministre, a présidé la cérémonie. Rien n'a été prévu pour les fêtes de la révolution. Les dirigeants du parti ont été invités à la résidence de M. Kaysone Phommavanh, le premier ministre, à la fin de l'année écoulée. Les responsables ont sans doute fait bilan de l'année écoulée — bilan en fait, adopté le premier plan annuel et discuté de la nouvelle

situation créée par l'arrivée au pouvoir des militaires dans la Thaïlande voisine ; peut-être aussi ont-ils parlé de la convocation d'un troisième congrès du P.P.R.L. Les difficultés politiques et les problèmes que suscitent l'an prochain la récolte de riz en cours, qui risque d'être catastrophique, ont été au centre des débats. La politique de relative libéralisation, après le tour de vis donné au début de l'année, va-t-elle se poursuivre ? L'absence à cette réunion « au sommet » de M. Phoumi Vongvichit, un des chefs historiques de la révolution, le seul à avoir publié une analyse marxiste de l'histoire du Laos, a beaucoup surpris. Personnalité la plus populaire du pays à cause de son ouverture d'esprit, M. Vongvichit est membre du bureau politique, deuxième vice-premier ministre et ministre de l'éducation, des sports et des cultes. Il avait été envoyé en Hongrie à la tête d'une délégation officielle du Front patriotique lao, alors que ce front est en sommeil depuis un an ; ce voyage n'aurait-il pas pu avoir lieu à une autre date ? A-t-il été déçu des déclarations pour éviter qu'il ne s'oppose à M. Kaysone ? Certains remarquent aussi que le président de la République, M. Souphannouvong, vieux dirigeant révolutionnaire, ne fait que de rares apparitions.

Les « victimes des filets sociaux »

Au contraire, les hommes de l'appareil du parti, sous la direction de M. Kaysone, dont le visage carré et énergique n'est pas sans rappeler celui de Maurice Thorez, parlent au sein de leur puissance. Ce sont : le premier vice-premier ministre et ministre des finances, M. Noubak Phommavanh, M. Phommavanh, quatrième vice-premier ministre, ministre de la défense et commandant en chef, M. Souphannouvong, ministre de l'intérieur, des anciens combattants et des affaires sociales, M. Phouma Sipasuth, ministre des affaires étrangères et quatrième personnage du gouvernement, est considéré par certains observateurs comme se situant entre ces deux tendances, si tant est qu'il ne soit pas tranché. Ce groupe dirigeant, qui a commencé sa carrière dans l'obscurité des grottes de Sam Neua, laissant la vedette à des personnalités plus prestigieuses, comme M. Souphannouvong ou Phouma Sipasuth, a un appareil hiérarchisé et dur, et une doctrine qui, d'après les rares textes accessibles, semble très proche du marxisme traditionnel et des positions soviétiques. Le « centralisme démocratique » y est plutôt autoritaire. « Tout relève du comité central, même l'administration », même pour la nomination d'un cadre de canton, il faut l'accord du comité central, nous a dit un membre de l'Assemblée populaire suprême. Le texte de Bangkok, troisième résolution du comité central, existerait en trois

versions : une pour les dirigeants, une pour les cadres et une dernière, simplifiée, pour la population. Quand toutes les décisions viennent d'en haut, le manque d'initiative devient un danger sérieux. A deux heures de voiture de Vientiane, dans une vallée inondée par le barrage de la Nam Ngum, et où se dressent les troncs morts d'une forêt engloutie, se trouve un groupe d'îles appelées îles des Singes, ou îles des Garçons et îles des Filles, Don-Tao et Don-Nang. Le paysage y est paisible, la vue grandiose ; ce serait un site rêvé pour un village de vacances. Cependant, les « habitants » actuels ne sont pas des touristes mais les « victimes des filets sociaux » de l'ancienne société et de l'impérialisme américain, précises-les, ramassées à Vientiane en avril et à la mi-novembre, soit un total de deux mille trois cents personnes. Le responsable, un vieux militant, qui nous dit-il, « comme tout révolutionnaire, sait tout faire, a tout appris avec les masses populaires », déclare que deux cents « pensionnaires » ont été libérés, qu'un nombre équivalent a été réintégré dans la société, et que trois cent quatre-vingt autres seront libérés en décembre. Il s'agit de voleurs, de trafiquants, de drogués et de « personnes qui n'ont pas fait leur révolution ».

Entre des cours d'endoctrinement, leur rythme de travail — ils font surtout de la vannerie — paraît fort éloigné de celui d'un stakhanoviste, et la garde est très discrète. D'ailleurs, nous dit le chef de camp, ceux qui s'enfuyaient sont ramenés par les autorités locales. Le camp des filles, plus coquet, est dirigé par des femmes fonctionnaires du ministère de l'intérieur de l'ancien régime, et non par des révolutionnaires. Mais, certains anciens « de la partie de Vientiane », qui, pour faire oublier leur passé, se montrent plus royalistes que le roi, sont une des plaies du nouveau régime. Si ce camp est ouvert à de nombreux visiteurs, ce n'est pas seulement parce qu'il est proche de la capitale. Ces camps, qui regroupent anciens fonctionnaires, politiciens et officiers, sont situés dans l'ancienne zone libérée, à l'est et au nord du pays, où règne un climat continental rigoureux. Un cadre nous raconte que l'hiver dernier la température est descendue jusqu'à moins 9°C et que les paysans passaient leur temps emmitouflés autour d'un feu de bois. Pour les bourgeois de la capitale, habitués à un climat plus clément et à un certain confort, le changement a été d'autant plus pénible. Il a fallu construire des logements, et les vivres et les médicaments sont, d'après les témoignages, insuffisants. Combien de temps vont-ils rester là-bas ? Plus de cinq ans, nous a-t-on répondu à Vientiane. C'est plus qu'un Vietnam.

Ces anciens « réactionnaires », une fois rééduqués, ont de faibles chances de rentrer dans la capi-

ta. Il est plus probable qu'ils renforceront une administration provinciale et locale qui manque gravement de cadres. « Pour ces gens, les villes frontalières ne sont pas une solution souhaitable », car ils risquent de retomber dans leurs anciens errements, estime-t-on ici.

Un « plan sournois » des « réactionnaires »

De plus, le gouvernement doit faire face à de sérieux problèmes de sécurité, auxquels la presse et les dirigeants font régulièrement allusion. Une bonne partie du rapport de M. Kaysone à l'Assemblée, en juin, a été consacrée à cette question. Il parle de « plan sournois » qui « regroupe des chefs de file des réactionnaires. Lao en fuite », lesquels se livrent à « des activités de sape » et à une « propagande mensongère en vue d'influer la révolution du peuple ». Le rapport mentionne des « repaires », des « bases militaires », et parle de biens détruits et d'enfants bien aimés qui continuent de perdre leur vie. « Dans certaines régions, indique encore le rapport, on rencontre des difficultés, bien que la sphère d'activité de l'ennemi se soit rétrécie. Ces activités, dit le texte, sont soutenues par les Etats-Unis, la Thaïlande et un certain nombre de Français qui aident les réactionnaires Lao ». « L'ennemi » profite des grandes difficultés provoquées par la guerre, affirme M. Kaysone.

Que se passe-t-il dans les montagnes peuplées de Meos, au nord-est de Vientiane, dans l'ancien domaine du général Vang Pao, qui commandait les mercenaires pro-américains ? Les informations sont rares, mais les routes ne seraient pas sûres, et la dissidence semble se poursuivre tandis que, plus à l'ouest, les Meos de Savabourri passeraient en Thaïlande. Au sud de Thakhek et Pakse, en passant par Savannakhet, les forces gouvernementales seraient obligées de circuler en convois dans certaines régions ; les soldats ne seraient plus en sécurité dès qu'ils s'éloignent à plus d'une dizaine de kilomètres de ces agglomérations. Peut-être est-ce la raison pour laquelle les voyages sont si difficiles pour les étrangers.

Cependant, personne ne se fait d'illusions, et cette « résistance », même organisée, ne représente qu'un danger local pour le régime, et ne risque pas de le renverser. Les alliés du Laos, qui, jusqu'à présent, ne semblent pas être intervenus directement, le permettraient-ils ? On en doute d'autant plus que certaines autorités locales thaïlandaises accorderaient le soutien ou aide à ces guérilleros. Quels sont les membres de cette résistance surgie rapidement après la victoire des révolutionnaires ? Pas seulement des « réactionnaires ». Les autorités reconnaissent la présence, parmi eux, d'« égarés ». Aux anciens adversaires du régime se mêlent donc de nouveaux, hostiles, ou ne comprenant pas la

nouvelle organisation rigide, tatillonne, et parfois le comportement « incorrect » de certains cadres, qui, selon un éditorial du *Siang Passon*, « risquent d'avoir des conséquences désastreuses en créant des malentendus entre les masses et les nouvelles autorités et en permettant à l'ennemi de saper la solidarité révolutionnaire du peuple ».

Au cours de la première moitié de l'année, une bureaucratie envahissante s'était établie dans le pays. Il fallait un papier pour tout : pour sortir de son village, du district, de la province, pour aller vendre ses produits au marché. Le mécontentement était évident. L'approvisionnement des villes ne pouvait plus être assuré. Il fallait revenir en arrière au cours de l'été et, désormais, on peut circuler sans entraves dans chaque province. Des mesures bénéfiques avaient aussi été appliquées de manière bureaucratique, dogmatique : ainsi, dans un village du Sud, avait-on, en pleine moisson, mobilisé les paysans pour réparer les routes. Les excès les plus criants ont été atténués et la situation s'est détendue. Mais le manque dramatique de cadres, l'absence d'un réseau de communications entre les régions, la perspective d'une récolte catastrophique, rendent les progrès du Laos sur la voie du socialisme lents et difficiles.

PATRICE DE BEER.
(A suivre.)

Thaïlande

LES 26 CAMBODGIENS REFUSÉS DANS LEUR PAYS AURAIENT ÉTÉ EXÉCUTÉS

Bangkok (A.P.). — Un porte-parole du ministère de l'intérieur a annoncé le mercredi 1^{er} décembre que les vingt-six réfugiés cambodgiens « rapatriés » à la semaine dernière contre leur gré « le 27 novembre » ont été exécutés par les Chinois rouges. Il a ajouté que les Cambodgiens qui ont fui leur pays ne seront plus considérés, à moins qu'il ne soit établi qu'il s'agit d'agents communistes.

En ce qui concerne les vingt-six réfugiés exécutés le ministre de l'intérieur avait affirmé qu'il s'agissait d'agents des Chinois rouges, mais, dans les milieux occidentaux, cette accusation avait été accueillie avec scepticisme. Le haut commandement de l'ONU pour les réfugiés ouvre une enquête. On a appris d'autre part que dix cent cinquante réfugiés cambodgiens étaient « évadés » à un camp d'Aranyaprathet, à la frontière thaïlandaise et la Thaïlande, par crainte d'être exécutés dans leur pays.

Bangladesh

LE GÉNÉRAL ZIAUR RAHMAN RENFORCE SES POUVOIRS ET FAIT ARRÊTER L'ANCIEN PRÉSIDENT MUSHTAQ AHMED

Commandant des forces armées et « homme fort » du Bangladesh depuis le coup d'Etat du 7 novembre 1975, le général Ziaur Rahman vient de nouveau de renforcer ses pouvoirs. Lundi 29 novembre, il a pris le titre « d'administrateur de la loi martiale », fonction assumée jusqu'alors par le président de la République, M. Abu Mohammed Sayem (le général Ziaur Rahman était auparavant administrateur-adjoint de la loi martiale). Le président Sayem continuera d'exercer les pouvoirs civils attachés à la fonction de chef de l'Etat.

D'autre part, une dizaine de personnalités ont été arrêtées, mardi 30 novembre. Parmi elles figurent M. Khondakar Mushtaq Ahmed — qui fut président de la République du 15 août 1975, après l'assassinat de Mujibur Rahman, « le père de la nation », au 5 novembre 1975, et auquel avait succédé M. Sayem, — M. Abdel Malek Uki, ancien président de l'Assemblée nationale, M. Momin Talukdar, Shah Mozam Hossain et Obaidur Rahman, anciens ministres, et M. Mimi Hossain, président du comité de rédaction du plus grand quotidien banglali, *Dinaj*, et membre de la Ligue démocratique. M. Mushtaq Ahmed avait fondé cette Ligue il y a deux mois. Ces personnalités sont accusées d'être liées à des « activités préjudiciables à l'Etat ». Mais leur arrestation est, semble-t-il, liée à leur opposition au renvoi des élections générales, annoncé récemment. — (A.P., A.F.P., U.P.I., Reuters.)

L'ARCADE CHAUMET

12 place Vendôme Paris 1^{er}

Fabuleuses TSUBA

(gardes de sabre japonaises)

Exposition de la Collection du Docteur Walter A. Compton

En raison de son succès, l'exposition est prolongée jusqu'au 11 décembre.

ouvert de 10 h à 18 h.

Djerba au Médina Club, c'est différent.

Parce que : l'hôtel Médina Club est conçu comme un village mauresque.
Parce que : il donne directement sur une plage de sable fin (équipement sportif complet).
Parce que : il est entouré d'un parc de 7 ha.
Parce que : le confort y est irréprochable.
Parce que : la cuisine (tunisienne et internationale) y est très soignée.
Parce que : la semaine (voyage et séjour) ne coûte que 1275 F.

Renseignements : République Tours 61 rue de Malte 75541 Paris Cedex 11 Tél.: 355.39.30 ou votre agent de voyages



Je désire recevoir gratuitement votre documentation

Nom _____

Adresse _____

Ville _____

Code postal _____

12 carats de bleu océan

(Aigue-marine 5.800F)



H. Stern Joailliers

H. Stern. Le numéro un dans le monde pour les pierres de couleur du Brésil.

POURQUOI PARTIR A L'ÉTRANGER POUR FAIRE UNE CURE DE GÉRONTOLOGIE ?

alors qu'il existe en France, au soleil, à Cannes, la CURE IMMUNOTHÉRAPIQUE MP 2 du CENTRE DE REVITALISATION BIOLOGIQUE

Cette cure est une synthèse des différentes techniques existantes. Elle est pratiquée au Centre de Revitalisation Biologique par une équipe médicale pluridisciplinaire, sous la direction d'un gérontologue, médecin-chef du Centre. Elle est associée à des thérapies adjuvantes, telles que : kinésithérapie, diététique métabolique, ionisation négative, traitement autogène de Schell, etc. selon les prescriptions du médecin-chef et d'après les résultats d'un bilan de santé TRÈS COMPLET (check-up) pratiqué systématiquement avant la cure. Elle permet de lutter efficacement contre les effets agissants du rythme de la vie actuelle qui accélèrent les processus de sénescence et sont à l'origine des dysfonctions diverses endocrinologiques, métaboliques, artérielles, sexuelles, rénales, dégénératives.

SI VOUS AVEZ 50 ANS OU PLUS, CETTE CURE EST POUR VOUS.

Pour recevoir la documentation, le programme, les conditions de la cure, écrivez à :

M. le Médecin-Chef CENTRE DE REVITALISATION BIOLOGIQUE 35c, bd d'Orléans, 06100 CANNES. Tél. (06) 93-02-78 et (06) 93-47-01. Une notice scientifique sera adressée sur demande à messieurs les médecins.

Calculateurs Hewlett-Packard

Démonstration Vente sur stock "A JAMARTINE" 118, rue de la Pompe, 75016 Paris - Tél. 727.3131

HEWLETT-PACKARD

A TOUS CEUX QUI NE VEULENT PAS COPIER AU-DESSUS DE LEURS MOYENS FAXIL

Gestetner

Documentez-vous dès maintenant : prenez contact avec Gestetner, service 202, 71 rue Camille Groult 94400 VITRY - Tél. 680.47.85

DIPLOMATIE

Un constat et un refus

(Suite de la première page.)

Il est remarquable que Jacqueline Grapin, journaliste au Monde et maître de conférences à l'Institut d'études politiques, ait alterné ses réflexions avec celles de Jean-Bernard Pinatel, chef de bataillon, sorti de Saint-Cyr et de l'école supérieure de guerre. Leurs apports respectifs se distinguent aisément. Mais l'unité du livre n'en souffre guère, car, partis de situations, d'expériences et d'enseignements différents, ils signent cependant un ouvrage auquel on peut faire confiance : celui de la génération « aux yeux ouverts ». Ces auteurs-là, on ne les étrappe pas avec du miel. Ils ont trop entendu, trop vu, tant lu, tant assimilé, qu'on ne leur fera ni dire ni reprendre, sur les équilibres mondiaux, l'impérialisme, la « guerre du pétrole », la défense et la « protection » américaine, les ventes d'armement, l'inflation, toutes les niaiserie habituelles. On ne leur fera pas non plus ressasser les raisonnements de propagande venus de l'Est, de l'Ouest ou de

quelques « lobbies » politiques. Ils veulent surtout voir clair, dire très haut ce qu'ils ont vu et inciter leurs lecteurs à l'exercice essentiel par lequel passe la vérité, la réalité d'une nation qui est l'aisance de citoyens : la volonté.

Solennitisme, lui qui disait récemment aux Occidentaux : « Ce qui vous menace, c'est vous », est abondamment cité par nos auteurs. Comme lui, ils sont persuadés que « la guerre civile mondiale qui couve n'est sans doute que la première étape d'un scénario qui conduit à la guerre nucléaire mondiale. L'application des experts de toute sorte à se refermer sur leur discipline, et l'obstination des populations à se boucher totalement les yeux pour éviter de voir le problème dans son ensemble, sont de sinistres indices, même pour ceux qui croient comme nous que « la pire n'est pas sûr ». Puisqu'on en est aux citations, on peut s'étonner, au passage, que ces émissaires et lucides auteurs aient aussi souvent fait référence, sans malice, à des publicistes qui n'ont cessé de s'abuser sur la véritable évolution de notre temps ! Mais ne polémiquons pas, puisqu'ils en ont seulement retenu quelques phrases, et non point l'attitude générale !

D'ailleurs, ni l'un ni l'autre n'ont besoin de s'abriter derrière les textes sacrés de la petite mode parisienne pour affirmer l'important. Ainsi, écoutons le militaire : « Ce qu'il faut savoir, et que presque personne ne sait, c'est que l'évolution des doctrines nucléaires stratégiques aux Etats-Unis — et par conséquent la réalité de la sécurité de l'Europe — a été constamment déterminée depuis la dernière guerre mondiale par l'évolution de la vulnérabilité du territoire américain aux coups nucléaires de l'Union soviétique. Autrement dit, la situation de l'Europe dépend de données qui lui sont totalement étrangères et qui, soit dit en passant, n'ont pas évolué en sa faveur. »

Écoutons maintenant l'habile journaliste : « Ce dont l'Europe a besoin aujourd'hui, c'est moins d'une réflexion sectorielle sur tel ou tel domaine stratégique. Ce qu'il faut, c'est répondre à une interrogation plus globale et plus profonde

sur les liens qui unissent la technologie et la culture. Si elle ne le fait pas, elle restera au service de cultures qui ne sont pas les siennes et qui, en s'imposant à elle, la déséquilibreront et la feront disparaître... pour tout le monde. »

Au crédit de tous les deux — bien que le dernier qui a écrit — la plus belle phrase qui me paraît essentielle parmi tant de généralités ou de propos désabusés : « Comment pourrions-nous faire face à la puissante menace du tiers-monde alors que nous trébuchons aujourd'hui devant l'ampleur d'un empire aussi vieux que nous ? L'U.R.S.S. ne nous menace que parce que nous sommes divisés et irresolus. Les Etats européens, repliés sur leurs intérêts corporatistes et sur leurs égoïsmes nationaux, s'en remettent pour leur défense à un protecteur qui ne peut d'un empire aussi vieux que nous ? L'U.R.S.S. ne nous menace que parce que nous sommes divisés et irresolus. Les Etats européens, repliés sur leurs intérêts corporatistes et sur leurs égoïsmes nationaux, s'en remettent pour leur défense à un protecteur qui ne peut d'un empire aussi vieux que nous ?

J'ai conseillé de lire tous les passages si justes consacrés à la politique à court terme et aux égoïsmes immédiats, menés par les Etats-Unis au travers d'un système mondial international qu'ils pilotent au gré de leurs caprices. Les véritables responsabilités de l'inflation mondiale sont soulignées de façon aveuglante. L'histoire de la crise pétrolière de 1973 est éclairée par le rappel de la stratégie des grandes sociétés américaines, les « sept sœurs », depuis 1957, particulièrement. La suite on ? « Le profit réalisé en 1973 pour les sept « majors » du pétrole s'élevait à 8,8 milliards de dollars, soit une somme supérieure aux budgets militaires français (8,4 milliards) et britannique (8,5 milliards). Cela représentait, à titre de comparaison, une puissance financière cinq à dix fois supérieure à celle des budgets de la défense dans ces pays. » — De 1974, l'administration américaine essaie de lancer un plan d'« indépendance ».

Son idée était d'intensifier l'investissement dans les énergies nouvelles, notamment la gazéification du charbon et l'extraction du pétrole des sables et des schistes bitumineux, pour éliminer avant 1980 toute dépendance énergétique extérieure. Dans le même temps, la fiscalité pétrolière devait être alourdie pour taxer les superprofits dus à l'augmentation des prix du pétrole, qui représentaient deux à cinq fois le taux de profit moyen réalisé par les autres grandes entreprises en 1973. Mais, sous couvert de raisons techniques, les « sept sœurs » réagirent par une véritable grève des investissements dans les secteurs que l'administration voulait voir se développer. Il n'est pas nécessaire d'être marxiste pour

constater ces évidences et les dire, et les auteurs ne le sont point.

De ce livre si dense, parcouru de sérénité puisée dans la force de l'analyse, comment ne pas retenir celle de la politique des armements, dont les seuls responsables sont les Soviétiques et les Américains, qui ont fait de la vente des armes un moyen de contrôler les pays du tiers-monde, avec la tragique finalité d'appauvrir ceux qu'ils devraient, bien au contraire, épauler dans leur lutte contre un destin inégal.

Où, la guerre civile couve partout. Elle chemine à la faveur des déséquilibres qui se creusent parce que deux grands empires ne songent qu'à leur puissance et à leur pré-

sence. Mais la révolte n'est pas loin. Les explosions, trop prévisibles, surprendront pourtant. Si les vérités égrenées dans ce livre étaient reprises avec conviction dans tous les discours dominicaux des hommes d'Etat européens, quel soulagement et quelle véritable aurore finirait par s'établir pour nous, Européens, enfin conscients de nos responsabilités et de notre intérêt. Mais, à quelques exceptions près, dont l'époque du général de Gaulle en France, ce type d'attitude volontariste est absent de nos sociétés démocratiques.

Il est encore temps. Il est toujours temps !

MICHEL JOBERT.
* Calmann-Lévy, 320 p., 35 F.

Un groupe de personnalités internationales lance un questionnaire sur le désarmement

MM. Albert de Smaele, ancien ministre belge, et François Perroux, du Collège de France, ont présenté ce mercredi 1^{er} décembre à la presse, à la salle Médicis du Sénat français, un document — opinion publique et désarmement — préparé par un petit groupe de personnalités, parmi lesquelles plusieurs prix Nobel et prix Lénine, ne s'identifiant dans cette initiative, ni à des pays ni à des institutions. On trouvera ci-dessous le texte intégral de ce document, qui est publié en même temps aux Etats-Unis par le « Bulletin of Atomic Scientists » et en U.R.S.S. par la revue « Temps nouveaux ».

La course aux armements pose un dilemme :

— Ou bien cette énorme mobilisation — 60 % de la recherche de base et de développement et le travail de 50 millions de personnes — est sans objet et constitue un gaspillage insensé devant tant de besoins élémentaires insatisfaits ;

— Ou bien elle est susceptible,

tôt ou tard, d'utilisation et alors elle devient la préparation volontaire et criminelle d'un holocauste.

Chaque jour qui passe sans changement voit se réaliser la première hypothèse et s'accroître le danger que soit consommée la seconde. Le danger est si universel, si fondamental, que tout le monde doit être appelé à endosser cette responsabilité d'une manière consciente et à manifester activement sa prise de position.

Il est essentiel et possible de donner la sécurité aux nations et aux individus. La stratégie de représailles ne donne pas la sécurité, elle ne constitue pas une défense ; elle ne conduit qu'à l'annihilation réciproque. Aucune protection des populations n'est possible contre les armes de destruction massive à distance.

Seule la détente peut amener une sécurité réelle par la renonciation à l'usage de la force et en particulier par l'abandon des armes de destruction massive et par la conversion des industries de guerre en industries orientées vers la production de biens socialement utiles. Cette conversion déboucherait sur l'organisation de l'interdépendance que les circonstances objectives de notre civilisation industrielle imposent à tous les pays et sur sa contre-assu-

rance par un système de défense du territoire et de sécurité collective en dehors de tout bloc.

La guerre ne peut pas être un sujet réservé aux professionnels de la guerre ; les peuples appelés à en faire les frais doivent être informés, non pas, certes, pour les pousser au nihilisme, mais bien au contraire pour éveiller un profond, un conscient, un durable mouvement de masse en soutien des initiatives gouvernementales qui doivent d'abord arrêter la surenchère qualitative et la course quantitative des armes et, ensuite, en remplacer la menace permanente par une sécurité politiquement organisée.

Il est parfois difficile pour l'opinion publique de porter un jugement certain sur les diverses propositions en matière de sécurité et de désarmement. D'où l'idée de la faire participer en lui soumettant des questions plutôt que des réponses.

Le questionnaire ci-dessous, publié simultanément dans divers pays, a été préparé avec le concours de Philip Noel-Baker, Eric Burhop, Albert de Smaele, Vassili Smolianski, Mikhail Milstein et Jef Schell et a reçu l'approbation de François Perroux, Jean Thibierge, Dom Heider Camara, Pierre Vermylen, Marian Dobrosielski.

QUESTIONNAIRE

1. — Pensez-vous que la guerre aujourd'hui peut être un moyen pour régler les différends internationaux ?
2. — Beaucoup d'analyses concluent à l'équilibre des forces dans le monde et en Europe. A partir de là, croyez-vous que la sécurité serait mieux servie à l'avenir par l'accroissement concurrentiel des armes ou par leur réduction ?
3. — Estimez-vous désirable que des Etats à l'est et à l'ouest de l'Europe amorcent cette réduction par un accord limité à titre d'exemple ?
4. — Revenant aux questions 2 et 3, quelle est, d'après vous, l'évolution de la pensée politique au sein du Parlement ? Estimez-vous opportun l'y susciter un débat de fond ?
5. — Estimez-vous opportun de faire de même au sein de l'Union interparlementaire ?
6. — En ligne générale, tous les grands progrès de la connaissance peuvent être exploités pour ou contre la sécurité et la survie de l'humanité. Seriez-vous favorable à un engagement collectif précis et circonstancié — interdisant tout projet et tout développement d'armes nouvelles de destruction massive ? Cette réduction de la recherche militaire serait accompagnée d'une augmentation de la recherche civile assurant le plein emploi du potentiel scientifique. Quel est votre avis ?
7. — La mise nationale d'un avis favorable à la question ?

serait l'interdiction de toute nouvelle explosion atomique expérimentale à but militaire dans le sol, complétant ainsi l'interdiction des explosions dans l'espace et sous l'eau. Quel est votre avis ?

8. — La conversion graduelle des productions de guerre en production de paix doit se faire sans interruption du paiement des salaires et des autres charges. Fréquemment, elle pourrait être réalisée par un étallement dans le temps des commandes militaires accompagnées de nouvelles commandes civiles, à ces mêmes entreprises, d'une ampleur en tout cas suffisante pour y maintenir le plein emploi. Dans ce cadre, l'armée serait appelée à jouer un rôle nouveau dans une phase de transition : organiser le désarmement et la reconversion pour usages civils des ressources humaines et matérielles actuellement à sa disposition. Une grande expérience a été acquise en la matière lors de la reconversion massive de 1945-1950. Quel est votre avis ?

9. — Etes-vous favorable à la création de nouvelles zones démilitarisées, notamment en Europe du Nord ? En Méditerranée ? Ailleurs ?

10. — Quelles sont les mesures supplémentaires que vous considérez utiles pour arrêter la course aux armements ? Dans un pays donné ? Régionalement ? Dans le monde ?

* S'adresser pour la France, F.I.S.M.A., 12, boulevard de Sébastopol, 75001 Paris. Tél. 338-81-87.

Hausmann

Printemps



Au Printemps, il y a des diamants, de toutes les tailles. Il n'y en a pas deux pareils. Et pourtant, ils ont tous un point commun : ils sont garantis.

Le Printemps garantit l'authenticité de ses diamants et la finition de ses montures or 18 carats. Et il garantit la reprise de votre diamant à son prix d'achat le jour où vous désirez en acquies un autre. Il ne perd donc pas de sa valeur. Ni de son éclat puisque le Printemps se charge de le nettoyer régulièrement et gratuitement.

Et si vous le perdez vous ne perdez rien : le Printemps garantit votre diamant contre le vol, la perte et le feu. C'est un investissement qui ne vous coûte pas très cher : le Printemps vous offre un crédit gratuit sur 9 mois.

Les diamants sont éternels.

Investissez dans le diamant.

ski nordique en Finlande

9 jours de Paris à Paris : F 2 200

je lis dans vos yeux que vous aimerez le ski nordique

je lis dans vos yeux que vous aimerez la Finlande

TEL 266 40 13

OFFICE NATIONAL DU TOURISME DE FINLANDE, 13 rue Anber 75009 Paris

POLITIQUE

L'ÉLECTION DU PARLEMENT EUROPÉEN

Le président de la République saisit le Conseil constitutionnel

M. Valéry Giscard d'Estaing a saisi officiellement, vendredi 3 décembre, le Conseil constitutionnel pour lui demander de se prononcer sur la conformité à la Constitution du projet de ratification de l'élection de l'Assemblée parlementaire européenne au suffrage universel. Le Conseil devra se prononcer dans le délai d'un mois.

M. Roger Frey, président du Conseil constitutionnel, a été reçu par M. Giscard d'Estaing mardi 30 novembre. À sa sortie de l'Élysée, il a rappelé que le président de la République l'avait informé, le 5 novembre dernier, de son intention de saisir le Conseil constitutionnel de ce problème, et il a ajouté : « J'aurais alors fait part au chef de l'État d'une double préoccupation : d'une part, l'état de santé de nos collègues, MM. Henri Rey et Paul Coste-Floret, qui devraient subir une intervention chirurgicale. Ces interventions sont risquées, et j'espère que leur santé sera complètement rétablie dans quelques semaines.

MISE EN GARDE DES FIDÈLES DU GÉNÉRAL DE GAULLE

L'Association nationale d'action pour la fidélité au général de Gaulle, que préside le général de Gaulle, indique, à propos du projet d'élection du Parlement européen au suffrage universel : « Le projet présenté ne constitue pas le développement normal du traité de Rome. »

« Dès maintenant, il est tenté de réaliser un élargissement de l'Assemblée de Strasbourg, créant ainsi les conditions qui permettraient à un futur parlement élu au suffrage universel direct d'exercer des compétences supranationales et de devenir ainsi la structure constituante que souhaitent les dirigeants allemands. »

« L'Europe qui sortirait de ces manœuvres serait donc une Europe germano-américaine, où les décisions disposant des intérêts de la France, et notamment celles réglant l'avenir des agriculteurs, seraient prises par d'autres que des Français. »

« L'Association nationale de mandats à tous ceux qui restent attachés aux principes affirmés par le général de Gaulle de s'opposer à ce projet, qui n'aurait jamais été présenté de son vivant et dont l'adoption porterait une atteinte irréparable à l'indépendance de la France. »

« D'autre part, il me semblait que le temps imparti au Conseil constitutionnel pour rendre sa décision était trop court. »

M. Frey a poursuivi : « M. Valéry Giscard d'Estaing a été très sensible à cette double préoccupation, et c'est pourquoi le Conseil n'a pas été saisi officiellement jusqu'à ce jour. Toutefois, le Conseil a pu se pencher sur les problèmes qui lui étaient soumis. Chacun de ses membres a pu y réfléchir individuellement. C'est la raison pour laquelle j'ai pu indiquer, aujourd'hui, au président de la République que plus rien ne s'opposait à ce que la saisine du Conseil soit officiellement effectuée. »

« Le report d'un mois de la saisine officielle du Conseil constitutionnel permettrait à celui-ci de rendre sa décision dans les premiers jours de janvier, au moment où le Parlement ne siège plus. Dans la lettre qu'il avait remise à M. Roger Frey (le Monde a daté 7-8 novembre), M. Giscard d'Estaing indiquait qu'en cas d'avis favorable du Conseil constitutionnel il soumettrait la ratification du projet au vote du Parlement, écartant ainsi la voie des référendums. Du reste, le chef de l'État n'avait pas envisagé l'hypothèse d'un avis du Conseil qui impliquerait une révision de la Constitution, révision qui devrait alors intervenir soit par la voie référendaire, soit par la voie parlementaire. »

« M. Lobbé, président du groupe U.D.R. à l'Assemblée, a indiqué à l'issue de la réunion du groupe, le 30 novembre, que celui-ci fixerait son attitude le 7 décembre à l'égard du projet relatif à l'extension des pouvoirs budgétaires de l'Assemblée de Strasbourg, qui vient en discussion ce jour-là. Il a précisé qu'aucune discipline de vote ne serait demandée, mais il a souligné que ce vote ne devrait pas être considéré comme une préfiguration de celui qui interviendrait au printemps sur le projet d'élection du Parlement européen au suffrage universel. »

« Une station de métro André Malraux. — Le conseil municipal de Nogent-sur-Marne, sur proposition de M. Roland Nungesser, maire député U.D.R., a décidé de donner au pavillon Balard reconstruit dans la commune et qui deviendra un centre culturel le nom d'André Malraux. »

D'autre part, le comité de Paris de Génération sociale et libérale (Jeunes giscardiens) vient de proposer que l'on donne le nom de l'écrivain à la station de métro Louvre.

Le P.C.F. a recruté plus de cent mille adhérents en 1976

M. Paul Laurent, membre du secrétariat du P.C.F., a analysé, mardi 30 novembre, au cours d'une conférence de presse, l'évolution des effectifs du parti communiste. Il a confirmé les renseignements donnés à la fin du mois de juillet (le Monde du 29 juillet), qui traitaient une augmentation sensible du nombre des adhérents.

De 1961 à 1975, le P.C.F. a gagné 200 000 adhérents, passant de 300 000 à 500 000 membres, soit un accroissement de 66 %. Le nombre des cellules d'entreprises est passé de 3 819 à 8 072 (+ 111 %), celui des cellules locales de 1 980 à 9 649 (+ 27 %) et celui des cellules rurales de 4 663 à 5 457 (+ 17 %).

Durant les onze premiers mois de 1976, le P.C.F. a recruté 100 000 membres. Pendant l'année 1975, il en avait recruté 83 872. Compte tenu que le P.C.F. connaît une érosion annuelle de 10 %, ses effectifs passent de 500 000 à 500 000 adhérents. On peut rapprocher à ce propos que le 4 février, dans son rapport au XXIV^e congrès du parti, M. Georges Marchais avait fixé comme objectif au parti : 600 000 adhérents et 10 000 cellules.

Il n'en reste pas moins, comme l'a souligné M. Paul Laurent, qu'il a fallu au P.C.F. onze années de 1961 à 1972, pour voir ses effectifs progresser de 30 %, alors qu'ils ont progressé de 40 % dans les quatre dernières années. Au sujet de l'érosion annuelle de 10 %, le député de Paris a expliqué : « Nous sommes arrivés depuis longtemps à la constatation que le taux incompressible de fluctuation annuelle tournait autour de 7 % des effectifs. Avec 10 %, qui est la chiffre actuel, nous estimons être un parti d'une très grande stabilité, qui intègre bien ses forces nouvelles, où les adhérents se sentent à l'aise. »

Il a ajouté : « Nous allons dépasser 600 000 adhérents en 1977. Pourquoi ne pas déjà penser plus loin, aux 700 000, aux 800 000, au million d'adhérents ? C'est une possibilité déjà inscrite dans »

la réalité politique de la France d'aujourd'hui. »

Le P.C.F. a l'intention d'entreprendre prochainement une étude d'ensemble sur la composition du parti. Les derniers renseignements précis sur ce sujet remontent en effet à dix ans. Il n'est pas sûr, par exemple, que les trois quarts des membres du P.C.F. aient adhéré depuis 1968, comme l'on dit à un moment des responsables communistes.

Au cours de sa conférence de presse, M. Georges Marchais a estimé qu'il y a « corrélation entre l'influence du P.C.F. et la croissance de ses effectifs » et il a nié que se produise « une érosion de l'influence du parti ». « Seulement, a-t-il expliqué, la signature du programme commun a conduit un certain nombre d'électeurs à identifier le P.S. au P.C.F., ce qui est une grande erreur. Le P.S. n'a pas changé fondamentalement de nature. »

« La fédération du parti communiste des Bouches-du-Rhône vient de lancer une campagne de souscription exceptionnelle en vue de collecter d'ici aux élections une somme de 1 million de francs. Dans une interview publiée par le quotidien du P.C., la Marseillaise, M. Auguste Gagliemini, trésorier, membre du bureau fédéral, justifie cette décision par le fait que « les communistes doivent se donner les moyens de leur politique de justice sociale ». « Soit-on, souligne d'ailleurs, le responsable du P.C. en citant « quel- » que-uns des moyens dont dispose la grande bourgeoisie », que sept cents titres de journaux d'entreprise sont distribués à des millions d'exemplaires ? Soit-on que le C.N.F.F. compte environ six mille permanents (coût : 75 milliards d'anciens francs) ? »

« En plus des cotisations de ses adhérents, ajoute-t-il, des indemnités des élus communistes et des retraites parlementaires, quoi de plus normal que ses ressources, le parti communiste les trouve chez ceux-là mêmes qui constituent sa raison d'être et pour la défense des intérêts de la classe ouvrière une activité inlassable ? » (Corresp.)

Le S.E.L.F.

(Syndicat des Écrivains de Langue Française)

« négocie à partir du 2 décembre avec le SYNDICAT DES ÉDITEURS, la Nouvelle Condition de l'ÉCRIVAIN, et consulte TOUS les écrivains, le 4 décembre de 10 h. à 17 h., au cours de son Assemblée Générale (8, rue de Lota, 75016 PARIS). »

SYNDICAT DES ÉCRIVAINS DE LANGUE FRANÇAISE

15, rue Beaubien - 75004 PARIS - Tél. 278-65-53

La préparation des élections municipales

M. de La Malène (U.D.R.) se porte candidat à la mairie de Paris

Le conflit qui divise les formations de la majorité présidentielle au sujet de la mairie de Paris s'est aggravé, mardi 30 novembre, avec la déclaration de candidature de M. Christian de La Malène, député U.D.R. Le rapporteur général du budget de la ville de Paris a brusqué les choses en annonçant qu'il braverait les nouvelles fonctions de maire de la capitale, alors que le candidat officiel de la majorité est toujours M. Michel d'Ornano, ministre de l'Industrie et de la Recherche, R.I., qui a été désigné après arbitrage du premier ministre (le Monde des 14 et 15 novembre). M. d'Ornano n'a pas voulu commenter l'initiative de M. de La Malène.

Le rapporteur général du budget de la ville de Paris a notamment déclaré : « La gestion d'une ville comme Paris est une affaire sérieuse. Il ne saurait être question de la confier à qui que ce soit pour satisfaire des équilibres politiques qui sont extérieurs à l'intérêt bien compris des Parisiens. »

« Il m'est apparu que le premier désir des Parisiens était de pouvoir choisir librement leur futur maire et, probablement, de le choisir parmi l'un d'entre eux. Il m'est apparu aussi qu'après avoir supporté de longues années de tutelle, les Parisiens souhaitent que ne soient plus confondus le gouvernement central et l'administration de la ville. »

« Au-delà des conflits dans la ligne de la pensée gaulliste, dont je me suis toujours réclaté, je souhaite mener ce combat assisté des responsables libres de tous les arrondissements de Paris, à la fois pour donner et assurer un nouveau statut de la ville et contre les tenants du programme commun, qui, à Paris, sont indiscutablement entre les mains du parti communiste. »

« Je compte, pour ce faire, sur »

UN COMITÉ INTERMINISTÉRIEL EXAMINERA LES PROBLÈMES LIÉS À L'ACCESSION DE DJIBOUTI À L'INDÉPENDANCE

M. Olivier Stirn, secrétaire d'État aux DOM-TOM, a annoncé mardi 30 novembre qu'un comité « informel », regroupant des représentants de plusieurs ministères, a été chargé d'examiner les problèmes qui se posent au Territoire français des îles et des îles, ainsi que le calendrier de l'indépendance. Ce comité se réunira une fois par mois. M. Stirn a rappelé les trois principales étapes de ce calendrier : d'abord de deux projets de loi sur l'organisation de la consultation de la population et sur l'élection de la Chambre des députés du T.P.A.I. ; référendum au printemps prochain ; indépendance au cours de l'été 1977.

Le secrétaire d'État a réaffirmé que Paris était disposé à signer des accords de coopération avec le nouvel État, y compris des accords militaires « classiques » permettant de mettre en place dans les meilleures conditions la future armée nationale de Djibouti.

D'autre part, M. Abdallah Mohamed Kamil, président du conseil de gouvernement du Territoire, a présenté mardi à Djibouti un « budget d'expectative » pour la période précédant l'indépendance qui s'élève à 182 millions de francs français.

l'union — pour Paris — qui fédèrera toutes les forces républicaines et démocratiques de la ville. »

M. Pierre Bas, député U.D.R., président du groupe Paris-Majorité au Conseil de Paris, a commenté cette décision à l'Antenne 2 en déclarant : « Nous ne pouvons pas accepter que le président de la République présente et investisse des maires. (...) Toutefois, la candidature de M. de La Malène ne constitue pas une fronde contre M. Valéry Giscard d'Estaing, pour qui nous avons un immense respect. »

M. Bas a précisé que « M. de La Malène se présente comme le candidat de « toute l'U.D.R. », et non pas seulement des gaullistes parisiens ». « En outre, a-t-il rappelé, nous avons le soutien du C.N.I., du Centre républicain, des démocrates V et du « nouveau contrat social ». »

LAVAL : M. d'Aubert annonce sa candidature.

(De notre correspondant.)

Laval. — M. François d'Aubert, ancien élève de l'ENA, membre de la Cour des comptes, qui a été conseiller technique de M. Paul Dijoud, secrétaire d'État à l'Immigration, et de M. Robert Galley, lorsque ce dernier était ministre de l'Équipement, a annoncé sa candidature à la mairie de Laval.

Dans une lettre ouverte, il écrit : « Indépendant (...) libre de tout engagement politique et partisan, ce qui ne m'empêche pas d'avoir des convictions politiques personnelles qui me situent, en tant qu'individu et non en tant que candidat, aux côtés de ceux qui ont la difficile responsabilité de se battre pour le redressement économique de la France, la réduction des inégalités et la sauvegarde des libertés. Je souhaite rassembler autour d'un programme d'action municipale trente-sept Lavallois dévoués à la cause de leur cité. »

« Je m'efforcerai d'avoir parmi eux des citoyens sans engagement politique, des responsables de la vie économique, sociale et associative et des militants des partis politiques hostiles au programme commun. »

M. d'Aubert a le soutien de certains « royalistes ». Le maire de Laval, M. Royer, a d'ailleurs fait la « une » du premier numéro de la publication de « Développer et gérer Laval », association que vient de créer M. d'Aubert.

GÉRARD LECLERC.

« Le secrétaire général départemental du Centre des démocrates sociaux du Var, M. Jacques Colonna, a publié un communiqué annonçant que « le C.D.S. fera équipe en mars 1977 avec M. Aymerie Simon-Lorière » lors des élections municipales de Toulon.

Jersey pour le week-end 595 F.

Renseignements : République Tours, 61, rue de Malte, 75541 Paris Cedex 11. Tél. : 355.39.30 ou votre agent de voyages.

Seule SAA relie Paris à Johannesburg sans escale en 747 Super B

Désormais, les nouveaux 747 Super B de South African Airways assurent les seules liaisons sans escale entre Paris et Johannesburg.

Chaque vendredi et chaque dimanche à 20 h 20, vous disposez ainsi, au départ d'Orly-Sud, d'un moyen particulièrement rapide pour vous rendre en Afrique du Sud.

A bord, c'est un chaleureux accueil sud-africain qui vous est réservé, avec les services exclusifs Blue Diamond (première classe) et Gold Medallion (classe économie) : projection de films, musique stéréophonique*, délicieux repas, sélection de grands crus sud-africains*.

Et n'oubliez pas que SAA vous offre également 15 vols par semaine au départ des principales villes d'Europe, un réseau intérieur couvrant toute l'Afrique Australe, ainsi qu'un important choix de circuits individuels et de séjours à forfait.

Pour un voyage d'affaires ou d'agrément, comme pour l'expédition de votre fret, faites confiance à SAA. Personne ne connaît l'Afrique du Sud aussi bien que South African Airways.

* Moyennant un léger supplément en classe économie.

SAA

South African Airways

Vous êtes chez vous

12 RUE DE LA PAIX 75002 PARIS - TEL. 261.57.87

40 RUE DU PRÉSIDENT-ED-HERRIOT 93002 VILLY-LEZ-LAVALLÉE - TEL. 37.85.80

Après l'adoption du « manifeste » par le comité central de l'U.D.R. et l'amorce de regroupement des gaullistes d'opposition

De qui ces promesses ?

Faites ce que je dis, ne faites pas ce que j'ai fait... La formule vient irrésistiblement à l'esprit, à la lecture du « manifeste » adopté dimanche dernier par le comité central de l'U.D.R., tant est considérable l'écart entre ce que propose M. Chirac (le Monde du 1^{er} décembre) et l'action qu'il a menée, avec ses amis politiques, en matière économique et sociale.

La brièveté du document présente n'excuse pas tout. Ni le fait que l'ancien premier ministre ait eu à gouverner pendant une période dominée par la crise mondiale de stagnation (1). Et pas davantage l'existence du quasi-bicéphalisme constitutionnel, qui a obligé M. Chirac à composer, vingt-huit mois durant, avec M. Giscard d'Estaing ; les gaullistes avaient gouverné précédemment sans partage pendant seize ans, déjà largement suffisant pour engager les réformes qui nous sont promises aujourd'hui pour l'avenir.

Les exemples abondent. Le « manifeste » fixe par exemple comme objectif au pouvoir la « gestion rigoureuse des fonds publics », la « maîtrise de la valeur du franc », la « cohésion sociale », la « sécurité économique ». En fait, le déficit budgétaire n'a jamais été aussi grand que pendant la gestion de M. Chirac (38 milliards en 1975, près de 20 cette année, pratiquement acquis avant l'arrivée de M. Barre, dont le plan a simplement évité d'aggraver ce total. Le franc a perdu 17 % par rapport au deutschemark et 10 % par rapport au dollar. Le chômage, à plus que doublé, sans pour autant... fait nouveau — modérer l'ardeur contestataire du mouvement syndical ni les succès de son action revendicative.

Le « manifeste » promet aussi

la « protection de l'épargne », la « réforme de l'entreprise », le « refus de toute aliénation extérieure ». En réalité, du fait de l'inflation record constatée durant la dernière année de M. Chirac, c'est paradoxalement au cours de cette période que la petite épargne — celle qui est insuffisante pour permettre à son détenteur de spéculer en jouant entre diverses formes de placement — a été la plus éolée ; le comble au Plan a été à cette époque le chiffre de 40 milliards par an à ce propos. De même, le rapport demandé par M. Giscard d'Estaing à M. Sudreau sur la réforme de l'entreprise est resté aux oubliettes — depuis — vingt-deux

mois, sans qu'on n'ait jamais vu M. Chirac intervenir — c'est le moins qu'on puisse dire — pour le soumettre au Parlement. Quant à l'indépendance économique de la France, si elle n'est pas encore menacée, c'est tout simplement parce que l'endettement envers l'étranger, particulièrement élevé depuis deux ans, n'a pas encore atteint le seuil critique qui fait aujourd'hui dépendre l'avenir financier de l'Italie et de la Grande-Bretagne de la bonne volonté du Fonds monétaire international ; mais la France est engagée dans la même voie, faute d'avoir su prendre les moyens d'éviter le retour au déficit grave des paiements qu'implique toute reprise de la croissance.

Énorme décalage

Enfin, le texte préparé par M. Chirac suggère une « refonte complète » du système fiscal, comportant notamment un meilleur équilibre entre l'imposition de la dépense, des revenus et de la fortune. Seize années de pouvoir exercé par les gaullistes et deux autres pendant lesquelles M. Chirac séjournait à l'hôtel Matignon n'auraient donc pas suffi à entreprendre cette réforme de la fiscalité, annoncée de campagne électorale en campagne électorale ? Quel était alors l'objet de toutes les lois fiscales votées pendant cette période, qui ont eu notamment pour effet d'alléger la fiscalité des non-salariés et celle des sociétés, au détriment des autres contribuables ?

A moins que M. Chirac et ses amis estiment que l'on n'est pas allé encore assez loin dans cette voie, qui vise à faire supporter aux petits et moyens consommateurs (par la T.V.A.) et aux salariés (par l'impôt sur les

revenus) l'essentiel de la charge fiscale. Continuer dans cette direction reviendrait à éloigner encore du « standard » européen notre fiscalité, pourtant déjà l'une des plus rétrogrades parmi les pays développés. Il est au demeurant piquant de voir citée dans le « manifeste » la taxation des fortunes, alors que la grande majorité du groupe U.D.R. à l'Assemblée nationale s'est opposée à tout impôt sur le capital et que M. Chirac et ses amis ont émis les plus vives réserves sur l'imposition des plus-values.

A l'évidence, le décalage est énorme entre la politique que préconise M. Chirac et celle qu'avec ses amis il a appliquée. Conversion ? Changement de cap ? Ou tout simplement nouvelle offensive de séduction pré-électorale ?

GILBERT MATHIEU.

(1) Existence simultanée d'une forte inflation et d'un important chômage.

M. CHIRAC ACCUSÉ DE « DÉTOURNEMENT DE SIGLE »

M. Jacques Debû-Bridel, ancien sénateur R.P.F. (Rassemblement du peuple français), co-président du Front progressiste (gaullistes d'opposition), estime que, « jusqu'à Jacques Chirac, avec la pitoyable complaisance de l'U.D.R., ne commettait qu'une imposture d'ordre politique et moral après tant d'autres, en prétendant comme gaulliste son rassemblement conservateur ». Il ajoute : « Si j'étais confirmé qu'il venait s'emparer du sigle du Front progressiste et du Sursaut populaire (sortis de Lorraine sur bonnet phrygien), hérité de l'U.D.T. et de Notre République, il s'agirait alors d'une véritable escroquerie et le Front progressiste saisi par les tribunaux pour détournement de sigle ».

L'U.D.R. — « Notre République » était l'organe de l'U.D.T. (Union démocratique du travail), fondé en avril 1958 par les « gaullistes de gauche » (MM. Louis Vallon, Gilbert Grandval, Jacques Debû-Bridel, etc.). Gaullistes et gaullistes de gauche étaient allés aux élections générales de novembre 1962 sous l'étiquette commune d'U.D.R.-U.D.T.

M. Servan-Schreiber indique, dans un communiqué, qu'il « attendra que l'ancien premier ministre précise la date qui lui conviendra » pour l'organisation d'un débat télévisé entre M. Chirac et lui-même.

M. Aymer Achille-Fould, ancien secrétaire d'Etat qui a été élu député de la Gironde le 21 novembre dernier, est nommé parlementaire en mission auprès du premier ministre. M. Achille-Fould, qui avait été nommé par M. Jacques Chirac, en juin dernier, président du groupe inter-ministériel de coordination des actions en mer des administrations, continuera d'exercer cette fonction.

Les « républicains de progrès » entendent accueillir les gaullistes qui refusent le rassemblement préparé par M. Chirac

Au cours d'une conférence de presse, M. Jean Charbonnel, ancien ministre, ancien député U.D.R., a indiqué que le manifeste de sa formation, la Fédération des républicains de progrès, avait été transmis à un certain nombre de personnalités « n'appartenant pas toutes à la famille gaulliste » pour solliciter leur adhésion, leurs commentaires ou leurs « amendements ».

Il a fait état de quelque trois mille « correspondants et sympathisants » dans une centaine de départements. « Ce sont, a-t-il précisé, d'anciens membres de l'U.D.R., exclus ou démissionnaires, mais qui restent parfois groupés dans des associations diverses (comme c'est le cas par exemple en Corrèze, dans le Lot et dans la Sarthe), d'autres part des adhérents à titre individuel ». L'ancien ministre a ajouté : « Nous entendons accueillir les membres de l'U.D.R. qui refuseront le rassemblement musclé préparé par M. Chirac ».

La Fédération des républicains de progrès lancera prochainement une campagne de recrutement et organisera ses structures internes. Des groupes de travail vont être mis en place. Les thèmes retenus sont, notamment, la fiscalité, le système monétaire, la réforme de l'entreprise. Parmi les personnalités qui animeront certains de ces groupes figurent notamment MM. Antoine Sanguinetti, vice-amiral d'escadre, et Jacques Thibaut, ancien directeur adjoint de la télévision à l'O.R.T.F. Un colloque pourrait être organisé au mois de janvier (sujet probable : la domination américaine) et une journée nationale en avril, après les élections municipales.

En ce qui concerne cette échéance électorale, M. Charbonnel a indiqué que la F.R.P. envisage deux hypothèses : des listes

« homogènes » rassemblant des gaullistes de gauche appartenant aux diverses formations existantes et des alliances avec le P.C., le P.S. et les radicaux de gauche. Un certain nombre de négociations sont d'ores et déjà en cours.

A propos des autres partis ou groupuscules gaullistes d'opposition M. Charbonnel a affirmé : « Lorsque nous aurons fait la preuve de notre représentativité, nous coopérerons volontiers avec eux ».

DES MEMBRES DU FRONT PROGRESSISTE REJOignent LE MOUVEMENT CRÉÉ PAR M. CHARBONNEL

Plusieurs dirigeants et anciens dirigeants du Front progressiste ont annoncé, dimanche 28 novembre, qu'ils rejoignent la Fédération des républicains de progrès (1) créée par M. Jean Charbonnel, ancien ministre. « Nous estimons, expliquent-ils, que la Fédération des républicains de progrès est le seul mouvement susceptible de rassembler efficacement les hommes de progrès et les gaullistes, et nous appelons les militants de l'opposition gaulliste ainsi que tous ceux qui ont partagé notre combat pour l'indépendance nationale, le progrès social et la solidarité active avec le tiers-monde, à s'associer à notre démarche ».

Parmi les signataires de ce texte figurent MM. Jean-Louis Delcourt, Bernard Felli et Jean-Claude Perrot qui, en mai dernier, avaient été exclus de la délégation exécutive du Front progressiste après un conflit avec M. Dominique Gallet.

(1) Fédération des républicains de progrès, 103, rue de Grenelle, 75007 Paris (tél. 705-82-79).

CAPELOU
TOUT CE QUI SE TRANSFORME EN LIT

DUCAL
EXPOSITION ET DEMONSTRATION
CAPELOU Distributeur

MAGASIN DE VENTE
37, Av. de la République
PARIS XIV^e - Métro PASTEUR
Tél. 357.46.35-1

RAPATRIÉS

Le bureau de la Confédération des Français musulmans rapatriés d'Algérie indique que trois harkis ont entamé une grève de la faim à Carcassonne, « afin d'attirer l'attention des pouvoirs publics sur la situation des anciens harkis dont les problèmes demeurent entiers ». Le bureau, qui demande la levée du contrôle judiciaire de son président, M. Mohamed Laradji, assigné à résidence, déclare que si « aucune satisfaction n'est donnée [à ces] revendications, ce mode d'action pacifique s'étendra à toutes les régions de France ». A Fumet (Ariège), deux harkis ont cessé, mardi 30 novembre, la grève de la faim qu'ils poursuivaient depuis une semaine.

Au soleil en hiver, faites du naturisme aux Iles Maldives dans l'Océan Indien. Là où le paradis terrestre est réalité. 14 jours Paris-Paris 5.370 f. CLUB NATURE 10, rue Pierre Demours 75017 Paris, tél. 706.38.75

autofocus prestinox... un projecteur universel

Projecteur Prestinox 624 APT. Le modèle le plus prestigieux. Le préféré des utilisateurs les plus exigeants, des clubs, etc. « Autofocus » comme le 624 AF, il possède une télécommande pour la marche avant et arrière et il est équipé pour le fondu enchaîné. D'autres caractéristiques en font un appareil très complet : touches digitales lumineuses à effleurement pour la commande de la marche avant et arrière du magasin — timer incorporé réglable de 5 à 25 secondes qui change les vues à votre place. Témoins lumineux de fonctionnement du dispositif « Autofocus ». Enfin, et c'est très important, son groupe condensateur à très haut rendement lumineux lui permet des projections de vues 24x36 sur des écrans allant jusqu'à 2 m de large en ambiance claire et 5 m de large en ambiance sombre. Malgré tout cela, la modestie de son prix vous donnera.

Prix relevé à Paris en septembre 1976 : 750 F. TVA incluse.

Bon à découper pour recevoir une documentation gratuite. Demandez à adresser à Prestinox S.P.A. route de Tremblay - 93420 VILPENTE

nom
adresse

60% de parking en plus

30 % d'économie sur les coûts

Direction générale : AUTOPARC, 6, rue des Charpeniers, 67000 STRASBOURG, tél. (88) 32-50-38
AUTOPARC ILE-DE-FRANCE : Société DREUX, 93, rue de Meaux, 75019 PARIS, tél. (1) 607-61-51

AGENCES à ANNECY, BORDEAUX, DIJON, BRUXELLES
Pour la Suisse : STERNEN & TROBILLEN, Montbousstrasse 16 - CH-3001 BERNE

Afin que vous calmez votre soif plus rapidement

C'est l'affaire de LINDE. Car les chariots LINDE accélèrent le transbordement des marchandises. Ils transportent les palettes de boissons. Ou les préfabriqués en béton, le bois, les tuiles : tous les produits imaginables. Dans l'industrie et le négoce. Les chariots LINDE sont dotés de la technique la plus avancée et sont faciles à conduire. Ils existent dans toutes les versions d'énergie. Dans les capacités allant de 1,0 à 7 tonnes. Les chariots LINDE sont à la pointe du progrès en Europe.

LINDE ne conçoit pas que des chariots élévateurs. LINDE est une société moderne, active dans les domaines des biens d'équipement et des services. Elle vous offre une diversification des produits résolument orientés vers l'avenir et satisfaisant toutes les exigences de qualité. Société pilote pour la recherche et la technique, LINDE atteint avec plus de 17 000 employés un chiffre d'affaires de 1,8 milliard de DM.

Linde Manutention
Rue de la Croix de l'Orme
Morainvilliers
78630 Orgeval
Tél. 975.73.00

Chariots Élévateurs
Basses températures et Techniques de Procédés
Froid et Climatisation
Hydraulique
Systèmes d'aménagement
Machines-outils et outils
Entrepôts frigorifiques
Compresseurs à piston et centrifuges

WM/2 895 M (7)

CONTRE LE VOL ALARME 2000

une grande réussite de l'électronique française

Le Radar hyperfréquence DI 50 fonctionnement immédiat sans installation

étudié et réalisé dans nos laboratoires
réunit toutes les conditions de la protection
totale et évite les installations coûteuses.

- Adaptable à tous les locaux.
- Rayon de protection réglable de 2 à 30 m.
- Dissimulable, il traverse meubles et cloisons.
- Inextinguible.
- Autonomie totale d'alimentation (2 ans).
- Pas de déclenchement intempestif.

ALARME 2000

8, rue Gudin 75016 Paris
7 agences régionales
90 conseils en protection à votre service

Plus de 10.000 appareils en fonctionnement, appartements, maisons, usines, bureaux, services publics, administrations.

Pour connaître toutes les possibilités du DI 50, remplissez et retournez ce bon à :

ALARME 2000 Dept

8, rue Gudin

75016 PARIS

Je désire sans engagement de ma part plus amples informations sur le DI 50.

NOM

PRO

Code Postal

VILLE



POLITIQUE

Un appel à l'unité des Français

(Suite de la première page.)

Il a indiqué, en revanche, qu'il avait insisté auprès de M. Giscard d'Estaing sur les difficultés économiques de la région. Le chef de l'Etat avait lui-même souligné dans son allocution que la crise avait atteint le Nord-Pas-de-Calais « au moment d'un véritable décollage ». Le maire de Lille a précisé que la conversation avait porté en outre sur les problèmes de l'Europe.

M. Giscard d'Estaing était arrivé avec une demi-heure de retard à la préfecture de Lille. Il y avait peu de monde — une centaine de personnes — sur la place de la République pour assister à la police de mai. L'historique « entre le chef de l'Etat et M. Pierre Mauroy. Il est vrai que le mauvais temps n'incitait pas les Lillois à sortir de chez eux. Le maire de Lille, accompagné de plusieurs membres du gouvernement, dont M. Norbert Ségard, son futur adversaire aux élections municipales, a accueilli le bienvenu au président de la République. Dans la cohue provoquée par les photographes et

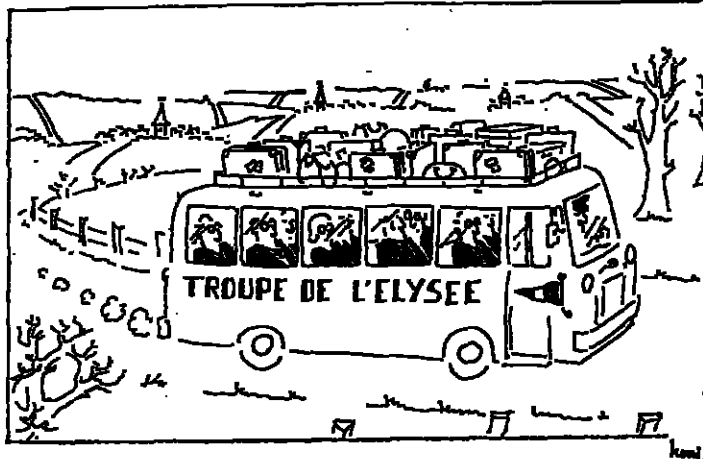
les journalistes, M. Giscard d'Estaing s'est alors écrié : « Mais où sont mes ministres ? » « J'espère qu'ils ne se sont pas perdus », a répondu civilement M. Mauroy. Quelques huées ont accueilli le chef de l'Etat, bientôt couvertes par une solennelle Marseillaise. Aux accents de la musique du

membres du gouvernement avaient tenu à Lille des réunions de travail : M. Bourges, ministre de la défense, à la caserne Varlamov avec l'état-major du général Colin, commandant la 11^e région militaire ; M. Baby, ministre de l'éducation, avec le recteur, puis avec des syndicalistes de l'en-

pour ce qui la divise. Si consacrons une faible part talentueuse que nous mettons à l'étude des solutions nous de tant de problèmes d'avenir peut-être. Les ans dont obéirons - nous de me résultats.

Enfin, M. Giscard d'Estaing rappelle que « la situation pays industrialisés n'est pas personnelle », et il a « Les uns progressent, les autres reculent. Il est essentiel que les années à venir notre place hardiment parmi les progressent. Je souhaite à la région Nord-Pas-de-Calais sa contribution à cet effort, réjouie que, pour le premier sans doute dans l'histoire République, les dirigeants conseil des ministres se tiennent. C'est le thème de l'avenir du gouvernement l'activité et la prospérité du Pas-de-Calais.

THOMAS FERENC



(Dessin de KONK.)

M. OLIVIER GUICHARD
décentralisation est la clé au gigantisme de l'administration.

L'Association des présidents conseils généraux a tenu le mardi 30 novembre, à Lille, deux journées d'études consacrées à des échanges de vues sur le rôle de l'institution départementale et l'amélioration de son fonctionnement actuel. Le président de l'association, M. G. Héon, sénateur (Gauche radicale), président du conseil général de l'Eure, a évoqué la campagne de démission par certains contre le « démantèlement ». Tout en se félicitant M. Olivier Guichard, dans son rapport sur la réforme des institutions départementales, d'avoir « jamais nécessaire », M. Héon a insisté sur les ambiguïtés et les incertitudes des intentions et de certaines modifications des structures des conseils généraux qui nous posent de sérieux problèmes de réflexion. Il se l'interprète de la réserve des vis-à-vis des conclusions de la commission de développement des responsabilités locales par un certain nombre de ses collègues. M. Pelletier, sénateur (R. démocratique, Alsace) et député (apparenté U.D.F., et-Loire), ont également fait des réflexions des autres présidents de conseils généraux.

Présentant le rapport à la commission qu'il présidait, M. Olivier Guichard, ministre d'Etat, garde des sceaux, a déclaré : « Un jour on peut une situation idéale en matière de l'administration, il faut d'abord de l'ordre, de l'ordre ancien d'un échelon administratif entre le département et la région. La décentralisation la réponse au gigantisme l'administration. »

● Les élus communistes Nord et du Pas-de-Calais, déposés, mardi 30 novembre, à l'hôtel Matignon, ont remis au ministre de l'Intérieur, M. Olivier Guichard, un document sur les difficultés économiques de leurs départements. Il est nécessaire et possible d'assurer le développement de la région Nord-Pas-de-Calais en relançant la consommation populaire, en supprimant les obstacles des grandes firmes et en relançant l'exportation du charbon. Ils ajoutent : « La conversion entreprise il y a ans se solda par un échec. Mesures annoncées récemment pour l'entretien le développement de cette région et sont donc acceptables. »

● A Lille, la section du socialiste, réunie lundi 29 novembre en assemblée générale, a décidé que la liste conduite par M. Pierre Mauroy, maire socialiste, pour les prochaines élections municipales sera à majorité absolue socialiste. Vingt-deux candidats socialistes ont été retenus.

fabrican

PRET-A-PORTER
DE LUXE

solde
robes - jupes
ensembles
manteaux

JEUDI 2 ET VENDREDI 3
de 10 heures à 18 heures
et SAMEDI 4, de 10 heures à 18 heures

NEW-STRUCTURES

8, rue d'Enghien

75010 Paris

MSL

PRESIDENT U.S. SUBSIDIARY

\$ 60.000 to \$ 80.000
Consumer Goods Field

Our client is a major German group in the fast moving consumer goods field operating worldwide. The products have achieved broad leader status in the most important international markets, with strong consumer-oriented marketing. In the USA particularly, aggressive sales policy linked with the most up-to-date manufacturing facilities have produced outstanding results. To maintain this momentum our client is looking for a President U.S. subsidiary to take sole responsibility for company policy, with particular emphasis on marketing. There are several hundred employees. The appointed candidate will be an entrepreneur with a proven record of success in marketing high-volume branded products internationally. Working knowledge of German is desirable. Salary will be in accordance with qualifications and experience in the range of \$ 60.000 to \$ 80.000. Please write in German or English describing present responsibilities and career, etc., to the consultant concerned : P. Schwingel, MSL Deutschland GmbH, Pempforter Strasse 47, 4000 Düsseldorf 1, Ref. No B.532207.

DIRECTEUR GENERAL ADJOINT

150/180.000 F
Sud Ouest

Une société française, spécialisée dans la production et la vente de produits alimentaires, possède plusieurs usines employant au total 550 personnes et fait un chiffre d'affaires hors taxes de 65 millions de F. Elle crée le poste de directeur général adjoint. Le titulaire assistera progressivement le président directeur général dans toutes ses fonctions, à commencer par les domaines administratifs et financiers. A partir de l'établissement du Sud-Ouest, il assurera la gestion de l'ensemble de la société. Ce poste qui doit déboucher à court terme sur la direction générale conviendrait à un diplômé de l'enseignement supérieur, âgé de 40 ans au moins et justifiant d'une expérience de plus de cinq ans acquise à un poste comparable ou à la direction administrative et financière d'une société ou encore à la tête d'un établissement décentralisé. Il est souhaité que cette expérience ait été vécue dans l'industrie alimentaire ou, à défaut, dans une société de produits de grande consommation. Ecrire à P. Vinet, Réf. B.3797 (Paris).

RECHERCHE DEVELOPPEMENT

65/85.000 F
Electrothermie
Yvelines

Une société française (effectifs 600 personnes - CA 80 millions F) spécialisée dans la production et la vente d'appareils électriques de chauffage, crée pour promouvoir son activité électrothermie (résistances blindées à applications diverses) un poste d'ingénieur de recherche et développement. Sous l'autorité du directeur technique, et en liaison avec les services commerciaux, il participera à la définition des gammes de produits à développer, conseillera les services de production sur les méthodes et moyens de fabrication. Il étudiera et définira les produits choisis par la commission de développement. Le poste conviendrait à un ingénieur AM, ENSI, ICAM, âgé de 28 ans au moins, ayant acquis dans un bureau d'études une expérience de plus de 2 ans dans le domaine du chauffage par résistance et/ou infrarouge. Ecrire à P. Vinet, Réf. B.3801 (Paris).

Pour chacun de ces postes, adresser un bref curriculum vitae à Paris en spécifiant bien la référence. Aucune information ne sera transmise à quiconque sans autorisation expresse des candidats donnée au cours d'un entretien personnel avec le consultant.

AUSTRALIE - IRLANDE - ETATS-UNIS - AMERIQUE DU SUD - GRANDE-BRETAGNE - ALLEMAGNE - FRANCE - HOLLANDE - ITALIE - SUISSE - BELGIQUE - SUÈDE - AFRIQUE DU SUD - CANADA - SINGAPOUR

73, Bd HAUSMANN 75008 PARIS Tél. 285-37-00

11, Pl. A. BRIAND 69003 LYON Tél. (78) 62-08-33

Le bon Neuilly.

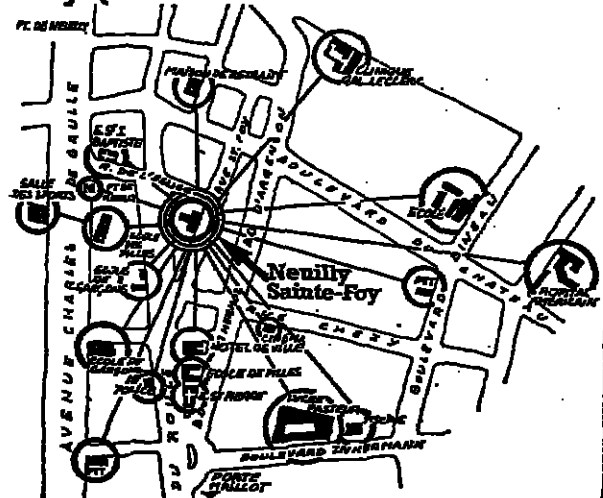
Celui de l'avenue Sainte-Foy (entre l'avenue du Roule et le boulevard du Château).

Résidentiel : Neuilly Sainte-Foy

Au cœur du Neuilly traditionnel, avenue Sainte-Foy, un nouvel immeuble va accueillir ses habitants, au début 1977. Neuilly Sainte-Foy est une résidence de classe, par son architecture et son confort intérieur. En face d'un parc, Neuilly Sainte-Foy ouvre sur des jardins intérieurs.

Pratique et animé : Neuilly Sainte-Foy

L'avenue Sainte-Foy a le privilège d'offrir à la fois le calme et la proximité de tous les équipements : écoles et lycées, marchés, commerces traditionnels et en libre-service, cinéma, piscine, métro et bus, mairie, église, services hospitaliers, etc.



Neuilly Sainte-Foy :

- un investissement de qualité parce que l'une des dernières opportunités d'acheter dans le bon Neuilly ;
- un placement sérieux. Exemple : pour un 2 pièces de 60 m² + balcon de 11 m² (au 3^e étage), prix ferme et non révisable 561.800 F (valeur nov. 76), la rentabilité locative prévisionnelle peut se situer entre 5,5 et 6% (calculée sur la base des loyers pratiqués dans ce quartier de Neuilly).

Neuilly Sainte-Foy :

19, avenue Sainte-Foy - 92200 Neuilly
Appartement décoré et bureau de vente sur place les lundis, mercredis, jeudis de 13 h à 17 h 30. Tél. 722.98.53.

cosemic
ou
59, rue de Courcelles - 75008 Paris
Tél. 766.51.71

كتاب الأم

POLITIQUE

AU SÉNAT

Équipement et logement : deux budgets votés dans la morosité

Le Sénat a adopté, mardi 30 novembre, les budgets de l'équipement et du logement.

M. MOINET (gauche dém.), qui présente les crédits d'équipement au nom de la commission des finances, souligne que la vote d'un vote sous-employé alors qu'elle a l'avantage d'être très économe d'argent. La France ne transporte par eau que 5 % de ses marchandises contre 10 % en Allemagne, 20 % en Belgique et 40 % aux Pays-Bas. Mlle RAPOZZI (P.S.), qui présente le rapport sur les ports, réclame des crédits supplémentaires pour les ports de plaisance, « élément essentiel du tourisme et du sport, et dans le cadre de la formation pour la jeunesse ». M. BOUQUEREL (U.D.R.), parlant au nom de la commission des affaires économiques, la réclamation des ports sur l'investissement. « Il y a un autre ne supporte plus lourdement le fait de l'austérité », M. PINTAT (ind.), dernier rapporteur, évoque la menace de Biscaya et l'absence pour nos ports de la façade atlantique : « Un contrôle de la concurrence sauvage et des efforts de commercialisation sont nécessaires pour éviter les détournements de trafic ».

M. FOURCADE, ministre de l'équipement, se déclare « partisan convaincu des voies navigables, prototypes des investissements structurants ».

On entend ensuite M. BERR

TAUD (U.D.R.) qui, comme maire de Saint-Mandé, réclame une protection contre les bruits du périphérique. M. ELLERS (P.C.), sénateur du Nord, qui plaide pour le port de Dunkerque. M. COURROT (ind.), élu des Vosges, qui regrette que la liaison Rhin-Rhône ne fasse pas une pointe vers son département. M. CARON (Un. centr., Seine-Maritime), qui se fait l'avocat du port de Dieppe.

M. DE MONTALEMBERT (U.D.R., Seine-Maritime), réclame, lui aussi, la création, à Dieppe, d'un avant-port pour recevoir les très gros navires, et se préoccupe des risques de détournement du trafic bananier vers des ports étrangers. M. GUILLEL (ind., Loire-Atlantique) s'inquiète du sort de l'autoroute océane qui a été promise par le président de la République, et qui désenclaverait le sud de la Bretagne.

M. FOURCADE répond à tous les orateurs sur leurs problèmes particuliers sans prendre d'engagements nouveaux. Au sujet du financement des autoroutes, le ministre déclare : « Il est impossible, dans la conjoncture actuelle française et européenne, de se procurer des fonds par emprunt. Si nous ne retenons pas le système des péages, nous ne pourrions pas construire ».

« On ne peut pas demander des autoroutes et ne pas vouloir le péage, je le dis très clairement ».

« Le refus du gigantisme »

Les crédits de l'équipement sont votés à main levée. Puis M. MOINET, rapporteur de la commission des finances, présente les dispositions concernant le budget du secrétariat d'État au logement : « budget, souligne-t-il, de transition et d'attente », qui ne répond pas « aux besoins d'une société en voie d'industrialisation rapide ».

M. LAUCOURNET (P.S.) exprime l'avis de la commission des affaires économiques et qualifie ce budget de « morose, voire médiocre », et « en nette régression pour le logement social ».

« Mon premier objectif », proclame M. FOURCADE, est l'ajustement du logement.

« Le programme le plus important à cet égard est le P.A.P. « mieux vivre dans les villes » : milliards et demi consacrés à l'aménagement foncier, aux villes nouvelles et aux transports collectifs ».

Après avoir traité de la difficulté « d'arrêter l'arbitraire », le ministre de l'équipement conclut : « Après vingt ans d'élévation du niveau de vie, le besoin de logement s'atténue. Plus de 80 % des Français considèrent qu'ils sont convenablement logés. Ce n'est pas à lire qu'il faut renoncer au logement social : les cas qui demeurent sont les plus dramatiques ».

M. BARROT, secrétaire d'État au logement, apporte notamment les précisions suivantes :

« Le nombre de logements anciens inhabitables est encore considérable : 600 000 de logements. Ces logements sont occupés par une population souvent âgée (51 % de plus de soixante ans) et très modeste (le revenu moyen y est inférieur de 20 % à la moyenne nationale). Chaque année, 200 000 logements ont été rendus confortables, dont une grande partie spontanément, sans intervention des pouvoirs publics. Or, une menace pèse sur ce parc, avec les opérations spéculatives d'amélioration de l'habitat. Outre leurs conséquences désastreuses sur le logement social, elles ont pour effet de rejeter les ménages modestes vers les centres. Nous devons donc donner la priorité à une véritable politique sociale d'amélioration de l'habitat ».

« Pour mettre en œuvre ce plan, nous avons besoin que les régimes intercommunaux agissent dans le tissu ancien. La

réglementation leur donne la possibilité d'acquiescer des immeubles anciens pour les réhabiliter. Cette possibilité permettra la mise en service d'environ mille logements sociaux en 1976. Ce rythme doit encore s'accroître. Il est souhaitable que les organismes d'I.L.M. réalisent des travaux et éventuellement gèrent des immeubles par délégation du propriétaire ».

Enfin, M. CHATELAIN (P.C.), M. MIROUDOT (ind.), F. RENTY et G. CARON (Un. cent.). Ces orateurs reconnaissent, pour le condamner ou l'approuver, que ce budget est dans la logique de la réforme de l'aide au logement que le Sénat a votée le 18 novembre. Les crédits du budget « logement » sont ensuite adoptés avec un amendement de l'initiative de M. MONICHAUD (P.S.) et F. RENTY. Par un dispositif juridique complexe, cet amendement, approuvé par M. BARROT, vise, comme il a dit le secrétaire d'État, à permettre aux petits bailleurs d'effectuer les travaux de rénovation nécessaires, « tout en les obligeant à garder leurs locataires ».

ORES

GROUPE BOSSARD

PARIS 105, Boulevard Haussmann Tél. 256.27.44
LILLE 201, rue Colbert Tél. (20) 54.06.37
MARSEILLE 433, Boulevard Michelet Tél. (91) 40.38.93

STRASBOURG 11, Allée de la Robertsau Tél. (88) 36.10.65
TOULOUSE 54, bis, rue d'Alsace Tél. (61) 12.63.03
NANTES 11, Bd Gabriel Guist'hau Tél. (40) 73.16.96

directeur du service informatique

SUD PARIS 140 000 F

- Pour la filiale française d'un groupe multinational spécialisée dans les produits alimentaires et leader de son marché.
- Il devra planifier, coordonner et diriger la cellule informatique de la Société. Il animera, par ailleurs, la cellule organisation administrative et devra être capable à terme de prendre une place de conseiller informatique au sein du groupe.
- Le poste requiert un homme de 30 ans minimum, formation supérieure, parlant l'Anglais, connaissant parfaitement le matériel IBM.

Paris-Réf. 2406/A

chef du service formation

PARIS 100.000 F +

- Pour une très importante entreprise métallurgique française (plus de 10.000 personnes).
- Il sera chargé d'analyser les besoins de l'entreprise et des hommes à tous les niveaux (ouvriers, E.T.A.M., cadres), de définir et de proposer une politique et des plans de formation, de mettre au point et de diriger les diverses actions de formation.
- Le poste requiert un homme de 35 ans minimum, si possible diplômé de l'enseignement supérieur, ayant acquis une expérience confirmée et réussie de la conception et de la mise en œuvre d'une politique de formation au sein d'une grande entreprise industrielle (de préférence métallurgique) possédant de nombreux établissements.

Paris-Réf. 2816/A

responsables études de prix

RHONE-ALPES 110.000 F

- Pour 2 Directions régionales d'un des plus importants groupes français en construction de bâtiments et Génie Civil.
- Le titulaire assure les contacts commerciaux au plus haut niveau avec l'Administration et la clientèle.
- Il dirige une équipe dont il doit organiser, planifier, et contrôler toute l'activité : avec ses collaborateurs, il étudie les projets, détermine les orientations majeures, suit les études techniques, définit les budgets, (en volume, équipements, temps, personnel, etc.). Il mène les négociations jusqu'à la signature des marchés.
- Ce poste requiert :
 - un diplôme d'ingénieur ou une formation équivalente.
 - une expérience de 5 à 10 ans, partie en études techniques et de prix, partie en conduite de travaux.
 - une personnalité alliant la créativité, la rigueur et le sens des contacts.

Une expérience professionnelle RHONE-ALPES est fortement souhaitée

Paris-Réf. 2564/A

documentaliste

PARIS 50 000 F +

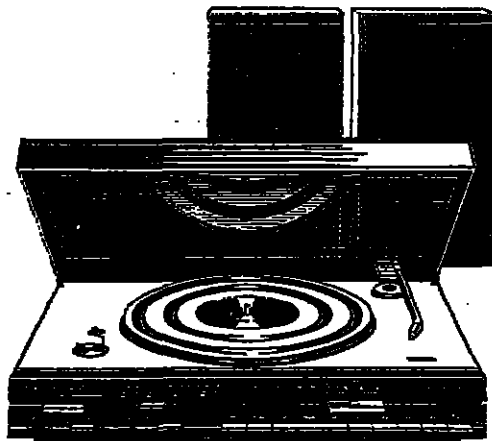
- pour un nouvel organe de presse
- le titulaire sera chargé de créer, d'organiser, et mettre en place la documentation du journal.
- le poste requiert un homme, libre rapidement ayant une formation supérieure de documentaliste et plusieurs années d'expérience de la documentation dans un quotidien ou dans un hebdomadaire.

Paris-Réf. 2814/C

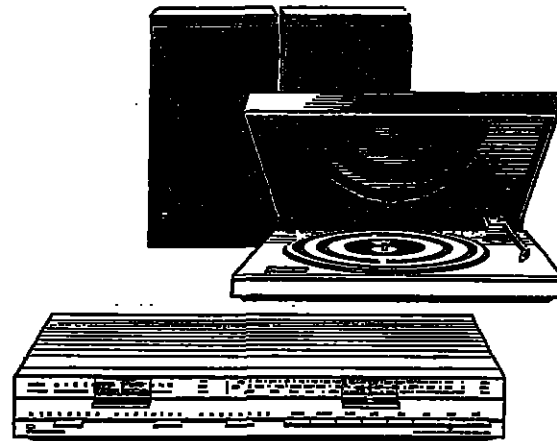
3 chaînes B&O à moins de 5.000F



chaîne B&O 1100
Beogram 1100, FM, stations prééglées, 2 x 22 Watts
Beogram 1100 Beovox Uniphase S 30



chaîne B&O 1900
Beocenter 1900, FM, stations prééglées
2 x 22 Watts encastrés Beovox Uniphase S 30



chaîne B&O 901
Beocenter 901, AM FM, 2 x 22 Watts
Beogram 1100 Beovox Uniphase S 30

chez votre conseil haute-fidélité Bang & Olufsen

- | | | | | |
|---|---|--|---|--|
| 1 ^{er} VIDEO SOUND
5, rue Cambon | 8 ^e EUROPI HI-FI TÉLÉ
51, rue de Miromesnil | 14 ^e LIEDER
24, rue Sarrette | 18 ^e LIEDER
14, rue Vauvenargues | TOUTE LA MUSIQUE
Centre Commercial Albert 1 ^{er} RUEIL
80, bd de la République ST-CLOUD |
| 5 ^e AUDIOSYSTEMS
47, rue Mouffetard | 8 ^e MUSIQUE ET TECHNIQUE
79-81, rue du Rocher | 15 ^e ILIEL
122, avenue Félix Faure | Banlieue
BOISSAC
32, rue Maréchal Foch LE VÉSINET | ROQUE HI-FI
Grand Centre de
Saint-Ouen-l'Aumône PONTOISE |
| 6 ^e PAN
11, rue Jacob | 9 ^e AUDITO
16, rue La Fayette | 16 ^e EUROPI SYSTEM
3, rue Guy de Maupassant
61, avenue Mozart | ONDES ET IMAGES
32, rue de la Paroisse VERSAILLES | GALL
96, av P-V. Couturier VITRY- |
| 7 ^e TARENTELE
40, ave de La Bourdonnais | 12 ^e FIDELIO
24 bis, place de la Nation | 17 ^e PARIS LOIRE
62, av de la Grande Armée | L'AUDITORIUM
4, avenue Menelotte COLOMBES | LE KIOSQUE A MUSIQUE
12, rue de Mora ENGHEN |
| 7 ^e PICHONNIER
148, rue de Granelle | 14 ^e COSMIC
52, rue du Montparnasse | | | |

LES POUVOIRS DE M. DAILLY

Au début de la séance de mardi après-midi 30 novembre, M. Dailly (Gauche démocratique), us en cause par M. Schwint (P.S.) au sujet de propos rapportés par notre journal (le fonde du 30 novembre) et tenus avant le congrès radical de l'Isère, a notamment déclaré : « J'ai dit que je ne demandais pas de renoncer à mes fonctions, mais de mes fonctions, en ayant pris position dans la presse de Seine-et-Marne, en qualité de parlementaire, pour l'Isère d'Esting, et en ayant assisté à la dernière réunion électorale du même candidat, à la porte de Versailles, où j'ai d'ailleurs rencontré le président de l'Assemblée nationale ».

Quant à mes pouvoirs de député — purement internes, puisque le Sénat ne siègeait pas — ceux qui me connaissent savent que je n'en ai pas abusé, et d'ailleurs aucun groupe politique n'a formulé d'observation à cet égard ».

(La distinction que l'on peut faire entre abus de « pouvoirs » et abus de « fonctions » paraît ténaque ; à l'Isère, le vice-président du Sénat en a paré d'un « pouvoir » dont il a abusé et non des « fonctions ».)

POLITIQUE

A l'occasion du vote d'un texte regroupant diverses dispositions économiques et financières

L'Assemblée interdit toute discrimination raciale en matière de commerce extérieur

Mardi 30 novembre, sous la présidence de M. Edgar Faure, l'Assemblée nationale examine, après déclaration d'urgence, le projet de loi portant diverses dispositions financières d'ordre économique.

« Initialement, indique M. PONCELET, secrétaire d'Etat au budget, ce projet, déposé le 2 avril 1976, regroupait trente articles ayant pour objet soit de simplifier les procédures administratives, soit d'améliorer la situation des personnes de la fonction publique, soit de tenir compte de la jurisprudence nouvelle et d'entrer les conséquences. Le gouvernement a décidé de le compléter par une lettre rectificative déposée le 19 novembre dernier et comprenant sept articles additionnels. »

MESURES FISCALES ET DOUANIERES.

Après l'adoption de l'article premier (détermination du revenu foncier des bailleurs d'immeubles assujettis à la T.V.A.), elle adopte, à l'article 2 (marquage en gros de boissons) un amendement de M. MAISON (R.I.), qui précise que la déclaration annuelle des

stocks s'effectuera à la clôture de l'exercice comptable. Le texte initial indiquait le 31 août.

L'article 3 (régime fiscal et douanier des produits pétroliers et des bouilles destinés à l'avitaillement des navires) est adopté. Il en va de même de l'article 4 (régime fiscal et douanier applicable aux dépôts spéciaux de produits pétroliers) et de l'article 5 (simplification des procédures de dédouanement). M. VIZET (P.C.) avait souhaité la suppression d'un article qui favorisait, selon lui, la fraude fiscale des pétroliers.

A l'article 6 (intérêts moratoires dus aux contribuables à la suite d'instances fiscales), le gouvernement propose un amendement qui, en cas de dégrèvement d'impôts, prévoit le paiement d'intérêts moratoires, même s'il n'y a pas d'instance. M. FONTAINE (R.I.) souligne que, lorsqu'un contribuable demande un dégrèvement on attende la réponse de l'administration avant d'appliquer la majoration de 10%. M. FOYER (U.D.R.) entend voir jouer normalement le taux de l'intérêt légal. L'Assemblée adopte son amendement contre l'avis du gouvernement, on attend la réponse de l'administration avant d'appliquer un amendement de M. HOFFER (U.D.R.) qui substitue l'expression

« Avis d'imposition » au mot « Avertissement ».

MESURES FINANCIERES.

Après l'adoption de l'article 7 (régime de mise en recouvrement des créances de faible montant dues au collectif local et aux établissements publics locaux), la suppression de l'article 8 (qui prévoyait une disposition déjà votée dans la loi de finances), l'adoption de l'article 9 (autorisation de précompter les cotisations mutualistes sur les arrérages de pensions) les députés examinent l'article 10 qui complète le régime juridique des actes d'infestation hypothécaire et de mainlevée d'hypothèque. Le gouvernement propose une nouvelle rédaction qui précise que les hypothèques prises en contrepartie de la garantie accordée par l'Etat à un emprunt à long terme le sont en la forme administrative.

M. FOYER propose deux modifications que l'Assemblée accepte. Il présente également un article additionnel qui précise que les dispositions du code pénal qui punissent les délits d'ingérence ne s'appliquent pas aux avocats pour leurs actes professionnels accomplis au profit de la

commune qu'ils administrent. M. PONCELET s'oppose à cet article, adopté néanmoins par l'Assemblée. Cette dernière adopte également l'article 11 qui relève de 1500 francs à 2500 francs le seuil à partir duquel le règlement des salaires mensuels doit être effectué par chèque ou par virement. M. FONTAINE suggère un relèvement sensible de la somme payable à domicile par les fonctionnaires. M. PONCELET s'engage à transmettre cette proposition à son collègue des P.T.T.

A l'article 12 (régime de l'émission et de la circulation monétaires dans les territoires des zones australes françaises, dans les petites îles de l'Océan Indien et à Mayotte) un amendement de la commission des finances précise que les signes monétaires métalliques y auront cours légal et pouvoir libératoire. A l'article 13 (simplification de la procédure d'émission des emprunts contractés par le ministère des P.T.T.) le groupe communiste indique qu'il votera contre cette disposition « qui ne peut qu'aboutir au pillage des fonds publics au profit des grandes sociétés capitalistes ».

Un amendement socialiste propose sa suppression, estimant « que la suppression de ces emprunts par un simple arrêté du ministre de l'Economie et des Finances. M. PONCELET s'oppose à cette suppression pour des raisons d'efficacité et de rapidité. L'Assemblée rejette cet amendement.

MESURES RELATIVES AUX PERSONNELS.

Après l'adoption de l'article 13 bis (extension aux DOM de la compétence du Crédit foncier de France pour l'attribution de prêts spéciaux à la construction) les députés examinent l'article 14 (recrutement dans le corps de l'inspection du travail de personnes n'ayant pas la qualité d'agent public). M. LEGRAND (P.C.) regrette l'insuffisance des effectifs actuels et dénonce « l'externalisation » du gouvernement. Un amendement socialiste propose la suppression d'un article « service ». M. PONCELET combat l'amendement qui est repoussé.

A l'article 15 (possibilité pour les administrateurs des affaires d'outre-mer de solliciter leur intégration dans des corps de fonctionnaires de l'Etat ou des établissements publics), un amendement applique cette disposition aux fonctionnaires en activité à la date de la publication de la loi et ne bénéficiant pas d'un congé spécial. Un article additionnel de M. BIAS (U.D.R.) précise que les fonctionnaires du corps des conseillers aux affaires administratives peuvent solliciter, dans un délai de trois mois, leur intégration dans le corps des administrateurs des affaires d'outre-mer. Cet article est adopté contre l'avis du gouvernement. A l'article 16 (extension de plein droit aux agents hospitaliers des éléments de la rémunération des fonctionnaires de l'Etat), M. CARLIER (P.C.) rappelle les revendications du personnel hospitalier. En ce qui concerne le code des pensions civiles et militaires de retraite, l'Assemblée adopte à l'article 17 (suppression de la condition d'antériorité de l'adoption par la loi du rapport du départ à la retraite pour l'ouverture du droit à pension d'orphelin) des amendements de M. Foyer concernant la filiation, l'adoption et les enfants naturels. Elle adopte ensuite les articles 18 (allongement de la durée de la prescription des créances sur les pensions de retraite), 19 (autorisation du cumul des majorations de pensions en faveur des retraités

tes ayant élevé au moins trois enfants) et 20 (conditions d'accès aux échelons exceptionnels des grades de colonel et de major). A l'article 20 bis (situation des fonctionnaires détachés sur des emplois supérieurs de la Ville de Paris), M. FANTON (U.D.R.), appuyé par M. KRIEG (U.D.R.), demande que les attachés d'administration de la Ville de Paris au 1^{er} janvier 1977 continuent à être employés par la commune ou par le département de Paris par la voie du détachement dans les conditions de rémunération et de déroulement de carrière existant à cette date, sans préjudice de leur intégration postérieure, à leur demande, dans des emplois de nouvelles collectivités qui devront être homologues à ceux des administrations centrales. M. PONCELET affirme que les engagements pris par le gouvernement seront tenus et que les fonctionnaires de l'Etat en position de détachement conserveront leurs droits acquis. Il s'oppose à cet amendement qui est toutefois adopté à l'unanimité, l'exception d'irrecevabilité invoquée par le gouvernement ayant été fustigée par M. SOGAR FAURE.

Un article additionnel de M. LE TAC précise que les agents de l'O.R.T.F. ayant une certaine ancienneté de service public (dix ans au moins) et bénéficiant d'un reclassement dans l'administration pourront être titularisés dans des corps de fonctionnaires de niveau équivalent. Il est adopté à l'unanimité.

Après l'adoption des articles 20 ter (Intégration dans les services judiciaires français des greffiers en chef des cours suprêmes des restitutions d'Herford et de Berlin) et 21 (Validation du tableau d'avancement des commissaires de la marine au titre de 68), l'Assemblée adopte un article additionnel de M. DELAUNAY (R.I.) relatif à la validation de diplômés d'Etat de psycho-rééducateur. A l'article 22 (Validation des codes douaniers des territoires de la Polynésie française et de la Nouvelle-Calédonie), un amendement de la commission des finances précise que cette validation ne sera effective qu'à compter de la date d'entrée en vigueur de la loi.

A l'article 23 bis (Validation de la spécialité des nouvelles règles de classement des fonctionnaires ou des agents de l'Etat en catégorie A), M. FERRETTI (R.I.) demande le report le plus en arrière possible de l'application de cette disposition. M. CHAUVET regrette que cet article soit limité à une seule catégorie. Le gouvernement décide de fixer la date d'application au 1^{er} janvier 1978. L'Assemblée accepte.

MESURES DIVERSES.

M. KRIEG (U.D.R.) propose un article additionnel qui complète la législation contre le racisme sur le plan du commerce extérieur. Il évoque le cas des entreprises « qui cherchent à travailler avec les pays arabes et se voient imposer de répondre à certaines questions natives où on leur demande si elles travaillent avec Israël ou avec des organismes, des banques où les intérêts israéliens ou israéliens sont importants ».

Il indique que d'autres pays « Etats-Unis et Canada, notamment, placés devant le même problème. Cela, précise-t-il, n'a nullement empêché leurs entreprises de commercer avec les pays arabes ». Il propose donc d'introduire dans notre législation une disposition analogue. M. COT (P.S.) suggère cette proposition. KRIEBON (P.C.) approuve, « l'ont résolu très

simplement en introduisant, à leur arsenal pénal, une disposition qui interdit à quiconque répondre à quelque demande ce soit faisant référence à la discrimination raciale ou à la provenance géographique ou à la nationalité ». M. KRIEG ne s'exprime sur un terrain miné. Il est d'ailleurs d'imprimerie des dispositions pénales sur un sujet de cette nature.

Le critère de nationalité empêcherait les discriminations éventuelles en fonction des Etats. L'amendement de M. Krieg, se amant par M. Cot, est adopté.

En séance de nuit, sous la présidence de M. CLAUDIUS-RE (réf.), l'Assemblée examine l'article 24 (Institution d'une commission de l'Etat en cas de décision judiciaire d'expulsion suivie d'effet en raison du refus opposé ou du retard apporté à l'exécution de la loi publique). M. BORDU (P.S.) expose les raisons qui ont conduit son groupe à refuser « cet art de la misère ». M. CHAUVET explique pourquoi sa commission a fait de même, estimant qu'elle encouragerait les expulsions, suppression est également repoussée par la commission des et par les socialistes. M. P. CELET, sans méconnaître l'urgence de la situation, estime que l'Etat ne peut être dénué de l'un des moyens de recours contre un le titre qui a des ressources saines. Finalement, l'Assemblée supprime cet article.

Sont ensuite adoptés les articles 25 (Plafonnement du de la contribution sociale de solidarité et de la taxe d'entraide bénéficiaires des entreprises à la marge), 26 (Régime des avances accordées par l'Etat aux collectivités et organismes publics le produit des impositions revenant), 27 (Dispositions relatives à la gestion du domaine de l'Etat), 28 (Extension aux de la loi instituant de nouvelles modalités de contrats de différenciation) et 29 (Aménagement certaines dispositions relatives l'effectif du personnel de des banques nationales et les entreprises nationales d'assurance). Un amendement communiste mandait la suppression de l'article « qui accroit la concentration des capitaux des groupes financiers ».

Après l'article 29 (Transfert de l'Agence nationale pour l'emploi de la gestion des aides à la mobilité), les députés examinent l'article 30 (Extension de la section des consommateurs matière de démarchage et vente à domicile), dont la mission des lois propose une nouvelle rédaction. Cette dernière précise qu'avant l'expiration d'un délai de réflexion de sept jours prévu par la loi de 1972, nul peut exiger ou obtenir du client directement ou indirectement quelque titre ni sous quelle forme que ce soit, une contrepartie quelconque ni aucun engagement. Un article additionnel M. GERBERT (R.I.) institue fonds de garantie automobile pour les accidents causés sur la route par un usager d'un ton, d'un cycliste ou d'un automobiliste. M. PONCELET d'ace sur le fond, estime qu'une plus complète serait nécessaire la matière. Il se réserve la possibilité d'améliorer cet article de son examen au Sénat.

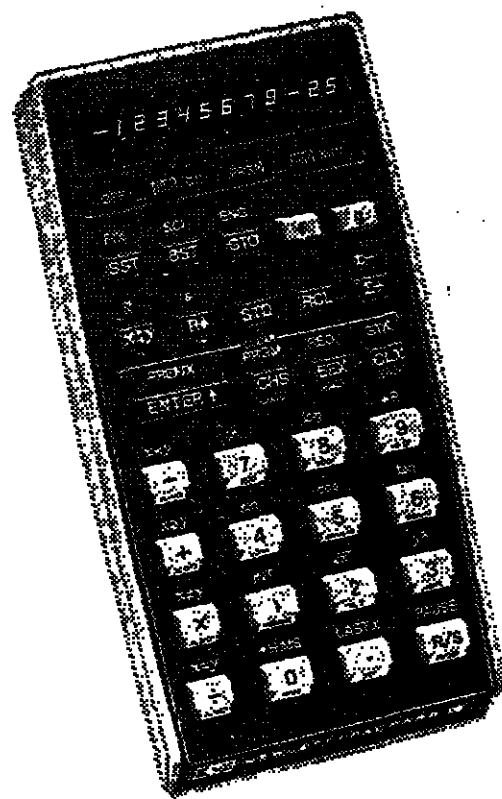
Un article additionnel M. Foyer prolonge jusqu'au 1^{er} janvier 1977 le délai donné au gouvernement pour mettre point un nouveau type de soci civile professionnelle soumise à régime de transparence. M. M. Poncelet reprend un amendement de M. GERBERT (R.I.) relatif aux limites d'âge des fonctionnaires relevant du statut la magistrature. Un article additionnel de M. FOYER prolonge jusqu'au 1^{er} janvier 1979 le délai accordé à la commission chargée de faire des propositions pour unifier les professions d'avocat de conseil juridique. Le gouvernement reprend une disposition destinée à régler certaines difficultés en matière de patrimoine immobilier des associations.

Après l'adoption de l'article 30 bis (transfert des biens résultant de la réforme du régime administratif de la Ville de Paris) l'Assemblée examine l'article 30 ter, qui institue un droit d'inscription l'examen du permis de chasse pour les arrières). L'ensemble du projet de loi, ainsi modifié, est adopté par l'Assemblée, l'opposition votant contre.

PATRICK FRANCES.

La commission des finances de l'Assemblée nationale, réunie le mardi 30 novembre, a adopté un amendement proposé par M. Maurice Papon (U.D.R.) rapporteur général, réduisant de 5% les ouvertures de crédits prévues par le projet de loi de finances rectificative pour 1976 et concernant les dépenses civiles et militaires (dépenses de fonctionnement et investissements).

Cadeaux de Noël aux Galeries Lafayette: Programmez ce calculateur!



Le HP-25, c'est beaucoup plus qu'un simple calculateur.

Il peut utiliser des fonctions préprogrammées, ou enregistrer vos propres programmes.

Vous disposez de 49 pas de programmes (chacun pouvant contenir jusqu'à dix instructions), de 13 registres mémoire dont 8 indépendants et adressables, et de 72 fonctions mathématiques, scientifiques et statistiques préprogrammées.

Vous éviterez ainsi beaucoup de manipulations fastidieuses, qui sont autant de risques d'erreur.

Ce calculateur est livré avec un manuel d'utilisation illustré de nombreux exemples, un fascicule de programmes d'applications, un étui souple et un chargeur adaptateur. Une garantie totale d'un an est assurée.

C'est là un étonnant cadeau de Noël qui comblera tous les scientifiques. En compagnie de toute la gamme des calculateurs Hewlett-Packard, il vous attend aux Galeries Lafayette. Son prix? 960 francs.

HEWLETT **hp** PACKARD

Galeries Lafayette
HAUSSMANN-MONTPARNASSE-BELLE ÉPINE

L'autre manière d'être JANSSEN

SI JANSSEN publiait son livre d'or, vous y découvririez les noms les plus prestigieux du Gotha de l'aristocratie, des arts, des lettres et du savoir, ceux de plus de vingt Chefs d'Etat en exercice et de cent entreprises mondialement connues.

l'estampille de l'élégance

Aujourd'hui JANSSEN ouvre la première boutique où chacun d'entre nous peut choisir des meubles et des objets sélectionnés par ce grand décorateur.

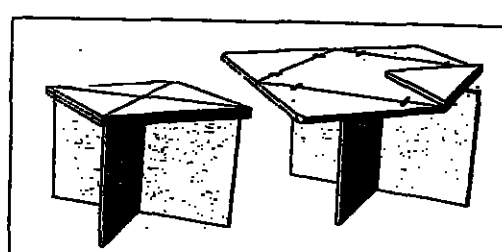
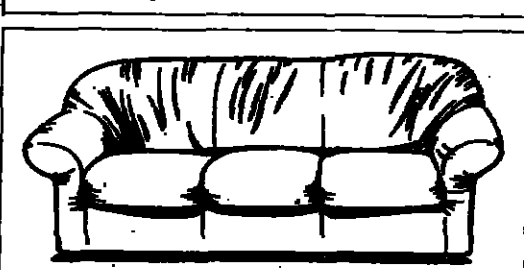
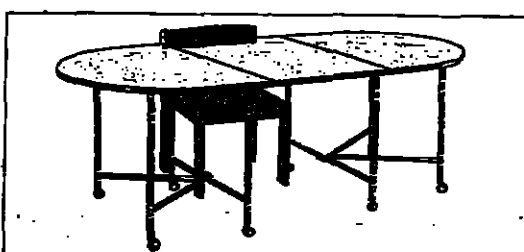
Vous découvrirez, au 65 avenue Franklin Roosevelt, les pièces maitresse fabriquées et estampillées

JANSSEN Collections

dans les ateliers JANSSEN et, en particulier, ses très originaux meubles laqués ou en laque qui savent inscrire la grâce de leur ligne architecturale dans les décors les plus modernes et, d'autre part, des meubles et des objets sélectionnés par JANSSEN parmi les plus belles créations contemporaines.

finalement Jansen est-ce cher?

JANSSEN cher? Certainement pas! Vous serez surpris de découvrir que les « JANSSEN », à l'élégance raffinée, aux proportions rares, aux finitions irréprochables, sont finalement moins chers que vous ne le pensiez et que les prix des objets d'art et des meubles contemporains présentés avenue Franklin Roosevelt sont très strictement étudiés. Ceux que vous publierez ici vous en convaincront.



« Royale » : table de salle à manger ovale à plateau abattant avec allonge en bois laqué ou acajou vernis. Finition à roulettes, en acier, décor « canon de fusil » avec bagues en bronze doré. 8000F.

« Voulez-vous » : canapé 3 places en cuir Gold d'une grande souplesse. 6700F.

Table portefeuille : table dépliant en bois laqué. Dimensions fermée 90x90, hauteur 74 cm. Ouverte 140x140, hauteur 72 cm. Existe en coloris noir, saule et prune. 2500F.

Jansen Collections 65 avenue Franklin Roosevelt

Pour en savoir plus sur les meubles et les objets JANSSEN Collections, envoyez-nous simplement votre carte de visite.

هناك الامم

EQUIPEMENT ET RÉGIONS

A PROPOS DE...

LE STATIONNEMENT DANS LA CAPITALE

Les trottoirs au plus offrant

Le préfet de Paris, M. Jean Tautou, va proposer aux conseillers de Paris d'étendre le stationnement payant dans la capitale. Un programme de cinq mille trois cent soixante-quinze nouveaux emplacements répartis dans différents arrondissements de Paris est proposé pour l'année 1977. Si les conseillers de Paris donnent leur accord à ce projet, le nombre total des parcomètres sera alors de trente-deux mille.

Institué par le Conseil de Paris en 1971, le stationnement payant de surface permet, selon le préfet de Paris, « une meilleure rotation des véhicules, ce qui facilite leur circulation et leur stationnement ». Ces 5 375 parcomètres procureront en 1977, une recette évaluée à 5 500 000 F. La production totale des recettes des 28 625 parcomètres déjà installés devrait être de l'ordre de 73 100 000 francs. A ce chiffre, il convient d'ajouter 5 500 000 F procurés par l'ensemble des parcomètres de stationnement de la ville. Les dépenses sont lourdes : le traitement des personnels de la préfecture de police et de la préfecture de Paris, l'entretien et la surveillance des parcomètres coûteront, estime-t-on, 57 millions en 1978.

Pendant que les parcomètres se multiplient, la « zone bleue » diminue. Mais « zone bleue » et parcomètres ne représentent actuellement qu'une partie des places de stationnement occupées dans la capitale où l'on compte, estime-t-on, 258 000 places de stationnement licite et gratuit sur la voie publique et 120 000 places de stationnement illicite.

Payer pour ranger sa voiture n'est pas le lot des seuls Parisiens. Au terme d'une enquête de la Direction centrale de la sécurité publique, il apparaît qu'actuellement 172 villes de province ont adopté un tel système qui concerne au total 150 000 places.

Alors que la commission du « plan de circulation » du Conseil de Paris envisage la « reconquête progressive des trottoirs au profit des piétons », l'administration propose, elle, la création, en 1977, de parcs et places de stationnement sur le territoire du boulevard des Batignolles (100 places), boulevard de Courcelles (120 places) et avenue du Président-Wilson (138 places). « Faute de garages disponibles, il est impossible d'interdire le stationnement sur tous les trottoirs de la capitale. Ce serait une brimade pour certains riverains », déclare la commission du plan de circulation. Des propositions qui réduisent singulièrement la portée de la « reconquête » envisagée, par ailleurs, par l'administration.

JEAN PERRIN.

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Mme MICHÈLE LEGRAS, DÉLÉGUÉE AU DÉVELOPPEMENT DES RESPONSABILITÉS LOCALES

Mme Michèle Legras, conseillère fédérale à la Cour des comptes, va être nommée à la tête de la « délégation au développement des responsabilités locales », créée en 1975. Elle a pour mission de préparer la loi en matière de décentralisation. Une lettre de mission signée de M. Raymond Barre va lui être envoyée prochainement pour préciser l'étendue de sa tâche. La délégation se composera d'une équipe « légère » de trois fonctionnaires (dont un fonctionnaire de province). Un conseil restreint réuni sous la présidence de M. Giscard d'Estaing, avant la fin de l'année, fixera les grandes lignes de la mission de Mme Legras, qui devra donc proposer au gouvernement, vers le mois de mai, un projet de loi de programme.

[Née en 1938, Mme Michèle Legras est ancienne élève de l'École nationale d'administration. Elle appartient à plusieurs cabinets ministériels de février 1968 à juillet 1972. A cette date elle est nommée directrice du cabinet de M. Pierre Ballecoq, secrétaire d'Etat auprès du ministre des transports.]

Mme Legras est l'auteur d'un rapport sur l'organisation et le financement des transports en commun dans la région parisienne le Monde du 2 novembre 1976. Elle fut l'un des fonctionnaires associés à la rédaction du rapport Guichard.]

FAITS ET PROJETS

transports

LE SUPERSONIQUE SOVIÉTIQUE PREND DU RETARD

Contrairement à ce qui avait été prévu, les passagers ne pourront pas emprunter cette année TU-144, le concurrent soviétique du Concorde, indique le correspondant à Moscou du Los Angeles Times. Il se pourrait même, note-t-il, que l'appareil ne soit jamais mis en service sur les lignes régulières.

Depuis décembre dernier, le TU-144 dessert deux fois par semaine la liaison Moscou-Alma-Ata, dans le Kazakhstan soviétique, mais il ne transporte que courrier postal ou du fret léger. En 1973, un appareil de ce modèle était censé à Paris lors d'une exposition au Salon aéronautique du Bourget.

Des informations non vérifiées et état des difficultés auraient rencontrées les techniciens soviétiques pour supprimer vibrations, atténuer le bruit et réduire la pression à bord de l'appareil.

qualité de la vie

SEVESO : TROIS DIRIGEANTS EN PRISON. — Les trois dirigeants de l'usine chimique Icmesa qui, en juillet dernier, avaient lâché un nuage de dioxine sur la banlieue de Milan ont été remis en prison en attendant leur procès. Arrêtés dès les premiers jours de l'enquête, ils avaient bénéficié d'un régime de semi-liberté pour surveiller le démantèlement de l'usine.

D'autre part, les ministères italiens de la santé et du Trésor se sont constitués parties civiles dans le procès contre Icmesa. L'Etat italien entend récupérer une partie de l'aide qu'il a accordée aux populations sinistrées. — (A.F.P.)

FORUM : une exposition sur rail.

Les quatorze voitures du train-exposition Forum viennent, en un mois, de présenter dans vingt-sept villes de France une exposition du groupe Saint-Gobain-Font-A-Mousson.

Le Forum, qui appartient à une filiale de la S.N.C.F., a depuis mai 1972, parcouru des milliers de kilomètres pour présenter une trentaine d'opérations de promotion commerciale ou de relations publiques.

Le Forum se compose de huit voitures - exposition sonorisées, deux voitures-bar-réception, deux voitures-hôtel pour le personnel d'accompagnement, deux voitures pour le matériel et l'équipement électrique.

Ile-de-France

LES COMMUNISTES ET LA TAXE D'HABITATION. — M. Yves Sandmont, maire (P.C.) de Nanterre (Hauts-de-Seine), a proposé, dans une lettre à ses administrés, de ne pas payer l'intégralité de la taxe d'habitation. « La récente réforme de la base d'imposition de la taxe d'habitation a entraîné une hausse subite de cet impôt, qui atteint parfois 50 %, déclare M. Sandmont. Nous demandons que son application soit étalée dans le temps. »

Corse

LE FRONT DE LIBÉRATION NATIONALE CORSE vient, dans un communiqué, de déclarer que M. Max Simeoni « avait l'un des responsabilités historiques en accomplissant un acte isolé sans lendemain politique ». Le F.L.N.C. estime également que la récente attaque de la case Cohet-Stall à Ajaccio « constitue un élément fondamental de réponse aux interrogations de M. Max Simeoni » et « que le mouvement autonomiste légitime est dans l'impasse ».

URBANISME

La commission supérieure des sites est un alibi écrit M. Charles Delfante en annonçant sa démission

A quoi sert la commission supérieure des sites ? C'est un alibi, un bouclier. Elle semble quelquefois essentiellement destinée à fournir les gages de bonne conscience pour des décisions qui paraissent d'ores et déjà prises par ailleurs », écrit M. Charles Delfante, président de la Société française des urbanistes et responsables de l'atelier d'urbanisme de la communauté urbaine de Lyon, dans une lettre adressée à Mme François Giroud, secrétaire d'Etat à la culture, et à M. Vincent Anquetin, ministre de la qualité de la vie, leur demandant de mettre fin à son mandat de membre de cette commission.

C'est l'examen par la commission supérieure, le 25 novembre dernier, du projet de gare du téléphérique de l'aiguille du midi, à Chamonix (Haute-Savoie), qui a conduit M. Delfante à démissionner. Ce projet viendra, grosso modo, selon M. Delfante, la liste des « erreurs monumentales ». Tout en s'inclinant devant l'avis de la majorité de la commission qui a approuvé le projet de construction, M. Delfante a « regrette que ce dossier ait été traité au même titre qu'un autre, c'est-à-dire avec la seule volonté apparente de lui faire poursuivre sa marche administrative », et que les avis des architectes et des paysagistes de la commission, « réputés compétents, puis-que membres de la commission », n'aient pas été pris en considération.

« J'ai souvent émis le vœu, écrit encore l'urbaniste, au cours des cinq ou six dernières années, qu'une ou plusieurs réunions puissent être consacrées à l'élaboration d'une « politique », d'une attitude, d'une ligne de conduite ».

(...) Il me paraît de plus en plus évident que l'on ne veut pas véritablement s'attacher à se donner les moyens qui devraient permettre l'amélioration de cette qualité de l'environnement, construit ou non, dont on parle tant. »

La commission supérieure des sites, composée de fonctionnaires et de personnalités qualifiées, est consultée par le secrétaire d'Etat à la culture (pour les sites urbains) et par le ministre de la qualité de la vie (pour les sites naturels) sur les projets de construction dans les sites inscrits.

Paris

UN CONSEIL D'ORIENTATION POUR LE CENTRE BEAUBOURG

Le conseil d'orientation du Centre national d'art et de culture Georges Pompidou vient d'être désigné par Mme François Giroud, secrétaire d'Etat à la culture. Il est chargé de donner son avis sur la politique culturelle du centre et sur le projet de budget de l'établissement.

Le conseil d'orientation, qui se réunira deux fois par an, comprend neuf personnalités choisies en raison de leur compétence, dont voici la liste. Par ordre alphabétique : Mme Hélène Ahruwiler, présidente de l'université de Paris-1 ; M. Maurice Alcardi, président du comité interministériel consultatif d'agrément pour la conservation du patrimoine national ; Henri Domergue, ancien conseiller technique à l'Elysée qui avait été chargé par le président Pompidou des questions relatives au centre Beaubourg ; Alex Grail, éditeur ; Jean-François Jaeger, directeur de galerie ; Jean Prouvé, architecte ; Jean-François Revel, journaliste ; Jean Riboud, président-directeur général de la société Schlumberger.

Provence-Côte d'Azur

Les malheurs d'une cité coopérative à Nice Tous solidaires

De notre correspondant

Nice. — « Maintenant, on a tout fait. On a alerté les élus et les administrations, écrit à M. Giscard d'Estaing, engagé des actions en justice. Il nous reste à descendre dans la rue et si l'on nous déloge d'ici, nous resterons, par les armes s'il le faut ! » Ce propriétaire du lotissement des Mas du Val-de-Contes, à Contes, près de Nice, est l'un des quarante coopérateurs qui, depuis 1972, ont souscrit une petite villa sur les rives du Paillon et fait confiance aux responsables de la Société civile coopérative qui leur proposaient de trois à six pièces pour moins de 120 000 francs.

Le temps a passé. Le chantier s'est enlisé dans les retards et les malheurs. La société de construction a été mise en règlement judiciaire, tandis qu'à la faveur de la valse des notaires et des architectes apparaissent des « anomalies », comme la distorsion entre le prix des charges et les règlements de copropriété. Les fonds de la société coopérative ont été bloqués, « promoteurs » et « organisateurs-conseils » se sont tous égarés.

Quatre ans plus tard, sur ce lotissement inachevé, désolé, restent les « heureux propriétaires » pris au piège du système coopératif et responsables de toutes les irrégularités. On leur réclame une lourde addition : près de 9 millions de francs si l'on considère la relance éventuelle de l'opération, la reprise des malheurs, les agios courant sur les villas inachevées non souscrites, le règlement des frais d'expertise. L'administrateur provisoire demandé par un syndicat de défense créé le 29 juillet 1974 n'a guère fait de sentiment. « Il faudra payer 83 % de plus par rapport au plan financier d'origine sous peine de liquidation judiciaire ! » Les malsonnettes en cette fin d'année ont doublé de prix. Tant pis pour ceux qui ont déjà payé ou réglé une

avance, tant pis aussi pour les autres : « Nous sommes tous solidaires et responsables devant la loi. Voilà le scandale ! »

Une escroquerie immobilière comme tant d'autres ? Personne jusqu'à présent n'a pu le peuvier. Mais il reste que ces « accédants à la propriété » sont pris au piège du système coopératif qui, maintenant, les ligote. « La formule nous avait rassurés. On était plus contents qu'avec un promoteur... »

Leur objectif : obtenir justice

Pendant quatre ans, ces innocents — coupables de « négligence collective » — ont tenté seuls d'obtenir justice. Aujourd'hui, pourtant, on s'intéresse à eux. La première réunion publique s'est tenue à la mairie de Contes, à l'initiative du conseiller général communiste du canton. « C'est de la solidarité préélectorale », souffle un coopérateur. « De toute façon, on nous vendra à vil prix aux enchères. Les prix qu'on nous a donnés ont été gonflés. L'acheteur fera une bonne affaire. »

En attendant, les résidents des Mas du Val-de-Contes ont alerté le conseil général et le préfet, demandant le blocage des procédures qui conduiraient à une liquidation judiciaire et réclament une enquête publique. De plusieurs régions de France ils reçoivent du courrier d'autres « victimes » et continuent d'achever leurs villas tout en confectionnant des banderoles. Ils ne voudraient pas que leur affaire reste « un scandale » local et ils espèrent, sans trop y croire, un « mouvement de solidarité ».

MICHEL VIVES.

NOUS SAVONS REPENDRE A TOUTES LES LETTRES.

Père Noël,
j'ai très envie de la poupée
Clarisse que j'ai vue dans un grand
magasin avec ma Maman.
Elle peut fermer les yeux et elle est
tellement belle que sa figure ressemble
à de la porcelaine.
C'est Maman qui me l'a dit.
Et puis je voudrais aussi un berceau
avec des roues pour la promener et
la faire dormir. Celui que je veux il
est en or et il est très joli parce que
j'aime que les choses folles.

Anne-Marie



Clarisse 75 f.

Chariot moise 165 f.

Galerias Lafayette

LE PLUS GRAND COFFRE A JOUETS DE FRANCE.

Vous cherchez une boisson peu sucrée ?
(naturelle et plus légère)

Yin de Volvic a le goût nature que vous préférez, car c'est une boisson riche en fruit et très désaltérante, mais naturellement peu sucrée.

Renseignements : Volvic S.P. 41 - 92340 Bourg-la-Reine - Tél. : 390-45-34

THYON 2000

Valais-Suisse

A THYON 2000 sur Sion, ambiance exclusive, tout pour satisfaire vos besoins : santé, plaisir et jolies. En été comme en hiver. Promenades, tennis, piscine, etc. Ski sur 4 vallées. Vue panoramique 320°. Ensoleillement unique. Accès de Sion (arrêt du train TEE Paris-Milan et aéroport).

La seule station avec circulation automobile souterraine!

Studios, appartements 2, 3, 4, 5 et 6 p. à partir de FS 68 000.-

Service de location à disposition de chaque propriétaire

VENTE AUX ÉTRANGERS AUTORISÉE
Venez nous rendre visite ou écrivez-nous!

THYON-PROMOTION SA
CH-1973 Thyon (Suisse) Tél. 38 383 OURST CH

• Nom _____ Prénom _____
• Lieu/No postal _____
• Tél. privé _____ Tél. prof. _____

EQUIPEMENT ET RÉGIONS

LE DÉBAT SUR LES CENTRALES NUCLÉAIRES

Plusieurs dizaines de grévistes de La Hague font l'objet de blâmes de la part de la direction

Au lendemain même d'une manifestation populaire qui représente un succès pour les grévistes, plusieurs dizaines d'agents du centre nucléaire de La Hague (Manche) — qui ont interrompu le travail depuis le 19 septembre — ont reçu des blâmes le lundi 29 novembre pour avoir occupé pendant plusieurs heures les

couloirs d'un bâtiment nucléaire. Cinq d'entre eux seront d'ailleurs traduits devant un conseil de discipline.

Au cours d'une assemblée générale le 30 novembre, l'intersyndicale C.F.D.T.-F.O. autonome a décidé d'étendre le mouvement ce mercredi 1^{er} décembre.

pour vingt-quatre heures, à l'ensemble du personnel. Cette décision a été votée par 247 voix sur les 267 participants (pour un effectif de 850 personnes). De son côté, la direction semble envisager une mise en chômage technique des secteurs touchés par cette grève-bouclon.

UNE FÊTE A CHERBOURG

De notre correspondant

Cherbourg. — Les « premières assises nationales du nucléaire » organisées les 27 et 28 novembre à Cherbourg par les employés du C.E.A. en grève depuis soixante-cinq jours n'ont pas donné lieu au débat contradictoire auquel on s'attendait. Les spécialistes invités pour défendre le programme nucléaire français ne sont pas venus au rendez-vous. En revanche, les manifestations ont connu un incontestable succès populaire. L'arrêt de travail a été déclenché par le personnel de la Hague pour protester contre les projets de privatisation du centre de retraitement des combustibles irradiés et les dangers qu'il fait courir à l'environnement.

Plusieurs milliers de personnes ont participé à une sorte de grande kermesse dans les salons des deux gares maritimes du port du Cotentin, promus, pour la durée d'un week-end, au rang de Palais des congrès. Accueillis par les grévistes et leurs familles ainsi que par les militants des unions

départementales C.F.D.T. et Force ouvrière (la C.G.T. ne participe pas à la grève), les visiteurs ont parcouru une exposition consacrée aux différents problèmes posés par le développement de l'énergie nucléaire, assisté à des démonstrations d'intervention en milieu radio-actif, acheté des objets réalisés par les femmes de grévistes et apprécié l'animation permanente assurée par des groupes folkloriques et pop régionaux ainsi que par des artistes spécialement engagés pour la circonstance. Stéphane Beggiani, Jean-Michel Caradee et Anne Sylvestre notamment. Pendant ce temps, une demi-douzaine de « tables rondes » ont réuni autour de différents thèmes plusieurs dizaines de militants syndicalistes et politiques, des universitaires et des représentants des mouvements écologiques.

Aucun des organismes officiels

contactés pour ces assises (C.E.A., R.D.P., ministères, agence du Crédit agricole) n'avait délégué de représentants à Cherbourg. La C.F.D.T. en mobilisant ses adhérents dans la plupart des secteurs de l'énergie ou de la recherche, a démontré qu'elle pouvait mettre sur pied, sans préavis, une manifestation capable de donner une nouvelle ampleur au débat public sur le nucléaire. Celui-ci n'a toutefois pas eu le caractère contradictoire qui marque ordinairement une rencontre entre partisans et opposants du programme électro-nucléaire français. Il a cependant permis de constater que la question divise des mouvements qui se réclament de la gauche : celle-ci était représentée au niveau des partis par quelques militants du P.S., du P.C. et du P.S.U. et par un seul parlementaire : le député socialiste de Cherbourg, M. Darinot.

Une motion au gouvernement

Au cours d'une conférence de presse, les responsables C.F.D.T. et F.O. de la Hague ont confirmé leur détermination de continuer à s'opposer à leur transfert à la Compagnie qui exploite des centrales nucléaires (COGEMA), bien que plus d'une centaine d'agents du C.E.A. sur six cent soixante-douze, aient déjà accepté leur nouveau contrat. Ils ont main-

tenu leurs critiques à l'encontre d'une certaine partie de l'usine de plutonium, qu'ils considèrent peu sûre malgré les conclusions sécurisantes de la mission envoyée sur place par l'administration du C.E.A.

D'autre part, au terme des assises la motion suivante présentée par Force ouvrière a été adoptée :

« Les travailleurs du comité-sariat à l'énergie atomique à la Hague, Marcoule, Miramas, demandent :

« Au gouvernement et aux partis politiques de soumettre au Parlement un projet de loi affirmant que l'industrie nucléaire n'est pas une industrie comme les autres, par son importance pour la nation et par ses dangers pour tous, et que la sécurité des personnes doit passer systématiquement avant les soucis de rentabilité et de profit ;

« Au Parlement de remplir son devoir de contrôle sur toutes les décisions administratives en matière nucléaire ;

« Au Gouvernement de rétablir le statut d'établissement public pour l'ensemble des activités industrielles de production et de traitement des combustibles nucléaires ;

« Au ministère de tutelle et aux organisations compétentes l'ouverture de négociations en vue de conclure une convention collective nationale couvrant les industries connexes au développement de l'énergie nucléaire. »

RENÉ MOIRAND.

“Peut-on vous aider?”



Q Je dois être au centre de Londres à 10 heures. Que pouvez-vous faire pour moi ?



R. Bienvenue à bord de notre Tristar de 9h00 “Spécial Affaires”. l'un de nos six vols quotidiens de Roissy-Charles de Gaulle à Londres.

* 9h00 15h00
* 11h00 * 17h00
* 13h00 19h00

* vol assuré en Tristar, le plus spacieux et le plus confortable sur Paris-Londres.

Nous avons aussi des vols directs pour Londres à partir de

Bordeaux
Nice
Lyon
Marseille

Et vous, peut-on vous aider?

British Airways

Service de Londres à Paris, Roissy-Charles de Gaulle, et vers l'Australie, l'Afrique, l'Inde, l'Amérique Orientale et les Amériques.

Renseignements au 91 Champs Élysées et 38 avenue de l'Opéra Tél. : 260 38 40, ou consultez votre agent de voyages.

Pollution radioactive dans les eaux souterraines de Grenoble

ESTIMENT LES EXPERTS

De notre correspondant

Grenoble. — La nappe d'eau située sous le centre d'études nucléaires de Grenoble (CENG) et l'Institut Laue-Langevin (ILL) (1), est polluée par des substances radioactives.

Telles sont les conclusions des trois experts que le juge d'instruction avait désigné à la suite de la plainte déposée en novembre 1975 par deux associations. — L'association pour la protection de l'environnement de la région grenobloise (A.P.E.R.G.) et le Mouvement écologique Rhône-Alpes (M.E.R.A.) — contre les laboratoires nucléaires de Grenoble (le Monde du 22 janvier 1976). Les experts constatent que la pollution de la radioactivité dans la nappe souterraine, au droit des laboratoires, a atteint neuf fois la concentration maximale admissible pour la population. Cependant si ce dépassement paraît spectaculaire, compte tenu du seuil extrêmement bas fixé par les textes, il ne présente pas un danger immédiat. Certaines bouteilles d'eau minérale présentent, en effet, une radioactivité qui est parfois deux ou trois fois plus élevée que la concentration maximale admissible pour la population.

Les mesures et les analyses faites par les experts ne leur ont pas permis « de mettre en évidence une contamination de la nappe » en aval des laboratoires. Prudemment toutefois, les scientifiques indiquent que les mesures ont été limitées dans le temps (avril 1976) et que « seule une étude approfondie des phénomènes de propagation et de transfert de pollution, étalée sur plusieurs cycles hydrologiques, permettrait de confirmer ou d'infirmer les constatations ». Pour le professeur Philippe Lebreton, biologiste, président du M.E.R.A., c'est précisément les répercussions à long terme qui constituent le plus grave danger de la pollution radioactive.

(1) L'ILL est un réacteur expérimental administré par un organisme franco-allemand.

La direction du CENG ne conteste pas que des infiltrations d'effluents radioactifs — à partir de déversements réglementairement autorisés — aient pu se produire dans le sous-sol, en raison des déficiences du réseau d'égouts.

Cependant, en confirmant les révélations faites en 1975 par les écologistes grenoblois, les experts donnent du poids à leur argumentation — qui est aussi celle des syndicalistes. Si toutes les mesures de sécurité dans les laboratoires nucléaires publics n'ont pas respectées faute de moyens financiers, disent les écologistes, on peut douter qu'elles le seront davantage lorsque les activités nucléaires seront au mains des entreprises privées. Les faits étant jugés très graves par les écologistes, ceux-ci ont réclamé au cours d'une conférence de presse donnée le 23 novembre à Grenoble l'inculpation du directeur du Service central de protection contre les radiations ionisantes (S.C.P.R.I.) et celle du chef de service de protection d'études de l'environnement CENG.

BERNARD ELIE

Après les programmables TEXAS INSTRUMENTS SR56 SR52

Découvrez chez **FRANKLIN** le SR60 2000

UN CALCULATEUR CONVERSATIONNEL

Le plus évolué, le plus performant, le plus complet !

- 1000 programmes préinstallés
- 40 programmes supplémentaires
- 400 pages de programmation (les livres SR50)
- 40 programmes (les livres SR50)
- Lecteur de cartes magnétiques
- En option : programmation cassette
- Machine à écrire
- Imprimante

FRANKLIN 2000 (Moyenne) 8 1/2 de 1/2 7500 FR 500 500 500 500

FRANKLIN 2000 (Petite) 8 1/2 de 1/2 7500 FR 500 500 500 500

FRANKLIN 2000 (Grande) 8 1/2 de 1/2 7500 FR 500 500 500 500

FRANKLIN 2000 (Très Grande) 8 1/2 de 1/2 7500 FR 500 500 500 500

APRÈS L'ISÈRE, LA SAVOIE DEMANDE L'ARRÊT DU CHANTIER NUCLÉAIRE DE CREYS-MALVILLE

Le conseil général de la Savoie a adopté le mercredi 24 novembre à l'unanimité moins cinq abstentions, une motion réclamant la suspension de la construction du réacteur Super-Phénix Creys-Malville (Isère). L'assemblée départementale demande préalablement la consultation des élus de tous les départements concernés par la construction de cette centrale nucléaire. Le 24 septembre dernier, le conseil général de l'Isère avait demandé, aussi, de « suspendre au projet de construction de la centrale Creys-Malville ». La motion a été alors adoptée par dix-neuf voix (socialistes), contre quatre (majorité présidentielle) et six abstentions (communistes).

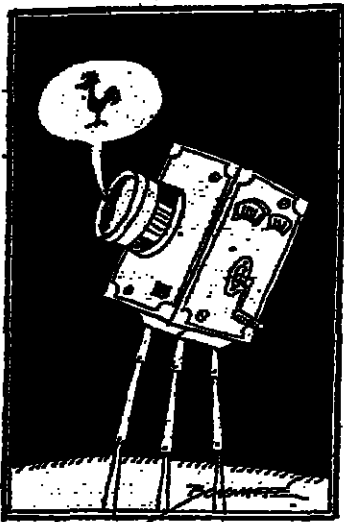
(Corresp.)

Le Monde

DES ARTS
ET DES SPECTACLES

CINÉMA FRANCOPHONE EN LOUISIANE

Le « grand dérangement » du FIFE



RUE Royal, rue Bourbon, rue Toulouse, rue Comil : toutes ces rues ont les noms de France s'entrecroisant au cœur de la Nouvelle-Orléans pour former le « Vieux Carré ». Près du café « Desir », une marchande de cartes postales, qui semble sortir d'un tableau de Chardin, raconte (avec l'accent poitevin) : « Chez mes parents on ne parlait que français. Maintenant, à cause de la télévision, les jeunes oublient leur langue maternelle. Mais, dans la campagne, vous trouverez encore des villages entiers où les « Cajuns » respectent la tradition... »

Ces « Cajuns » (déformation du mot « Acadiens ») sont les descendants des colons français du Canada qui, après la cession de cette colonie à l'Angleterre, partirent pour un exode qu'ils appellèrent le « grand dérangement ». Suivant la vallée du Mississippi, ils vinrent retrouver leurs compatriotes (les « créoles ») installés à la Nouvelle-Orléans. Ils sont devenus une communauté qui, en s'ajoutant aux deux autres millions de francophones, fait de la Nouvelle-Orléans une ville de quatre millions d'habitants.

« LA NOUVELLE BABYLONE »

Chostakovitch pour l'image

Comme si Paris pleurait encore les morts de la Commune, il pleuvait aussi fort sur la place du Châtelet que dans les derniers jours de l'indéfectible film de Chostakovitch et Trauberg, La Nouvelle Babylone, présentée l'an passé au Festival de cinéma de Paris (la séance du 23 novembre 1974, était cette fois dominée par les mémoires du cycle « Ars Nova » pour illustrer « l'occident 1930 » (exactement 1928) de la musique soviétique).

A vingt-trois ans, Chostakovitch avait en effet composé, pour accompagner des films, une partition complète destinée par vingt-trois musiciens, éliminant ainsi les tapageurs professionnels et leur répertoire d'effets catalogués. Chostakovitch, étonnant, servait les effets descriptifs, pour créer un vaste contrepoint lyrique, fait de celui de la déraison, et où l'on découvre déjà tout le vocabulaire et la syntaxe des grands symphonistes, la vie grimée de ses rythmes, l'intensité de ses progressions, la fluidité de ses fondus-enchaînements, la prégnance de son instrumentation, mais il n'est pas pleinement maître du développement temporel et des formes, maître du jeu.

Dans cette exécution orchestrale (et celle de l'ensemble Ars Nova, dirigée par Marius Constant, fut excellente), la musique est sans doute plus présente et prenante qu'à travers une bande-son d'aujourd'hui : pourtant, le talent de Chostakovitch à ses débuts, pût-il être à l'arrière-plan, les images épiques des cinéastes soviétiques. Quelle que soit la distance historique du film, qui en atténue l'impact scénaristique ou « politique », on a la gorge serrée devant ces images grandioses, ces ballets protéiques, ces cinémas bouleversants, toute cette peinture fantasmagorique digne de Dürer, de Léonard, de Goya ou de Delacroix et voutée depuis plus de vingt-cinq ans au silence des archives.

JACQUES LONCHAMPT.

* Un livre passionnant sur ce film et le « Pops » a été réalisé par Jean-Michel Lecoq. En vente au Théâtre de la Ville.

un million sont donc d'origine française. Des conditions socio-économiques défavorables et le soutien du « mailing post » les ont soustraits à la francophonie. Mais, depuis quelques années, ils reprennent conscience de leur identité culturelle. En 1968 une loi a rendu au français son rang de seconde langue officielle et, sous la présidence de M. Domenech, un ancien représentant de l'Etat au Congrès, le CODIFIL (Conseil pour le développement du français en Louisiane) œuvre vigoureusement en faveur de notre langue. Fait significatif : en 1971 et en 1975, c'est grâce aux voix des « Cajuns » qu'Edwin Edwards, lui-même « cajun » et francophone, a été élu gouverneur démocrate de la Louisiane.

En cette année du bicentenaire de l'indépendance des Etats-Unis, le FIFE ne pouvait trouver meilleur lieu de rendez-vous et meilleur cadre à ses activités que La Nouvelle-Orléans. Ancien « Festival du film d'expression française », le FIFE, rappelle la porte desormais le nom de Festival du film et d'échanges francophones. Internationalisé dans son conseil d'administration, la manifestation se déroule depuis 1972 dans la ville de la francophonie : après Beyrouth en 1973, Genève en 1975, La Nouvelle-Orléans en 1976, elle se tiendra à Namur en 1978. Ce caractère international répond aux souhaits de ses participants et témoigne du désir des organisateurs d'effacer les relents de nationalisme et de colonialisme culturel que l'on pouvait détecter dans le mot de « francophonie ».

Venus de France, du Canada, de Belgique et d'Afrique, les festivaliers du FIFE ont donc effectué cette année, à leur tour, leur « grand dérangement ». Voyage, et rencontre qui promet beaucoup, mais dont les circonstances ont malheureusement altéré la signification et la réalisation. Un manque de crédits dramatique (le budget du FIFE ne dépasse guère les 25 millions de francs annuels), des défaillances d'organisation (copies de films non livrées, campagne d'information insuffisante dans les milieux universitaires), une édition qui échappait rarement à la médiocrité, l'approche peut-être des fêtes du « Thanksgiving », qui avait éloigné bon nombre d'étudiants de la ville, tous ces éléments ont contribué à briser la manifestation non seulement du prestige qu'elle aurait dû avoir, mais aussi d'une partie de son intérêt artistique.

A ces raisons que l'on peut qualifier de conjoncturelles se sont ajoutées, cette année comme les précédentes, les inévitables et les suspensions de ceux qui continuent à reprocher au festival son « image paternaliste » et qui voudraient que la notion d'« échange » exprimée dans le titre soit encore élargie. « Nous aimons le FIFE », nous dit Wahlé Khadrouti, journaliste et auteur dramatique tunisien qui vient de recevoir, pour son scénario le Magnifique, le prix de l'Agence de Coopération d'un montant de 30 millions, nous le jugeons nécessaire, mais nous pensons que ses objectifs sont confus et que son identité reste mal définie. Mieux vaudrait oublier complètement l'idée de francophonie et

faire du festival le cadre d'un véritable dialogue inter-culturel. Nous ne nions pas ce que la France nous apporte, mais nous avons conscience de pouvoir beaucoup apporter à la France. Dans cette perspective de flux et de reflux culturels, l'Algérie, l'Egypte, voire même des pays anglophones, pourraient participer au festival... »

En attendant cette ouverture, souhaitée par beaucoup et certainement souhaitable, c'est plutôt une impression de restriction que nous avons ressentie à La Nouvelle-Orléans. Impression due en partie à l'absence d'un cinéma que les premiers festivals de Dinard avaient contribué à nous faire découvrir : le cinéma africain (le seul long métrage sélectionné, Sadrans ou le Drolé à la parole, du Mauritanien Sidney Sakhona, n'est pas parvenu à destination).

De cette absence il serait injuste de tenir le festival pour entièrement responsable. « Certes », explique Aty Khoury Naser, critique cinématographique et membre du jury à La Nouvelle-Orléans, « il y a une certaine désaffection des cinéastes africains à l'égard du FIFE. Mais cette désaffection ne suffit pas à expliquer le vide de cette année. La vérité est que le cinéma africain traverse une crise grave. Après une période « pionnière » pendant laquelle nos réalisateurs ont traité (avec l'appui

de votre ministère de la coopération) des thèmes populaires — thème de la lutte, de l'émigration paysanne, etc., — ces réalisateurs semblent aujourd'hui avoir du mal à renouveler leur inspiration. Ils se heurtent, en outre, à des difficultés financières qui aggravent les réticences d'un public qui continue de préférer les films occidentaux à des récits trop souvent répétitifs et mélodramatiques... »

Devant cette situation, le gouvernement du Sénégal a pris les choses en main en créant une Société nationale de cinéma, qui a produit en 1975 cinq longs métrages et deux films courts. C'est grâce à cette société, qui fonctionne de façon autonome, qu'Ousmane Sembène a pu réaliser, pour 1 million de francs, Caddis, fresque historique relatant la pénétration de l'islam au siècle dernier, et la résistance que lui opposèrent les religions animistes et chrétiennes.

Une société du même type que la société sénégalaise vient d'être fondée au Togo, et il est vraisemblable que d'autres pays africains imiteront cet exemple. Encore faudrait-il, déclare Louis Thibault, secrétaire général du Festival de Ouagadougou, que ces sociétés s'associent entre elles pour coproduire leurs films, et que cette aide à la production soit assortie d'une aide à la distribution. Car, même en Afrique, les films africains circulent mal... »

En l'absence de l'Afrique

L'Afrique ayant raté le rendez-vous, ce fut principalement au Canada et à l'Acadie que les sélectionneurs firent appel pour meubler les soirées. Du côté canadien, on cherra en premier lieu les moyens métrages de Michel Brault sur la Louisiane, films déjà connus et présentés hors compétition, mais qui gagnèrent encore en poésie et en fraîcheur à être revus à La Nouvelle-Orléans. Dans la sélection officielle, Au bout de mon âge, de Georges Dufaux, raconte par petites touches le drame d'un couple que la vieillesse oblige à se retirer dans un foyer d'hébergement, et Le Temps de l'été, d'Anne-Claire Poirier, abordait avec une émotion discrète le problème de l'avortement : deux ouvrages pleins de bons sentiments, mais dont l'intérêt sociologique ne suffisait pas toujours à capter ou à retenir l'attention.

Peu de surprises également du côté français. Dans Juliette et l'Air du temps, René Gilson trace le portrait d'une jeune « marginale », venue de la campagne et qui vit comme un petit animal sauvage sa liberté ; dans Qu'est-ce que tu veux, Julie ? Charlotte Dubreuil remet en question tout à la fois l'éducation des enfants, la sexualité, l'amour, les rapports avec les « autres ». Ces deux derniers réalisateurs ont une juste perception de la réalité contemporaine, mais le premier sombre dans une sorte de misérabilisme psychologique, tandis que la seconde ne réussit que trop rarement à prendre avec son sujet la « distance » qui eût été souhaitable.

Plus original et plus accompli nous apparaît Demain les mêmes, de Jean Poirault, un film que l'on n'avait pas suffisamment remarqué lors de sa sortie parisienne au mois d'août et qui, sous le couvert d'une his-

toire de science-fiction (après une catastrophe planétaire les enfants refusent le contact des adultes), échappe aux poncifs habituels pour nous parler de l'incommunicabilité et de l'angoisse existentielle.

C'est à un réalisateur belge, André Ernotte, homme de théâtre autant que de cinéma, qu'est revenu le Grand Prix du Festival. Son film, Rue haute, décrit les étranges rapports d'un peintre américain et d'une femme qu'obsède et rend à demi folle le souvenir d'un mari déporté pendant la guerre. De cet ouvrage inégal, sincère mais pas toujours très convaincant, on retient la présence de Mort Shuman, la performance (inattendue) d'Anne Cordy, et surtout la personnalité du réalisateur.

A la manière dont est conduit le scénario, on devine un talent encore en friche, mais qui devraient confirmer les films qui suivront Rue haute. Si l'on ajoute que les Ambassadeurs, du Tounisien Naceur Khari (présentement vu à Cannes) participait à la compétition, et que les deux prix du court métrage ont récompensé l'Enfant prisonnier, de Jean-Michel Carré, et Art naïf et répression en Haïti, un curieux pamphlet politico-artistique d'Arnold Antonin, on aura fait le tour du palmarès de la sélection. Une sélection sans doute, la plus médiocre que nous ait proposée le Festival du FIFE à ce jour. Dans ce domaine aussi, l'ouverture (et un surcroît de rigueur) paraissent indispensables. Le FIFE est un festival sympathique, un véhicule culturel dont l'utilité est évidente. Mais, comme l'a justement fait remarquer son président-fondateur, Jean Decharrie, il est temps qu'il atteigne l'« âge adulte ».

JEAN DE BARONCELLI

KAGEL A PARIS

Un grenier sonore

LE Festival d'automne à Paris a déjà fait, l'an dernier, une large place à Mauricio Kagel, présentant successivement Acustica (le Monde du 8 novembre 1975) et Mère Nostrée (le Monde daté 16-17 novembre 1975). Kagel revient cette fois avec son humour à froid, ses musiciens et ses objets sonores, pour une série de représentations au Centre culturel du Marais : Zwei Mann Orchester y sera donné dix fois : voilà pour les sceptiques l'occasion de rompre avec la croyance qu'une seule audition suffit, sinon pour juger, du moins pour se faire une idée... Non seulement Kagel, qui ne diffère pas en cela des autres compositeurs, souhaite que le public écoute plusieurs fois la même œuvre, mais il veut aussi, par d'innombrables options moins hâtives, et surtout d'en apprécier mieux le contenu, mais, par une volonté délibérée, il accumule les « informations » contradictoires, donnant sans cesse l'impression de se saborder lui-même, de sorte qu'un premier abord en laisse presque exclusivement une quantité de détails anecdotiques, loufoques, ou bizarres, irréductibles à un ensemble de propositions cohérentes.

Mais, précisons-le tout de suite, le théâtre musical de Kagel, loin de se refuser à une telle approche, la provoque même volontiers ; il faut seulement ne pas s'en tenir là et que la curiosité, ainsi éveillée, entraîne les sens vers d'autres découvertes, l'œuvre se confortant ainsi avec son écoute, son contenu, différent pour chacun, étant étroitement lié à notre sensibilité auditive et à l'exercice de notre imagination. Passé ce stade de perception active mais non délibérément critique, on n'est pas tiré d'affaire, car, dès lors qu'on pense avoir compris, on se croit obligé de déduire une théorie claire et univoque d'un langage musico-théâtral dont l'ambiguïté reste la constante la plus évidente, et peut-être l'élément primordial : il rend compte à tout instant de la complexité des problèmes non résolus, soulevés par chaque œuvre de Kagel.

Le succès croissant, et maintenant indéniable, de Kagel ne vient pas de ce qu'on le comprend mieux — cela ferait évidemment plaisir à ses exécutants — grâce à une meilleure préparation du public ; en réalité, on a toujours très bien compris où il voulait en venir, mais le fait nouveau c'est qu'on admet mieux qu'il soumette certaines problématiques à notre réflexion, sans doute parce qu'elles deviennent plus urgentes. Face à des compositeurs qui cherchent davantage à bercer l'oreille ou à la heurter (ce qui revient presque au même) et à endormir les sens qu'à susciter une attitude critique — ils se retranchent derrière le pavage de formes complaisamment détaillées dans des notices limitaires, qui semblent dire : « Si vous n'aimez pas ne me reprochez pas d'être incohérent », — Kagel oppose une musique qui ne se donne pas sans contrepartie. S'il a pu sembler difficile, un

certain moment, de faire le lien entre le Kagel des premières compositions, où l'on voyait la marque de ce qu'on pourrait appeler « la première école de Darmstadt », et celles — pensons à Répertoire ou à Ludwig Van, pour prendre deux exemples différents et connus — qui donnaient surtout l'impression d'en prendre le contrepiéd, ce qui frappe à présent c'est non seulement cette constante rigueur qu'il a conservée, mais également ce refus viscéral de la facilité : une œuvre d'art n'a rien à perdre à se présenter avec le maximum de complexité.

A ceux qui s'étonnent d'entendre parler de difficulté là où ils « violent » si peu de musique, on est tenté de répliquer : « Ce n'est pas une raison si Kagel répond dans son œuvre de façon plus convaincante : « Qu'appellez-vous la musique ? »

Zwei Mann Orchester est le résultat d'une commande du Festival de Donaueschingen 1973 où l'œuvre a été créée. Elle est écrite pour deux hommes — orchestre (Wilhelm Bruck et Theodor Kloss) rivaux à leur tabouret au milieu d'une immense « machine » et disposant chacun d'une bonne trentaine d'instruments « classiques » (énorme tube, violon minuscule, orgue électrique, clarinette et flûte à bec dans un sac...) ou « renouvelés » (grosse caisse sur roue grattée par une main en plâtre, harpe à cordes pincées par un bras de mannequin, citrène jouée avec une brosse en fer, tam-tam mis en vibration — si l'on peut dire — par un système de leviers, glockenspiel dont les marteaux frappent les cymbales les plus divers, etc.). Enfin, une panoplie de boîtes à musique, phonographes, percussions diverses mises en action par un système de bras articulés, de poulies, d'une complication inénarrable, hélices, ustensiles ménagers... Bref, au premier coup d'œil, une estrade couverte des choses les plus hétéroclites dont la plupart ont au moins soixante-dix ans, un grenier sonore qui incite l'auditeur à retrouver une sorte de candeur enfantine : la curiosité ne cessera que quand tous ces objets auront produit leur son, effrayant ou comique, toujours inattendu.

Et puis il y a quelque chose de tragique dans ce spectacle de deux hommes impassibles — les automates à notre taille — dans des séquences musicales qui s'arrêteraient tout à coup parce que la « ressource » s'est brisée : les deux hommes-orchestre, on s'en aperçoit peu à peu, sont un peu décalés, mais ils restent prisonniers de leur musique, condamnés à jouer ; on entend des rires de rythmes de danse nostalgiques, on imagine des rengaines d'autrefois.

Il n'y a-t-il une morale à cette histoire, comme à la fin des comtes ? Zwei Mann Orchester est dédié à une institution en voie de disparition : l'orchestre.

GERARD CONDÉ.

* Zwei Mann Orchester, au Centre culturel du Marais, 26 rue de France-Bourgeois, du 1^{er} au 11 décembre, à 20 h. 30 ; le dimanche, à 16 h. Relâche la nuit du 2 décembre : à la place, un débat avec le compositeur.

« TORQUATO TASSO » A GENÈVEVILLIERS

L'orgueil pudique du poète humilié

UN plancher s'ouvre directement sur un parc à l'abandon. Plus loin, la forêt se perd dans une lumière rousse. Le décor prend toute la longueur du Théâtre de Genèvevilliers, se prolonge au-delà : derrière les portes, on entend des pas, des bruits légers de campagne possible.

C'est dans ce décor que Bruno Bayen et sa compagnie la Fabrique ont placé (à travers des textes de Tchekhov, Maïakovski, Babel, Michel Deutsch) l'histoire d'un désastre, le « Tasso » qui fait « de la génération suivante le Parcours sensible d'une société lucide et laide » (le Monde du 13 mai). Ses problèmes de gestion au Centre dramatique de Toulouse l'ont mis devant une alternative : ne rien faire ou monter un spectacle moins lourd. Il a choisi de ne pas céder, de ne pas renoncer.

Dans le parc à l'abandon, les ombres tchékoviennes ne sont plus là ; se raconte l'histoire très simple d'un poète qui, naïvement, fut confiée aux princes qui le protégeaient, l'admiraient, lui

accordèrent leur amitié, le couvrent d'honneurs : Torquato Tasso, de Goethe. Goethe a pris l'auteur de la Jérusalem délivrée pour confesser les promesses de la gloire, les ambiguïtés du statut de poète officiel. Quelle que soit la puissance de son génie, le rapport de forces avec ceux qui détiennent le pouvoir politique ne joue pas en sa faveur. C'est leur bon vouloir qui permet au poète d'exister. Dès qu'il « robbet » à leurs codes, dès qu'il devient gênant, il est écarté. Ceux qui l'ont en souffrent mais ne peuvent rien changer sans se mettre en danger, et ils ne le veulent pas. Ainsi la puissance, dans un désespoir enfantin, se détourne de la vie, se languit pelotonnée dans son lit de dentelles, au milieu du parc à l'abandon. L'hypocrisie douceur des sourires de circonstance masque toujours le visage des aristocrates, mais le poète a tout perdu. Il a vendu son talent et sa liberté dans un marché de dupes. Son œuvre appartient à ceux qui l'ont achetée pour leur plaisir et leur gloire. Lui cire ses vieilles

galoches, endosse son vieux manteau et s'en va.

Bruno Bayen annonce Torquato Tasso-Goethe-Parcours sensible n° 2 pamphlet. Alors qu'on attend de la violence, une ironie corrosive, il offre la froide réclame de doute et de déceptions qui sont les siens, un spectacle orgueilleusement simple, où la beauté morbide des images semble juste là pour dire ce qui aurait pu être. Un malentendu s'installe, difficile à dépasser, d'autant plus que les acteurs se déplaçant sur toute la longueur du décor, le texte souvent parvient mal.

Bruno Bayen donne au Tasso sa transparence d'adolescent fragile. Les adresses, les maladroites, les coups de colère, la faiblesse, semblent alors dus seulement à l'extrême jeunesse, à l'immaturité. Mais l'expérience devient plus tragique, plus équivoque si elle est le fait d'un homme déjà adulte qui a trop longtemps confondu « honneur » et « honneurs », qui s'est laissé prendre au piège de l'admiration des grands.

La difficulté de la représentation vient de ce qu'elle met en marche chez le spectateur des mécanismes de défense. Bruno Bayen ne veut pas provoquer la « sympathie ». Sans jamais se laisser aller au lyrisme, il utilise la confession de Goethe pour se mettre devant ses responsabilités et nous avec lui. Il dit que la bonne volonté, le talent et l'intelligence ne suffisent pas toujours pour résoudre les problèmes concrets que nous avons à affronter. Il le dit calmement, mais séchement, sans indulgence, sans la machinerie complaisante envers le romantisme de la Réch. Et ce n'est jamais plaisant à entendre.

Pourtant, malgré le refus des fards et des séductions, cette peinture pudique et glorieuse de la désolation atteint, tourna l'esprit, entre dans la tête comme par mille petites aiguilles brillantes, et y reste. On ne l'oublie pas.

COLETTE GODARD.

* Théâtre de Genèvevilliers, 20 h. 45.

EN
BREFCéline et Julie
à Mémilmontant

C'est une femme qui regarde une femme (et vice versa) et elles « flippent ». Ce *Salon quart d'heure* pour Speedypanik et Coolswesty n'a rien à voir avec les spectacles de femmes que l'on voit trop en ce moment et dont, curieusement, le parti pris comique déamorçait les intentions corrosives. Ces deux femmes de trente ans font des cauchemars et rêvent de trains, glosent sur les clés à sardines et les clés des champs. Puis elles s'embarquent comme Céline et Julie, dans un voyage en vidéo à travers le Centre de loisirs des Amandiers, dans le 20^e arrondissement, — promenade pleine d'enseignement pour ceux qui vont rarement dans cette région de Paris. — Cl. D.

* 20 h. 45, Maison des Amandiers, rue des Amandiers, 75020 Paris.

Théâtre ouvert
à Colmar

Pour commémorer sa dixième saison, l'Association du théâtre d'aujourd'hui invite Théâtre à l'ouvert et l'Atropement jusqu'au 18 décembre. Dans une chapelle désaffectée de Colmar, au cours de six spectacles et treize séances, ces deux troupes vont présenter les différentes phases du travail théâtral : lecture de texte, improvisation, répétitions, « mise en espace », jusqu'au spectacle final.

A propos de Calder
à Saché

Nous avons reçu de Mlle A.-M. Marteau, conseiller artistique pour la région Centre, la lettre suivante :

Dans son excellent article sur Alexandre Calder (*le Monde* du 13 novembre), Jacques Michel a signalé avec juste raison que Tours « n'aime » pas Calder, et depuis lors, nous possédons un stable de Calder. Il est juste de dire — et ce serait utile à signaler — que la présence de cet ouvrage devant l'entrée de l'I.U.T. n'a été possible que par l'utilisation du 1 % (crédit accordé à la création artistique sur les crédits d'Etat se rapportant aux établissements scolaires et universitaires). La ténacité de certains responsables, la générosité de Calder, ont permis cette implantation d'un très beau stable.

Je tiens aussi à vous signaler que Michel Debré, maire d'Amboise, a placé un mobile qui domine les cours du lycée d'Amboise. Par ailleurs, Calder, à la demande des habitants de Saché, a créé un mobile qui orne la place de ce petit village. Sur le coteau qui fait face à Saché se dresse le grand atelier du sculpteur, précédé d'un terre-plein pavé et orné de quatre statues qui dominent la vallée de l'Indre. On voudrait souhaiter que cet endroit privilégié reste ce qu'il est.

Un musée

sans domicile fixe

Le Musée Kwok On a été créé en 1972 dans le cadre de l'université de Paris-VII, par J. Pimpaneau (qui y enseigne la chinoise). Consacré aux arts du spectacle en Asie, ce musée regroupe des collections, parfois uniques, sur le théâtre, les instruments de musique, les théâtres d'ombres et de marionnettes. Il possède notamment deux séries complètes d'ombres hindoues du dix-huitième siècle pour illustrer la narration du Mahabharata et du Ramayana, tous les types de marionnettes existant en Chine, un ensemble très rare de têtes sculptées du burlesque, constitué à partir d'un don de collectionneur, M. Kwok On, Chinois de Hongkong. Ce fonds, qui n'a pas de domicile fixe, est actuellement exposé, jusqu'en février, à Nice, au Centre artistique des rencontres internationales, Villa Arson, puis, peut-être, à Paris, à la Bibliothèque nationale.

Plus de cent films
abstraits à Montpellier

Le II^e Festival international du film abstrait, organisé par le Centre audiovisuel méditerranéen, aura lieu à Montpellier les 4 et 5 décembre. Le premier festival avait eu lieu en décembre 1974. Désormais, il s'agit d'une biennale.

Quatre-vingts films seront présentés cette année hors compétition et près de trente films en compétition, dans la salle des rencontres de la mairie. — (Corr.)

Un sculpteur avec l'accent

Le monde en expansion de César

Il n'y a pas si longtemps, on pouvait entendre César se plaindre de ne pas voir son œuvre au musée. Le succès mondial était là, mais la consécration des cimaises se refusait. Il ne peut plus en dire autant aujourd'hui. Dimanche après-midi, tandis qu'à l'Orangerie le public était plutôt rare chez Puvis de Chavannes, la salle César du Musée d'art moderne de la Ville de Paris regorgeait de monde. Nous sommes chez un sculpteur. Et les œuvres de César sont de celles qui entraînent un flot de paroles chez les visiteurs, on entend : « La Pacheotte, c'est superbe » ; l'oiseau avec son allure de dinosaure renflé, mais aussi la « travail » dont il est l'aboutissement miraculeux. Des morceaux de tiges de fer, de bouillons, de plaquettes, de coudes aplatis, tout un amas de ferraille soudée qui prend forme et se sous les mains de l'artiste démultiplié et passe de l'état de déchet à celui de matériau naturel et noble. L'imagination n'est pas le fait de brèves soudées, ce volatiles de musée ? Et ces insectes, ces nus, qui avant d'être n'étaient que poussière de fer informe ?

Le ferrailleur

L'œuvre de César prend un sens nouveau par ces temps de relance du mythe du travail manuel, de ses vertus créatrices satisfaisantes pour l'homme, frustré par des tâches fragmentaires. D'autant que l'avant-garde dans son mouvement iconoclaste, lui, l'artiste l'homme-fabrique. César dit : « La main, c'est mon domaine. Pas les idées. » Il aime faire les choses et « les faire complètement ». Rien n'est plus saturé de travail patient qu'une sculpture de César soudée à 3000°. « La Victoire de Viletaneuse », qui expose son corps raide couvert de pustules déposées par le feu, est un grand nu debout, fait de petites plaquettes assemblées une à une. « Parce que je n'aurais qu'à entrer, les mains pour sculpter... »

Tout le personnage de César joue sur le dénuement premier et la réussite qui lui a succédé. « César, c'est un gamin des bidonvilles de Marseille qui est monté à Paris », dit-il. Le hasard a joué un grand rôle dans sa vie, hasard auquel il a su donner le coup de pouce nécessaire. Comment en est-il venu à la sculpture ? Parce qu'un commis voyageur qui avait décelé des dons d'artiste dans ses jeux à confectionner des objets en plâtre, lui avait offert un bistrot dans les quartiers pauvres — d'envoyer le gamin, à peine sorti de la commune, aux Beaux-Arts de Marseille. Les amis qu'il s'y est faits ont joué un rôle décisif dans sa vie.

Il lui faut découvrir un autre monde : « Chez eux, il y avait des fautes à l'œuvre », dit César. Sans eux, il ne serait probable-

ment pas monté à Paris pour s'inscrire à l'Ecole des beaux-arts, qu'il Malagual. Il s'y est tellement attardé qu'il a fini par être le plus vieux étudiant de l'école : « Aujourd'hui, j'y suis un des plus jeunes professeurs. Je n'aurais pas dû faire de petits César, mais d'insculper à mes élèves une manière d'aborder le matériel. Si on laisse ses sens communiquer avec, tout se met à couler de source... » C'est à partir d'une « rencontre » avec tel ou tel matériau — rencontre que résumant des rapports sensuels entre l'homme et la matière qu'il travaille — que tout dans son œuvre s'est mis à « couler de source ». La première fut précisément le monde de la ferraille, sur un chantier de Ville-taneuse où un ami l'héberge, le laisse aller et venir à sa guise et choisir ce qui lui convient pour s'adonner à l'art de la sculpture. Bouillons, écrous, plaques de fer, morceaux de rail, lambesaux de réfrigérateurs ou d'automobiles mises à la casse, César sculpte avec ce qu'il trouve. Il n'est pas le premier. Avant lui, Gargallo et González avaient ouvert la voie de la sculpture soudée, assemblages de pièces hétéroclites que transforme l'artiste, comme le fait remarquer Pierre Restany dans sa monographie (1).

Mais soudain, vers 1960, un chantier de récupération s'équipe d'une presse monumentale qui « avale » des voitures-déchets de la société du gaspillage et les restitue sous forme de parallélépipèdes progressivement compressés pour les recycler. César dit avoir été fasciné par la machine dévorante. Puis par les « paquets » de fer. Ce qui l'intéresse dans une œuvre, c'est sa présence. Le sculpteur est comme médusé par la tension interne de ce ballot de ferraille où il croit voir une œuvre accomplie. Il l'expose au Salon de Mai. C'est le scandale, le désaveu devant un acte « dada » jugé parfaitement gratuit. « Je suis sculpteur », dit César, « j'ai exposé un paquet. Une compression contrôlée. » Au-delà, il vient de saisir un moment de la « réalité contemporaine ». C'est un « réaliste », une « nouvelle réaliste », selon le terme inventé par Pierre Restany qui anime le groupe, avec Yves Klein, Martial Rayssac, Arman, Hains, Dufrêne, et lui fournit un scénario où s'inscrivent les idées.

L'automobile, aux années 60, c'est une déesse nouvelle qui apparaît. En la compressant, César tue un peu de ce qu'on adore. Elle est étonnée, immobilisée. Elle ne roulera plus. Malgré lui, la sculpture « devient le symbole matériel d'une fétichisme de la société de consommation. Il lui fait une stèle debout, monument monolithique qui montre, plâtes et meurtries.

(1) César, par Pierre Restany. Monographie en 235 pages. Edit. André Sauret. Très illustrée.

les marques de ce qu'elle fut au temps de sa mobilité. César était devenu le sculpteur préféré des riches collectionneurs et des hommes d'Etat ouverts aux problèmes de la modernité. Une des compressions, qui figure ici, la plus colorée, avait trôné à l'Élysée, chez Pompidou, au temps où tout le gouvernement roulait en DS noire. De même, ce « bas-relief » fait également de morceaux de voitures assemblées décorait le ministère des P.T.T. à la demande de M. Michel Maurice-Bokanowski.

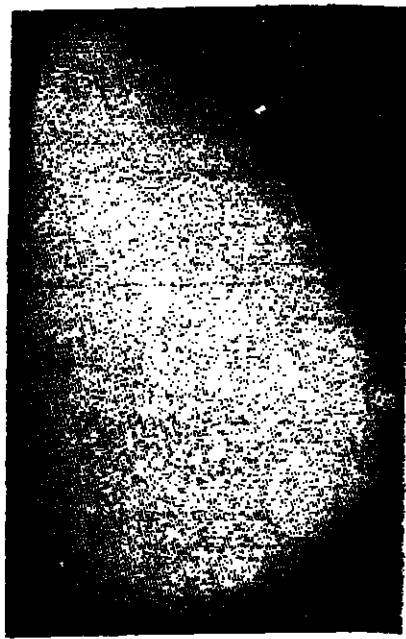
« Stèles » ou « bas-reliefs », nous sommes dans l'art des sociétés primitives ; César joue sur la magie et la fascination de la mort. Et vous aimez d'amour une belle machine et désirez la tuer pour la garder, apportez-la à César, qui lui fera retrouver l'état fetal en la « compressant ». C'est ce qu'a obtenu un collectionneur qui a remis au sculpteur une belle japonaise de 125 centimètres cubes dont le compteur marque 1 kilomètre : une « stèle » de salon. D'autres lui apportent des vieux bijoux de famille que le sculpteur se charge de transformer en petits parallélépipèdes scellés à jamais, à pendre à une chaîne au cou.

L'action de César est passée de l'ère artisanale à l'ère industrielle. Désormais, pour lui, la machine prend les commandes, même s'il la dirige. La sculpture revient à choisir l'objet qui aura la plus grande teneur artistique, le plus de « présence ». Les « nouveaux réalistes » développent l'idée d'une œuvre « trouvée » dans le paysage urbain. Ils se l'approprient et exaltent son contenu symbolique. César, aussi, œuvre comme un paysagiste lâché dans la « nature » des villes et des machines, en quête de motifs.

La liberté et le plaisir

Le voici qui tombe en arrêt sur une nouvelle machine : le pantographe, ingénieux instrument qui permet d'agrandir des formes. On l'utilise dans la statuaire classique, mais César a l'idée d'une sculpture qui serait l'impression des choses. Par exemple, de son propre pouce que voici, haut de 2 mètres. Un pouce gulliverien, naturaliste, plissé comme une patte d'éléphant. C'est son échelle qui le change et le surréaliste à la manière d'une peinture de Magritte. Et ce « sein-sculpture », de plastique blanc, sein des seins de 2,50 m de diamètre, monté sur le corps d'une danseuse du Crazy Horse, est l'exemplaire intermédiaire qui a servi à réaliser un supersein de 8 m de diamètre ; celui-ci flotte sur un plan d'eau déformant les valises d'une marque de parfums dans la région parisienne.

Naguère, César croyait que la sculpture était un « métier ». Pour lui, elle n'est plus qu'un rapport direct avec la



« matière » et avec le « modèle » d'art. Il voudrait désigner à notre attention les vertus expressives. Il est le sculpteur de matériaux et de techniques nouvelles. Après avoir « compressé » et pris de « empreintes », il découvre l'« expansion » : celle du polyuréthane, qui gonfle comme un levain par réaction chimique et se répand sur le sol avec une fascinant « tension du dedans ». Tout le fond de la salle en est tapissé, de ces instants de beauté formelle baroque, organiques, de des reliefs d'événements miraculeusement fixés sous leur robe brillante, vingt fois laquée, vingt fois poncée, puis vernie. Une sculpture comestible, tentante par l'abandon et la couleur, comme ces pâtisseries d'illustres américains. Tantôt, coule comme de la crème fouettée, tantôt monte comme un soufflé. Mais ça ne tombe jamais. Rien de plus tendu et fra- à la fois que cette « sculpture » faite-par la-matière-elle-même. Enfin, presque.

César vaut plus que le personnage mondain qu'il est devenu, reçu chez le Rothschild et chez Marie-Laure d'Noailles, avec ses entrées chez Castel, chez Régine. Un sculpteur qui a l'accent marseillais, jovial, bonte-en-train et qu'en plus, s'appelle César. Il a demandé la vie, qui fut dure dans sa jeunesse, à peu plus de facilité. « Jusqu'en 1960, j'étais dans pendant des années au soir où j'allais dormir le soir. Lorsque le succès est venu, j'ai vécu... » Sa sculpture a changé avec sa vie. A l'œuvre de l'homme qui travaille devait succéder celle de l'homme qui s'amuse. Au labeur patie de l'artiste-artisan, la recherche de liberté et du plaisir de l'artiste de l'ère industrielle.

JACQUES MICHEL.

* Musée d'art moderne de la Ville de Paris jusqu'au 16 janvier.
* Compression en carton, galerie Ben-bour, 23, rue du Renard.

MUSÉE DU LUXEMBOURG

SALON POPULISTE 1976

LA SEINE et un groupe de Savois ayant peint la FRANCE
13, rue de Valenciennes (P) — Jusqu'au 21 décembre

FERNAND DEPAS

21, rue de Miromesnil
TABLEAUX DE MAÎTRES

Club International
du Droit et de l'Économie

28 bis, rue Fobert, Paris-7
(Boulevard des Invalides)
705-11-63

ANGE BOARETTO

Peintures et gravures
Vernissage jeudi 2 décembre de
17 heures à 20 heures
Jusqu'au 21 décembre

HEIM

15 AV. MATHIGNON, PARIS 8^e

CENT DESSINS
AMÉRICAINS

de la collection du
Professor John Davis Hatch
24 novembre - 23 décembre

ouvre tous les jours (sauf dimanche)
de 10 h à 12 h 30 et de 14 h à 18 h

GALERIE SISLEY

7, boulevard de Port-Royal
(Cobelin) - 707-10-91

HECQ

Jusqu'au 13 décembre
de 15 h. 30 à 19 h.
(dimanches acceptés)

f.a.v.a.

34 bis, rue Vignon - 75009 PARIS

exposition artisanale traditionnelle

12 ateliers exposants : céramiques, peintures sur soie, broderies, bijoux,
carr, tissages, jeux, coussins, etc...

De 2 à 6 décembre

GALERIE MAURICE GARNIER

POLLET

6 av. Matignon - Paris-8^e - Jusqu'au 18 décembre

GALERIE MORANTIN-NOUVION

35, rue de l'Université, PARIS (7^e) - Tél. : 261-23-23

TOILES DE SALONS ET PETITS FORMATS

VERLINDE

24 novembre-11 décembre
LE PEINTRE VERLINDE SIGNERA
À CETTE OCCASION, SON SEUL LIVRE SUR SA PEINTURE

GALERIE VISION NOUVELLE

31, rue du Cadix, PARIS (7^e)

WEISBUCH

GRAVURES et DESSINS
« LE CHEVAL, LE PEINTRE ET SON MODÈLE »

salon des

ANTIQUAIRES

26 novembre - 6 décembre 1976
Paris place de la Bastille
pavillon spodex de 10 à 20 h
mardi et vendredi de 10 à 23 h
organisation : spodex
12 rue claupeyron 75008 Paris

هنا من الأمل

AU GRAND PALAIS

Quand la Russie était en Europe... que faisaient ses peintres ?

« PETERSBOURG est devenue, à défaut de Paris, la ville Empire par excellence », disait sans hésiter Louis Réau. Avec ses vastes compositions, ses enduits de couleur à l'italienne, ses portiques et ses coupoles à la française, c'est en effet, pour les connaisseurs, la plus belle ville néo-classique du monde. Seulement — et pour cause — cela signifiait beaucoup de colonnes et de longues horizontales, et pour les « stéphanoïtes », les traditionalistes, que révéla la guerre de 1812, c'était aller trop loin du côté de l'Occident : ils préféraient Moscou avec ses bulbes et ses remparts, où ils retrouvaient l'âme russe. Déjà chez Pouchkine, et plus encore chez Gogol et Dostoïevski, qui émergent des années 40, le balancement entre le cosmopolitisme et le repli, symbolisés par les deux capitales, devenait une sorte de tourment vital.

Qu'en fut-il de la peinture ? Les éléments de réponse se trouvent dans une exposition particulièrement originale et attachante, dont les deux centres d'art nationaux, la galerie Tretiakov de Moscou et le Musée russe de Leningrad, ont très généreusement fourni la matière. Ce dossier, qui ne doit plus être négligé, s'ouvre avec les portraits de la Grande Catherine (qui mourut en 1796, après avoir dévoré la Pologne) et se conclut avec les premières peintures de la campagne et de la paysannerie dans la steppe de Tver (Kalline) sur la Voie. Une seconde phase sera présentée avec le développement des réalistes et de la peinture politique, qui a dominé la seconde moitié du siècle. Il était sage de le dissocier : les artistes de la première moitié appelaient traie et même naïfs dans leur démarche, trop proches des Italiens et des Français pour débiter le « constat » sensible et chercher l'émotion ailleurs que dans l'attention aux sites et aux visages. C'est d'ailleurs par là, par ce mouvement d'appropriation, plus individuel que nationaliste, que leurs efforts répondent à ceux du romantisme international. Dans la panorama qui s'est édifié pièce par pièce avec l'éclatante présentation de David à Delacroix (1874), le Romantisme britannique (1872) et le Romantisme allemand (1876), le chapitre plus modeste de la Russie vient heureusement et parfois curieusement se placer.

Les matins de Saint-Petersbourg

Dans la capitale « occidentale », Petersbourg, il y avait naturellement une académie. Après avoir servi d'initiation — vers 1780, on y apprenait le portrait d'après Ticiotis, Vigée-Lebrun, la « veduta » d'après Hubert Robert, — elle servit plutôt vers 1820-1830 de repoussoir pour ceux, comme le génial et idéaliste Ivanov, qu'exaspérait l'étude du modèle d'école et le pléinisme des « genres ». La cour, comme toutes les cours, voulait des portraits. L'homme de Catherine fut un Ukrainien, Lavitski. Pour nous édifier, j'ai justement deux pensionnaires de Smolny, le Saint-Cyr petersbourgeois, un peu guindés dans leur déguisement de pastoraux, et la fille du peintre aux beaux yeux noirs — o tchichere die — en costume russe ancien, dans une pose directement copiée, il faut bien le dire, de Roilin. Non moins officiel, mais moins ambitieux, Rohotov cherche à

produire des portraits de charme dans un coloris plus fondu, plus tendre, qu'un échantillon suffit à signaler.

Il y aura donc beaucoup de portraits dans ce pays froid. Un autre Ukrainien, Borovikovski (disons : Boro, pour simplifier), donne en gris et rose, avec des demi-teintes, une idée de gentillesse et de gaieté qui peut convenir aux petites princesses et aux dames de la bourgeoisie. Les dessins et les aquarelles d'accompagnement — où brille Sokolov — le confirment : la peinture recherche ici un ton de bonne grâce et de civilité qui, après tant de générations et de vicissitudes, est resté une marque de la vieille capitale détroisée et de sa population. Au temps de Nicolas I^{er}, le plus remarquable est le fastueux et impétueux Brioullov : il a mis dans le portrait de Saïtykova (1837-1838) un brin, une sentie très russe du baroque, une poussée stridente du vermillon et du carmin qui ne nuit pas au charme. Peut-être est-ce la fraîcheur petersbourgeoise : peut-être Balzac voyait-il ainsi madame Hanska. On ne retrouve pas cette nuance dans les ouvrages noscovites : il y a quelque chose de plus appuyé dans les demoiselles ukrainiennes et le vieux paysan de Tropinine.

L'accent n'a pas été mis sur les vues urbaines. Les « portraits » de villes russes étaient partie du programme du modernisme. Il fallait aux tsars un Canaletto, ou plutôt un Bellotto, car l'exemple de Dresde et de Venise, analysées par ce bon « topographe », n'était pas loin. On eut Florid Alexiev qui fit un tour par Venise avant de s'appliquer aux Canals de Petersbourg (qu'on regrette de ne pas voir) et à la Porte du Kremlin (qui fait méditer sur l'ampleur des aménagements du siècle dernier). D'un peintre de vingt ans, une vue documentaire de la Colonne d'Alexandre sous l'éclairage (1832) et une de ces scènes anecdotiques, un peu bizarres, à l'allemande, qui ménage, à travers un jour gris ourlant les profils d'un flet clair, une des nobles perspectives brumeuses de Petersbourg.

L'Ironie et la satire n'avaient pas été, et ne sont toujours pas, le fort des Moscovites. A Petersbourg, elles étaient de mise, et les dessins de Fedotov nous éclairent par leur enchevêtrement à la Hogarth, leur dessin net, leur malice gogolienne. A-t-on eu raison d'écarter les caricatures féroces de Terebenev contre Napoléon et la Grande Armée ? Elles auraient blessé peut-être l'amour-propre parisien. Mais la satire politique n'est pas et n'a jamais été en Russie. L. Réau opposait ces charges cruelles à la gentillesse un peu amuse avec laquelle les dessinateurs français traitaient les cosaques de l'occupation en 1815. Il ajoute : « La haine... ne devait pas survivre à la chute de Napoléon... ». Mais c'est au début du vingtième siècle que surviendra l'attachement rétrograde, du mot magique de « ballet russe » suffit à rappeler l'ardeur.

Au début du dix-neuvième siècle, les artistes allaient toujours à Rome, comme à la fin du siècle ils iront à Venise puis à Paris. Les Russes se faisaient envoyer en Italie par leur académie, et ils se mêlaient à la jeunesse européenne qui, depuis un demi-siècle, travaillait « sur le motif » sur les bords du Tibre ou devant la mer de Sorrente. Ces échanges engendrèrent une école nouvelle, dont les catégories nationales permettent mal de rendre compte. Les Russes

furent très heureux, semble-t-il, de s'y joindre. La Vite de Rome, de Chitchadrine, fut répétée six fois ; on regarda bien la date : 1825, pour s'assurer que ce Petersbourg s'est assis face au château Saint-Ange — avant — Corot et étudier les gris et ocres de Rome. Il entre dans le jeu de la lumière avec une simplicité que luit son camarade Lomtev, chez qui on trouve pour la première — mais non la dernière fois — une lueur mélodramatique à tout bout de champ.

Le théâtre, le pathétique, l'orage et la catastrophe, un tableau gigantesque (plus de 4 mètres sur plus de 6 mètres) les a déployés avec un succès aux conséquences incalculables. Ce n'est pas le Mort de Sardanapale, de Delacroix, c'est le Dernier Jour de Pompéi, de Brioullov (1828-1830). Née d'un opéra napoléonien qui devait valoir le spectacle, cette toile peinte à Rome allait susciter, outre le roman de Bulwer-Lytton (1834), qu'on fit à douze ans, d'innombrables commentaires littéraires, historiques, sociaux. Ce fut la gloire et l'orgueil de la peinture russe. L'esquisse nous suffit aujourd'hui : le coup de projecteur central est puissant, mais, pour compléter ce tourbillon, il fallait un visionnaire comme Martin (dont le Bathazar est de 1821) ou à plutôt à une maquette pour un film de Cecil B. de Mille. Réprouche inévitable, et qu'on a vingt fois l'occasion de reprendre au cours du siècle.

Ceux d'Italie

Le cas d'Alexandre Andreïevitch Ivanov est tout autre. Fils du plus académique des néo-classiques, il quitta Petersbourg à vingt-quatre ans pour Rome, et là, pris dans le cercle pleureux des « nazarens », ne jurant que par Overbeck, il conçut en 1833 et ébaucha pendant vingt-deux ans un seul ouvrage, le chef-d'œuvre des chefs-d'œuvre, derrière lequel il y a des centaines d'esquisses et d'études : l'Apparition du Christ au peuple. Scène de foule en plein air, qui pouvait, en effet, entraîner une nature religieuse et sincère à d'innombrables recherches : leur détail est souvent étonnant de vigueur et de sobriété ; il brosse les visages de femme avec une franchise grave qui dépasse l'époque. C'est un peu comme si Courbet n'avait travaillé qu'à l'Atelier, Chevard qu'à son grand cycle, Ivanov mit toute l'invention dans ces fragments qui l'amenaient à des notations un peu hagardes.

Faute de pouvoir aller en Palestine, il copiait les fresques égyptiennes, les bas-reliefs assyriens. Ce processus obsessionnel nous enchante perdidement et d'autant plus que le peintre candide, consultant sans fin ses confrères Raphaël et Poussin, avait finalement qu'avec le temps il avait perdu la foi : son grand tableau s'achève dans la culpabilité. Enfin une figure de romen russe ! Le malheureux, qui avait chargé son ouvrage d'un message de rédemption sociale, mourut quelques mois après avoir rapporté son œuvre qui ne suscita pas l'enthousiasme sous la neige de la Néva.

Le modèle hollandais, qui revenait à la mode avec ses intérieurs et ses images de la vie quotidienne, ne pouvait pas ne pas être considéré en Russie, ni la mer du Nord équilibrer la Méditerranée. Le talent de Venetianov, un Moscovite, fit le



nécessaire. La gentille Matinée, avec ses filets lumineux, indique assez les attaches avec Peter de Hooch qu'il a copié, avec le Français Granet qu'il a admiré en 1820 à l'Ermitage. Ce qui nous enchante plus que ses lourdes Baigneuses (absentes de l'exposition), c'est la réussite de 1814 (vers 1830) : dans une sorte de blondeur rousse, avec des ombres fortes annonçant Seurat, la plus heureuse mise en page joue sur les couleurs atténuées ; l'ovale de la coiffure, le kokhnik brun, découpe une sorte d'auréole sur la tête de la paysanne ; près d'elle, la faucille. Est-ce par cette tacture calme et méditée, ou par l'attention au familier qu'il a entraîné tant d'élèves, après s'être transporté à Tver ? Peut-être. Avec eux, la Russie intérieure a commencé à se décrire. L'Hiver russe, tout simple en apparence, de Krylov (1827), donne le ton.

A cette veine se rattachent des scènes domestiques dont on prend plaisir à parcourir le détail et qui annoncent déjà, par leur minutie, les mises en scène incroyablement fournies du théâtre russe, encore pratiquées aujourd'hui. Le pays faisait des expériences ; il y a parmi les peintres un certain nombre de serfs affranchis. Beaucoup de toiles respirent la candeur des découvertes. Et l'on ne s'étonne pas que, dans le lot de ces tableaux qui n'ont jamais été considérés avec autant de faveur, il y ait des « anonymes », comme au Moyen Age. Certains étaient des peintres d'icônes, des décorateurs d'églises, émancipés. Quelques vues de Moscou, une vue d'intérieur « intimiste », ont toute la poésie de la naïveté dans une délicatesse où nous sommes enclins à projeter impudemment, un demi-siècle d'évanescence, la tendresse et le frémissement de Tchekhov.

ANDRÉ CHASTEL

* La peinture russe à l'époque romantique, 107 numéros, catalogue par E. Tchikova et B. Lomsky ; compléments par D. Didier et V. Trismod, préface par M. Lacroix. Grand Palais. Jusqu'au 21 février.

GALERIE KATIA GRANOFF
14, rue de Conti
présente
Paul VERBOIS
Du 17 nov. au 7 déc.

GALERIE JACQUES CASANOVA Jusqu'au 31 Décembre
GRAND MÈRE PARIS
CHANSONS ET PAYSAGES (peintures naïves)
Dans les jardins du Palais-Royal, 25-26 Galerie Montpensier, Paris (1^{er}).
RTE. 66-52, de 12 h. à 19 h., dimanche de 15 h. à 18 h.

GALERIE MARQUET
DESCLOZEUX
7, rue Bonaparte (6^e) Tél. 325-74-88
Dessins 30 nov. 30 déc.

GALERIE REGARDS
40, rue de l'Université - 261-10-22
de 14 h. à 19 h. (sauf lundi)
J. GUITET - L. ZACK
PEINTURES, jusqu'au 22 décembre

2 au 15 décembre
EXPOSITION
Aquarelles Dessins
CASCADE SANTINA
4 bis, avenue de Ségur, Paris-7^e
Vernissage le 2 décembre de 18 h. à 20 h.

GALERIE CHEVREUSE, 125, boulevard du Montparnasse (6^e) - 326-40-95
MARILÈNE ARAVANTINO
Du 1^{er} au 14 décembre

LE NOUVEAU ESSOR, 40, rue des Saints-Pères
ANDRÉ JACQUEMIN
« SAISONS »
Gravures récentes et dessins - Jusqu'au 26 décembre

Jean-Claude BELLIER
30-32, avenue Pierre-I^{er}-de-Serbie (75008) - 359-19-13
**ŒUVRES CHOISIES
DES XIX^e ET XX^e SIÈCLES**
A PARTIR DU 7 DECEMBRE

GALERIE ANDRÉ WEIL
26, avenue Matignon, 75008 PARIS - 286-60-33
JOFFRIN
Du 2 au 14 décembre

MONSTRES !
LA VIE !
RELIGIEUSES
exposition
CHPEUNEUEU
46 RUE TRISTEVENNE 75002 PARIS
Tél. 233 41 30 (sans la ligne)
du 15 novembre au 15 déc.

GOERG
peintures et dessins
de 1922 à 1965
et
intégrale de l'œuvre
de bibliophilie
du 21 octobre
au 31 décembre 1976

ARTCURIAL
2, avenue Matignon Paris 8
du mardi au dimanche de 11 h à 20 h

GALERIE TOUR DE NESLE
ROGER MONTANDON
24, rue Mazarine (6^e) - 633-07-82
24 novembre - 8 janvier

SAGOT - LE GARREC
24, rue du Four (6^e) 326-43-3
GROMAIRE
ŒUVRES GRAVÉES
Jusqu'au 11 décembre

GALERIE DINÀ VIERNY
36, rue Jacob - Paris (6^e) - 280-23-18
Jeannette Leroy
dessins
Jusqu'au 26 décembre

LES ARTS

L'ANNÉE RUBENS

L'ANNÉE 1977 sera marquée par deux grands anniversaires : celui de la mort de Courbet et le quatrième centenaire de la naissance de Rubens. Les principales manifestations de l'« année Rubens » sont évidemment pour couronner, qui n'est pas la ville d'origine du peintre (il est né en estphalia et n'est devenu Anvers qu'à l'âge de dix ans), mais qui est le lieu même de son œuvre.

Ces manifestations seront très diverses : concerts et ballets, présentations théâtrales, spectacles son et lumière, colloques organisés par le Comité international de l'histoire de l'art, expositions consacrées à la « gloire Rubens » : à la sculpture Rubens, à la « mode au temps Rubens » les Pays-Bas du Sud au « Rubens » (celle-ci au Musée royal des beaux-arts de Bruxelles). La plus importante des positions sera celle qui a pour sujet Rubens lui-même : elle comprendra « ses » tableaux et « ses » dessins venus de tous les coins du monde, et se tiendra au Musée royal des beaux-arts d'Anvers du 28 juin au 30 septembre. Sa visite pourra être complétée par celle des églises d'Anvers, où se trouvent les lieux religieux de Rubens qui peuvent être déplacés en raison de leur format.

Ce sera aussi l'occasion d'aller voir les Rubens dans les édifices où ils ont été peints, ou à l'occasion d'expositions d'œuvres de Rubens qui ont été déplacées en raison de leur format.

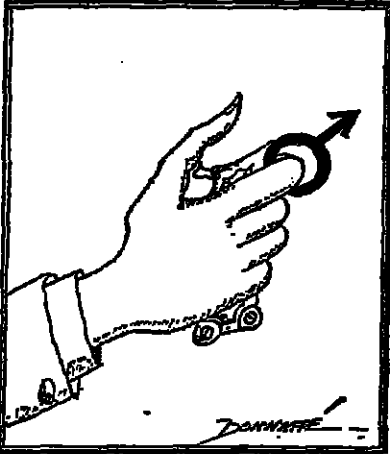
Plusieurs manifestations de caractère éducatif sont également prévues. En particulier, une exposition itinérante de photographies en couleur, réalisée avec concours du « Crédit du Nord » et ayant pour thème : « Les tableaux de Rubens des églises des musées d'Anvers. Les photographies d'excellente qualité reproduisant les œuvres, à la fois que cela a été possible, dans leur format original, et actuellement présentées à l'échelle.

L'Europe participera activement et honnêtement. Vienne montrera 5 avril au 15 juin les « Des- de Rubens de l'Albertina ». British Museum exposera du juillet au 30 octobre les « Rubens » et esquisses à l'huile Rubens ». « Rubens en Italie » le thème choisi par le Institut Richartz Museum de Cologne pour sa contribution (du octobre au 1^{er} décembre), et exposition aussi, dont le thème n'est pas encore précisé, à l'occasion de Leningrad. Enfin, musées français annoncent manifestations de grande importance : « Dessins de Rubens de son entourage (janvier '81) au Cabinet des dessins du Louvre, après « Le siècle de Rubens dans les collections publiques françaises » au Grand Palais, en octobre 1977. Enfin, la participation française à ces festivités nationales comprendra trois expositions de musées de province, à Caen, Calais et Valenciennes.

LA MANDRAGORE
Galerie d'Art et d'Essai
3, rue Mayet (6^e) - 398-85-00
JEAN-LOUIS LATAPIE
du 4 au 18 décembre

Calder
œuvres récentes
du 1^{er} décembre 1976
au 7 janvier 1977
galerie maeght
13 rue de Téhéran
6 rue Treillard 75008 Paris

Une sélection



« Le Coup de grâce » de Volker Schlöndorff vu par Bonnaïff.

Cinéma

JONAS QUI AURA VINGT-CINQ ANS EN L'AN 2000

d'Alain Tanner

Quatre couples, huit personnages, en quête d'un monde meilleur. Dans la cité de Calvin et de Jean-Jacques Rousseau, la morale se ténit nécessairement de politique, la politique renvoie toujours à la morale. L'humour, heureusement, garde ses droits, les héritiers de Charles mort ou vif et de la Salamandre se rappellent 1988, rêvent de l'an 2000, cultivent l'utopie comme d'autres la fleur bleue. Révolution veut dire d'abord révolte, révolte rejette des valeurs traditionnelles, donc recherche de rapports nouveaux dans nos vies quotidiennes.

UNE FILLE UNIQUE

de Philippe Nahoun

Juillet 1935, la décadence d'une famille bourgeoise de province, les troubles politiques, la montée de ce qui sera le Front populaire, les surprises de l'amour et l'engagement d'une jeune communiste, le suicide. Tout cela vu par un cinéaste débutant de vingt-sept ans, qui refuse toute reconstitution et nostalgie rétro, fait parler et penser ces personnages d'hier comme on parle et pense aujourd'hui, afin de faire comprendre que nous vivons en 1976 les mêmes contradictions, les mêmes problèmes, les mêmes espoirs et, bientôt, les mêmes échecs qu'en 1935. Philippe Nahoun a été la révélation de la semaine de la critique au Festival de Cannes, avec son étonnante interprète, Sophie Chemineau.

LE COUP DE GRACE

de Volker Schlöndorff
Adaptant un roman de Marguerite Yourcenar (avec la collaboration de Margarethe von Trotta, qui tient également le rôle principal), Volker Schlöndorff entretient violemment passions privées et convulsions historiques. L'action se passe en 1919 dans la Lettonie des junkers, déchirée entre un nationalisme désorganisé et la révolution bolchévique qui rôde alentour.

1900 (second acte)

de Bernardo Bertolucci
L'Emilie-Romagne sous le fascisme. Gérard Depardieu et Robert de Niro, personnages emblématiques de la lutte des classes — le paysan communiste et le propriétaire terrien — Dominique Sanda sur un cheval blanc, Laura Betti et Donald Sutherland derrière les chemises noires, et puis un monde qui s'écroule, un drapeau rouge à travers champs... Une fresque unique, parisienne mais grandiose.

L'AFFICHE ROUGE

de Franck Cassenti
L'histoire du groupe Manouchian, vingt-trois immigrés dans la Résistance, ne figure pas au sommaire des manuels. Mais Aragon a célébré cette poignée de combattants venus d'Europe et morts pour une certaine idée de la liberté. Dans un film-poème qui met en jeu toutes les formes de la représentation, Franck Cassenti a réuni des comédiens aux accents de la musique du Cuarteto Cedron.

— ET AUSSI : Je, tu, il, elle, de Chantal Akerman (une solitude à quatre temps). Moi, Pierre Rivière... de René Allio (dossier d'un crime et peinture de la paysannerie au dix-neuvième siècle); Winstanley, de Kevin Brownlow et Andrew Mollo (l'anti-Barry London); le Grand Soir, de Francis Reusser (une jeune révolutionnaire et un rebelle sans cause à Lausanne); Barre par lui-même, d'Alexandre Astruc et Michel Contat (un film à livre ouvert).

Théâtre

SCHIPPEL

à Aubervilliers
Une des œuvres majeures de la scène allemande jouée pour la première fois en France. Carl Sternheim y montre, dès 1913, « l'irrésistible attraction d'une voix de ténor sur la bourgeoisie allemande ». Mise en scène de Jean-Claude Fall, remarquable interprétation.

LA NOVIA

aux Bouffes du Nord

— Lire notre article page 21.

PHEDRE

au Récarnier
Dans Trézème ensoleillée, Arielle et Hippolyte trahissent leur flamme comme des Troïziens blancs. Composition curieuse de Chantal Dargel, squelettique, crayonnée, chantante, avec les yeux chavirés et les longues chemises d'une fiancée de Dracula.

LE ROI SE MEURT

à l'Odéon
« Que tous meurent, sauf moi », dit le roi et il se bat avec l'intelligence, la ruse, le brio, l'humour de l'Inco. La mise en scène de Jorge Lavelli

mène les comédiens-français, Michel Aumont en tête, et le maître de l'absurde, jusqu'au tragique grandiose.

PARCOURS SENSIBLE

n° 2
au Théâtre de Gennevilliers

— Lire notre article page 18.

DIALOGUE D'EXILÉS

au Petit TEP

Dans l'air frileux d'un buffet de gare, deux Allemands exilés dialoguent : l'intellectuel et l'ouvrier que le déracinement rapproche. Les comédiens belges de l'Atelier Sainte-Anne préservent les vertus subversives de l'humour brechtien.

— ET AUSSI : Jean Bois aux Blancs-Manteaux (les chiens sont lâchés...), Comme il vous plaira au TEP (analyse pénétrante d'une fausse comédie d'intrigues). Oh! les beaux jours, au Petit Orsay (René Audin illumine Beckett). Notes et Vierges par le Groupe T.S.R. à Essalon (dans la sublimation de l'art saint-sulpicien, deux chapitres nouveaux à l'histoire du théâtre). Pour cent briques, au La Bruyère (Un après-midi de chien à la manière de Didier Kaminka). Les Estipants à Gémier (la Comédie de Caen propose en français l'adaptation de la Schaubühne présentée au Festival d'automne).

Musique

L'OR DU RHIN

par Peter Stein

Evénement majeur à l'Opéra : le début de la Tétralogie réalisée par les directeurs de la Schaubühne de Berlin, Peter Stein et K.M. Gruber, qui, selon Rolf Liebermann, ont « pris Wagner au pied de la lettre ». Superbe distribution (Adam, Mazza, Ludwig, Deresch, etc.) sous la direction de G. Solti, puis E. Dornes (les 6 et 8 décembre).

BOULEZ, STRAVINSKI

et SCHOENBERG

Pour ses deux concerts avec l'Orchestre de Paris, P. Boulez ne fait pas de concessions : deux œuvres peu connues de Schoenberg, le Prélude de la Genèse (1945) et l'Éclat de Jacob, oratorio tracé sur le thème de la réincarnation, et le Rossignol, de Stravinski (Palais des Congrès, le 4 décembre, 19 h., et le 6, à 20 h. 30).

DEUX HOMMES-ORCHESTRE

selon Kagel

Sur scène, deux fantasmagoriques « bric-à-brac » face à face, où deux musiciens aux mines de robot, empiétés comme les cosmonautes de l'époque héroïque, ne peuvent faire un geste sans émettre du son, émanant de quelques-unes des mille sources sonores auxquelles ils sont reliés; on pense aux automates de Vaucanson, dont les machines de Kagel ont l'aspect baroque et attendrissant, au Centre culturel du Marais, du 1^{er} au 11 décembre, sauf le lundi. (Lire notre article page 17.)

« DON RODRIGO »

et « TANCREDÉ »

Deux œuvres lyriques importantes en province cette semaine : une création d'Alberto Ginastera, Don Rodrigo, mise en scène de Louis Erio, direction Alain Lombard (Strasbourg, les 3, 7, 10 et 12 décembre), et le Tancrède de

Rossini, qui n'a pas été joué en France depuis 1830, réalisés par la Maison de la culture de Rennes (Orléans, le 3; Angers, les 7 et 9; Rennes, les 10 et 12 décembre).

— ET AUSSI : vingt-cinq ans d'œuvres de P. Henry (Musée d'art moderne de la Ville de Paris, jusqu'au 8 décembre, sauf dimanche); Surbahar, sitar, et H. Chaurasia, flûte (musée Guimet, le 2); Orchestre de Toulouse, dir. M. Plasson, avec P. Entremont (Champs-Élysées, le 2); Orchestre national, dir. Koudrachine, avec V. Tretjakov (Pleyel, le 2); le Comte Ory, de Rossini, dir. M. Plasson, mise en scène, R. Dhéry (salle Favart, les 3, 7, 9 décembre); l'Amour des trois oranges, de Prokofiev (Bordeaux, les 3, 5, 7 et 13); le Voyage d'hiver de Schubert, par Z. Frey (musée Chagall, Nice, le 4); Beethoven, par Yury Boukoff (mairie de Gentilly, le 4); M. Portal et le New Phonic Art (Théâtre d'Orsay, le 5, à 11 h.); Orchestre de chambre de Munich, dir. H. Stadlmaier, avec E. Bitetti (Pleyel, le 6).

Danse

MAURICE BÉJART

à la Comédie-Française

Maurice Béjart saisit par le théâtre l'inspiration de la danse et de son œuvre. Cet hommage en forme de ballet-comédie sur une musique originale de Nino Rota fait alterner des grands airs dansés et un récit parlé. Il sera exceptionnellement interprété pendant trois soirées par Robert Hirsch, entouré des élèves de Mudra (3, 4, 5 décembre).

— ET AUSSI : les Ballets du Grand Théâtre de Nancy, programme de danse contemporaine sur des musiques de Lucas Foss, Smetana, Jeanine Richer et Ray Charles. Chorégraphie invitée : la Suisse Myriam Dugan (4, 5 décembre); le retour du Ballet national des Philippines Bayanihan, danses traditionnelles, filles-oiseaux et filles-fleurs (Théâtre de Paris).

Expositions

PUVIS DE CHAVANNES...

Puvis, un peintre mondialement connu avant 1914, qui fut une des gloires de la Troisième République à son apogée, et puis qui a été discrédité en même temps qu'on mettait au pilori tout l'art officiel du siècle dernier. Une grande rétrospective très attendue, qui comporte près de cent tableaux et esquisses et cent trente dessins. Elle est organisée conjointement par les musées nationaux et la Galerie nationale du Canada, qui l'accueillera à Ottawa au printemps prochain.

...ET LA PEINTURE RUSSA A L'EPOQUE DU ROMANTISME

au Grand Palais

— Lire notre article page 19.

L'ART 1900 EN HONGRIE

au Petit Palais

Autour de 1900 la Hongrie, encore sous le joug autrichien, eut aussi son Art Nouveau, comparable en bien des

points à celui des pays d'Europe occidentale : condamnation de l'académisme, renouveau des arts décoratifs stylisés, naturalisme. Mais on a puisé aux sources de l'art populaire et de l'artisanat, ce qui assura à l'art hongrois sa spécificité.

RÉTROSPECTIVE CESAR...

— Lire notre article page 18.

...et FRANCIS GRUBER

au Musée d'art moderne de la Ville de Paris

La redécouverte d'un peintre rétrospectivement célèbre. Francis Gruber était un peintre. Il est mort prématurément en 1948 sans avoir dit ce qu'il avait dit. Une œuvre négative, mais toujours tendue de l'intérieur, violente et dérangée, parfois inspirée de Grünewitz et de Goya. On peut suivre, dans ses soixante peintures et vingt dessins, dont beaucoup parlent de la solitude du dessinateur du peintre dans le atelier durant les années d'occupation, les germes que son œuvre a déposés chez les autres.

— ET AUSSI : la Peinture allemande à l'époque du romantisme, à l'Orangerie; les Dessins français de l'Institut de Chicago, au Louvre; 19 quantenaire de l'exposition de 19, Laszlo Moholy-Nagy et Ettore Sottsass, au Musée des arts décoratifs. EN PROVINCE : Rétrospective Pierre Soulages, au Musée d'art et d'industrie, Saint-Etienne; la Nouvelle Galerie nationale de la tapisserie, à Beauvais; Viera da Silva, au musée de Metz; Dodeigne, au Musée des beaux-arts; Lille; Jouets populaires d'Autriche, la Maison du coque d'eau, Auxerre; Cent dessins du musée de Grenoble, la M.C. de Grenoble; Collections d'art abstrait du Musée des beaux-arts, Nantes, au musée du Havre.

Variétés

BERNARD LAVILLIERS

au Théâtre de la Ville

Comme beaucoup de jeunes de nouvelle génération, Lavilliers ré d'une autre planète où il pourra se débarrasser de sa haine de la rareté, du quotidien et du fatal. Un auteur-compositeur qui ne dédaigne ni la recherche musicale ni le spectacle. (A 18 h. 30.)

ROBERT CHARLEBOIS

au Palais des Congrès

Chansonnier, chanteur rock, tra badour, Charlebois réinvente le royaume chaque jour.

Disques

ASTOR PIAZZOLA

lumière

Depuis plus de vingt-cinq ans, Piazzola renouvelle le tango argentin l'adapte au monde contemporain, l'enrichit, lui ajoute des richesses rythmiques. Le dernier album est aussi brillant que les autres. (33 tours, Polygram 2393 128.)

GALERIE TRANSPPOSITION, 132 boulevard Raspail (6^e) - 326-75-88
H. BESNARD GIRAUDIAS
Du 1^{er} au 18 décembre

GALERIE DANY THIBAUD
52, rue Labrousse (15^e) - 250-72-11
LOINTIER
Jusqu'au 15 décembre

GALERIE DE LA SCALA
68, rue La Boétie (8^e)
JULES NOËL
1815-1881
Jusqu'à fin janvier

GALERIE D'ART HELD
51, bd Garibaldi, PARIS (13^e)
734-38-25
ADRIENGENSE - LANIAU
MARKIEL - SCIORTINO
Du 1^{er} au 18 décembre

JACQUES GAUTIER
expose
ses VITRAUX-TABLEAUX
36, rue Jacob - Tél. : 260-84-33
DECEMBRE - JANVIER

GALERIE LA CAVE
7, r. de Miromesnil (8^e) - 265-40-06
K.-X. ROUSSEL
Pastels et Peintures
25 nov. 1976 au 15 janv. 1977

L. LILLE
1897-1957
du 4 au 18 décembre
GALERIE GALLERY
132-136, bd du Montparnasse,
PARIS (14^e) - DAN. 52-25

Jacques MASSOL
12, rue La Boétie, 8^e
MAREZ-DARLEY
décembre 1976

GALERIE PRINCIPLE
12, r. de la Ferronnerie, Paris (1^{er})
LUBAROW
25 nov. 76 - 3 janv. 77, 12 à 19 h.

GALERIE DARIAL
22, rue de Beaune (6^e) - 261-20-53
R. FONTENÉ
Peintures
Jusqu'au 11 décembre

GALERIE JACOB
28, rue Jacob (6^e) - 633-90-08
CHARLES MARQ
Peintures récentes

MAISON ROBERT PROUTE
12, rue de Seine, 75006 Paris
Hommage à
RIBEMONT - DESSAIGNES
Dessins - Manuscrits - Livres
Du 1^{er} décembre au 31 décembre

HENRI MICHAUX
LE POINT CARDINAL

UGC NORMANDIE - STUDIO SAINT-SÉVERIN - OLYMPIC Entrepôt

LESLIE CARON
BULLE OGIER
MARIE-FRANCE PISIER
CORIN REDGRAVE

SERAIL

Un film d'EDUARDO DE GREGORIO

Romanesque, étrange et brillant / J. Siclier - LE MONDE

ACTION CHRISTINE - LA CLEF - OLYMPIC ENTREPOT

L'HEROÏNE DU "Good-Luck to you"
TRIANGLE D'OR

UNE AVENTURE UNIQUE JUSQU'AU
REPAIRE D'UN ROI DE L'OPIMUM

Musée Catherine et Marianne LAMOUR - Jean-Jacques FLORI - Michel LAMBERTY

MERCREDI 1^{er} décembre, à l'issue de la séance de 22 heures,
débat en présence des réalisateurs

هنا من الأصل

«La Novia» à Paris

L'écume de la vie des hommes

G OYA peint un immense tableau tout en parlant à sa femme d'argent, de puissance, de gloire. Derrière lui, des paysans armés battent le blé. Napoléon a envahi l'Espagne. On peut penser que le peintre reproduit la scène sur sa toile, mais il la retourne, et on voit qu'il s'agit d'un autoportrait. Il le prend et le tourne jusqu'au musée du Prado : celui-ci est apparu tandis que les paysans se sont dissous dans l'ombre.

Et nous voilà en 1936, pendant la guerre civile, dans la cave du musée, où des militaires sont chargés de répertorier et de protéger les Goya, les Fra Angelico, les Murillo. Dehors, d'autres se battent, participant à la marche de l'histoire, et ceux-là consacrent leur vie, leur temps à des œuvres qui n'ont pas été faites pour eux, qui leur échappent lorsque la victoire de Franco sera sans appel. Enfant comme des rats, ils sont pris, et le trésor aussi. Il se voit sacrifié pour le profit des fascistes.

Le mur du fond s'écroule, une avalanche de terre s'écroule sur le plateau. Dans la poussière qui se dissipe des silhouettes déchaînées s'éloignent vers un ciel rose. La paix est revenue devant la façade du musée que des ouvriers renouvellent. Des passants vont et viennent. Une femme raconte son fils : fait prisonnier, exécuté.

La Novia présentée par la compagnie de la Mouche et Bruno Boeglin aux Bouffes du Nord pour le Festival d'automne est sensiblement différente de la version créée l'hiver dernier à Lyon (le Monde du 28 février). Le prologue, qui montrait la chute de la royauté, est remplacé par l'autoportrait de Goya, peintre des rois. La dernière partie, qui donnait une image de l'Espagne touristique, est remplacée par l'image des Espagnols de la paix franquiste. Mais le corps du spectacle reste le même : les actions quotidiennes des militaires emmurés, leur existence étouffée,

leur solitude, leurs rêves nostalgiques, leurs petites fêtes pauvres, leur sentiment d'inutilité, leurs doutes et l'intervention brutale, mortelle, des vainqueurs. Tableaux oppressants, qui dérangent et posent les apparences banales. Atmosphère aquatique, où chaque geste prend une importance théâtrale. Silence, calme de la mort peinte.

L'esprit du spectacle ne change pas non plus la question posée par cet épisode réel de la guerre d'Espagne — dont Rafael Alberti s'est servi pour Nuit de guerre au musée du Prado. Jusqu'où doit-on se battre pour préserver le patrimoine culturel ? L'opération a été ordonnée par le président Azana en deux slogans : « La vie d'un républicain ou d'un nationaliste ne vaut pas l'œuvre la plus médiocre du Prado. » « Tes livres sont les armes de demain, aide à les conserver. »

Un visage d'adolescent crispé

« Le spectacle pose la question, mais je ne peux pas y répondre », dit Bruno Boeglin. Je crois seulement aujourd'hui que, comme le disait Chereau dans une interview, le théâtre est l'écume des jours. Bruno Boeglin a vingt-sept ans, un visage d'adolescent crispé depuis dix ans, il consacre sa vie à cette « écume ». Il y est venu par hasard, dit-il, un hasard qui révèle une passion, la volonté obscure, tenace, de créer par lui-même, de matérialiser son monde visionnaire, de faire dire à des images vivantes, éphémères, le choc des émotions qui le brûlent.

Mince, fluet même, et d'une violence imprévue, il a choisi de se battre seul, avec fièvre, avec rage : « Si le théâtre était reconnu, s'il était dans la vie normale, comme on respire, ce serait différent, on pourrait s'en détacher parfois... Je ne sais pas analyser mon travail, théoriser. Quand nous avons décidé de monter la Novia, c'était en juillet 1975, le dernier acte du règne de Franco. Nous avions pensé monter simplement Nuit de guerre au musée du Prado, mais nous nous sommes heurtés à l'écriture d'Alberti, qui est plus poétique que dramatique. Nous avons improvisé autour de l'idée de base. Nous avons fouillé dans le passé et le présent de l'Espagne. Nous n'avons pas à juger ce qui a été fait ou à nous demander ce que nous aurions fait, mais à voir les conséquences d'un engagement généreux. La Prado aurait pu devenir un musée populaire si les républicains avaient gagné... mais il fallait dans Madrid assiéger des livres d'huile pour protéger les emballages métalliques des tableaux. Il a fallu les transporter à Valence, dans des camions, avec plus de soin que s'il s'agissait d'œuvres d'art. La vie d'un homme contre les armes de demain... Je ne peux pas prendre parti. — C. G.

* Bouffes du Nord, 20 h. 30.

Les « post-modern » américains au Marais

Artistes en train de résoudre des problèmes

L A signification du mot « post-modern » est ambiguë. Doit-on comprendre que les jeunes artistes américains présentés sous cette appellation sont engagés plus profondément que leurs aînés dans la voie du futur ? Ou bien au contraire qu'ils se situent au-delà de toute notion de progrès et de modernité, notion qu'ils jugent illusoire et fallacieuse en matière d'art (1) ? Mais sans doute vaut-il mieux ne pas s'attarder sur ce qui n'est apparemment qu'une « étiquette » discutable parmi d'autres. En revanche, ce qui a clairement réuni les manifestations en soliste des artistes programmés au Centre culturel du Marais était l'esprit particulier dont elles étaient imprégnées : celui des spectacles plus ou moins confidentiels donnés dans les « lofts » (2) new-yorkais. Destinés à un public supposé averti et dépourvu de tout aménagement superflu, de telles manifestations ont moins pour fonction de présenter une « œuvre » destinée à la consommation, que de montrer de quelle façon un artiste a résolu dans son travail un problème qu'il s'était posé.

Phil Glass a joué à l'orgue électrique deux pièces de ses débuts, parmi les plus apparentées au courant pictural « minimal » : Two Pages et Contrary Motion, puis des extraits d'Enstein on the Beach. Sans la présence de l'orchestre et des chanteurs, il ne saurait être question de retrouver les magnificences de la musique entendue à Avignon et à l'Opéra-Comique, mais ces interprétations « partielles » plus austères permettent de mieux saisir le fonctionnement de certaines structures.

Puis la chanteuse Joan La Barbara a présenté trois compositions personnelles, conçues de toute évidence pour mettre en relief les ressources peu communes d'une voix qui a déjà été employée par Steve Reich, Phil Glass, David Behrman et John Cage. Circular Song utilise l'inspiration et l'exploration dans une série de glissandos alternant ascendants et descendants ; Voice Piece isole tour à tour certains harmoniques d'une note déterminée et déplace la résonance de celle-ci à travers la tête, la gorge et la poitrine, tandis que Vocal Expansion consiste en une improvisation modifiée par un appareillage électronique.

De son côté, Jon Gibson, qui fait partie depuis près de dix ans de l'ensemble de Phil Glass, a joué plusieurs de ses propres œuvres, lesquelles, pour être « répétitives », marquent une volonté d'éviter tout démarquage en appuyant autant que possible sur des principes d'agencement formel inédits : des pièces pour saxophone soprano, pour flûte traversière, et une composition dans laquelle l'artiste utilise pour tout instrument son propre corps.

Voix et, simultanément, claquements de mains et fraplements de pied, — programme complété par l'audition successive de deux bandes magnétiques avec accom-



Partition de « Melody TV » (Jon Gibson).

pagnement d'images sur trois moniteurs vidéo. Un des morceaux qui nous ont paru le plus remarquables est Melody TV qui introduit subtilement dans une continuité apparemment fondamentale des éléments de discontinuité. De cette pièce nous avons pu entendre deux versions construites autour d'un même canevas mélodique de trente-six notes, l'une jouée au saxophone soprano et l'autre, orchestrale, enregistrée sur bande (avec dans ce dernier cas apparitions sur les écrans vidéo des partitions, lesquelles évoquent parfois des cartons de tapisserie, ou certaines œuvres picturales de l'abstraction géométrique).

Si Richard Peck, autre saxophoniste de Glass, s'est contenté de présenter un free jazz auquel les oreilles françaises sont désormais bien habituées, le violoniste virtuose d'Enstein on the Beach, Bob Brown, a remporté dans la salle du Marais le même succès qu'au Centre culturel américain, où il s'était produit quelques jours auparavant, avec un programme constitué d'œuvres du compositeur peu connues en France, des parties d'Enstein qui lui sont dévolues et d'une version particulièrement inspirée du Shung out de Phil Glass.

La « post-modern dance » n'est pas un phénomène isolé. C'est peut-être pourquoi la prestation de Lucinda Childs a été l'un des spectacles qui ont le plus marqué le contexte hautement théâtral de Enstein on the Beach. La voir seule effectuer en diagonale, en croix ou en huit des parcours graduels indéfiniment répétés, était particulièrement frustrant pour un public forcé à l'immobilité. Il ne participait plus.

Les programmes présentés au Marais au cours de cette session furent dans l'ensemble des démonstrations sans but esthétique, sans souci de communication, où les artistes semblaient surtout préoccupés de résoudre pour leur propre plaisir un problème qu'ils s'étaient posé.

Suzan Buzige est Américaine, mais elle habite Paris. Comme ses compatriotes, elle est fascinée par le processus répétitif ; mais elle ne refuse pas le soutien de la musique. Elle le recherche même et y puise une dynamique du mouvement. Son interprétation de Et si le monde était une véritable visualisation de la partition de Phil Glass très excitante à regarder.

Avec la Compagnie du Four

tire. Elle a conçu une chorégraphie pour deux danseuses qu'elle interprète avec Odile Anagury, avec des lignes fluides et d'étonnantes contrepoints, au gré d'une musique au synthétiseur que déroule Anne-Marie Fijal, son petit garçon blond bloqué contre elle.

Les récitals des pianistes Richard Bernhas et Ursula Kneibls ayant été annulés, les soirées « post-modern » se sont terminées plus tôt que prévu, avec les deux concerts solo du saxophoniste soprano Steve Lacy. Ce dernier s'imposa, avec Anthony Braxton, comme l'un des deux musiciens les plus inventifs de ce qu'on appelle déjà — encore une « étiquette » — le « post free jazz », une musique issue du « free jazz » dont elle conserve le matériau sonore, certes, mais qui oppose, à l'outrance lyrique et au désordre expressionniste qui ont souvent caractérisé celui-ci, un réel souci de contrôle et de rigueur. Et le paradoxe chez Steve Lacy, dont le talent culmine lorsqu'il joue en soliste, est que cette rigueur à laquelle il s'est depuis longtemps adonné lui permet d'accéder aujourd'hui à une forme neuve de liberté.

DANIEL CAUX
et MARCELLE MICHEL

(1) On penserait plutôt à la démarche d'un Terry Riley, d'une Pauline Oliveros, voire d'un Moonzorgs.
(2) Entrepôts et locaux industriels désaffectés qui servent d'atelier aux artistes marginaux de New-York.

Raconter le jazz

L'épopée du «vieux homme»

PLAISIR du jazz : c'était, en 1959, le titre d'un recueil de photographies superbes de Denise Stock, annoté par Michel Claude Jalard. Du plaisir, les amateurs et les érudits — ce sont souvent les mêmes — n'en trouveraient-ils donc que par le détour, de plus en plus fréquent, du texte ?

On le croirait volontiers à lire, après d'autres, l'histoire du jazz et de la musique afro-américaine, de Lucien Malson, un familier des colonnes du Monde et des micros de Radio-France. Pour s'en tenir à un passé récent, il y a le Dictionnaire biographique d'André Clergeat (Seghers, 1966) et celui, plus thématique, de Frank Ténort (Larousse, 1967). Il y a aussi les érudits, les graphes joyeux d'André Hodin (les Mondes du jazz, « 10/18 », 1970) et le

« Francis de poche » qui, le succès aidant, a pris de l'importance (Le Seuil, 1973, 6^e édition). Il y a des livres remarquablement documentés et diablement mal édités du collectif réuni par Casterman (Jazz classique, Jazz moderne, 1971, 2 volumes). Il y a enfin Lucien Malson lui-même, qui, pour la quatrième fois — admettons une vertu pédagogique — brode d'élégantes et incisives variations sur le thème imposé : « Si le jazz vous était conté ». Les Maîtres du jazz (« Que sais-je ? », 1972, 6^e édition). Le Jazz moderne (La Table ronde, 1961) et Histoire du jazz (Rencontre, Lausanne, 1967, épuisé) avaient campé le décor et précisé les rôles. Une tentative de restitution d'une histoire baroque s'y dessinait : elle allait la sèbre méthodologique au bled, dire, la mémoire critique à des formules qui fient souvent mouche.

Aujourd'hui, « Malson le tisserand » retrouve, son métier pour y entrecroiser selon d'autres lignes les fils d'un discours qui n'a abandonné ni son objet premier, la constitution du jazz comme histoire, ni son interrogation fondamentale : y a-t-il une unité du jazz en tant que réalité descriptive ? Question à laquelle on se doute que l'auteur, fidèle à son ancien maître Sartre, répond par l'affirmative. Des décors immuables du mythe (La Nouvelle-Orléans, la trompe de Buddy Bolden, les ragtime de Scott Joplin) au contexte socio-politique

de la musique actuelle, rien ne manque sur la palette malsonienne. Et c'est merveille d'y voir ainsi s'articuler les registres et les nuances, s'aboucher les concepts, s'épanouir le réseau presque infini des relations, des influences, des parentés. Par-delà l'espace et le temps, les ethnies africaines tendent une main caressante à James Brown et Archie Shepp. Le jazz se métamorphose en une théologie païenne, en laquelle Dionysos tient la place de l'architecte telnizien de l'univers.

Quel miracle ! s'étonne le lecteur, venu au jazz et au livre avec des idées simples. Quel monde ! lui répond le spécialiste qui a dix autres grilles interprétatives et vingt autres fillettes en tête, auxquelles il sait parfaitement que Malson a pensé, s'il ne les a pas divulguées. Ce monde où la référence est reine au point de s'ériger parfois en maître du réel, l'auteur des Enfants sauvages a le mérite de le regarder et de le décrire avec l'honnêteté plénière de l'humaniste. Comment, dès lors, lui reprocher ses partis pris ? On ne lui tendra pas rigueur de son allégresse aux musiciens de la West Coast ni de ses réticences à l'égard de la « new thing » (les frustrés du « free » peuvent se reporter au célèbre Free Jazz/Black Power que Philippe Carles et Jean-Louis Comolli publièrent, dans la même collection, en 1972). On glissera sur des préférences et des silences qui n'auraient pas été les nôtres si nous avions eu, comme lui, l'envie de dire, en 1976, l'épopée du « vieux homme » né au tournant du siècle et toujours habité par l'humour, le désir, la révolte. Mais voilà : cette célébration d'un « plaisir du jazz » que nous partageons également, c'est Malson qui la tente et la mène au port, à son port. Il faut le lire, autant pour sauter à travers son foisonnement les lignes ordonnatrices du fait jazziste que pour voir à l'œuvre, chaleureuse, une réflexion sur ce qui est, merci à Ellington, Parker, Coltrane et tous les autres, la grande aventure musicale du vingtième siècle. Il restera ensuite, à découper le jazz et à y prendre plaisir. Loin du texte. Question d'habitude et d'amplification.

JEAN-ROBERT MASSON.

* U.G.E., « 10/18 », 320 p., disco-graphie, filmographie, 13 F.

THEATRE DE GENNEVILLIERS
41 avenue des Grésillons 92230 Gennevilliers - 793.26.30

30 NOV 19 DE

**TORQUATO TASSO
GOETHE/
PARCOURS
SENSIBLE N°2**

PAR LA FABRIQUE DE THEATRE
CENTRE DRAMATIQUE NATIONAL DE TOULOUSE
DIRECTION BRUNO BAYEN
CO-PRODUCTION AVEC LE GOETHE INSTITUT

STUDIO DES URSULINES, 10, rue des Ursulines - ODE 39-19

CHAC un film de
Rolando KLEIN

Magique... visuellement superbe... Un film rare
Robert Benayoun **LE POINT**
Vivre au niveau quotidien l'éternité, la superstition, la légende
Henri Behar

LE GRAND MAGIC CIRCUS
dans le grand hall
du 3.12.76
au 15.1.77
sous chapiteau chauffé
14 Av. JEAN-JAURES
(Métro JAUURES)
soirées à 20h30
loc. 17 rue Maïto-Stra 20e
(536.73.09)

**Un livre
percutant
avec le
plus doué
des
réalisateurs
de
télévision.**

JACQUES
SICLIER
**un
homme
avertit**

15 x 54. 240 PAGES.
32 PAGES PHOTOS. 30 F.

éditions jean claude simon

Musée d'Art Moderne
de la Ville de Paris
ARC 2
(Entrée gratuite)
Tel. 723 61 27
**30 novembre
au 8 décembre**

PIERRE HENRY
(Disques Philips)
25 ANS D'ŒUVRES
(1950 - 1975)
PARCOURS-COSMOLOGIE
EN 12 CONCERTS
(création)

PHILIPS

Variétés

Le music-hall

DEUX-ANES (608-10-26) (Ma.), 21
mat. dim. à 15 h. 30 : Mariann
ne voit-elle rien venir?

mar., ven., sam. à 20 h. 30 ; ma.
mar. sam. et dim. à 14 h. :

mar. ven. sam. à 20 h. 30 : max.
mar. sam. et dim. à 14 h. : 15
Premier Tournoi de Du Cuescille
STADIUM (283-71-00), le 7 à 21 h.
Mort Shuman; Pascal Auberson
THEATRE DES ARTS (387-23-23)
(D. Ma.), 18 h. 30 : Marc Ogeron
THEATRE ANTOINE (206-77-71) (D.
sotr. L.), 20 h. 30, max. dim.
17 h. : Les Frères Jacques
THEATRE DE LA RENAISSANCE
(206-18-66) (D. sotr. L.) : 21 h.
mat. dim. à 15 h. 30 : Guy Bedou
THEATRE MOUFFETARD, le 5
15 h. : Festival de la chanson d'

THEATRE FONTAINE (874-82-34)

THEATRE FONTAINE (874-82-34)
(D.), 20 h. 30 : Bernard Lavilllen

Les opérettes

Voir Salles municipales.

BOUFFES PARISIENS (073-87-94)
D. soir, L., 20 h. 45, mat. dim.
15 h. : La Belle Hélène.

ELYSEES-MONTMARTRE (606-38-76)
D. soir, L., 20 h. 45, mat. dim.
à 15 h. 30 : Ginette Lacaze.

HENRI-VALEA-MOGADOR (283-28-80) mat. ven. sam. à mat.

20 h. 30 : mat. sam. à 15 h., dim.
à 14 h. 30 et 18 h. : Rêve de valses

20 h. 30 : mat. sam. à 15 h., dim.
à 14 h. 30 et 18 h. : Réve de valse
THEATRE MARIGNY (256-04-41) (D
soir, L.), 21 h., mat. dim. à 14 h. 4
et 18 h. 30 : Nini la Chance.

Les chansonniers

CAVEAU DE LA REPUBLIQUE (278
44-45), 21 h., mat. dim. à 15 h. 30
soir, L.)

See also: prognosis.

O GALANDE v.o. - LES TE
VOIS v.f

RODO BERTOLUCCI

1000

GERARD DEPARDIEU
SANDA INTERDIT AUX MOINS DE 13

• (v.o.) - ARLEQUIN (v.o.)
• MONT SUD (v.f.) - BIENVE
• MARCEL CORBEIL (v.f.) - CL
• PHA ARGENTEUIL (v.f.)
• - CLUB LES MUREAUX (

1. NAME
 2. ADDRESS
 3. CITY
 4. STATE
 5. ZIP
 6. PHONE
 7. TELETYPE
 8. FAX
 9. EMAIL
 10. DATE
 11. TIME
 12. LOCATION
 13. REMARKS
 14. INITIALS
 15. SIGNATURE
 16. DATE
 17. TIME
 18. LOCATION
 19. REMARKS
 20. INITIALS
 21. SIGNATURE
 22. DATE
 23. TIME
 24. LOCATION
 25. REMARKS
 26. INITIALS
 27. SIGNATURE
 28. DATE
 29. TIME
 30. LOCATION
 31. REMARKS
 32. INITIALS
 33. SIGNATURE
 34. DATE
 35. TIME
 36. LOCATION
 37. REMARKS
 38. INITIALS
 39. SIGNATURE
 40. DATE
 41. TIME
 42. LOCATION
 43. REMARKS
 44. INITIALS
 45. SIGNATURE
 46. DATE
 47. TIME
 48. LOCATION
 49. REMARKS
 50. INITIALS
 51. SIGNATURE
 52. DATE
 53. TIME
 54. LOCATION
 55. REMARKS
 56. INITIALS
 57. SIGNATURE
 58. DATE
 59. TIME
 60. LOCATION
 61. REMARKS
 62. INITIALS
 63. SIGNATURE
 64. DATE
 65. TIME
 66. LOCATION
 67. REMARKS
 68. INITIALS
 69. SIGNATURE
 70. DATE
 71. TIME
 72. LOCATION
 73. REMARKS
 74. INITIALS
 75. SIGNATURE
 76. DATE
 77. TIME
 78. LOCATION
 79. REMARKS
 80. INITIALS
 81. SIGNATURE
 82. DATE
 83. TIME
 84. LOCATION
 85. REMARKS
 86. INITIALS
 87. SIGNATURE
 88. DATE
 89. TIME
 90. LOCATION
 91. REMARKS
 92. INITIALS
 93. SIGNATURE
 94. DATE
 95. TIME
 96. LOCATION
 97. REMARKS
 98. INITIALS
 99. SIGNATURE
 100. DATE
 101. TIME
 102. LOCATION
 103. REMARKS
 104. INITIALS
 105. SIGNATURE
 106. DATE
 107. TIME
 108. LOCATION
 109. REMARKS
 110. INITIALS
 111. SIGNATURE
 112. DATE
 113. TIME
 114. LOCATION
 115. REMARKS
 116. INITIALS
 117. SIGNATURE
 118. DATE
 119. TIME
 120. LOCATION
 121. REMARKS
 122. INITIALS
 123. SIGNATURE
 124. DATE
 125. TIME
 126. LOCATION
 127. REMARKS
 128. INITIALS
 129. SIGNATURE
 130. DATE
 131. TIME
 132. LOCATION
 133. REMARKS
 134. INITIALS
 135. SIGNATURE
 136. DATE
 137. TIME
 138. LOCATION
 139. REMARKS
 140. INITIALS
 141. SIGNATURE
 142. DATE
 143. TIME
 144. LOCATION
 145. REMARKS
 146. INITIALS
 147. SIGNATURE
 148. DATE
 149. TIME
 150. LOCATION
 151. REMARKS
 152. INITIALS
 153. SIGNATURE
 154. DATE
 155. TIME
 156. LOCATION
 157. REMARKS
 158. INITIALS
 159. SIGNATURE
 160. DATE
 161. TIME
 162. LOCATION
 163. REMARKS
 164. INITIALS
 165. SIGNATURE
 166. DATE
 167. TIME
 168. LOCATION
 169. REMARKS
 170. INITIALS
 171. SIGNATURE
 172. DATE
 173. TIME
 174. LOCATION
 175. REMARKS
 176. INITIALS
 177. SIGNATURE
 178. DATE
 179. TIME
 180. LOCATION
 181. REMARKS
 182. INITIALS
 183. SIGNATURE
 184. DATE
 185. TIME
 186. LOCATION
 187. REMARKS
 188. INITIALS
 189. SIGNATURE
 190. DATE
 191. TIME
 192. LOCATION
 193. REMARKS
 194. INITIALS
 195. SIGNATURE
 196. DATE
 197. TIME
 198. LOCATION
 199. REMARKS
 200. INITIALS
 201. SIGNATURE
 202. DATE
 203. TIME
 204. LOCATION
 205. REMARKS
 206. INITIALS
 207. SIGNATURE
 208. DATE
 209. TIME
 210. LOCATION
 211. REMARKS
 212. INITIALS
 213. SIGNATURE
 214. DATE
 215. TIME
 216. LOCATION
 217. REMARKS
 218. INITIALS
 219. SIGNATURE
 220. DATE
 221. TIME
 222. LOCATION
 223. REMARKS
 224. INITIALS
 225. SIGNATURE
 226. DATE
 227. TIME
 228. LOCATION
 229. REMARKS
 230. INITIALS
 231. SIGNATURE
 232. DATE
 233. TIME
 234. LOCATION
 235. REMARKS
 236. INITIALS
 237. SIGNATURE
 238. DATE
 239. TIME
 240. LOCATION
 241. REMARKS
 242. INITIALS
 243. SIGNATURE
 244. DATE
 245. TIME
 246. LOCATION
 247. REMARKS
 248. INITIALS
 249. SIGNATURE
 250. DATE

(continued)



1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573, 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580, 2581, 2582, 2583, 2584, 2585, 2586, 2587, 2588, 2589, 2590, 2591, 2592, 2593, 2594, 2595, 2596, 2597, 2598, 2599, 2600, 2601, 2602, 2603, 2604, 2605, 2606, 2607, 2608, 2609, 2610, 2611, 2612, 2613, 2614, 2615, 2616, 2617, 2618, 2619, 2620, 2621, 2622, 2623, 2624, 2625, 2626, 2627, 2628, 2629, 2630, 2631, 2632, 2633, 2634, 2635, 2636, 2637, 2638, 2639, 2640, 2641, 2642, 2643, 2644, 2645, 2646, 2647, 2648, 2649, 2650, 2651, 2652, 2653, 2654, 2655, 2656, 2657, 2658, 2659, 2660, 2661, 2662, 2663, 2664, 2665, 2666, 2667, 2668, 2669, 2670, 2671, 2672, 2673, 2674, 2675, 2676, 2677, 2678, 2679, 26

THE

100

WOL

...the



100



... ..



— *Journal of the American Medical Association*, 1997

Concerts

MERCREDI 1^{er} DECEMBRE
RADIO-FRANCE, grand auditorium (23-33-41), à 20 h. : Mouvet Omb. Phil. dir. : H. Gaudin (Meyerson : les Huguenots).
MUSEE D'ART MODERNE DE PARIS, ARC 2 : P. Henry (Cosmogonie, 18 h. 30 : les animaux : 20 h. 30 : le langage).
CENTRE CHATELAIN - GALLIERA (973-74-03), à 21 h. : M. O'Rourke (Chopin).

JEUDI 2 DECEMBRE
FLYTEL, à 21 h. : Orchestre national de France, dir. : E. Koudachine, sol. : V. Tretakov (Prokofiev, Tchaikovsky).
THEATRE DES CHAMPS-ELYSEES (233-44-36), à 20 h. 30 : Orchestre du Capitole de Toulouse, dir. : M. Plamen, sol. : P. Bouchonnet (Boussu, Saint-Saëns, Brahms).
MUSEE D'ART MODERNE DE PARIS, ARC 2 : P. Henry (Cosmogonie, 18 h. 30 : la ville : 20 h. 30 : la famille).
THEATRE FONTAINE (974-74-40), à 21 h. : Ch. Libanod (Schubert, Schumann, Debussy).
MUSEE GUGGENHEIM, à 20 h. 30 : M. Bata (H. Chénier, musique de l'Inde).

Festivals

Automne à Paris

THEATRE DES BOUFFES DU NORD (239-28-04) (L.), à 20 h. 30, mat. dim. à 15 h. : la Folia, de Bruno Boella. CENTRE CULTUREL DU MARAIS (278-46-43) (D. soir. L.), à 20 h. 30, mat. dim. 16 h. : Zwei Mann Orchester (M. Kagal) : la 6 à 20 h. 30 : Débat avec Mauricio Kagel.

VENDREDI 3 DECEMBRE
THEATRE DES CHAMPS-ELYSEES, à 20 h. 30 : Magda Tagliaferro (Mozart, Chopin, Brahms).
EGLISE SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS, à 21 h. : A. Jach et D. Levert (Szymanowski, Bach, Improvisations sur poèmes d'Aragon).
MUSEE D'ART MODERNE DE PARIS, ARC 2 : P. Henry (Cosmogonie, 18 h. 30 : la terre : 20 h. 30 : le temps).
GAVEAU (225-29-14), à 20 h. 30 : P. Radu-Skoda.

SAMEDI 4 DECEMBRE
PALAIS DES CONGRES (702-27-78), à 19 h. : Orchestre de Paris, dir. : S. Boulez (Schoenberg) : Chœur de la B.S.C., dir. : J. Poole (Stravinsky).
GAVEAU, à 17 h. 15 : Orchestre Fernand Ouldrans, dir. : P. Ganceu (Prokofiev, Sannan, Chostakovitch, Poulenc).
MUSEE D'ART MODERNE DE PARIS, ARC 2 : P. Henry (Cosmogonie, 18 h. 30 : la guerre : 20 h. 30 : la danse).
CONSERVATOIRE NAT. SUP. DE MUSIQUE, à 14 h. et 20 h. : cours d'interprétation : Paul Badura-Skoda.

DIMANCHE 5 DECEMBRE
THEATRE DES CHAMPS-ELYSEES, à 17 h. 45 : Concert Paëdeloup, dir. : E. Batais (Chopin, sol. : Eva Suk (Wagner, Chopin, Brahms).
GAVEAU, à 17 h. 20 : voir la 4.
EGLISE SAINT-THOMAS-D'AQUIN, à 17 h. 45 : R. Colombier (Bach, Haydn, Beethoven).
THEATRE ESSAION (278-46-43), à 20 h. 30 : M. Zoor (Solte et Cognola).

18 h. 30 : J. Morata (Chopin, Debussy, Bartok, Scriabine).
CONCERTEGRIE, à 17 h. 30 : voir la 4.
FLEYEL, à 17 h. 45 : Concert Lamoureux, dir. : J.-P. Jacquillat, sol. : V. Pletissin (Chostakovitch).
CHATELAIN, à 18 h. : Concert Colonne, dir. : P. Dervaux, sol. : G. Dupuis et J. Y. Leroux (Weber, Liszt, Dvorak).

LUNDI 6 DECEMBRE
PALAIS DES CONGRES, à 20 h. 30 : voir la 4.
FLEYEL, à 20 h. 30 : Orchestre de chambre de Munich, dir. : E. Stadlman, sol. : E. Bieri (Handel, Rodrigo, Vivaldi, Stravinsky).
MUSEE D'ART MODERNE DE PARIS, ARC 2 : à 20 h. 30 : P. Henry (Cosmogonie : les rites).
RADIO FRANCE, sud. 105, à 20 h. 30 : P. Schmitt, T. Thiel, G. Hugon, Janacek, par le Quintette à vent de Paris, sous la direction de J. Morata et E. Fontan-Bloch.

ECOLISE DE LA TRINITE, à 20 h. 45 : Chœur Montjoie et Orchestre Colonne, dir. : J. von Weizsäcker (Brahms).
THEATRE DE LA VILLE (887-35-39), à 20 h. 30 : Ars Nova, dir. : M. Constant, sol. : P. L. Almar (Prokofiev, Souris, Chostakovitch, Weill).
THEATRE ESSAION, à 20 h. 30 : J.-P. Dupuy (musique d'Amérique latine, d'Espagne, du Portugal, Maroc).
MUSEE D'ART MODERNE DE PARIS, ARC 2, à 20 h. 30 : P. Henry (Cosmogonie : l'harmonie).
EGLISE DES BLANCS-MANEAUX, à 20 h. 30 : Orchestre Philharmonique et Chœur de la B.S.C., dir. : J. Poole (Britten, Fuxell).
THEATRE DES ARTS HERBERT, à 20 h. 45 : D. Markovitch et J. L. Ambrosini (Brahms).
RADIO FRANCE, sud. 105, à 20 h. : M. Zoor (Solte et Cognola).

RADIO-TÉLÉVISION

MERCREDI 1^{er} DECEMBRE

CHAINE I : TF 1

Henri SALVADOR
présente pour ses amis les enfants
Le Monde Rose et Bleu d'Henri
disque 33 : 331 © STÉPHANE 39721
C'est votre musique

arrivée
des trains électriques LIMA
trains LIMA
2 JOUETS EN UN SEUL

20 h. 30, Chronique : Des autos et des hommes (dernière partie) : 21 h. 25, Psychologie : Pourquoi la France se dépeuple-t-elle ? de J. Moussau, réalisation E. Kneuzé.
La dénatéité abordée sous un angle plus scientifique que passionnel.
22 h. 30, Presto : le violoniste Takashi Chimizu : 23 h. 15, Journal.

CHAINE II : A 2

20 h. 30, Série : Kolak : 21 h. 30, Magazine d'actualité : C'est à dire, prés. J.-M. Cavada. Avec un portrait de M. Olof Palme, ancien premier ministre suédois : des reportages sur le Portugal, avec M. Mario Soares, premier ministre, et sur l'Opéra de Paris.
23 h. 10, Libres propos : Pour adultes, de F. Chalais (Peut-on contrôler ses pulsions psychiques ?). Avec la professeur Bour (les Racines de l'homme) et le cinéaste Mario Ruspini.

20 h. 30, Cinéma 16 : « Journal d'un prêtre ouvrier », de M. Fallevio et M. Vidal, avec G. Deuzat, R. Coutteure, F. Guio, B. Monkourdin, S. Martel.
L'apprentissage par un prêtre de la condition ouvrière.
22 h. 20, Journal.

FRANCE-CULTURE

20 h. La musique et les hommes : l'encyclopédie et la musique : 22 h. 30, Entretiens avec G. Genette : 23 h. Figures de rêves : 23 h. 50, Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

20 h. En direct de l'Auditorium 104 : « Les Huguenots » (Meyerbeer), par le Nouvel Orchestre philharmonique et les chœurs de Radio-France, direction H. Gaudin, avec L. Lehman, K. Chiriac, A. Vanzo : 22 h. 30, Cornemuse : 0 h. 5, Musiques : 1 h. 10, Nos écrits.

JEUDI 2 DECEMBRE

CHAINE I : TF 1

De 12 h. 15 à 20 h. Programme ininterrompu (à 14 h. Les vingt-quatre heures).
20 h. 30, Série : La pêche miraculeuse : 21 h. 25, Magazine d'actualité : L'événement, prés. J. Besancon.
Le Japon avant les élections.
22 h. 25, Allons au cinéma : 23 h. Journal.

CHAINE II : A 2

De 13 h. 35 à 20 h. Programme ininterrompu (à 15 h. 50, Aujourd'hui magazine).
20 h. 30, Téléfilm : Messieurs les jurés. (L'affaire Craznek), réal. M. Genoux.
Un homme a-t-il le droit de se faire une maladie mortelle ?
22 h. 30, Emission de l'INA : Bhoutan, un petit pays possédé du ciel, réal. L. Segarra.
Les pratiques religieuses au royaume himalayen du Bhoutan, l'un des derniers fiefs de la culture tibétaine.
23 h. 25, Journal.

CHAINE III : FR 3

20 h. 30, Les grands noms de l'histoire du cinéma (cycle Vicente Minnelli) (R.) : « le Chevalier des sables » (1964), avec E. Taylor, R. Burton, E. Marie-Saint, Ch. Bronson.
Un pasteur s'oppose d'une femme-petite, bohème et mère célibataire, vivant dans la communauté de Big Sur. Ce qui met à l'épreuve ses conceptions puritaines.
Un conflit psychologique et moral assez artificiel et un duo de monstres sacrés.
22 h. 20, Journal.

FRANCE-CULTURE

20 h. Nouveau répertoire dramatique de France-Culture, par L. Attoun : « la Pendule » (J. Cocteau) : 22 h. 30, Entretiens avec G. Genette : 23 h. Figures de rêves : 23 h. 50, Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

20 h. 30, Premier jour J de la musique : « Misa criolla » : 21 h. Orchestre national de France, direction A. Myrtil : « Symphonie n. 9 » (Schubert) : 21 h. 50, Festival annuel de Paris : œuvres de Couperin, avec B. Veriet, clavier : 22 h. Arménie : concert liturgique : 0 h. 5, Arpegges : 1 h. 10, Musique traditionnelle européenne : 1 h. 30, Artzoid.

CENTRES CULTURELS
ETRANGERS

CENTRE CULTUREL CANADIEN
5 rue de Constantine - 7^e
Mardi 1^{er} décembre
Inauguration de l'exposition
YVON COZIC
OBJETS CRITIQUES
Mardi 1^{er} décembre
15 h. et 20 h. 45
KEBECKOOTUT
Film d'Ambroise Lafortune
présenté par l'auteur
Jeudi 2 décembre, 20 h. 45
TRIO STRADIVARIUS
Première mondiale « Siano »
de Jess Papineau-Couture
Lundi 6, mardi 7, mercredi 8 déc.
20 h. 45
THEATRE EN ANGLAIS
THE BOND OF POISON
de Thom BOROLOSKI

INSTITUT NÉERLANDAIS
121 rue de Lille - 7^e
Du 2 au 30 décembre
Tous les jours 12 h. à 19 h., et lundi
HOMMAGE A TITEN
Dessins, gravures, lettres autographes de Titten et d'artistes du nord
Vernissage mercredi 1^{er} décembre
de 17 h. à 20 h.
Entrée libre

SEUL A PARIS
STUDIO CUJAS (Salle rénovée)
STUDIO CUJAS
L'ENFANT SAUVAGE
de François Truffaut
20 RUE CUJAS - 033-89-22

OSCAR
BARRY LYNDON
un film de
STANLEY KUBRICK
GAUMONT CHAMPS-ÉLYSÉES VO
GAUMONT RIVE GAUCHE VO IMPERIAL VO
GAUMONT SUD VO
14 h - 17 h 25 - 21 h
BAUTEUILLE I VO
12 h - 15 h 30 - 19 h - 22 h 30

THÉÂTRE DE PARIS
du 2 au 30 décembre
BALLET NATIONAL DES PHILIPPINES
Un spectacle exotique
souriante, vivant, fascinant
Location Théâtre et Agences

THÉÂTRE DES QUARTIERS D'IVRY
672-37-43
les cordonniers
de witkiewicz
adaptation
et mise en scène
ewa lewinson
jusqu'au 12 décembre
au studio d'ivry
catherine
aragon - vitez
six représentations
du 9 au 14 décembre
mairie d'ivry
location ouverte

SALLES CLASSÉES
CINÉMAS D'ART et d'ESSAI
(A.F.C.A.E.)

ST. BERTRAND 29, rue Bertrand
SUF. 94-56
TOUS LES SOIRS à 20 h. PRÉCISER :
LA PARTY
avec Peter Sellers
LA COMTESSE AUX PIEDS NUS
avec Ann SODERBERG et Humphrey BOGART

ST. CUJAS 75005 Paris, 033-89-22
L'ENFANT SAUVAGE
de François TRUFFAUT

ST. SAINT-ANDRÉ-DES-ARTS 1
30, rue Saint-André-des-Arts - 226-40-18
A 14 h., 17 h. 30 et 21 h. :
SARTRE PAR LUI-MÊME
d'André ARTHUR (M. Michel CONTAT)
A 12 heures et 20 h. 15 :
LES ARPENTEURS
de Michel SUTTER

ST. SAINT-ANDRÉ-DES-ARTS 2
30, rue Saint-André-des-Arts - 226-40-18
A 14 heures et toutes les 2 heures :
L'EMPIRE DES SENS
de Nagisa OSHIMA
(réalisé aux studios de 18 ans.)
A 12 h. et 24 h.
CERTAINS L'AIMENT CHAUD
de William WYLER

Cahiers du CINÉMA n° 271
René Allio
Moi, Pierre Rivière, ayant égorgé ma mère, ma sœur et mon frère...
Dossier : notes de travail, critiques
Entrée avec Michel Foucault
mensuels !

UGC MARBEUF VO - LUXEMBOURG VO
UGC OPERA VF - BIENVENUE MONTPARNAISSE VF
ROSNY Artel - PORT NOGENT Artel

un film de
ROMAN POLANSKI

LE BAL DES VAMPIRES
avec JACK MACGOWRAN SHARON TATE
ALFIE BASS FERDY MAYNE TERRY DOWNES
PRODUCTION MARTIN BARSCHOFF - ROMAN POLANSKI - PANAVISION - METROCOLOR
UN FILM VÉRITABLEMENT HORRIBLE POUR CINÉMA INTERNATIONAL CORPORATION

D'une chaine à l'autre
GRÈVES TOURNANTES
A FR 3
Les organisations syndicales S.N.R.T.-C.G.T., S.U.R.T.-C.F.D.T. et S.N.J. (journalistes, autonomes) de FR 3 ont décidé de lancer un mouvement tournant de grève au cours de la première quinzaine de décembre. Un premier préavis a été déposé pour les 2 et 3 décembre pour la région Paris-Normandie. Centre, et pour le dimanche 5 décembre sur le programme national. Des arrêts de travail auront lieu successivement dans chaque station régionale. Après la grève du 24 novembre, les syndicats estiment que leurs revendications n'ont pas été « sérieusement discutées » par la direction de FR 3 (le Monde du 18 et du 24 novembre).

TRIBUNES ET DÉBATS
MERCREDI 1^{er} DECEMBRE
— Forces ouvrières disposent de la tribune libre, sur FR 3, à 19 h. 40.
— M. Olof Palme, ancien premier ministre suédois, et M. Mario Soares, premier ministre portugais, participent au magazine « C'est à dire », sur Antenne 2, à 21 h. 30.
JEUDI 2 DECEMBRE
— M. Jacques Barrot, secrétaire d'Etat au logement, est l'invité de Radio-Monte-Carlo, à 19 heures.
— Le parti communiste français dispose d'un quart d'heure sur Antenne 2, à 19 h. 45.
— Le Japon est le sujet du magazine « L'événement », sur TF 1, à 21 h. 25.

Plongez au milieu des bijoux vivants du monde sous-marin !
Une vie merveilleuse dont la beauté dépasse l'imagination : voilà ce que dévoilent, avec une richesse inconnue jusque là, 6 petits films étonnants édités par Film Office : « les Joyaux du 7^e Continent »
A projeter chez vous, en Super 8 sonore couleur.
Film Office : plus de 2000 titres en exclusivité dans les meilleurs magasins photo-cinéma de votre région.
La plupart sont des « Cinémathèques-Pilotes » qui peuvent vous procurer immédiatement presque tous les films du catalogue.
FILM OFFICE
édite des films de qualité.
4, rue de la Paix - 75002 Paris.
Catalogue sur demande.

E. LECLERC
CENTRE OFFICIEL VETEMENTS
(15) boulevard MAGENTA-PARIS X^e Angle rue de Lancry
M^{rs} BONSERGENT ou REPUBLIQUE - PARKING GRATUIT ou PARC METRE
Ouvert de 9h30 à 12h30 et de 14h à 19h - Ferme Dimanche et Lundi matin

VESTES
HOMME
HOMME SPEED 327
IMPER Tergal 199
avec fourrure amovible 280
PRIX-COUPÉ-QUALITÉ
IMBATTABLES

COSTUME
avec 2 pantalons
WOOLMARK
en Tergal laine 580
PRIX-COUPÉ-QUALITÉ
IMBATTABLES

Pour soulager
votre vie quotidienne
et votre foie,
buvez...
Vichy Saint-Yorre
EAU MINÉRALE
NATURELLE GAZEUSE
RÉGULARISE L'ACTIVITÉ HÉPATO-BILIAIRE

Plongez au milieu des bijoux vivants du monde sous-marin !

ÉDUCATION

AUTORITÉ ET LIBERTÉ D'EXPRESSION

Le lycée de Corbeil rouvrira ses portes à partir du 3 décembre

Le rectorat de Versailles a annoncé les dates de réouverture du lycée d'Etat polyvalent de Corbeil (Seine-et-Marne), fermé depuis le 26 novembre : vendredi 3 décembre pour les classes du premier cycle et lundi 6 décembre pour les autres classes. Des grèves d'enseignants et d'élèves ont eu lieu le 30 novembre dans un certain nombre d'établissements du département, notamment à Juvisy, à Savigny-sur-Orge, à Evry, à Brunoy et à Orsay. Des manifestations ont eu lieu le même jour, le matin dans les rues de Corbeil, l'après-midi devant le ministère de l'éducation, où aucune délégation n'a été reçue. Le Syndicat national des enseignants techniques et professionnels (S.N.E.T.P.-C.G.T.) a protesté contre cette « nouvelle provocation ». On fait observer au ministère qu'aucune demande d'audience n'avait été déposée.

Le lycée de Corbeil est fermé depuis le vendredi 26 novembre sur ordre du recteur de l'académie de Versailles, après des rassemblements d'élèves qui ont mené à la destruction de l'entrée de la police dans l'établissement (Le Monde daté 28-29 novembre). Il y a un an, presque jour pour jour, les mêmes faits se produisaient (Le Monde daté 28-29 novembre, 2 et 13 décembre 1975). Aujourd'hui, c'est

Pour lutter contre le chômage des jeunes

LES MINISTRES DE L'ÉDUCATION DES NEUF DÉCIDENT DES ACTIONS-PILOTES D'ORIENTATION PROFESSIONNELLE

Les ministres de l'éducation des Neuf de la Communauté économique européenne, réunis le 29 novembre à Bruxelles, ont voté un crédit de 11,4 millions d'unités de compte (1) pour financer une série de « projets-pilotes » favorisant l'insertion des jeunes dans le monde du travail. Ce programme, étalé sur trois ans (1977 à 1980 inclus), comprendra une vingtaine d'actions ponctuelles visant à améliorer les méthodes d'orientation professionnelle dans les dernières années des différents cycles d'études, et à perfectionner la formation des enseignants qui préparent les jeunes à la vie active.

Interrogé à la sortie du conseil, le ministre français, M. René Haby, a souligné la nécessité d'améliorer en priorité l'enseignement professionnel et de valoriser les études techniques. « En France, a rappelé M. Haby, cent cinquante mille offres d'emploi ne trouvent pas preneurs ».

En 1977 sera mis en œuvre sur pied un programme communautaire pour permettre aux personnels de l'enseignement supérieur (enseignants, chercheurs et administratifs) d'effectuer des visites d'études dans les divers États membres de la Communauté.

(1) Une unité de compte = 5,55 francs français.

LA RÉFORME DE L'ENSEIGNEMENT

Les thèses de M. Haby à propos du baccalauréat l'emportent sur celles de Mme Samier-Seité

Requis ensemble, lundi 29 novembre, à l'hôtel Matignon par M. Raymond Barre, premier ministre, M. René Haby, ministre de l'éducation, et Mme Alice Samier-Seité, secrétaire d'Etat aux universités, ont examiné les problèmes communs à leurs deux domaines. Sur la réforme du baccalauréat, notamment, la discussion s'est conclue dans un sens favorable aux projets de M. Haby, mais les deux ministres — qui s'opposaient vivement sur ce sujet depuis plusieurs mois — doivent encore se rencontrer à plusieurs reprises pour les mettre au point.

Dans le débat qui l'opposait à Mme Samier-Seité, c'est le ministre de l'éducation qui semble l'emporter. La réunion de lundi, en effet, a confirmé les orientations prises par M. René Haby : le deuxième cycle de l'enseignement secondaire s'achèvera par un double baccalauréat dont la première partie sanctionnera une culture générale, et la seconde des options choisies librement par les élèves. Les universités, devront fixer leurs exigences pour l'admission des bacheliers, mais le secrétaire d'Etat aux universités a abandonné l'idée d'une sélection plus sévère dès la fin de l'enseignement secondaire, ou de deux baccalauréats nettement distincts, le second conçu en fait comme un véritable examen d'entrée à l'université.

Pourtant, le secrétaire d'Etat avait déclaré, en mai dernier, que la crise de l'université — provient sans doute du fait que le baccalauréat est trop facile et que de nombreux possesseurs de ce diplôme ont accès à des facultés où ils n'ont rien à faire ». Plus récemment, le 29 octobre, il affirmait : « Ce n'est pas à l'entrée de l'université que la sélection doit s'exercer ».

Le calendrier

Mme Samier-Seité ayant renoncé à défendre cette thèse, les obstacles se trouvent levés devant M. Haby, qui peut continuer la mise au point d'un deuxième cycle secondaire à la fois plus cohérent et faisant plus de part au choix des élèves. Le décret fixant l'organisation des lycées va pouvoir être publié d'ici à la fin du mois, en même temps que ceux concernant les collèges et les lycées. Les dispositions ne requièrent pas d'être remises en cause par un choix différent sur le baccalauréat. Le parti adopté n'est pas non plus sans conséquence pour l'accès à l'enseignement supérieur. A moins que les universités demandent collectivement de pouvoir « relever la barre », ce qu'elles se sont refusées à faire jusqu'à présent, cela signifie qu'il n'y aura pas de « tour de vis » supplémentaire, de renforcement de la sélection à l'entrée de l'enseignement supérieur.

Mais tous les problèmes ne sont pas pour autant réglés. Reste à fixer le nombre, la nature et l'importance des options dans le second cycle de l'enseignement secondaire (en particulier le rôle de la philosophie en terminale et son horaire ne sont pas fixés), ainsi que les combinaisons d'options requises pour l'accès aux différentes « filières » universitaires. Pour le second cycle, le choix et les horaires des disciplines ont donné lieu à de nouvelles consultations. On a retenu l'idée d'une expérimentation limitée dans quelques établissements afin de « tester » les hypothèses sur le terrain, comme l'a indiqué le communiqué commun

Pour suivre à la radio les cours d'Anglais de la BBC
A L'ÉCOUTE DE LONDRES
Textes et explications en français
Abonnement 12 N° par an, F 40
Spécimen gratuit sur demande
à EDITIONS-DISQUES BACHA
8, rue de Bari - 75008 PARIS

R. CHESSAT
Exercices commentés de statistique et informatique appliquées
dunod 58 F

— de JANVIER à JUIN 77
SC.P.O.
Préparation aux places en par correspondance
• Examen d'entrée 1^{re} année ;
• Procédure admission 2^e année ;
• Session en cours d'A.P.
3 CENTRES : Nîmes - Saint-Paul
CEPES
Groupement libre de professeurs
57, rue Charles-Lafitte, 92 Neuilly
722.94.94 ou 745.09.19

aide-mémoire
dunod
• Analyse mathématique 39 F
• Législation sociale 60 F
• Législation des nuisances 39 F

(PUBLICITE)
STAGE DE FORMATION PERMANENTE
— Approche sociolinguistique du discours : situation de discours journalistique (pour journalistes et rédacteurs) le lundi de 14 à 17 h., à partir du 12 janvier, pendant 10 semaines.
ENSEIGNEMENTS ET INSCRIPTIONS AU :
CENTRE DE FORMATION PERMANENTE UNIVERSITÉ PARIS III
12, rue de Saint-Germain (Bureau 218) 75005 PARIS - Tél. : 333-93-59.

(PUBLICITE)
CYCLE DE RÉFLEXION SUR L'ÉCOUTE-ACTION
(GROUPE DE CONTRÔLE BALINT)
La Formation permanente organisée à l'intention des formateurs, travailleurs sociaux, médecins, enseignants, etc.
120 heures d'enseignement. Le samedi de 9 à 18 h.
A partir du 8 janvier 1977, pendant 30 semaines.
Renseignements et inscriptions :
Formation Permanente, Route de la Touraille, 95001 Paris Cedex 13, tél. 374-12-50, poste 389 ou 374-92-26

CROCUS
Systèmes d'exploitation des ordinateurs
dunod 99 F

(Publicité)
CARRIÈRES COMPTABLES
Pour s'orienter vers l'expertise comptable

Préparez d'abord chez vous l'examen probatoire du D.E.C.S., première étape, vers l'expertise-comptable. Il vous ouvre déjà de nombreux débouchés dans l'industrie, le commerce et les professions libérales. Date prévue : avril 1977. Durée de la préparation par correspondance : 4 à 8 mois suivant temps disponible. Niveau 1^{er} du Bac. Brochure gratuite n° P 5.172 à Ecole Française de Comptabilité, organisme privé, 52270 Bels-Colombes. Cours gratuits pour bénéficiaires « Formation continue ».

E. PEYNAUD
Connaissance et travail du vin
dunod 76 F

(Publicité)
ANIMATION ET CONDUITE DE RÉUNIONS
Initiation à la méthode de cas
Animateur : Jacques ARDOINO
Enseign. à l'Université Paris-VIII
24 heures d'enseignement :
Les 18, 19, 20 et 21 janvier 1977
Renseignements et inscriptions :
FORMATION PERMANENTE
Rue Touraille, 95001 Paris, Céd. 12
Tél. 374-12-50, p. 389 ou 374-92-26.

ARMÉE

Une démonstration nuancée sur TF 1

UN FILM SUR L'ARMÉE DE TERRE

Depuis plusieurs mois, se développe une compétition entre chacune des trois armées et la gendarmerie pour présenter, à la télévision, un témoignage de leurs activités et de leur raison d'être. Comme s'il fallait montrer aux contribuables français l'utilité de ce qui est l'impôt de leur impôt par les militaires...

L'armée de terre n'a pas échappé à cette rivalité interne, et le film de Raoul Coutard les Deux Pions sur terre, mardi 30 novembre sur TF 1, entre dans la catégorie de ces productions télévisées à la gloire de celui qui les a commanditées. Mais, à la différence des films précédents consacrés au sous-marin nucléaire lance-missile le Redoutable ou aux pilotes qui veillent la nuit, à la défense aérienne, le film de Raoul Coutard est une démonstration plus honnête, ne dissimulant pas — malgré les très belles images de l'ancien chef-opérateur de Jules et Jim, de A bout de souffle et de la 37^e section, les faiblesses de l'institution.

De sa vieillesse à une vingtaine de corps, Raoul Coutard témoigne : le manque d'enthousiasme des recrues et leur air désempé,

les interventions parlementaires qui permettent à des privilégiés d'être dispensés du service militaire, l'auto-recrutement des personnels féminins, le fait que l'armée française ne soit la seule au monde à ne pas avoir de fusil d'assaut, l'absence de défense anti-aérienne, la préférence donnée à l'enseignement militaire supérieur scientifique et technique par les officiers eux-mêmes sur la formation traditionnelle de l'Ecole de guerre, l'incapacité de l'armée à tenir compte des goûts des appétits dans le choix de leur affectation, etc. Autant de notations justes qui émaillent le film inusité d'un cinéaste, ancien membre du corps expéditionnaire français en Indochine.

« Une entreprise humaine, explique le chef d'état-major de l'armée de terre, avec les vices et les travers de notre peuple. » Mais une entreprise humaine — qui a beaucoup changé —, précise un officier, et de cela, également, Raoul Coutard a réussi à témoigner en insistant — peut-être à tort — davantage sur les matériels modernes que sur les hommes qui les servent.

JACQUES ISNARD.

• Treize soldats français stationnés à Landau, en République fédérale d'Allemagne, ont été unis dernièrement de plusieurs ours d'arrêt pour leurs activités : un soin de coiffure de soldats, la distribution de tracts et le journal clandestin, à l'ex-

terieur des casernes, par des militants ouest-allemands. Il s'agit de sept soldats, dont un sous-officier du 44^e régiment de transmissions, et de six autres militaires du 8^e régiment d'infanterie, les deux casernes se trouvent à Landau. — (A.F.P.)

Le monde des affaires en pays de connaissance.

Air France permet aux hommes d'affaires voyageant vers l'étranger de gagner le temps nécessaire à s'adapter. Et leur rend, partout dans le monde, les services auxquels ils sont habitués.

• Réservations : Avion - Hôtel - Auto.

Les passagers qui désirent trouver à destination une voiture et une chambre d'hôtel peuvent, sur simple appel téléphonique, en faire la réservation en même temps que celle de leur billet d'avion.

• A bord : la France.

A bord d'Air France, le personnel parle français. Les repas et le service sont à la française, les programmes musicaux variés, les films étrangers doublés, et les journaux, français ou étrangers, ceux que l'on trouve chaque jour sur son bureau.

• Arrivée : trouver à qui parler.

Partout dans le monde, les passagers d'Air France sont

accueillis, dès l'arrivée, par un personnel parlant français. Toujours prêt à les renseigner et les aider.

• Service Affaires : le terrain préparé.

Le Service Affaires fonctionne dans les plus grands centres économiques mondiaux. Un interlocuteur désigné par Air France se met à la disposition des hommes d'affaires qui désirent obtenir des renseignements utiles sur les villes, des informations sur la vie économique du pays et une sélection d'adresses, notamment de bureaux de secrétariat et d'interprétariat.

• Club Service Plus : pour les grands voyageurs.

Destiné à ceux qui se déplacent sur Air France plus de 20 fois par an à l'étranger, le Club Service Plus offre aux hommes d'affaires des avantages qui leur permettent de voyager dans des conditions encore meilleures.

Pour mieux connaître le monde des affaires, adressez-vous à votre Agent de voyages ou à Air France, tél. 535.61.61.

EN COMPAGNIE D'AIR FRANCE

PLM AQUITANIA
pour son 25^{ème} hôtel
PLM choisit Bordeaux
Depuis le 1/10/76 le plus grand hôtel de Bordeaux est un PLM.
PLM-AQUITANIA - BORDEAUX-LE-LAC - Réservation Centrale Tél. 588.73.46 - Télex : 270.740

SOCIÉTÉ

POINT DE VUE

Les femmes sont-elles des incapables ?

par CÉLINE ROLIN (*)

DANS son « projet pour les femmes 1976-1981 », Mme Francoise Giroud, qui mettait à nu la « cruauté des lois civiles » à l'encontre des femmes, proposait tout aussitôt les mesures qui devaient, avant 1981, prendre la forme d'un décret ou d'un projet de loi. De ce large éventail englobant tout le vécu féminin, il apparaît que la femme n'est pas encore une personne sociale, car, par rapport à l'homme, tout un émiré, l'équivalence — terme préférable à l'égalité — ne lui permet pas de libre exercice de droits et de devoirs égaux. Dans notre société, que cela plaise ou non, dit-elle, l'argent sert d'étalon à la valeur. Or, comme l'épouse tient son statut social de l'époux, ainsi que sa subsistance, elle n'est pas en mesure d'édiger une véritable égalité si l'époux n'y consent pas.

L'abolition de toute hiérarchie dans les relations entre les époux exige donc une double réforme : d'une part, le régime matrimonial légal et d'autre part, l'autorité parentale. De fait, qu'en est-il actuellement ?

I. — Administrer avec nos maris les biens de notre ménage ?

La nouvelle communauté légale, c'est-à-dire celle des 85 % de Français qui se marient sans contrat, est passée, le 13 juillet 1965, d'une communauté dite de « meubles et d'acquêts » à une communauté « réduite aux acquêts », avec séparation des patrimoines propres. Chaque époux conserve la pleine propriété de ses biens, y compris ceux qu'il acquiert pendant le mariage, par successions, donations ou legs.

C'est là un progrès. Mais voici qu'apparaît une petite phrase sibylline, celle de l'article 1421, qui prévoit : « Le mari administre seul la communauté. Il peut disposer des biens communs, pourvu que ce soit sans fraude. » Disposant des biens communs ? Avons-nous réfléchi à la portée du terme ? Sans même parler de mensonge, si le mari ne sait pas gérer le patrimoine, s'il est un tannet époufê, et tout cela, bien entendu, sans mauvaise intention, c'est-à-dire sans fraude, qu'y pourrions-nous ? Et quand bien même il y aurait fraude, chacun sait que, lorsqu'on s'aperçoit de celle-ci, il est déjà trop tard. Alors ?

Alors nos maris administrent seuls, c'est-à-dire sans notre consentement, à notre insu bien souvent, je dis bien administrer et non pas vendre (avant la réforme de 1965, ils pouvaient impunément vendre les immeubles, fonds de commerce, terrains, etc., avant même que nous ayons eu le temps d'ouvrir un œil sur tous les biens, tant meubles qu'immeubles, que nous aurons acquis pendant notre mariage, tant avec le produit de notre travail qu'avec le leur.

II. — Gérer les biens de nos enfants mineurs ?

Ils vont administrer également tous les fruits et revenus de nos biens personnels, que l'on désigne sous le nom d'acquêts, et qui tombent automatiquement dans la communauté. Nous réagissons ? Il nous faudrait alors porter l'affaire devant le président du tribunal de grande instance afin d'obtenir la nomination d'un administrateur. Pre-

mier pas, sans doute, avant la désintégration de la communauté.

Il en va de même pour ce qui touche les biens de nos enfants mineurs, car le Code civil déclare : « Art. 382. — Si l'autorité parentale, est désormais exercée en commun par les deux parents, le père est l'administrateur légal. »

Cependant, comme il était difficile d'évincer totalement la mère, à qui la loi du 4 juin 1970 venait d'octroyer un pouvoir légal d'éducation sur ses enfants, on lui a concédé de demeurer auprès de son époux la conseil- lère, l'inspiratrice, à condition, bien entendu, que ledit époux soit consentant. C'est ainsi que, de façon très ambiguë au reste, l'article 382-5 précise :

« Dans l'administration légale, pure et simple, l'administrateur accom- pte, avec le consentement de son conjoint, les actes qu'un tuteur ne pourrait faire qu'avec l'autorisation de la famille. » Et si le conjoint ne consent pas ? La loi lui permet alors de passer outre.

Certes, la loi du 11 juillet 1975 portant réforme du divorce a étendu cette hégémonie du père, en instituant une sorte de pouvoir délégué permettant à la mère d'effectuer cer- tains actes de gestion courants (retrait, par exemple, sur un livret de caisse d'épargne). Toutefois, la loi n'a pas encore donné à la femme des pouvoirs de gestion propres sur les biens de ses enfants mineurs. Examinons les faits.

Même du vivant de ses parents, un enfant mineur peut posséder des biens en propre (legs, héritage, capital versé à la suite d'un acci- dent, fruits de son travail, etc.). C'est donc le père, autrement dit l'administrateur légal, qui va être chargé de la gestion. Non seule- ment il gère les biens de ses enfants mineurs, en encaisse les revenus, mais il est dispensé d'en rendre compte. Seul, il peut accomplir les actes suivants :

— Souscrire les assurances, répa- rer et entretenir les immeubles, exploiter les biens du mineur, pas- ser les baux dont la durée n'excède pas neuf ans, exécuter tous actes d'administration portant sur les valeurs mobilières.

L'administrateur légal peut payer les dettes du mineur sans autori- sation, faire les déclarations fiscales pour son compte, accepter seule une succession, une donation, introduire seul une action relative aux droits patrimoniaux du mineur : seul, il peut aliéner les meubles d'usage courant ainsi que les biens ayant le caractère de fruits.

De la même façon il pourra vendre les meubles d'usage courant à l'ex- ception des meubles précieux.

La réception des capitaux et des revenus du mineur est encore le fait du père. L'administrateur légal a seul qualité pour en encaisser les revenus. Il perçoit les revenus de ses enfants mineurs et en dispose librement sans avoir à justifier de leur emploi. Et ce jusqu'à ce que lesdits enfants aient atteint l'âge de seize ans.

De plus, cette jouissance légale des revenus des biens des enfants mi- neurs peut également porter sur les fruits de leur travail ou sur les biens qui leur sont légués.

Et si l'administrateur légal abuse de ses droits ? La loi déclare que si le père a agi seul, il est seul respon- sable. Ce qui donne bien la preuve de l'illusion du concours de la mère. Si toutefois l'épouse a donné son consentement aux actes qui se sont

révés préjudiciables au mineur, les deux époux sont solidairement res- ponsables. Ainsi, par exemple, serait nulle la vente d'un meuble de prix ou de valeurs mobilières appartenant au mineur, réalisée par l'administra- teur, légal sans l'autorisation du juge des tutelles. En réalité, cette nullité n'est que relative. Elle ne devient efficace que si le mineur, devenu entre-temps majeur, exerce son action en nullité. A compter du jour où le mineur a atteint sa majorité ou a été émancipé, la prescription est de cinq ans.

Que vont devenir les actes irrégu- lièrement passés par le gestionnaire ? Pour en faire prononcer l'annulation, le mineur, devenu majeur, devra faire la preuve de l'existence d'une lésion. Peu d'enfants, devenus majeurs, osent intervenir contre l'auteur de leurs jours. De plus, l'administrateur légal n'encourt aucune responsabilité pé- nale, même s'il a détourné à son pro- fit ou dissipé les biens de ses en- fants mineurs. En effet, les parents jouissent, en regard de leurs enfants, d'une immunité qui empêche toute poursuite pour vol ou escroquerie.

En tout cela, bien entendu, la mère est absente.

III. — Renoncer à une communauté déficitaire ?

Vient l'heure des comptes. Sépara- tion de biens. Divorce. Partage de la communauté. Les chancelleries servent de vue ses finances. A ce moment crucial le projet de loi qui sort du tournoi parlementaire de 1985 prive maintenant la femme de ses garanties privilégiées. Elle n'a plus le droit de renoncer à la communauté, si obérée qu'elle la trouve à l'issue des pou- voirs du mari. Engagée définitivement par la communauté, la femme qui se sépare ou divorce en emporte, pour moitié, le passif. Alors que ce passif, nous l'avons amplement démontré, reste en fait l'œuvre de l'homme. Mais il y a plus.

La loi continue, par ses dettes contractuelles, à engager la commu- nauté (art. 1413). La femme, sauf quelques exceptions, n'engage par ses contrats qu'elle-même (art. 1415). Ainsi, lorsque se liquide le régime, la réforme dispense le mari de contri- buer aux dettes de sa femme, tandis qu'elle oblige la femme à payer par moitié les dettes du mari. Et cela définitivement (art. 1463). Tel est le sens pratique de la disposition du droit que la femme avait auparavant de renoncer à la communauté.

Ainsi la double inégalité entre époux que la réforme introduit dans l'actif et le passif de la communauté pour- rait s'apparenter à un marché de dupes. Égale passivement à son mari dans les responsabilités, la femme est mise à la merci du mari qui s'endette. Soulignons donc que soient vite supprimés les articles 1414 et 1415. Ce que proposait Mme Giroud.

IV. — Surveiller le portefeuille bancaire ?

Mais le fin fond de l'iniquité, cette fois, nous y sommes. Toute liberté reste à nos maris, comme par le passé, pour négocier à notre insu les valeurs mobilières (titres, actions, obligations, parts de sociétés, etc.). Le compte qu'ils ont en banque, ali- menté chaque mois par les soins de leur employeur et sur lequel ils dé-

posent ou retirent à leur gré, nous bien leur argent personnel que les économies du ménage, est à leur nom. (N'oublions pas que, même s'ils nous donnent procuration, celle-ci peut nous être retirée, sans que nous le sachions, d'une minute à l'autre.) Le coffre qu'ils ont tous, avec son unique clé, peut se vider à notre insu. Toutes les économies du mé- nage peuvent ainsi filer à l'anglaise.

V. — Le dernier bastion : l'argent

Dans la lutte pour l'égalité nous avons conquis, ou on nous a donné, de bonne grâce parfois, il faut bien l'admettre, une certaine parité dont nous sommes fières. Or, si nous y regardons de près, la plupart des éga- lités conquises, arrachées ou même données reviennent, presque toujours, un aspect psychologique. On nous donne le droit d'être des épouses à part entière, on nous donne des res- ponsabilités — là, beaucoup ! — on nous rend l'honneur d'être mères, il n'y a qu'une seule chose qu'on refuse de nous donner, ou même de nous laisser toucher : le porte-monnaie.

En effet, comme nous l'avons consti- tée, nos quatre incapacités majeu- res : impossibilité de gérer les biens communs du ménage, impossibilité d'administrer les biens de nos en- fants, impossibilité de renoncer à une communauté criblée de dettes et enfin impossibilité où nous sommes de surveiller le portefeuille bancaire, re- viennent uniquement de questions éco- nomiques. Bref, comme nous paye- rions, on nous rend tout. L'in- dépendance morale et psychologique, la liberté de nos corps, l'honneur, les responsabilités, mais on nous interdit, faute de moyens financiers, l'éman- cipation économique. L'argent, nerf de la guerre, demeure un bastion masculin.

VI. — Quel faire ?

Les réformes nécessaires pour don- ner à la femme mariée la pleine ca- pacité juridique et sociale — outre le fait qu'une réforme du droit positif devrait avoir pour objet l'établisse- ment d'un nom qui ne soit plus unique, le nom du père en l'occu- rence — devraient être notamment :

— Instituer pour les biens com- muns une véritable cession. Dans ce cas il n'y aurait plus de distinc- tion entre les biens réservés et les biens communs. Tous les biens acquis pendant le mariage et les revenus des biens propres à chaque époux se- raient des biens communs que les deux époux gèreraient ensemble avec des pouvoirs identiques.

— En ce qui concerne les biens des enfants, même cession donnant à chaque parent des pouvoirs rigou- reusement égaux.

— Créer des valeurs mobilières, aucunes valeurs ne pourrait avoir lieu sans l'accord et la signature de l'époux et de l'épouse.

Si ces mesures étaient votées, la femme, devenue en droit l'égal de l'homme, devant son mari, ses en- fants et les tiers, devrait avoir des droits égaux devant l'Etat et devant le fisc. C'est une condition de son accès total à la vie juridique et même sociale.

Il conviendrait alors que le fero- cisme neutre à l'égard du mariage en donnant aux conjoints le choix entre une imposition séparée et une imposi- tion commune.

Dans ce dernier cas il conviendrait de rendre la double signature obli- gatoire sur la déclaration de revenus, d'informer la femme qu'elle est soli- daire des dettes de son mari et qu'elle dispose d'un recours adminis- tratif et contentieux contre les im- positions établies au nom de son mari (un arrêt du Conseil d'Etat en fait jurisprudence).

Lorsque viendront en discussion au Parlement ces projets pour les fem- mes, allons-nous nous trouver devant des rangs serrés d'opposants hurlant, comme cela s'est vu lors de la ré- forme des régimes matrimoniaux :

« La famille a besoin d'un chef » ? N'anticipons pas. Beaucoup d'hom- mes de 1976, et non des moindres, non pas des anciens mais des hom- mes jeunes, ne peuvent admettre que la femme obtienne la parité sur le plan économique. Et d'ores et déjà, sechons-les, ils prennent les devants.

* Ecrivain et journaliste.

APRÈS UN LONG SILENCE A L'ÉPOQUE FRANQUIST

Les mouvements féministes apparaissent au grand jour en Espagne

De notre correspondant

Madrid. — La condamnation à sept mois de prison, mercredi 24 novembre, d'une femme adultère a coïncidé avec la manifestation organi- sée à Madrid par la Plata- forme des associations fémi- nistes. Les manifestantes, qui demandaient la suppression du délit d'adultère, la libé- ration de l'avortement et la liberté de vente des contra- ceptifs, ont été dispersées par la police.

Les femmes espagnoles ont pris conscience de la possi- bilité qui s'offre à elles de lutter pour leurs droits dans le cadre d'un régime démocratique.

A l'époque franquiste, la femme espagnole était éduquée exclusi- vement pour tenir son rôle au foyer. En 1940, peu après la fin de la guerre civile, la section féminine de la Phalange prit en charge cette éducation aussi bien politi- quement que socialement. Une sorte de catéchisme édité alors affirmait notamment : « Nous devons élever la femme à son travail quotidien, à ses enfants, à sa cuisine, à sa couture, à son jardin. Nous devons faire en sorte que la femme trouve la route au travail et l'homme tout son repos. »

Dans les années 60, du fait de la croissance industrielle, les femmes durent en grand nombre se consacrer à un travail salarié. C'est alors que fut promulguée la loi sur les droits de la femme, qui assurait à celle-ci une certaine égalité avec l'homme sur le plan juridique, social et politique. Mais cette loi, toujours en vigueur, n'empêche ni les discriminations salariales (les femmes sont payées environ 20 % de moins que les hommes) ni le retard culturel, (deux fois plus de femmes anal- phabètes que d'hommes).

An début des années 70, appa- rurent les premiers mouvements féministes, qui aboutirent en 1975 (à un été « international de la femme ») à un document commun, présenté par diverses organisa- tions, depuis l'Association des femmes séparées légalement jus- qu'à la Jeunesse ouvrière d'actions catholiques, et qui affirmait : « La libération de la femme dans le monde passe par un changement de structures et de mentalités qui

modifie la relation entre la femme et l'homme. En Espagne, ce suppose également la nécessité de parvenir à la démocratie. »

An cours des premiers mois 1976, ces mouvements clandestins et minoritaires se sont manifestés publiquement. Les principaux se- ront le Mouvement démocratique de la femme, le Front de libé- ration de la femme, le Collectif féminin et l'Association démocratique de la femme.

Le Mouvement démocratique de la femme regroupe des mi- nistres appartenant à différentes classes sociales, et de croyances et idéologies diverses. Son bulletin mensuel affirme que la seule doit être l'œuvre des fem- mes-mêmes et que la démocratie est aujourd'hui une revendication politiquement et objectivement féministe.

Le Front de libération de la femme est un groupement au- tonome pour lequel les fem- mes « en tant que groupe spécifique ment opprimé, doivent, prend- re l'initiative de la lutte ». Le Front admet la double appor- tance (qui permet une action au sein d'un parti politique, d'exemple), et considère que : « L'émancipation de la femme est une tâche de tous les opprimés, concrètement à ceux de la classe ouvrière. »

Le Collectif féministe est plus radical de tous les mou- vements. Il considère le féminisme comme une idéologie « qui tire que la transformation de la société ». Il n'admet pas la double appartenance, car il aspire à devenir un parti politique, déclare « anti-capitaliste et anti- nationaliste », et préconise « l'organisation politique des fem- mes selon une ligne politique prop- re ».

L'Association démocratique de la femme admet la double appartenance, mais se pro- clame autonome et déclare « lutter » la libération de la femme « à des fins politiques, sociales, économiques », et préconise « l'organisation politique des fem- mes selon une ligne politique prop- re ».

JOSÉ-ANTONIO NOVAES

Dix mille Italiennes dans les rues de Rome pour protester

« contre la violence masculine »

De notre correspondant

Rome. — Pour dénoncer la « violence masculine », près de dix mille femmes ont défilé dans les rues de Rome le samedi 27 no- vembre. C'était, de l'avis général, la manifestation la plus impor- tante et la plus originale organi- sée jusqu'à présent en Italie par les mouvements féministes. Ceux-ci s'affirment de plus en plus, malgré leurs divisions, comme une force politique avec laquelle il faut compter.

Armées de pancartes, mais aussi de tambourins, de fleurs en papier et de cierges, déguisées en polichinelles ou en prostituées, les protestataires venaient d'abord dénoncer l'insécurité nocturne des rues. « Le soir nous pleurons, chan- talent-elles, nous voulons sortir en paix. » Mais la manifestation devait s'élargir à toutes les formes de violence dont les femmes sont l'objet : sexuelles, psychologiques, économiques, institutionnelles et privées. « Le viol est seulement le facteur le plus évident, crièrent les pancartes. Nous subissons la violence quotidiennement. » Pour

mieux la dénoncer, certaines manifestantes ont brisé la vitre d'un magasin de vêtements et ont jeté à la poubelle les murs d'un club. Les passants de l'autre qui voulaient se joindre à la manifestation ont été vivement réprimandés : « Médus, ne restez pas à regarder, à la maison, à des assistées à l'air... »

Au même moment avait lieu Rome une conférence nationale sur le travail féminin. Le pré- sident du conseil, M. Ciriaco De- mottio, y a annoncé le prochain dépôt d'un projet de loi qui mettrait les deux sexes à égal- ité du moins sur le papier. Il en est encore très loin des entreprises. Non seulement les femmes sont moins payées, mais elles perdent de plus en plus le emploi, étant les premières à l'objet : sexuelles, psychologiques, économiques, institutionnelles et privées. « Le viol est seulement le facteur le plus évident, crièrent les pancartes. Nous subissons la violence quotidiennement. » Pour

Lentilles de contact miniflexibles.

Encore plus petites. Plus légères. Plus douces.

A la gamme de ses lentilles de contact spéciales pour yeux sensibles, YSOPTIC vient d'ajouter les miniflexibles : flexibles en raison de leur extrême minceur, ces miniflexibles au contact très doux sont agréables à porter et totalement invisibles pour votre entourage. Si vous êtes encore réticent ou si vous avez dû renoncer à porter d'autres modèles de lentilles, venez les essayer. Gratuitement. Il y a de grandes chances pour qu'elles vous conviennent.

Informez-vous chez : YSOPTIC 80, Bd Malesherbes - 75008 PARIS Tél. : 522.15.52 Documentation et liste des correspondants française et étrangère sur demande.

CADEAUX :
PROUVEZ LUI QUE VOUS LE CONNAISSEZ BIEN.

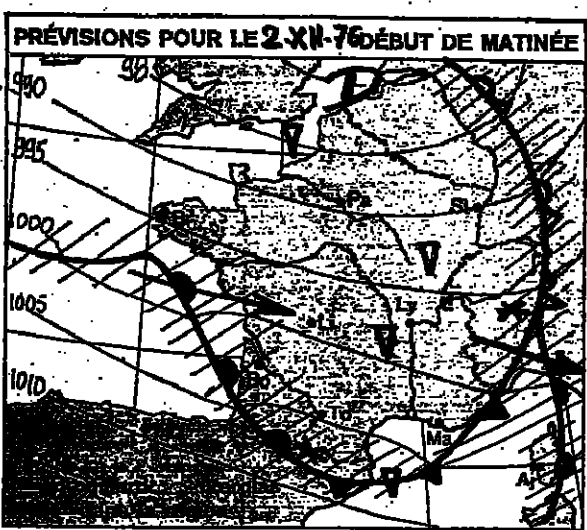
LA RUE DE PROVENCE
ETAIT LA RUE DE
L'ARGENTERIE
BIJOUX
La tradition se perpétue...
HENRI HERMANN
au n° 48
VENTE, ACHAT - NEUF, OCCASION

هكذا من الأهل

MÉTÉOROLOGIE

Journal officiel

MOTS CROISÉS



Evolution probable du temps en France entre le mercredi 1^{er} décembre à 9 heures et le jeudi 2^e décembre à 9 heures.

Le très rapide courant océanique persistera sur l'Europe occidentale. Les différentes perturbations de ce courant s'écouleront encore la France, mais, à la vitesse à laquelle elles circulent, il est difficile de prévoir avec précision leur passage.

Jeudi, le temps restera assez médiocre sur la France, avec des pluies passagères ou des averses. Ces précipitations, qui seront parfois assez abondantes, seront sur la moitié sud, se produiront sous forme de neige en moyenne et haute montagne. De courtes secousses sépareront les passages pluvieux.

Dans l'ensemble, les vents s'orienteront au secteur ouest; ils seront, à part de courtes secousses, assez forts en général et forts sur les côtes, pouvant donner par moments des rafales atteignant la tempête.

Les températures varieront peu. On notera cependant des baisses temporaires dans les régions où se produiront des éclaircies matinales.

Mardi 1^{er} décembre, à 7 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris-Le Bourget, de 997,5 millibars, soit 744,2 millibars de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 30 novembre le second, le minimum de la nuit du 30 novembre au 1^{er} décembre): Ajaccio, 17 et 10 degrés; Biarritz, 16

et 12; Bordeaux, 14 et 8; Brest, 13 et 6; Caen, 14 et 3; Cherbourg, 12 et 2; Clermont-Ferrand, 14 et 7; Dijon, 10 et 6; Grenoble, 12 et 8; Lille, 12 et 2; Lyon, 12 et 8; Marseille, 15 et 10; Nancy, 11 et 5; Nantes, 14 et 7; Nice, 16 et 9; Paris-Le Bourget, 14 et 3; Pau, 18 et 10; Perpignan, 17 et 7; Rennes, 14 et 8; Strasbourg, 13 et 6; Tours, 13 et 7; Toulouse, 14 et 8; Pointe-à-Pitre, 20 et 22.

Températures relevées à l'étranger: Alger, 17 et 6 degrés; Amsterdam, 11 et 3; Athènes, 14 et 5; Berlin, 9 et 3; Bonn, 13 et 4; Bruxelles, 12 et 3; Casablanca, 21 et 18; Copenhague, 7 et 6; Genève, 12 et 7; Lisbonne, 15 et 9; Londres, 9 et 0; Madrid, 7 et 1; Moscou, 2 et 2; New-York, -3 et -7; Palma-de-Majorque, 17 et 10; Rome, 15 et 10; Stockholm, 6 et 0; Téhéran, 11 et -2.

Sont publiés au Journal officiel du 1^{er} décembre 1976 :

DES DECRETS

● Relatif aux attributions du ministre de la qualité de la vie;

● Relatif à l'exploitation du droit de pêche de l'Etat dans les eaux du domaine public fluvial;

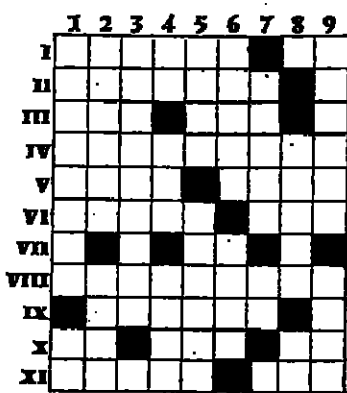
● Modifiant le décret n° 73-311 du 14 mars 1973 fixant les dispositions applicables aux personnels scientifiques des laboratoires et centres de recherche de l'Ecole polytechnique;

● Modifiant le décret n° 73-312 du 14 mars 1973 fixant les dispositions applicables aux personnels techniques des laboratoires et centres de recherche de l'Ecole polytechnique;

● Relatif à la mise sous protection judiciaire;

● Modifiant le décret n° 67-472 du 20 juin 1967 portant statut particuliers des greffiers en chef et des secrétaires-greffiers des cours et tribunaux.

PROBLEME N° 1627



HORIZONTALEMENT

I. Risque gros quand il est franc; Note. — II. Déchirent à belles dents. — III. Facilement franchis par des lièvres; Plante. — IV. Des personnes qui vous touchent de près. — V. Prénom étranger; Etat. — VI. Ville créature; Assez piquant quand il est frais. — VII. Eléments d'une constitution. — VIII. Particuliers. — IX. Point élevé. — X. Saint; Issus; Objet d'adoration. — XI. Mûrissent parfois très long-

temps avant que de s'épanouir; Terme de sport.

VERTICALEMENT

I. Arrêts de rigueur; Grecque. — II. Ne sait que ramper; Se mène coûte cher. — III. Sont durs à encaisser. — IV. En sole; Direction; Circonstance biblique. — V. Nacrosse donc pas; Signes conventionnels. — VI. Donne un surcroît de travail aux troupes; Mesures. — VII. Coule en Italie; Prénom épilé. — VIII. Se montre éblouissant; Terme musical. — IX. Diminuer de volume; Se dresse à Jérusalem.

Solution du problème n° 1626

Horizontalement

I. Empire; St. — II. Sottisier. — III. Fu; Odes. — IV. Erins. — V. Rac; Vous. — VI. Nalveté. — VII. Troène. — VIII. Réeditera. — IX. Es; Esail. — X. Anis; IC. — XI. Route; Ide.

Verticalement

I. Ester; Réer. — II. Mourantes. — III. Ft; Icax; Au. — IV. Iton. — V. Iodent. — VI. Rids; Vei; Ia. — VII. ESE; Ventes. — VIII. Is; Oées. — IX. Se; Rue; Raid. — X. Trias; Sauce.

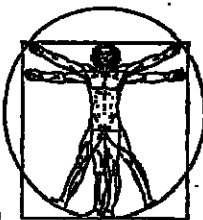
GUY BROUTY.

UN REMPLACEMENT? DU RENFORT? NOUS ARRIVONS!



...ET NOUS PARTONS QUAND LE TRAVAIL EST FAIT.

MANPOWER



Colin Gifford Paris

Circulation

MONTBELLARD-MULHOUSE PAR AUTOROUTE

La liaison par autoroute entre Montbéliard-Belfort et Mulhouse (50 kilomètres) est ouverte en totalité ce mercredi 1^{er} décembre. Une dernière section entre Buzenhardt et Lutterbach (6 kilomètres), aux portes de Mulhouse, vient en effet d'être mise en service.

Montbéliard-Mulhouse constitue la partie est de l'autoroute A 36 Beaune-Mulhouse, dont une première section Montbéliard-Belfort, longue de 15 kilomètres, a été mise en service sans péage en février 1974.

L'autoroute A 36 (217 kilomètres) sera entièrement terminée en 1979. Elle permettra de relier l'Europe du Nord à la Méditerranée et constituera une des liaisons trans-européennes qui compléteront le réseau autoroutier français, jusqu'à maintenant très centré sur Paris.

P. T. T.

● Téléphone automatique avec l'ensemble de l'Italie. — Les relations automatiques offertes aux abonnés de Paris et de la région parisienne avec l'Italie sont étendues à l'ensemble du territoire italien, à l'exception de la Sicile. Pour obtenir leurs correspondants italiens, les abonnés de la région parisienne doivent composer le 19, puis, après audition de la deuxième tonalité, le 33 suivi du numéro national de l'abonné demandé, qui se compose de l'indicatif de la zone automatique à laquelle il est rattaché, du numéro d'appel, qui comporte cinq, six ou sept chiffres.

Les communications ainsi obtenues sont taxées selon le système des impulsions périodiques, chaque impulsion correspondant à la perception d'une taxe de base de 0,35 francs. L'intervalle de temps séparant deux impulsions consécutives est fixé à 7 ou 9,5 secondes, suivant la zone dans laquelle est situé l'abonné demandé.

● Changements de numéros d'appel. — Pour obtenir leurs correspondants bulgares et luxembourgeois, les abonnés français au télex doivent composer de nouveaux codes d'appel. Le numéro de la Bulgarie devient le 067-000 (au lieu de 068-000) et celui du Luxembourg le 049-000 (au lieu de 069-000).

(Publicité)

SUPER SEARCH

peut vous aider à trouver un emploi en France

Ecrire en joignant 3 timbres à 1 F pour envoi documentation SUPER SEARCH, Département DI, B.P. 182 07 - 93200 Paris Cédex 07.

CARNET

Naissances

M. et Mme Claude Girard, Anne-Sophie, Pierre-Roland, ont la joie d'annoncer la naissance de Marie-Pascal, 4, rue du Maréchal-Joffre, 27 Breteuil.

M. et Mme Raymond Ruppert, M. et Mme Jacques Deschamps, ont la joie d'annoncer la naissance de leur petit-fils, Damien Ruppert, fils de Jean et Madeleine, née Deschamps, le 5 juillet, et Justine Ruppert, fille de Jean et Madeleine, née Deschamps, le 15 novembre.

M. et Mme Jean-Claude Decaux, Jean-François et Jean-Charles, ont la joie d'annoncer la naissance de Jean-Sébastien, vendredi 26 novembre 1976.

M. et Mme Jean-Louis Leger, ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils, Jean-Louis, 53, avenue du Maréchal-Lyautey, Paris-16.

M. Vincent Loret et Mme, née Annick Declot, ont la joie d'annoncer la naissance de Jérôme, Saint-Cloud, le 19 novembre 1976.

M. Patrice Rast Madoux et Mme, née Martine Thomas, ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils, Wandrille, vendredi 19 novembre 1976.

M. et Mme Jean-Louis Leger, ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils, Jean-Louis, 53, avenue du Maréchal-Lyautey, Paris-16.

Adoptions

M. et Mme Jean-Louis Leger, ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils, Jean-Louis, 53, avenue du Maréchal-Lyautey, Paris-16.

Décès

M. et Mme Jean-Louis Leger, ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils, Jean-Louis, 53, avenue du Maréchal-Lyautey, Paris-16.

M. et Mme Jean-Louis Leger, ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils, Jean-Louis, 53, avenue du Maréchal-Lyautey, Paris-16.

M. et Mme Jean-Louis Leger, ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils, Jean-Louis, 53, avenue du Maréchal-Lyautey, Paris-16.

M. et Mme Jean-Louis Leger, ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils, Jean-Louis, 53, avenue du Maréchal-Lyautey, Paris-16.

M. et Mme Jean-Louis Leger, ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils, Jean-Louis, 53, avenue du Maréchal-Lyautey, Paris-16.

M. et Mme Jean-Louis Leger, ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils, Jean-Louis, 53, avenue du Maréchal-Lyautey, Paris-16.

M. et Mme Jean-Louis Leger, ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils, Jean-Louis, 53, avenue du Maréchal-Lyautey, Paris-16.

M. et Mme Jean-Louis Leger, ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils, Jean-Louis, 53, avenue du Maréchal-Lyautey, Paris-16.

M. et Mme Jean-Louis Leger, ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils, Jean-Louis, 53, avenue du Maréchal-Lyautey, Paris-16.

M. et Mme Jean-Louis Leger, ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils, Jean-Louis, 53, avenue du Maréchal-Lyautey, Paris-16.

M. et Mme Jean-Louis Leger, ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils, Jean-Louis, 53, avenue du Maréchal-Lyautey, Paris-16.

M. et Mme Jean-Louis Leger, ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils, Jean-Louis, 53, avenue du Maréchal-Lyautey, Paris-16.

M. et Mme Jean-Louis Leger, ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils, Jean-Louis, 53, avenue du Maréchal-Lyautey, Paris-16.

M. et Mme Jean-Louis Leger, ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils, Jean-Louis, 53, avenue du Maréchal-Lyautey, Paris-16.

M. et Mme Jean-Louis Leger, ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils, Jean-Louis, 53, avenue du Maréchal-Lyautey, Paris-16.

M. et Mme Jean-Louis Leger, ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils, Jean-Louis, 53, avenue du Maréchal-Lyautey, Paris-16.

M. et Mme Jean-Louis Leger, ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils, Jean-Louis, 53, avenue du Maréchal-Lyautey, Paris-16.

M. et Mme Jean-Louis Leger, ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils, Jean-Louis, 53, avenue du Maréchal-Lyautey, Paris-16.

M. et Mme Jean-Louis Leger, ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils, Jean-Louis, 53, avenue du Maréchal-Lyautey, Paris-16.

M. et Mme Jean-Louis Leger, ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils, Jean-Louis, 53, avenue du Maréchal-Lyautey, Paris-16.

M. et Mme Jean-Louis Leger, ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils, Jean-Louis, 53, avenue du Maréchal-Lyautey, Paris-16.

M. et Mme Jean-Louis Leger, ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils, Jean-Louis, 53, avenue du Maréchal-Lyautey, Paris-16.

M. et Mme Jean-Louis Leger, ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils, Jean-Louis, 53, avenue du Maréchal-Lyautey, Paris-16.

M. et Mme Jean-Louis Leger, ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils, Jean-Louis, 53, avenue du Maréchal-Lyautey, Paris-16.

M. et Mme Jean-Louis Leger, ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils, Jean-Louis, 53, avenue du Maréchal-Lyautey, Paris-16.

M. et Mme Jean-Louis Leger, ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils, Jean-Louis, 53, avenue du Maréchal-Lyautey, Paris-16.

M. et Mme Jean-Louis Leger, ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils, Jean-Louis, 53, avenue du Maréchal-Lyautey, Paris-16.

M. et Mme Jean-Louis Leger, ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils, Jean-Louis, 53, avenue du Maréchal-Lyautey, Paris-16.

M. et Mme Jean-Louis Leger, ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils, Jean-Louis, 53, avenue du Maréchal-Lyautey, Paris-16.

M. et Mme Jean-Louis Leger, ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils, Jean-Louis, 53, avenue du Maréchal-Lyautey, Paris-16.

M. et Mme Jean-Louis Leger, ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils, Jean-Louis, 53, avenue du Maréchal-Lyautey, Paris-16.

M. et Mme Jean-Louis Leger, ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils, Jean-Louis, 53, avenue du Maréchal-Lyautey, Paris-16.

M. et Mme Jean-Louis Leger, ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils, Jean-Louis, 53, avenue du Maréchal-Lyautey, Paris-16.

M. et Mme Jean-Louis Leger, ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils, Jean-Louis, 53, avenue du Maréchal-Lyautey, Paris-16.

M. et Mme Jean-Louis Leger, ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils, Jean-Louis, 53, avenue du Maréchal-Lyautey, Paris-16.

M. et Mme Jean-Louis Leger, ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils, Jean-Louis, 53, avenue du Maréchal-Lyautey, Paris-16.

M. et Mme Jean-Louis Leger, ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils, Jean-Louis, 53, avenue du Maréchal-Lyautey, Paris-16.

M. et Mme Jean-Louis Leger, ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils, Jean-Louis, 53, avenue du Maréchal-Lyautey, Paris-16.

M. et Mme Jean-Louis Leger, ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils, Jean-Louis, 53, avenue du Maréchal-Lyautey, Paris-16.

M. et Mme Jean-Louis Leger, ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils, Jean-Louis, 53, avenue du Maréchal-Lyautey, Paris-16.

M. et Mme Jean-Louis Leger, ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils, Jean-Louis, 53, avenue du Maréchal-Lyautey, Paris-16.

M. et Mme Jean-Louis Leger, ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils, Jean-Louis, 53, avenue du Maréchal-Lyautey, Paris-16.

M. et Mme Jean-Louis Leger, ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils, Jean-Louis, 53, avenue du Maréchal-Lyautey, Paris-16.

M. et Mme Jean-Louis Leger, ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils, Jean-Louis, 53, avenue du Maréchal-Lyautey, Paris-16.

M. et Mme Jean-Louis Leger, ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils, Jean-Louis, 53, avenue du Maréchal-Lyautey, Paris-16.

M. et Mme Jean-Louis Leger, ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils, Jean-Louis, 53, avenue du Maréchal-Lyautey, Paris-16.

M. et Mme Jean-Louis Leger, ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils, Jean-Louis, 53, avenue du Maréchal-Lyautey, Paris-16.

M. et Mme Jean-Louis Leger, ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils, Jean-Louis, 53, avenue du Maréchal-Lyautey, Paris-16.

M. et Mme Jean-Louis Leger, ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils, Jean-Louis, 53, avenue du Maréchal-Lyautey, Paris-16.

M. et Mme Jean-Louis Leger, ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils, Jean-Louis, 53, avenue du Maréchal-Lyautey, Paris-16.

M. et Mme Jean-Louis Leger, ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils, Jean-Louis, 53, avenue du Maréchal-Lyautey, Paris-16.

M. et Mme Jean-Louis Leger, ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils, Jean-Louis, 53, avenue du Maréchal-Lyautey, Paris-16.

M. et Mme Jean-Louis Leger, ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils, Jean-Louis, 53, avenue du Maréchal-Lyautey, Paris-16.

M. et Mme Jean-Louis Leger, ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils, Jean-Louis, 53, avenue du Maréchal-Lyautey, Paris-16.

M. et Mme Jean-Louis Leger, ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils, Jean-Louis, 53, avenue du Maréchal-Lyautey, Paris-16.

M. et Mme Jean-Louis Leger, ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils, Jean-Louis, 53, avenue du Maréchal-Lyautey, Paris-16.

M. et Mme Jean-Louis Leger, ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils, Jean-Louis, 53, avenue du Maréchal-Lyautey, Paris-16.

M. et Mme Jean-Louis Leger, ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils, Jean-Louis, 53, avenue du Maréchal-Lyautey, Paris-16.

M. et Mme Jean-Louis Leger, ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils, Jean-Louis, 53, avenue du Maréchal-Lyautey, Paris-16.

M. et Mme Jean-Louis Leger, ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils, Jean-Louis, 53, avenue du Maréchal-Lyautey, Paris-16.

M. et Mme Jean-Louis Leger, ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils, Jean-Louis, 53, avenue du Maréchal-Lyautey, Paris-16.

M. et Mme Jean-Louis Leger, ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils, Jean-Louis, 53, avenue du Maréchal-Lyautey, Paris-16.

M. et Mme Jean-Louis Leger, ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils, Jean-Louis, 53, avenue du Maréchal-Lyautey, Paris-16.

M. et Mme Jean-Louis Leger, ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils, Jean-Louis, 53, avenue du Maréchal-Lyautey, Paris-16.

M. et Mme Jean-Louis Leger, ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils, Jean-Louis, 53, avenue du Maréchal-Lyautey, Paris-16.

M. et Mme Jean-Louis Leger, ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils, Jean-Louis, 53, avenue du Maréchal-Lyautey, Paris-16.

M. et Mme Jean-Louis Leger, ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils, Jean-Louis, 53, avenue du Maréchal-Lyautey, Paris-16.

M. et Mme Jean-Louis Leger, ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils, Jean-Louis, 53, avenue du Maréchal-Lyautey, Paris-16.

M. et Mme Jean-Louis Leger, ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils, Jean-Louis, 53, avenue du Maréchal-Lyautey, Paris-16.

M. et Mme Jean-Louis Leger, ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils, Jean-Louis, 53, avenue du Maréchal-Lyautey, Paris-16.

M. et Mme Jean-Louis Leger, ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils, Jean-Louis, 53, avenue du Maréchal-Lyautey, Paris-16.

M. et Mme Jean-Louis Leger, ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils, Jean-Louis, 53, avenue du Maréchal-Lyautey, Paris-16.

M. et Mme Jean-Louis Leger, ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils, Jean-Louis, 53, avenue du Maréchal-Lyautey, Paris-16.

Messes anniversaires

Pour le premier anniversaire du décès de Son Excellence M. l'ambassadeur Antoine FRANGILLIS, secrétaire général de l'Académie diplomatique internationale, un service religieux sera célébré à son intention, le 3 décembre, à 11 heures, en l'église orthodoxe grecque, 7, rue Georges-Séclès, Paris (16^e).

Pour le cinquantième anniversaire du décès de M. GILLES LAUREAU, inspecteur général (R) des monuments historiques et des sites, rappelés à Dieu le 17 septembre 1976, sera célébré le samedi 4 décembre, à 9 heures, en l'église Saint-Thomas, 23, rue de Saint-Thomas, Paris (9^e).

Une messe pour le repos de l'âme de M. René FLANCHENAU, inspecteur général (R) des monuments historiques et des sites, rappelés à Dieu le 17 septembre 1976, sera célébrée le samedi 4 décembre, à 9 heures, en l'église Saint-Thomas, 23, rue de Saint-Thomas, Paris (9^e).

Une messe pour le repos de l'âme de M. René FLANCHENAU, inspecteur général (R) des monuments historiques et des sites, rappelés à Dieu le 17 septembre 1976, sera célébrée le samedi 4 décembre, à 9 heures, en l'église Saint-Thomas, 23, rue de Saint-Thomas, Paris (9^e).

Une messe pour le repos de l'âme de M. René FLANCHENAU, inspecteur général (R) des monuments historiques et des sites, rappelés à Dieu le 17 septembre 1976, sera célébrée le samedi 4 décembre, à 9 heures, en l'église Saint-Thomas, 23, rue de Saint-Thomas, Paris (9^e).

Une messe pour le repos de l'âme de M. René FLANCHENAU, inspecteur général (R) des monuments historiques et des sites, rappelés à Dieu le 17 septembre 1976, sera célébrée le samedi 4 décembre, à 9 heures, en l'église Saint-Thomas, 23, rue de Saint-Thomas, Paris (9^e).

Une messe pour le repos de l'âme de M. René FLANCHENAU, inspecteur général (R) des monuments historiques et des sites, rappelés à Dieu le 17 septembre 1976, sera célébrée le samedi 4 décembre, à 9 heures, en l'église Saint-Thomas, 23, rue de Saint-Thomas, Paris (9^e).

Une messe pour le repos de l'âme de M. René FLANCHENAU, inspecteur général (R) des monuments historiques et des sites, rappelés à Dieu le 17 septembre 1976, sera célébrée le samedi 4 décembre, à 9 heures, en l'église Saint-Thomas, 23, rue de Saint-Thomas, Paris (9^e).

Une messe pour le repos de l'âme de M. René FLANCHENAU, inspecteur général (R) des monuments historiques et des sites, rappelés à Dieu le 17 septembre 1976, sera célébrée le samedi 4 décembre, à 9 heures, en l'église Saint-Thomas, 23, rue de Saint-Thomas, Paris (9^e).

Une messe pour le repos de l'âme de M. René FLANCHENAU, inspecteur général (R) des monuments historiques et des sites, rappelés à Dieu le 17 septembre 1976, sera célébrée le samedi 4 décembre, à 9 heures, en l'église Saint-Thomas, 23, rue de Saint-Thomas, Paris (9^e).

Une messe pour le repos de l'âme de M. René FLANCHENAU, inspecteur général (R) des monuments historiques et des sites, rappelés à Dieu le 17 septembre 1976, sera célébrée le samedi 4 décembre, à 9 heures, en l'église Saint-Thomas, 23, rue de Saint-Thomas, Paris (9^e).

Une messe pour le repos de l'âme de M. René FLANCHENAU, inspecteur général (R) des monuments historiques et des sites, rappelés à Dieu le 17 septembre 1976, sera célébrée le samedi 4 décembre, à 9 heures, en l'église Saint-Thomas, 23, rue de Saint-Thomas, Paris (9^e).

Une messe pour le repos de l'âme de M. René FLANCHENAU, inspecteur général (R) des monuments historiques et des sites, rappelés à Dieu le 17 septembre 1976, sera célébrée le samedi 4 décembre, à 9 heures, en l'église Saint-Thomas, 23, rue de Saint-Thomas, Paris (9^e).

Une messe pour le repos de l'âme de M. René FLANCHENAU, inspecteur général (R) des monuments historiques et des sites, rappelés à Dieu le 17 septembre 1976, sera célébrée le samedi 4 décembre, à 9 heures, en l'église Saint-Thomas, 23, rue de Saint-Thomas, Paris (9^e).

Une messe pour le repos de l'âme de M. René FLANCHENAU, inspecteur général (R) des monuments historiques et des sites, rappelés à Dieu le 17 septembre 1976, sera célébrée le samedi 4 décembre, à 9 heures, en l'église Saint-Thomas, 23, rue de Saint-Thomas, Paris (9^e).

Une messe pour le repos de l'âme de M. René FLANCHENAU, inspecteur général (R) des monuments historiques et des sites, rappelés à Dieu le 17 septembre 1976, sera célébrée le samedi 4 décembre, à 9 heures, en l'église Saint-Thomas, 23, rue de Saint-Thomas, Paris (9^e).

Une messe pour le repos de l'âme de M. René FLANCHENAU, inspecteur général (R) des monuments historiques et des sites, rappelés à Dieu le 17 septembre 1976, sera célébrée le samedi 4 décembre, à 9 heures, en l'église Saint-Thomas, 23, rue de Saint-Thomas, Paris (9^e).

Une messe pour le repos de l'âme de M. René FLANCHENAU, inspecteur général (R) des monuments historiques et des sites, rappelés à Dieu le 17 septembre 1976, sera célébrée le samedi 4 décembre, à 9 heures, en l'église Saint-Thomas, 23, rue de Saint-Thomas, Paris (9^e).

Une messe pour le repos de l'âme de M. René FLANCHENAU, inspecteur général (R) des monuments historiques et des sites, rappelés à Dieu le 17 septembre 1976, sera célébrée le samedi 4 décembre, à 9 heures, en l'église Saint-Thomas, 23, rue de Saint-Thomas, Paris (9^e).

Une messe pour le repos de l'âme de M. René FLANCHENAU, inspecteur général (R) des monuments historiques et des sites, rappelés à Dieu le 17 septembre 1976, sera célébrée le samedi 4 décembre, à 9 heures, en l'église Saint-Thomas, 23, rue de Saint-Thomas, Paris (9^e).

Une messe pour le repos de l'âme de M. René FLANCHENAU, inspecteur général (R) des monuments historiques et des sites, rappelés à Dieu le 17 septembre 1976, sera célébrée le samedi 4 décembre, à 9 heures, en l'église Saint-Thomas, 23, rue de Saint-Thomas, Paris (9^e).

Une messe pour le repos de l'âme de M. René FLANCHENAU, inspecteur général (R) des monuments historiques et des sites, rappelés à Dieu le 17 septembre 1976, sera célébrée le samedi 4 décembre, à 9 heures, en l'église Saint-Thomas, 23, rue de Saint-Thomas, Paris (9^e).

Une messe pour le repos de l'âme de M. René FLANCHENAU, inspecteur général (R) des monuments historiques et des sites, rappelés à Dieu le 17 septembre 1976, sera célébrée le samedi 4 décembre, à 9 heures, en l'église Saint-Thomas, 23, rue de Saint-Thomas, Paris (9^e).

Une messe pour le repos de l'âme de M. René FLANCHENAU, inspecteur général (R) des monuments historiques et des sites, rappelés à Dieu le 17 septembre 1976, sera célébrée le samedi 4 décembre, à 9 heures, en l'église Saint-Thomas, 23, rue de Saint-Thomas, Paris (9^e).

Une messe pour le repos de l'âme de M. René FLANCHENAU, inspecteur général (R) des monuments historiques et des sites, rappelés à Dieu le 17 septembre 1976, sera célébrée le samedi 4 décembre, à 9 heures, en l'église Saint-Thomas, 23, rue de Saint-Thomas, Paris (9^e).

Une messe pour le repos de l'âme de M. René FLANCHENAU, inspecteur général (R) des monuments historiques et des sites, rappelés à Dieu le 17 septembre 1976, sera célébrée le samedi 4 décembre, à 9 heures, en l'église Saint-Thomas, 23, rue de Saint-Thomas, Paris (9^e).

Une messe pour le repos de l'âme de M. René FLANCHENAU, inspecteur général (R) des monuments historiques et des sites, rappelés à Dieu le 17 septembre 1976, sera célébrée le samedi 4 décembre, à 9 heures, en l'église Saint-Thomas, 23, rue de Saint-Thomas, Paris (9^e).

UNESCO

La conférence générale s'est achevée dans une atmosphère apaisée

De notre correspondant en Afrique orientale

Nairobi. — La dix-neuvième session de la conférence générale de l'UNESCO a pris fin, mardi 30 novembre, sans fausse note et dans un climat de sérénité qui tranchait singulièrement sur celui de la précédente, réunie à Paris en 1974. Cinq semaines de travaux ont permis aux délégués de cent quarante et un Etats de définir quelques nouvelles orientations, d'effacer les sujets les plus brûlants et de remettre ainsi sur pied une mission dont l'avenir était devenu un sujet de contestation, au moins en Occident. Le pas en arrière un peu redouté n'a donc pas eu lieu, mais il serait difficile pour autant de conclure au bon en avant.

Accueillant les journalistes après la séance de clôture, M. M'bow, le directeur général de l'Organisation, a qualifié cette session de « positive dans beaucoup de domaines », une appréciation qu'on ne saurait lui disputer. L'éclat ne pouvait se produire vraiment que sur deux chapitres : l'information et la place d'Israël. Il n'a pas eu lieu.

Rédigé par un groupe d'experts socialistes et du tiers-monde, le projet de résolution controversé sur l'information a été tout bonnement écarté, non sans un débat animé en commission. Le directeur général est « autorisé » à réunir un nouveau groupe d'experts et « prie » de présenter aux Etats membres, au plus tard au début de 1978, de nouvelles propositions sur une question figurant à l'ordre du jour de la vingtième session de l'UNESCO, qui se réunira à Paris fin 1978.

L'Etat hébreu a été admis au sein du groupe régional européen de l'UNESCO. Israël a été condamné, comme on pouvait s'y attendre, pour les fouilles entreprises à Jérusalem et pour son action éducative et culturelle dans les territoires arabes occupés. Le gouvernement israélien n'en a pas moins accepté, sans hésiter, il est vrai, qu'une commission de l'UNESCO se rende dans ces territoires dès janvier prochain.

Ces deux obstacles une fois franchis — et même dès qu'il a été clair qu'il le serait — la détente s'est confirmée. M. M'bow n'a pas eu de mal à faire adopter le budget biennal (1977-1978) de l'Organisation, qui s'élève à un peu plus de 224 millions de dollars, et il a même obtenu que son fonds de roulement soit doublé, passant de 8 millions à près de 17 millions de dollars. Il a également fait adopter, pour la première fois, un plan d'action s'étendant sur six ans. A juste titre, le directeur général, dont l'allocation d'ouverture avait été assez tendue, a pu évoquer, mardi, dans son discours de clôture, « l'esprit de tolérance, le volonte de conciliation et le désir d'éviter les confrontations in-

Les problèmes n'ont pas disparu

Mais M. M'bow a pu aussi rappeler, à juste titre, que « les problèmes n'ont pas disparu par enchantement » et que « sur certaines questions très graves des divergences fondamentales subsistent ». La création d'un comité de rédaction et de négociation chargé d'étudier les problèmes les plus délicats, en effet, joué, à Nairobi, le rôle d'un modérateur efficace. Cette mécanique a pu fonctionner avant tout parce que les pays africains avaient décidé que cette session, la première en terre africaine, devait être un succès. La cohésion dont ils ont fait preuve, qu'ils aient ou non des divergences, ne saurait que leur profiter.

D'un autre côté, le bon fonctionnement de l'Organisation internationale dépend également du versement de la contribution des Etats-Unis, suspendu depuis 1974 pour protester contre le boycott régional d'Israël. Une décision sur ce chapitre ne devrait pas être prise avant l'entrée en fonctions de l'administration Carter. Entre-temps, la direction générale de l'UNESCO ne pourra que se nourrir de l'espoir, non sans fondement, il est vrai, que les Etats-Unis ne sont pas déçus par les résultats de Nairobi.

Enfin, avoir évité un pas en arrière ne signifie pas qu'on a fait un pas en avant. Menacée de rigidité, l'UNESCO a retrouvé sa souplesse. Aucune majorité automatique ne s'est dessinée pendant la dix-neuvième session. L'Union soviétique a pu être même le principal pivot, puisque le tiers-monde, sous l'impulsion du groupe africain, y a pris ses aises avec les motions systématiquement hostiles aux puissances occidentales.

L'UNESCO exprime ainsi un climat nouveau qui traduit la sérénité des gouvernements du tiers-monde face aux réactions, sinon à l'exaspération dans certains cas, des Occidentaux.

JEAN-CLAUDE POMONTI

« Nouveaux président du conseil exécutif, à l'issue de la conférence générale de l'UNESCO à Nairobi, M. Leonard Martin, qui représente la Grande-Bretagne au conseil exécutif de l'UNESCO, a été élu président de cet organisme par 22 voix contre 13 à M. Majid Bahmani (Iran), et 7 à M. Ven Hassel (Belgique). Il succède à M. Hector Whytey (Jamaïque). Le conseil exécutif, dont l'effectif vient d'être porté à quarante-cinq membres, est l'organe suprême de l'Organisation entre deux sessions de la conférence générale. Son président est élu pour deux ans, d'une session à l'autre. — (A.F.P.)

(PUBLICITE)

GRES
1, rue de la Paix

SOLDES

Couture - Fourrures
tous les jours de 10 h. à 17 h.
à partir
du mercredi 1^{er} décembre

VENTES

MONNAIES A GEORGE-V

Plusieurs centaines de pièces de collection, la plus souvent en

OFFRES D'EMPLOI	La ligne 40,00	La ligne 12 46,70
"Placards encadrés" 2 col. et + (la ligne colonne)	42,00	49,04
DEMANDES D'EMPLOI	9,00	10,33
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	70,00	81,73

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne 28,00	La ligne 12 32,69
"Placards encadrés"	28,00	32,69
Double insertion	34,00	39,70
"Placards encadrés"	38,00	44,37
"Placards encadrés"	40,00	46,70
L'AGENDA DU MONDE	28,00	32,69

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

REPRODUCTION INTERDITE

CAISSE PROFESSIONNELLE AUTONOME DE RETRAITE ET DE PRÉVOYANCE

(30.000 AFFILIÉS ACTUELS)

recherche pour le second :

UN COLLABORATEUR DIRECT

SONT NÉCESSAIRES :

- Études supérieures
- 30 ans minimum
- Expérience, régime par répartition
- Sérieuses capacités d'analyse des textes et de rédaction

DE SOLIDES PERSPECTIVES D'AVENIR peuvent s'offrir à un collaborateur connaissant bien le secteur moderne, les facteurs humains, capable de prioriser les problèmes et d'opérer des remises en cause.

Adresser lettre et C.V. à :



20 rue de Chabrol 75010 Paris 10



l'un des leaders dans le domaine de la stimulation cardiaque (pacemakers) recherche

JUNIOR ANALYST

MISSION : Assister le Directeur Informatique dans la conception d'applications sur systèmes S et développer des applications de gestion sur IBM 32 de l'étude d'opportunités à la mise en place des matériels et des programmes des différents pays d'Europe.

PROFIL : Formation supérieure (type M.A.G.E.) Expérience analytique des systèmes de gestion et Anglais indispensable à l'emploi de courte durée. Envoyer lettre de candidature manuscrite, C.V. photo et rémunération actuelle à A.L. Van der Pijl - MEDTRONIC France - Département des Ressources Humaines - 12 rue de la République - 92200 NEUILLY-SUR-SEINE

coordonateur relations extérieures

70 000 F/an

Pour soutenir l'action Marketing de ses marques de renommée internationale (produits du tabac), la Société Française d'un Groupe Mondial souhaite renforcer son département RELATIONS EXTERIEURES. Elle cherche un coordinateur (H ou F) capable de prendre en charge toute la logistique des actions ponctuelles et la mise en œuvre des moyens nécessaires à leur réalisation : recherche, contacts et suivi avec fournisseurs et sociétés de services concernés, respect des engagements et des plannings, administration. Pour réussir dans ce poste, il faut une bonne culture générale, le goût de l'organisation et de bonnes connaissances techniques de presse-impression ; une expérience de média-planning en agence de publicité ou chez l'annonceur peut faciliter l'adaptation rapide du candidat - Anglais indispensable.

Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence : 61139/M (à mentionner sur l'enveloppe).

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS

1, RUE DANTON 75263 PARIS CEDEX 06



Groupe C.G.E.

vous propose à Romainville (93) au sein de son Département ACCUMULATEURS et EQUIPEMENTS le poste

INGENIEUR D'ETUDES ELECTRONIQUE

VOTRE MISSION : au sein d'une équipe technique dynamique - vous participerez à la conception de circuits électroniques - vous serez amené à coordonner et faire aboutir certains projets relatifs à de nouveaux produits.

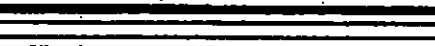
POUR REUSSIR, IL VOUS FAUT : - une très bonne formation d'ingénieur électronique, orientée vers l'électronique de puissance et les petits signaux. - la connaissance de l'anglais.

Si vous êtes intéressé, adressez-nous votre candidature sous réf. A.10-15 en mentionnant la rémunération souhaitée à

DIRECTION DES RELATIONS HUMAINES

119, rue du Prof-Wilson

92300 LEVALLOIS PERRET



FILIALE SOCIETE INTERNATIONALE fabricant et commercialisant des produits de haute technologie recherche, pour son siège en France, proche banlieue PARIS ouest

l'ingénieur technico-commercial

de formation Ingénieur Electricien - bonne connaissance de l'anglais - Expérience commerciale demandée

Après un stage de formation dans ses usines en Europe, cet ingénieur aura pour mission la prospection et la négociation de contrats auprès des Industries Electriques, de l'EDF, du GDF...

Déplacements en France très fréquents.

Salaire élevé, nombreux avantages, dont voiture de fonction.

Adresser lettre manuscrite C.V. et photo No 87.292 Contesse Publicité 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

BEDAUX ENTREPRISE et FORMATION

Conseils en Gestion - Organisation - Formation

recherche

pour exercer, après formation complémentaire, les fonctions de consultant auprès d'entreprises clientes :

- Jeune DIPLOME ETUDES SUPERIEURES DE GESTION, expérience de l'entreprise nécessaire, connaissances pratiques de la comptabilité et de l'informatique souhaitées.
- Jeune INGENIEUR GRANDE ECOLE, expérience de la fabrication en atelier nécessaire, connaissances pratiques de l'étude du travail souhaitées.

Promotions rapides pour candidats de valeur.

Envoyer cur. vitae avec photo et prétentions à :

BEDAUX ENTREPRISE et FORMATION, 30, rue de Chabrol, 75010 PARIS.



EXPANSIAL recherche pour importante société algérienne de sidérurgie

INGENIEURS

- Technico-commercial responsable de la codification et de la promotion de produits sidérurgiques Réf. 645 M
- en organisation technique et d'exploitation pour les fonctions import-export et stocks Réf. 645 M
- d'études (techniques, économiques et environnement) pour projets d'unités métallurgiques Réf. 648 M
- Informaticiens : - chargés de la formation et de la mise en place de standards d'un centre de traitement Réf. 657 M - Télétravail, chargé de la conception et de la mise en place de réseau Réf. 658 M - Spécialiste en organisation budgétaire et comptable Réf. 655 M
- Spécialiste en gestion et distribution de produits sidérurgiques Réf. 654 M
- d'entretien pour la maintenance de matériels et de bâtiments Réf. 660 M
- Chef de produits Réf. 659 M

Pour l'ensemble de ces postes, il est offert : - de bonnes conditions de séjour - logement meublé - sécurité sociale et retraite cadre - une rémunération élevée (nette d'impôts et transférable)

Il est exigé : - une solide formation de base - une expérience professionnelle de plus de 5 années.

Les candidatures sont à adresser sous référence correspondante à EXPANSIAL, 6 rue Halévy, 75009 PARIS

L'HOPITAL PSYCHIATRIQUE DE VILLEJUIF

organise les 25 janvier et 14 février 1977 un examen probatoire pour l'accès aux fonctions

d'ÉLÈVE INFIRMIER et d'ÉLÈVE INFIRMIÈRE

- Nationalité française exigée

- Age minimum 18 ans

- Scolarité en 20 mois à l'externat en vue de l'obtention du diplôme de secteur psychiatrique.

- Traitement en cours de scolarité 24h/24.

- Rémunération assurée 2 jours de repos par semaine.

- Avantages sociaux, cantine, crèche.

Adresser candidature avant le 25 décembre 1976, à :

le Directeur de l'hôpital psychiatrique

54, rue de la République, 94800 VILLEJUIF

IMPORTANTE STE DE PUBLICITE

Quartier d'affaires recherche :

Programmeur - Analyste expérimenté - GAP 2

IBM 370/145 ou CCP

Envoyer C.V. et prétentions, à :

D. Des Sollicitations, 22, av. de la Victoire, 75007 Paris

Sté française études et réalisations importantes entreprises industrielles recherche pour son siège Paris (près de la Gare d'Orléans)

EMPLOYÉ (E)

pour ses activités techniques et manutention. Particulièrement au courant des révisions de prix et des escaliers de taxes.

Adresser C.V., photo, 4161 à P. L. CHOUA, 10, rue de la République, 75003 Paris Cedex 02 qui transmettra.

IMPORTANT GROUPEMENT PROFESSIONNEL

équipe d'un L.S.A. 370/145 sous DOS/VS recherche

PROGRAMMEUR

d'applications, homme désirant s'orienter vers programmation système, nécessaire deux ans d'expérience en programmation assembleur sous DOS/PL/1-CP/T souhaitée.

Le candidat devra être dévoué des sollicitations militaires.

Envoyer C.V., photo et prétentions au chef de personnel A.G.S.A.A., 118, rue de Tocqueville, 75003 PARIS CEDEX 11.

IMPORT. ETABLISSEMENT BANCAIRE MAROCAIN

recherche pour son Service SOCIAL

DE CASABLANCA

PSYCHO-TECHNICIENS

expérimentés, pr la prise en charge de forces sélection et recrutement.

Ecr. à : 957,55 M. Rode-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

FOURNITURES PR LABORAT. TOUZART ET MATHIEU

recherche AGENTS

TECHNICO-COMMERCEAUX pour région parisienne

B.T.S. CHIMIE ou EXPR. FIXE+PRIMES+fraix de voit.

Ecr. av. C.V., photo, et photo, 1, rue AMYOT, 75005 PARIS.

IMPORTANT PERIODIQUE recherche

chef de publicité

PROFIL :

- doit posséder un esprit rationnel et logique
- doit aimer la vente ou avoir le désir d'entrer en contact avec différentes firmes.
- doit être capable de faire la synthèse des différentes actions qu'il a entreprises afin d'en tirer les lignes de force et pouvoir les répercuter au niveau du service
- doit être organisé
- serait souhaitable qu'il ait une expérience soit marketing, soit vente chez un annonceur (s'il vient d'une agence : non souhaitable)
- doit avoir un caractère affirmé et de l'ascendant
- 2 à 5 années d'expérience suffisent
- avoir de l'ambition.

Ecrire avec curriculum vitae, photo et prétentions à HAVAS CONTACT, 156, bd Haussmann, 75008 PARIS, sous référence 55372.

GROUPE BANQUES PRIVÉES recherche

INSPECTEURS confirmés

SÉRIEUSES RÉFÉRENCES EXIGÉES

Envoyer C.V. détaillé man. et photo à O.C.S.P., 66, rue de la Charonne-d'Antin, 75009 PARIS, sous la référence 5700 M.

FILIALE D'UN IMPORTANT GROUPE INTERNATIONAL DE FOURNITURES POUR LA GROSSE INDUSTRIE

recherche pour PARIS

TECHNICO-COMMERCEAL

pour développer les ventes en FRANCE de produits réfractaires.

Son activité portera sur la clientèle suivante : métallurgie des non-ferreux, fours à chaux, sucreries, industries céramiques.

Ce poste convient à un cadre ayant une bonne formation théorique de base, technique ou commerciale, confirmée par une réelle expérience des contacts dans les domaines indiqués.

Connaissance de la langue allemande indispensable.

SCRIRE SOUS REFER. n° 700 avec cur. vitae et photo à :

5-7, r. P.-Perrat, 57000 METZ.



Chef Service Administratif et Comptable Sud-Est

La Société, filiale franco-américaine d'un groupe français, est spécialisée dans la fourniture de matériel industriel. Son expansion et son autonomie de fait rendent maintenant indispensable la collaboration d'un chef de service administratif et comptable. Tout ce qui concerne la gestion d'un affaire moyenne (70 personnes, CA 15 M) sera de sa compétence. Mais surtout : la comptabilité (exécution, exploitation, rapports aux audits), la facturation, les comptes clients et fournisseurs, l'exploitation des documents de fabrication pour l'établissement de statistiques, la comptabilité, le contrôle de gestion (analyse des éléments, propositions de solutions). Un jeune diplômé de Commerce, option finances-comptabilité, DECS, ayant déjà 3 à 5 ans d'expérience des affaires (en cabinet ou en entreprise), parlant convenablement anglais conviendrait bien à ce poste où il trouverait très rapidement, beaucoup de liberté d'action et un enrichissement professionnel certain. Le poste est à pourvoir près d'un grand centre du Sud-Est.

Les candidatures seront reçues sous référence 2230/M à SPERAR, 12, rue Jean-Jaures 92807 PUTEAUX qui transmettra

VOULEZ-VOUS ÊTRE NOTRE INSPECTEUR ANIMATEUR DES VENTES ?

vous sollicite un GROUPE IMPORTANT spécialisé dans la production d'ARTICLES GROSSISSANTS.

Vous aimez les contacts à un haut niveau, si vous êtes dynamique, ambassadeur, adressez curriculum vitae détaillé, photo, prêt, à n° 8014.

LE MONDE - Publicité - 5, rue des Juifs, 407 PARIS (9).

Le poste, hiérarchiquement rattaché à la Direction des Ventes, demande une EXPÉRIENCE CONFIRMÉE dans la VENTE et l'ANIMATION de RESEAUX, DISTRIBUTION IMPORTANTS.

RESIDENCE EN AQUITAINE.

SOCIÉTÉ SECTEUR AGRO-INDUSTRIEL

recherche dans le cadre des études de marché

1 ASSISTANT FORMATION AGRONOMIQUE SUPÉRIEURE

ANS LE CADRE DE CES FONCTIONS :

LE CANDIDAT devra être capable d'études ÉCONOMIQUES EN RELATION avec le MONDE AGRICOLE.

UNE EXPÉRIENCE de la MÉTHODOLOGIE DES ENQUÊTES est SOUHAITÉE.

CE POSTE REQUIERT, outre le GOUT DES CONTACTS, des QUALITÉS D'ORGANISATION de MÉTHODE et de SYNTHÈSE.

3 POSTE EST À POURVOIR ZONE CENTRE

rite avec C.V. et photo, à l'adresse N° 96777 M. Rode-Presse, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

FABRICANT DE COMPOSANTS ÉLECTRONIQUES

cherche pour sa nouvelle usine de DIJON

PÉCIALISTES DE LA FABRICATION

DES RESISTANCES ET POTENTIOMÈTRES pour l'industrie électronique

Envoyer lettre manuscrite sous référence 323, Société MATERA, rue de Cracovie, 21, de Saint-Apollinaire, 21000 DIJON.

LOGES

Groupe IMMOBILIER TOULOUSE

recrute son RESPONSABLE COMMERCIAL

Hme ou fme, 35 ans minimum. Diplômée) études supérieures (équivalent), ambieuse, créatif, dynamique, il (elle) prendra en charge l'ACTION COMMERCIALE. Expérience en marketing VENTES dans l'IMMOBILIER, il (elle) entre en relation avec les PROMOTEURS commercialisant les programmes, assure le réseau de vente, est apte à négocier avec les organismes bancaires, sait concevoir et gérer un budget.

Fixe pendant la période d'essai, puis intéressement satisfaisant.

Photo, C.V. avec rétro, et prêt, doivent être adressés à :

LOGES, 611, rue de la République, 31000 TOULOUSE.

CONSEIL EN RECRUTEMENT, 22, rue Saint-Martin, 31000 TOULOUSE.

Discretion et réponse assurée.

INSTITUT DE FORMATION D'ÉDUCATEURS

région Ouest recherche

1) DIRECTEUR ADJOINT

homme de 35 ans au moins.

Expérience de plus 5 ans.

Titulaire de diplômes universitaires et travailleur social.

2) COMPTABLE

homme de 32 ans au moins.

Titulaire du DECS ou équivalent.

Expérience en gestion, comptabilité, personnel.

Env. C.V., lettre man. photo à :

REGIE-PRESSE, 85 bis, r. Réaumur Paris-9e et à :

INDUSTRIES CHIMIQUES DE VOREPPE

recherchent

AGENT

TECHNICO-COMMERCEAL

pour vente de produits Tensio-Acids dans région Sud-Est Rhône-Alpes.

- Formation BTS ou IUT

- Expérience de la vente de produits chimiques et particulièrement de la négociation commerciale.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions à :

L.C.V. S.P. 2, 3338 VOREPPE - GRÉNOBLE.

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

représent. offre

formation profession.

Banque d'Affaires Quartier Champs-Élysées recherche **jeune cadre**

Diplômé d'études supérieures (juridiques ou économiques) débutant, mais dévoué O.M.

Le poste :
Au sein de l'état-major du Département Administratif (regroupant les services bancaires "non commerciaux") participer, au niveau de l'étude ou de l'intervention opérationnelle, à des missions ponctuelles et variées concernant les différents aspects du fonctionnement du Département.

Le candidat :
• Préférence marquée pour les tâches d'étude et de gestion administrative.
• Goût du travail d'équipe et aptitude aux différentes formes de communication (notamment écrite).
• Adaptabilité.

Envoyer lettre manuscrite avec C.V. précis et photo sous réf. 32.576 à HAVAS CONTACT, 156, bd Haussmann, 75008 PARIS.

Directeur Commercial France

35 ans minimum. B.E.C., E.S.E.C., E.S.C.P. — Homme de réflexion aussi bien que d'action. Il devra bien connaître le secteur alimentaire et tous les circuits de distribution.

Il saura comprendre et concevoir, convaincre et agir.

Il devra élaborer puis conduire la nouvelle politique commerciale.

Il aura des possibilités d'évolution importantes.

Basé à Paris, le poste comporte de brèves mais fréquentes déplacements en Province.

Env. C.V. détaillé, lettre manuscrite, prétentions et photo à C.L.I.P., 156, bd Haussmann, 75008 PARIS, qui transmettra.

Importance Société C.A. 240 M. - 2.400 personnes Fibole Groupe International située PARIS 14. DÉFENSE pour département APPAREILS DE LEVAGE ET DE MANUTENTION **TECHNICIEN SUPÉRIEUR ÉLECTROMÉCANICIEN** ou FORMATION ÉQUIVALENTE

Chargé du développement de la vente de palans.

Pour ce poste technique-commercial, nous recherchons un collaborateur diplômé, âgé de 30 ans min., ayant eu l'expérience de la commercialisation des palans et une bonne connaissance de l'anglais (allemand apprécié).

Le poste est basé à PARIS 14. DÉFENSE (métro Défense ou Pont-de-St-Maur) parking gratuit assuré mais de nombreux déplacements en France sont à prévoir ainsi qu'un stage de perfectionnement à l'étranger.

Les personnes intéressées sont priées d'adresser un C.V. détaillé avec prétention à n° 3722 Contesse Publicité, 30, av. de l'Opéra, Paris (1^{er}), qui transmettra.

Relations bancaires étrangères

IMPORT. ÉTABLISSEMENT FINANCIER FRANÇAIS recherche pour le service relations avec l'étranger de son département international à Paris :

ASSISTANT DE ZONE

AFRIQUE - MOYEN-ORIENT

Il aura à suivre les relations bancaires, les contrats et les opérations de commerce extérieur avec les pays de cette zone.

Il parle couramment anglais, a une formation supérieure et une expérience de 2 à 3 années dans ce domaine acquis de préférence dans une banque, banque.

Adr. C.V. photo et prétentions sous le n° 3.172 à : COFAR, 40, rue de Chabrol, 75010 Paris, qui transmettra.

SUD-EST ASIATIQUE

Firme ayant 20 ans d'activité dans le domaine d'équipements, usine chef de main, construction navale et vente de services, etc.

recherche :

DIRECTEUR D'AGENCE

parlant parfaitement l'anglais, ayant eu possible une expérience de cette région du monde.

Préférence TECHNICO-COMMERCIAL.

Age : 35 ans minimum.

Après période probatoire, contrat minimum 3 ans renouvelable.

Env. C.V. et photo sous le n° 37.736 à : CONTESSÉ Publicité, 26, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

UN DÉFI POUR VOUS !

Vous avez 30 ans min. une formation de chimie ou biochimie et une expérience commerciale. Bien entendu, vous parlez et écrivez l'anglais.

Vous cherchez un poste comprenant :

- la gestion,
- le conseil technique aux industries,
- la prospection,
- la commercialisation des produits.

NOVO INDUSTRIES ENZYMES s.a., filiale de NOVO INDUSTRIES A/S, société danoise mondialement connue pour ses insulines et dont le groupe enzymatique poursuit actuellement une forte expansion, est prêt à vous l'offrir.

Adressez votre candidature ainsi que vos prétentions à M. J. FRINGS, Directeur Général, NOVO INDUSTRIES ENZYMES s.a., 26, rue Fortuny, 75017 Paris.

FILIALE IMPORTANT GROUPE PETROLIER

INGÉNIEURS ENTRETIEN

confirmés, ayant bonne connaissance des équipements d'unité chimique, pétrochimique et pétrolière.

Lieu de travail : Outre-Mer.

Connaissance anglaise souhaitée.

Env. C.V. et photo à : ELM, n° 438, 41, avenue Montaigne, 75008 PARIS, qui transmettra.

CABINET DE COMMISSAIRES AUX COMPTES

RÉVISEURS

- niveau SUP. de CO ;
- titulaire au minimum D.E.C.S. ;
- de préférence non débutant.

Quelques déplacements possibles en province.

Envoyer C.V. avec photo et prétentions à : SEOPT, 22, rue Gracien, 75005 PARIS.

IMPORTANT CARTONNAGE PROVINCE

COLLABORATEURS (TRIGES)

exclusifs pour développer ses ventes à clientèle industrielle PARIS et REGION.

- Contrats à haut niveau.
- Expérience cartonnage et impression demandée.

Adressez votre candidature avec C.V. et photo à HAVAS ATEIGNON 252, qui transmettra.

KONTRON S.A.

Société électronique en pleine expansion recherche pour son DÉPARTEMENT HYPER-FRÉQUENCE :

— **UN INGÉNIEUR DE VENTES**
ayant bonne connaissance techniques en instrumentation et expérience commerciale et parfaite maîtrise de l'anglais indispensable.

— **UN TECHNICIEN DE MAINTENANCE**
pour instrumentation hyper-fréquence, sachant lire notices techniques anglaises.

Lieu de travail : Boullens Sud-Ouest.

Env. C.V. et photo à : KONTRON ELECTRONIQUE, R.N. 136, La Bourdillière, 92257 Fleury-Robinson - 930-36-72.

Hotel **** L Paris - chaîne internationale propose le poste de **contrôleur financier directeur administratif et financier**

à un diplômé de l'enseignement supérieur, grande école de commerce option comptabilité ou expertise comptable, ayant au minimum 30 ans, parlant couramment l'anglais, ayant acquis, dans l'industrie hôtelière ou dans une société de services, l'expérience de la gestion et de la comptabilité suivant les modèles français et anglo-saxon.

Le poste implique la responsabilité d'un service de 40 personnes dans le secteur public. La tâche est de contrôler l'organisation d'un hôtel dans la totalité de ses services et à y participer activement.

Envoyer C.V. manuscrit détaillé, photo et lettre de motivation sous référence 5121 A, 3, rue Mayennaise, 75003 Paris.

IMPORTANT ÉTABLISSEMENT FINANCIER, spé. pour son centre de traitement des opérations bancaires PARIS (14^e).

UN ANALYSTE

UN ANALYSTE PROGRAMMEUR

- Formation supérieure IUT, Mathématiques, Informatique, 4 ans d'expérience COBOL.
- Matériel mini-ordinateur NCR, BURROUGHS, 300 et 1000/145.

Adressez C.V. photo et prétentions à n° 3.106, COFAR, 40, rue de Chabrol, 75010 PARIS, qui transmettra.

secrétaires

Secrétaire de direction

SIDAT TOYOTA FRANCE

recherche pour le Directeur du CENTRE DE CHERBOURG

SA SECRÉTAIRE

PARFAITEMENT BILINGUE ANGLAIS

expériences 5 ans minimum.

La candidate devra assurer la secrétariat pendant l'absence de son Directeur. Elle devra être dynamique, avoir le sens des responsabilités et le goût de l'initiative. Elle devra être libre et indépendante.

Adressez C.V. et photo à : SIDAT TOYOTA FRANCE, Centre de Cherbourg, 21, de Touzillière - 50110 TOUZILLIÈRE, à l'attention de M. Conrad.

SOCIÉTÉ D'ÉLECTRONIQUE

recherche pour son service commercial

SECRÉTAIRE

STÉNOGRAPHIE

SECRÉTAIRE

DIRECTION

PARFAITEMENT

BILINGUE ANGLAIS

Lieu de travail ville nouvelle de Saint-Quentin-en-Yvelines - 12 mois, horaires normaux personnalisés. Envoyer C.V. détaillé manuscrit n° 33647 P.A. S.V.P. 57, rue du Général-Foy, 75008 Paris.

PROMUPTA DE PARIS

recherche pour son Directeur Commercial

UNE SECRÉTAIRE

DE DIRECTION

BILINGUE ANGLAIS

Le poste convient à une candidate de bonne formation, possédant quelques années d'expérience STENOGRAPHIE indispensable.

Adressez votre manuscrit + C.V. + photo et prétentions à : PROMUPTA DE PARIS S.A., 57, rue du Général-Foy, 75008 PARIS.

Secrétaire

Société spécialisée vente matériel électronique recherche :

SECRÉTAIRE

STENOGRAPHIE

BILINGUE ANGLAIS

SECRÉTAIRE

STENOGRAPHIE

BILINGUE ANGLAIS

SECRÉTAIRE

STENOGRAPHIE

BILINGUE ANGLAIS

SECRÉTAIRE

STENOGRAPHIE

BILINGUE ANGLAIS

SECRÉTAIRE

STENOGRAPHIE

BILINGUE ANGLAIS

SECRÉTAIRE

STENOGRAPHIE

BILINGUE ANGLAIS

SECRÉTAIRE

STENOGRAPHIE

BILINGUE ANGLAIS

S.I.E.I.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE FRANÇAISE AU GABON

Chantiers forestiers.

Sclerie industrielle.

Usine de contre-plaqué et laqué.

recherche

UN CHEF DE DIVISION TECHNIQUE

IL SERA CHARGÉ PRINCIPALEMENT :

- DE LA DIRECTION DES TRAVAUX D'ENTRETIEN, ET TRAVAUX NEUFS.
- Du suivi du contrôle budgétaire.
- De la coordination des études.
- De la réalisation des plans de gaboulisation.

FORMATION :

CERTIFICAT A. et M. ou GRANDES ÉCOLES

Expérience 5 à 10 ans.

Salaires fonction de l'expérience et de la compétence du candidat.

Nombreux avantages sociaux.

Adressez C.V. manuscrit, photo à S.I.E.I., 52, rue de DUNKERQUE, 75008 PARIS.

le Groupe bancaire crédit universel (60 agences) développe son réseau actuel et recherche

JEUNES DIPLOMÉS

de l'enseignement Supérieur Commercial

Vous ne demandez qu'à nous prouver concrètement sur le terrain votre dynamisme commercial puis vos qualités de patron.

Si votre mobilité géographique est totale nous pourrions peut-être vous offrir cette opportunité.

Écrivez nous avec C.V. et photo, il vous sera proposé un entretien sur Paris, Lyon et Marseille.

Il suffira alors de nous convaincre.

GROUPE DU CRÉDIT UNIVERSEL

Service recrutement D.A.P. 51 Bd des Dames - 13242 Marseille Cédex 01.

FILIALE D'UN GROUPE INTERNATIONAL

recherche

un/une CHEF DE PRODUIT

Responsable du C.A. et du profit d'une gamme de produits cosmétiques du type

SÈCHE-CHEVEUX, FER À BOUCLER

IL (ELLE) AURA POUR MISSION :

- DE CONCEVOIR les plans et les budgets ;
- DE DÉFINIR ET METTRE EN ŒUVRE les stratégies et d'ASSURER LE LANCEMENT DES PRODUITS NOUVEAUX.

Cette ligne de PRODUITS EN PLEINE EXPANSION NE PEUT ÊTRE GÉRÉE QUE PAR UN CHEF DE PRODUIT. 3^e FORMATION GRANDES ÉCOLES COMMERCIALES (B.E.C., E.S.C.P., etc.), ayant deux ou trois ans d'expérience dans une fonction analogue.

L'ANGLAIS COURANT EST INDISPENSABLE.

Env. cur. vit. photo récente et prétentions sous n° 38.712 à : REGIS-PRESS, 55 Bd, rue Beaumartin, 75002 Paris, qui transmettra.

BRUYNZEEL

continuant son expansion, cherche

VENDEUR

pour sa Division "Portes"

secteurs : PARIS - REGION PARISIENNE - PROCHE PROVINCE.

Ecrire avec C.V. et photo à

BRUYNZEEL S.P. 25

78170 LA CELLE-SAINT-CLOUD

à l'attention de M. G. COHEN

REPRODUCTION INTERDITE

représent. offre

314 étrang. av. secrétaire

à des. à Paris, recherche

REPRÉSENTANT

EXCLUSIF

pour ROBINETTERIE, ACCESS.

2, 4, 6, 8, 10, 12, 14, 16, 18, 20, 22, 24, 26, 28, 30, 32, 34, 36, 38, 40, 42, 44, 46, 48, 50, 52, 54, 56, 58, 60, 62, 64, 66, 68, 70, 72, 74, 76, 78, 80, 82, 84, 86, 88, 90, 92, 94, 96, 98, 100, 102, 104, 106, 108, 110, 112, 114, 116, 118, 120, 122, 124, 126, 128, 130, 132, 134, 136, 138, 140, 142, 144, 146, 148, 150, 152, 154, 156, 158, 160, 162, 164, 166, 168, 170, 172, 174, 176, 178, 180, 182, 184, 186, 188, 190, 192, 194, 196, 198, 200, 202, 204, 206, 208, 210, 212, 214, 216, 218, 220, 222, 224, 226, 228, 230, 232, 234, 236, 238, 240, 242, 244, 246, 248, 250, 252, 254, 256, 258, 260, 262, 264, 266, 268, 270, 272, 274, 276, 278, 280, 282, 284, 286, 288, 290, 292, 294, 296, 298, 300, 302, 304, 306, 308, 310, 312, 314, 316, 318, 320, 322, 324, 326, 328, 330, 332, 334, 336, 338, 340, 342, 344, 346, 348, 350, 352, 354, 356, 358, 360, 362, 364, 366, 368, 370, 372, 374, 376, 378, 380, 382, 384, 386, 388, 390, 392, 394, 396, 398, 400, 402, 404, 406, 408, 410, 412, 414, 416, 418, 420, 422, 424, 426, 428, 430, 432, 434, 436, 438, 440, 442, 444, 446, 448, 450, 452, 454, 456, 458, 460, 462, 464, 466, 468, 470, 472, 474, 476, 478, 480, 482, 484, 486, 488, 490, 492, 494, 496, 498, 500, 502, 504, 506, 508, 510, 512, 514, 516, 518, 520, 522, 524, 526, 528, 530, 532, 534, 536, 538, 540, 542, 544, 546, 548, 550, 552, 554, 556, 558, 560, 562, 564, 566, 568, 570, 572, 574, 576, 578, 580, 582, 584, 586, 588, 590, 592, 594, 596, 598, 600, 602, 604, 606, 608, 610, 612, 614, 616, 618, 620, 622, 624, 626, 628, 630, 632, 634, 636, 638, 640, 642, 644, 646, 648, 650, 652, 654, 656, 658, 660, 662, 664, 666, 668, 670, 672, 674, 676, 678, 680, 682, 684, 686, 688, 690, 692, 694, 696, 698, 700, 702, 704, 706, 708, 710, 712, 714, 716, 718, 720, 722, 724, 726, 728, 730, 732, 734, 736, 738, 740, 742, 744, 746, 748, 750, 752, 754, 756, 758, 760, 762, 764, 766, 768, 770, 772, 774, 776, 778, 780, 782, 784, 786, 788, 790, 792, 794, 796, 798, 800, 802, 804, 806, 808, 810, 812, 814, 816, 818, 820, 822, 824, 826, 828, 830, 832, 834, 836, 838, 840, 842, 844, 846, 848, 850, 852, 854, 856, 858, 860, 862, 864, 866, 868, 870, 872, 874, 876, 878, 880, 882, 884, 886, 888, 890, 892, 894, 896, 898, 900, 902, 904, 906, 908, 910, 912, 914, 916, 918, 920, 922, 924, 926, 928, 930, 932, 934, 936, 938, 940, 942, 944, 946, 948, 950, 952, 954, 956, 958, 960, 962, 964, 966, 968, 970, 972, 974, 976, 978, 980, 982, 984, 986, 988, 990, 992, 994, 996, 998, 1000, 1002, 1004, 1006, 1008, 1010, 1012, 1014, 1016, 1018, 1020, 1022, 1024, 1026, 1028, 1030, 1032, 1034, 1036, 1038, 1040, 1042, 1044, 1046, 1048, 1050, 1052, 1054, 1056, 1058, 1060, 1062, 1064, 1066, 1068, 1070, 1072, 1074, 1076, 1078, 1080, 1082, 1084, 1086, 1088, 1090, 1092, 1094, 1096, 1098, 1100, 1102, 1104, 1106, 1108, 1110, 1112, 1114, 1116, 1118, 1120, 1122, 1124, 1126, 1128, 1130, 1132, 1134, 1136, 1138, 1140, 1142, 1144, 1146, 1148, 1150, 1152, 1154, 1156, 1158, 1160, 1162, 1164, 1166, 1168, 1170, 1172, 1174, 1176, 1178, 1180, 1182, 1184, 1186, 1188, 1190, 1192, 1194, 1196, 1198, 1200, 1202, 1204, 1206, 1208, 1210, 1212, 1214, 1216, 1218, 1220, 1222, 1224, 1226, 1228, 1230, 1232, 1234, 1236, 1238, 1240, 1242, 1244, 1246, 1248, 1250, 1252, 1254, 1256, 1258, 1260, 1262, 1264, 1266, 1268, 1270, 1272, 1274, 1276, 1278, 1280, 1282, 1284, 1286, 1288, 1290, 1292, 1294, 1296, 1298, 1300, 1302, 1304, 1306, 1308, 1310, 1312, 1314, 1316, 1318, 1320, 1322, 1324, 1326, 1328, 1330, 1332, 1334, 1336, 1338, 1340, 1342, 1344, 1346, 1348, 1350, 1352, 1354, 1356, 1358, 1360, 1362, 1364, 1366, 1368, 1370, 1372, 1374, 1376, 1378, 1380, 1382, 1384, 1386, 1388, 1390, 1392, 1394, 1396, 1398, 1400, 1402, 1404, 1406, 1408, 1410, 1412, 1414, 1416, 1418, 1420, 1422, 1424, 1426, 1428, 1430, 1432, 1434, 1436, 1438, 1440, 1442, 1444, 1446, 1448, 1450, 1452, 1454, 1456, 1458, 1460, 1462, 1464, 1466, 1468, 1470, 1472, 1474, 1476, 1478, 1480, 1482, 1484, 1486, 1488, 1490, 1492, 1494, 1496, 1498, 1500, 1502, 1504, 1506, 1508, 1510, 1512, 1514, 1516, 1518, 1520, 1522, 1524, 1526, 1528, 1530, 1

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne 12
"Placeurs encadrés" 2 col. et +	40,00	48,70
DEMANDES D'EMPLOI		
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	42,00	49,04
	9,00	10,33
	70,00	81,73

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne 12
"Placeurs encadrés"	28,00	32,69
Double insertion	34,00	39,70
"Placeurs encadrés"	38,00	44,37
	40,00	46,70
L'AGENDA DU MONDE	28,00	32,69

REPRODUCTION INTERDITE

L'immobilier

appartements vente

Paris Rive gauche

VUE SUR SEINE
350 m² - 3 étages, 3 appartements.
PLAN PARFAIT
SERVICES GARAGES
EXCLUSIVITE - 254-53-95

ODEON
RUE HAUTEVILLE
HOTEL XVII^e SIECLE
ENTREE EN 1975
APPARTEMENTS
2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 103, 104, 105, 106, 107, 108, 109, 110, 111, 112, 113, 114, 115, 116, 117, 118, 119, 120, 121, 122, 123, 124, 125, 126, 127, 128, 129, 130, 131, 132, 133, 134, 135, 136, 137, 138, 139, 140, 141, 142, 143, 144, 145, 146, 147, 148, 149, 150, 151, 152, 153, 154, 155, 156, 157, 158, 159, 160, 161, 162, 163, 164, 165, 166, 167, 168, 169, 170, 171, 172, 173, 174, 175, 176, 177, 178, 179, 180, 181, 182, 183, 184, 185, 186, 187, 188, 189, 190, 191, 192, 193, 194, 195, 196, 197, 198, 199, 200, 201, 202, 203, 204, 205, 206, 207, 208, 209, 210, 211, 212, 213, 214, 215, 216, 217, 218, 219, 220, 221, 222, 223, 224, 225, 226, 227, 228, 229, 230, 231, 232, 233, 234, 235, 236, 237, 238, 239, 240, 241, 242, 243, 244, 245, 246, 247, 248, 249, 250, 251, 252, 253, 254, 255, 256, 257, 258, 259, 260, 261, 262, 263, 264, 265, 266, 267, 268, 269, 270, 271, 272, 273, 274, 275, 276, 277, 278, 279, 280, 281, 282, 283, 284, 285, 286, 287, 288, 289, 290, 291, 292, 293, 294, 295, 296, 297, 298, 299, 300, 301, 302, 303, 304, 305, 306, 307, 308, 309, 310, 311, 312, 313, 314, 315, 316, 317, 318, 319, 320, 321, 322, 323, 324, 325, 326, 327, 328, 329, 330, 331, 332, 333, 334, 335, 336, 337, 338, 339, 340, 341, 342, 343, 344, 345, 346, 347, 348, 349, 350, 351, 352, 353, 354, 355, 356, 357, 358, 359, 360, 361, 362, 363, 364, 365, 366, 367, 368, 369, 370, 371, 372, 373, 374, 375, 376, 377, 378, 379, 380, 381, 382, 383, 384, 385, 386, 387, 388, 389, 390, 391, 392, 393, 394, 395, 396, 397, 398, 399, 400, 401, 402, 403, 404, 405, 406, 407, 408, 409, 410, 411, 412, 413, 414, 415, 416, 417, 418, 419, 420, 421, 422, 423, 424, 425, 426, 427, 428, 429, 430, 431, 432, 433, 434, 435, 436, 437, 438, 439, 440, 441, 442, 443, 444, 445, 446, 447, 448, 449, 450, 451, 452, 453, 454, 455, 456, 457, 458, 459, 460, 461, 462, 463, 464, 465, 466, 467, 468, 469, 470, 471, 472, 473, 474, 475, 476, 477, 478, 479, 480, 481, 482, 483, 484, 485, 486, 487, 488, 489, 490, 491, 492, 493, 494, 495, 496, 497, 498, 499, 500, 501, 502, 503, 504, 505, 506, 507, 508, 509, 510, 511, 512, 513, 514, 515, 516, 517, 518, 519, 520, 521, 522, 523, 524, 525, 526, 527, 528, 529, 530, 531, 532, 533, 534, 535, 536, 537, 538, 539, 540, 541, 542, 543, 544, 545, 546, 547, 548, 549, 550, 551, 552, 553, 554, 555, 556, 557, 558, 559, 560, 561, 562, 563, 564, 565, 566, 567, 568, 569, 570, 571, 572, 573, 574, 575, 576, 577, 578, 579, 580, 581, 582, 583, 584, 585, 586, 587, 588, 589, 590, 591, 592, 593, 594, 595, 596, 597, 598, 599, 600, 601, 602, 603, 604, 605, 606, 607, 608, 609, 610, 611, 612, 613, 614, 615, 616, 617, 618, 619, 620, 621, 622, 623, 624, 625, 626, 627, 628, 629, 630, 631, 632, 633, 634, 635, 636, 637, 638, 639, 640, 641, 642, 643, 644, 645, 646, 647, 648, 649, 650, 651, 652, 653, 654, 655, 656, 657, 658, 659, 660, 661, 662, 663, 664, 665, 666, 667, 668, 669, 670, 671, 672, 673, 674, 675, 676, 677, 678, 679, 680, 681, 682, 683, 684, 685, 686, 687, 688, 689, 690, 691, 692, 693, 694, 695, 696, 697, 698, 699, 700, 701, 702, 703, 704, 705, 706, 707, 708, 709, 710, 711, 712, 713, 714, 715, 716, 717, 718, 719, 720, 721, 722, 723, 724, 725, 726, 727, 728, 729, 730, 731, 732, 733, 734, 735, 736, 737, 738, 739, 740, 741, 742, 743, 744, 745, 746, 747, 748, 749, 750, 751, 752, 753, 754, 755, 756, 757, 758, 759, 760, 761, 762, 763, 764, 765, 766, 767, 768, 769, 770, 771, 772, 773, 774, 775, 776, 777, 778, 779, 780, 781, 782, 783, 784, 785, 786, 787, 788, 789, 790, 791, 792, 793, 794, 795, 796, 797, 798, 799, 800, 801, 802, 803, 804, 805, 806, 807, 808, 809, 810, 811, 812, 813, 814, 815, 816, 817, 818, 819, 820, 821, 822, 823, 824, 825, 826, 827, 828, 829, 830, 831, 832, 833, 834, 835, 836, 837, 838, 839, 840, 841, 842, 843, 844, 845, 846, 847, 848, 849, 850, 851, 852, 853, 854, 855, 856, 857, 858, 859, 860, 861, 862, 863, 864, 865, 866, 867, 868, 869, 870, 871, 872, 873, 874, 875, 876, 877, 878, 879, 880, 881, 882, 883, 884, 885, 886, 887, 888, 889, 890, 891, 892, 893, 894, 895, 896, 897, 898, 899, 900, 901, 902, 903, 904, 905, 906, 907, 908, 909, 910, 911, 912, 913, 914, 915, 916, 917, 918, 919, 920, 921, 922, 923, 924, 925, 926, 927, 928, 929, 930, 931, 932, 933, 934, 935, 936, 937, 938, 939, 940, 941, 942, 943, 944, 945, 946, 947, 948, 949, 950, 951, 952, 953, 954, 955, 956, 957, 958, 959, 960, 961, 962, 963, 964, 965, 966, 967, 968, 969, 970, 971, 972, 973, 974, 975, 976, 977, 978, 979, 980, 981, 982, 983, 984, 985, 986, 987, 988, 989, 990, 991, 992, 993, 994, 995, 996, 997, 998, 999, 1000, 1001, 1002, 1003, 1004, 1005, 1006, 1007, 1008, 1009, 1010, 1011, 1012, 1013, 1014, 1015, 1016, 1017, 1018, 1019, 1020, 1021, 1022, 1023, 1024, 1025, 1026, 1027, 1028, 1029, 1030, 1031, 1032, 1033, 1034, 1035, 1036, 1037, 1038, 1039, 1040, 1041, 1042, 1043, 1044, 1045, 1046, 1047, 1048, 1049, 1050, 1051, 1052, 1053, 1054, 1055, 1056, 1057, 1058, 1059, 1060, 1061, 1062, 1063, 1064, 1065, 1066, 1067, 1068, 1069, 1070, 1071, 1072, 1073, 1074, 1075, 1076, 1077, 1078, 1079, 1080, 1081, 1082, 1083, 1084, 1085, 1086, 1087, 1088, 1089, 1090, 1091, 1092, 1093, 1094, 1095, 1096, 1097, 1098, 1099, 1100, 1101, 1102, 1103, 1104, 1105, 1106, 1107, 1108, 1109, 1110, 1111, 1112, 1113, 1114, 1115, 1116, 1117, 1118, 1119, 1120, 1121, 1122, 1123, 1124, 1125, 1126, 1127, 1128, 1129, 1130, 1131, 1132, 1133, 1134, 1135, 1136, 1137, 1138, 1139, 1140, 1141, 1142, 1143, 1144, 1145, 1146, 1147, 1148, 1149, 1150, 1151, 1152, 1153, 1154, 1155, 1156, 1157, 1158, 1159, 1160, 1161, 1162, 1163, 1164, 1165, 1166, 1167, 1168, 1169, 1170, 1171, 1172, 1173, 1174, 1175, 1176, 1177, 1178, 1179, 1180, 1181, 1182, 1183, 1184, 1185, 1186, 1187, 1188, 1189, 1190, 1191, 1192, 1193, 1194, 1195, 1196, 1197, 1198, 1199, 1200, 1201, 1202, 1203, 1204, 1205, 1206, 1207, 1208, 1209, 1210, 1211, 1212, 1213, 1214, 1215, 1216, 1217, 1218, 1219, 1220, 1221, 1222, 1223, 1224, 1225, 1226, 1227, 1228, 1229, 1230, 1231, 1232, 1233, 1234, 1235, 1236, 1237, 1238, 1239, 1240, 1241, 1242, 1243, 1244, 1245, 1246, 1247, 1248, 1249, 1250, 1251, 1252, 1253, 1254, 1255, 1256, 1257, 1258, 1259, 1260, 1261, 1262, 1263, 1264, 1265, 1266, 1267, 1268, 1269, 1270, 1271, 1272, 1273, 1274, 1275, 1276, 1277, 1278, 1279, 1280, 1281, 1282, 1283, 1284, 1285, 1286, 1287, 1288, 1289, 1290, 1291, 1292, 1293, 1294, 1295, 1296, 1297, 1298, 1299, 1300, 1301, 1302, 1303, 1304, 1305, 1306, 1307, 1308, 1309, 1310, 1311, 1312, 1313, 1314, 1315, 1316, 1317, 1318, 1319, 1320, 1321, 1322, 1323, 1324, 1325, 1326, 1327, 1328, 1329, 1330, 1331, 1332, 1333, 1334, 1335, 1336, 1337, 1338, 1339, 1340, 1341, 1342, 1343, 1344, 1345, 1346, 1347, 1348, 1349, 1350, 1351, 1352, 1353, 1354, 1355, 1356, 1357, 1358, 1359, 1360, 1361, 1362, 1363, 1364, 1365, 1366, 1367, 1368, 1369, 1370, 1371, 1372, 1373, 1374, 1375, 1376, 1377, 1378, 1379, 1380, 1381, 1382, 1383, 1384, 1385, 1386, 1387, 1388, 1389, 1390, 1391, 1392, 1393, 1394, 1395, 1396, 1397, 1398, 1399, 1400, 1401, 1402, 1403, 1404, 1405, 1406, 1407, 1408, 1409, 1410, 1411, 1412, 1413, 1414, 1415, 1416, 1417, 1418, 1419, 1420, 1421, 1422, 1423, 1424, 1425, 1426, 1427, 1428, 1429, 1430, 1431, 1432, 1433, 1434, 1435, 1436, 1437, 1438, 1439, 1440, 1441, 1442, 1443, 1444, 1445, 1446, 1447, 1448, 1449, 1450, 1451, 1452, 1453, 1454, 1455, 1456, 1457, 1458, 1459, 1460, 1461, 1462, 1463, 1464, 1465, 1466, 1467, 1468, 1469, 1470, 1471, 1472, 1473, 1474, 1475, 1476, 1477, 1478, 1479, 1480, 1481, 1482, 1483, 1484, 1485, 1486, 1487, 1488, 1489, 1490, 1491, 1492, 1493, 1494, 1495, 1496, 1497, 1498, 1499, 1500, 1501, 1502, 1503, 1504, 1505, 1506, 1507, 1508, 1509, 1510, 1511, 1512, 1513, 1514, 1515, 1516, 1517, 1518, 1519, 1520, 1521, 1522, 1523, 1524, 1525, 1526, 1527, 1528, 1529, 1530, 1531, 1532, 1533, 1534, 1535, 1536, 1537, 1538, 1539, 1540, 1541, 1542, 1543, 1544, 1545, 1546, 1547, 1548, 1549, 1550, 1551, 1552, 1553, 1554, 1555, 1556, 1557, 1558, 1559, 1560, 1561, 1562, 1563, 1564, 1565, 1566, 1567, 1568, 1569, 1570, 1571, 1572, 1573, 1574, 1575, 1576, 1577, 1578, 1579, 1580, 1581, 1582, 1583, 1584, 1585, 1586, 1587, 1588, 1589, 1590, 1591, 1592, 1593, 1594, 1595, 1596, 1597, 1598, 1599, 1600, 1601, 1602, 1603, 1604, 1605, 1606, 1607, 1608, 1609, 1610, 1611, 1612, 1613, 1614, 1615, 1616, 1617, 1618, 1619, 1620, 1621, 1622, 1623, 1624, 1625, 1626, 1627, 1628, 1629, 1630, 1631, 1632, 1633, 1634, 1635, 1636, 1637, 1638, 1639, 1640, 1641, 1642, 1643, 1644, 1645, 1646, 1647, 1648, 1649, 1650, 1651, 1652, 1653, 1654, 1655, 1656, 1657, 1658, 1659, 1660, 1661, 1662, 1663, 1664, 1665, 1666, 1667, 1668, 1669, 1670, 1671, 1672, 1673, 1674, 1675, 1676, 1677, 1678, 1679, 1680, 1681, 1682, 1683, 1684, 1685, 1686, 1687, 1688, 1689, 1690, 1691, 1692, 1693, 1694, 1695, 1696, 1697, 1698, 1699, 1700, 1701, 1702, 1703, 1704, 1705, 1706, 1707, 1708, 1709, 1710, 1711, 1712, 1713, 1714, 1715, 1716, 1717, 1718, 1719, 1720, 1721, 1722, 1723, 1724, 1725, 1726, 1727, 1728, 1729, 1730, 1731, 1732, 1733, 1734, 1735, 1736, 1737, 1738, 1739, 1740, 1741, 1742, 1743, 1744, 1745, 1746, 1747, 1748, 1749, 1750, 1751, 1752, 1753, 1754, 1755, 1756, 1757, 1758, 1759, 1760, 1761, 1762, 1763, 1764, 1765, 1766, 1767, 1768, 1769, 1770, 1771, 1772, 1773, 1774, 1775, 1776, 1777, 1778, 1779, 1780, 1781, 1782, 1783, 1784, 1785, 1786, 1787, 1788, 1789, 1790, 1791, 1792, 1793, 1794, 1795, 1796, 1797, 1798, 1799, 1800, 1801, 1802, 1803, 1804, 1805, 1806, 1807, 1808, 1809, 1810, 1811, 1812, 1813, 1814, 1815, 1816, 1817, 1818, 1819, 1820, 1821, 1822, 1823, 1824, 1825, 1826, 1827, 1828, 1829, 1830, 1831, 1832, 1833, 1834, 1835, 1836, 1837, 1838, 1839, 1840, 1841, 1842, 1843, 1844, 1845, 1846, 1847, 1848, 1849, 1850, 1851, 1852, 1853, 1854, 1855, 1856, 1857, 1858, 1859, 1860, 1861, 1862, 1863, 1864, 1865, 1866, 1867, 1868, 1869, 1870, 1871, 1872, 1873, 1874, 1875, 1876, 1877, 1878, 1879, 1880, 1881, 1882, 1883, 1884, 1885, 1886, 1887, 1888, 1889, 1890, 1891, 1892, 1893, 1894, 1895, 1896, 1897, 1898, 1899, 1900, 1901, 1902, 1903, 1904, 1905, 1906, 1907, 1908, 1909, 1910, 1911, 1912, 1913, 1914, 1915, 1916, 1917, 1918, 1919, 1920, 1921, 1922, 1923, 1924, 1925, 1926, 1927, 1928, 1929, 1930, 1931, 1932, 1933, 1934, 1935, 1936, 1937, 1938, 1939, 1940, 1941, 1942, 1943, 1944, 1945, 1946, 1947, 1948, 1949, 1950, 1951, 1952, 1953, 1954, 1955, 1956, 1957, 1958, 1959, 1960, 1961, 1962, 1963, 1964, 1965, 1966, 1967, 1968, 1969, 1970, 1971, 1972, 1973, 1974, 1975, 1976, 1977, 1978, 1979, 1980, 1981, 1982, 1983, 1984, 1985, 1986, 1987, 1988, 1989, 1990, 1991, 1992, 1993, 1994, 1995, 1996, 1997, 1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.		La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	40,00	46,70	L'IMMOBILIER	28,00	32,69
"Placards encadrés" 2 col. et +			"Placards encadrés"	34,00	39,70
(la ligne coloriée)	42,00	49,04	Double insertion	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	9,00	10,33	"Placards encadrés"	40,00	46,70
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	70,00	81,73	L'AGENDA DU MONDE	28,00	32,69

L'immobilier

pavillons

95-SAINT-DENIS - Mors brulé, pavillon neuf, 4 p. princ., sur sous-sol complet, garage 3 voitures, terrasse, 110 m² de terrain, 630.500 F. - Tél. 449-85-36.

VITRY PAV. affaire rare, décoration qualité, 5-6 p., 150 m² de terrain, 360.000 F. - Tél. 331-91-46.

TRES GRANDE MAISON Créteil Centre, Liv. 40 m² p., 10 p. gar., 100 m² de terrain, 550.000 F. - R. 704-16-29.

hôtels-partie.

Rue de BELLECHASSE, Ravissement maison 270 m² env. Prix élevé justifié. - 623-82-17.

Part. HOTEL à part. avec cour intérieure dans le Marais, maison de maître restaurée, 10 p. de Magenta, 7500 F.

Butte-Montmartre, maison 300 m² cour, chaudière, 10 p. env. ALGERIA 285-97-54.

Entre ETOILE et TROCADERO, maison 250 m² habitables + dépend., 10 p., trav. à prévoir, 1.000.000 F. - 634-56-58.

NEUILLY BOIS Elégante maison, 10 p., 100 m² de terrain, 1.200.000 F. - 634-56-58.

château.

UN DES GRANDS CHATEAUX DE LA LOIRE EST A VENDRE. Nombreux et très beaux jardins, 100 p., 100 m² de terrain, 1.200.000 F. - 634-56-58.

ROCHEFORT-EN-VIELLES, 25 km de Paris par autoroute, Château Louis XIII, 10 p., 100 m² de terrain, 1.200.000 F. - 634-56-58.

propriétés

REGION REMALARD 140 km. Ouest, ferme, 100 p., 100 m² de terrain, 1.200.000 F. - 634-56-58.

PROVENCE, LUBERON, 100 p., 100 m² de terrain, 1.200.000 F. - 634-56-58.

PIERRE-LEVEE, 100 p., 100 m² de terrain, 1.200.000 F. - 634-56-58.

45 KM. PARIS-EST, 100 p., 100 m² de terrain, 1.200.000 F. - 634-56-58.

20 KM. SUD PARIS, 100 p., 100 m² de terrain, 1.200.000 F. - 634-56-58.

35 KM. SUD PARIS, 100 p., 100 m² de terrain, 1.200.000 F. - 634-56-58.

35 KM. SUD PARIS, 100 p., 100 m² de terrain, 1.200.000 F. - 634-56-58.

35 KM. SUD PARIS, 100 p., 100 m² de terrain, 1.200.000 F. - 634-56-58.

propriétés

ARIEGE, 100 p., 100 m² de terrain, 1.200.000 F. - 634-56-58.

MAISON DE CAMPAGNE, 100 p., 100 m² de terrain, 1.200.000 F. - 634-56-58.

FERMETTES, 100 p., 100 m² de terrain, 1.200.000 F. - 634-56-58.

2 H. 30 PARIS, 100 p., 100 m² de terrain, 1.200.000 F. - 634-56-58.

YONNE, 100 p., 100 m² de terrain, 1.200.000 F. - 634-56-58.

TERREIN, 100 p., 100 m² de terrain, 1.200.000 F. - 634-56-58.

TERREIN, 100 p., 100 m² de terrain, 1.200.000 F. - 634-56-58.

TERREIN, 100 p., 100 m² de terrain, 1.200.000 F. - 634-56-58.

villas

VILLENNES, 25 km. Paris-Ouest, 100 p., 100 m² de terrain, 1.200.000 F. - 634-56-58.

VAUCRESSON, 100 p., 100 m² de terrain, 1.200.000 F. - 634-56-58.

CRETEIL, 100 p., 100 m² de terrain, 1.200.000 F. - 634-56-58.

MEULAN, 100 p., 100 m² de terrain, 1.200.000 F. - 634-56-58.

VEZIN, 100 p., 100 m² de terrain, 1.200.000 F. - 634-56-58.

MONTHLY, 100 p., 100 m² de terrain, 1.200.000 F. - 634-56-58.

PARC MAISON-LAFITTE, 100 p., 100 m² de terrain, 1.200.000 F. - 634-56-58.

SAINT-MOMES-BRETECHE, 100 p., 100 m² de terrain, 1.200.000 F. - 634-56-58.

SAINT-GERMAIN-EN-LAYE, 100 p., 100 m² de terrain, 1.200.000 F. - 634-56-58.

LA PLAGNE, 100 p., 100 m² de terrain, 1.200.000 F. - 634-56-58.

GUILLERME VARS (ALPES), 100 p., 100 m² de terrain, 1.200.000 F. - 634-56-58.

L'agenda du Monde

Offres de particuliers

P. à P. vend. très beaux objets anciens, argenterie, bijoux, etc. - Tél. 449-85-36.

Animaux

A vendre chiens, chats, etc. - Tél. 449-85-36.

Artisans

TRANSFORMATION d'appareils de cuisine, etc. - Tél. 449-85-36.

Bijoux

Embrasé 1 carat, 2.000 F. - Tél. 449-85-36.

Cours

ANGLAIS pour enfants, etc. - Tél. 449-85-36.

Décoration

Poser av. motif, etc. - Tél. 449-85-36.

Enseignement

CLUB ANGLAIS, etc. - Tél. 449-85-36.

Expert

BOUETMY et DECHAUX, etc. - Tél. 449-85-36.

Fournitures

Part. vend. peaux, etc. - Tél. 449-85-36.

Homes d'enfants

LES BARTAVELLES, etc. - Tél. 449-85-36.

Orfèvrerie

ACHETE, etc. - Tél. 449-85-36.

Instruments de musique

ACHETE, etc. - Tél. 449-85-36.

Jeux Prototypes

DIJON, etc. - Tél. 449-85-36.

Spécialités régionales (vins)

VENTE DIRECTE DES PRODUCTEURS, etc. - Tél. 449-85-36.

Moquettes

30 à 70 %, etc. - Tél. 449-85-36.

Vacances

TOURISME, etc. - Tél. 449-85-36.

Loisirs

SKI DE FOND 690 F.L., etc. - Tél. 449-85-36.

Philatélie

TIMBRES, etc. - Tél. 449-85-36.

Recontres

Vous aussi, choisissez, etc. - Tél. 449-85-36.

JUSTICE

La reconstitution du meurtre de René Trouvé à Toulouse Un notable dans les faits divers

De notre correspondant régional

Toulouse. — Neuf mois et dix jours après l'assassinat de René Trouvé, correspondant de l'hebdomadaire le Meilleur de Toulouse, le parquet a fait procéder mardi matin 30 novembre, à la reconstitution du crime sous la direction de M. Ducasse, juge d'instruction, et du procureur de la République, M. Nègre. M. Dugas, contrôleur général de la police judiciaire, y assistait.

Les faits remontent au 19 février, peu avant 15 heures, en plein centre de la ville (le Meilleur de Toulouse, cinquante-deux ans, qui rédige depuis plusieurs mois les quatre pages du supplément toulousain de l'hebdomadaire et qui s'est fait de solides initiales en devenant les potes les plus croustillants d'une grande ville de province.

est tué d'une balle en pleine tête dans la remise des poubelles d'un immeuble, 33, rue Bayard. Un témoin a vu s'enfuir deux jeunes hommes dont il donne un vague signalement à la sûreté urbaine.

Le 7 juillet dernier, le poste de police du Fenouillet, à la frontière franco-espagnole, interpelle Christian Portay. Ce n'est pas un coup du hasard. La gendarmerie et la police judiciaire avaient reçu une fiche de recherche visant ce Toulousain, âgé de vingt-huit ans, qui avait écrit une lettre à M. Michel Poniakowski pour s'accuser du meurtre de Trouvé.

Il précisait au ministre de l'Intérieur qu'il avait agi sur un ordre donné par une personnalité de Toulouse, le docteur Claude Birague, spécialiste oto-rhino-laryngologiste réputé, consul de Monaco, ancien président des Comités de défense de la République, du comité de soutien au général de Gaulle, puis à Georges Pompidou. Le vrai patron du SAC local, disent les toulousains, qui recevait chez lui aussi bien la haute société que la lie du milieu.

Ramené à Toulouse, Portay parle, puis revient sur ses avertissements. Il est raillé sans être pour autant poursuivi pour outrage à magistrat. Sept jours plus tard, un deuxième homme est arrêté : il s'agit de celui qui Portay avait désigné comme son complice, José Picart, vingt-six ans. Coup sur coup, le parquet ordonne deux autres arrestations : d'abord, le nouveau Christian Portay, puis celui qui semble être le chef du gang des égoûtiers, le docteur Birague.

A la prison Saint-Michel, le docteur Birague maintient un solide système de défense : il n'a jamais donné l'ordre d'exterminer René Trouvé. Il a seulement chargé Portay et Picart de lui donner une solide correction, pour l'avoir diffamé dans les pages jaunes (l'édition toulousaine) du Meilleur. Diffamé à quel propos ? a demandé le magistrat. En réponse, le docteur Birague a répondu : « En 1968, j'ai écrit dans mes poches des millions que Trouvé avait extorqué en mon nom au Crédit agricole pour ne pas dévaliser dans mon ancien quartier, l'Acrot, une somme d'argent de prêt accordé à des gens ayant profité sans en avoir le droit d'avantages accordés à des sinistres agricoles » (le Meilleur du 21 juillet).

Mardi matin, lors de la reconstitution, il n'y avait devant le 33, rue Bayard, que deux jeunes hommes, M. Trouvé, et M. Birague, qui portaient le chapeau au 'péril' de l'affaire. Ce dernier n'a pas assisté à la reconstitution. C'est pour combler M. Birague, a été un avocat toulousain qui connaît bien les arcanes de l'affaire.

JULES LE ROMAIN ET LES DOUANIERS

(De notre correspondant.)

Benarion. — Soucieux de prouver quelques fonds à ses deux petits-enfants, le comte Christophe de Coqueray, châtelain d'Aray-le-Duc (Côte-d'Or), avait résolu de vendre deux cartons de tapisserie du quinzième siècle portant la signature de Guillaume Pipl de Guers, dit Jules le Romain. Aucun acquéreur français ne s'étant présenté, le comte de Coqueray s'est adressé à des négociants en Suisse. Enveloppés dans une toile de tente, les œuvres d'art, qui mesurent 250 x 250 cm, sont arrivées à Yverdon, dans la frontière suisse, sans encombre. Elles étaient, dans l'attente d'un acheteur, déposées dans le coffre d'une banque de Vevey quand les douaniers français, contrôlant le comte au retour d'un de ses voyages en Suisse, saisirent sur lui le réceptif de la banque.

C'est ainsi que le comte de Coqueray se retrouvait, le 28 novembre, devant le tribunal de grande instance de Besançon, poursuivi pour exportation frauduleuse d'œuvres d'art. L'administration des douanes lui réclame 3 millions et demi de francs (les deux cartons de Guillaume Pipl sont estimés, en Suisse, à 7 millions de francs suisses). Le ministère public a requis trois mois d'emprisonnement avec sursis à l'expiration de l'expertise frauduleuse. Le jugement sera rendu le 22 décembre. Quant aux cartons litigieux, ils ont été saisis par les douanes suisses en raison de leur importation frauduleuse.

C.F.

LE « GANG DES EGOUTIERS »

Une nouvelle arrestation est révélée

(De notre correspondant.)

Nice. — En dépit du mystère le plus complet observé par le magistrat instructeur et les enquêteurs, on sait aujourd'hui qu'une troisième femme faisait partie du « gang des égoûtiers », auteur du pillage de la Société Générale, à Nice, les 16 et 17 juillet dernier.

Mme Marie-Françoise Astolfi, vingt-trois ans, demeurant 83, rue Charras, à Marseille, fille d'un fonctionnaire de police, a été arrêtée pour un temps à la publicité qui a entouré l'arrestation de quelques-uns des malfaiteurs.

Appréhendée à Marseille le 26 octobre, Mme Marie-Françoise Astolfi, amie de Daniel Miché, lui-même appréhendé à Bruxelles, est incriminée pour avoir été l'un des auteurs du vol de la Société Générale, à Nice, le 16 et 17 juillet dernier.

M. Charles Aznavour se présentera dans les prochains jours au palais de justice de Versailles pour y être entendu par le juge chargé d'instruire son dossier. On a retrouvé chez elle une partie des billets volés dans les coffres de la banque.

SPORTS

RÉVÉLATION DE PERRINE PELEN (Seize ans)

La jeune Française Perrine Pelen, seize ans, considérée comme l'un des plus grands espoirs de l'équipe de France, a réussi à prendre la deuxième place du slalom spécial international d'Aprica (Italie). Perrine Pelen, qui portait le numéro 65, et partait donc dernière du troisième groupe, n'a été précédée au classement des deux manches que par la Suissesse Elisabeth Mörzner (66 sec. 41 contre 92 sec. 96). D'autres Françaises se sont bien classées, notamment Patricia Romet (toulousaine, 94 sec. 45), Danielle Delamarre (quatrième, 94 sec. 51) et Fabienne Serrat (sixième, 94 sec. 67).

Perrine Pelen avait remporté le championnat de France des cadettes, la saison passée, en slalom géant et en spécial.

Natation

UNE ÉQUIPE SOVIÉTIQUE EN STAGE AUX ÉTATS-UNIS

Los Angeles (A.P.P.). — Les meilleurs nageurs soviétiques effectuent de la mi-décembre à la mi-janvier un stage de quatre semaines en Californie. Vladimir Rastvorov (400 m), Arvids Izmaitov (100 m brasse), Andreï Smirnov (400 m quatre nages), tous trois médaillés de bronze à Montréal, l'équipe du relais de quatre fois 200 m libre (médaillé d'argent), ainsi que la championne olympique du 100 m brasse, Mariya Koshewskaya, doivent faire partie de l'équipe comprenant seize nageurs et nageuses.

Les Soviétiques, qui se préparent déjà au jeu de la Coupe du monde, seront entraînés aux États-Unis par Georges Haines (U.C.L.A.), Mark Scherzer (Stanford), Dick Johnson (Université de Long Beach) et Peter Daland (université de Californie du Sud). C'est la première fois qu'une équipe aussi représentative effectue un stage aux États-Unis.

Les lois éternelles du succès

Le monde devrait avoir lu ce petit livre gratuit

Surprenantes révélations sur une méthode très simple pour guider votre timidité, développer votre mémoire et réussir dans la vie.

Ce n'est pas juste : vous valez 10 fois mieux que tel de vos amis qui "n'a pas inventé la poudre", et pourtant gagne beaucoup d'argent sans se tuer à la tâche ; que tel autre, assez insignifiant, qui cependant jouit d'une inexplicable considération de la part de tous ceux qui l'entourent.

Qui faut-il accuser ? La société dans laquelle nous vivons ? Ou vous-même qui ne savez pas tirer parti des dons cachés que vous avez en vous ?

Vous le savez : la plupart d'entre nous n'utilisent que le centième de leurs facultés. Nous ne savons pas nous servir de notre mémoire. Ou bien nous sommes paralysés par une timidité qui nous condamne à végéter. Et nous nous enfonçons dans nos tabous, nos habitudes de pensée désuètes, nos complexes ancrés, notre manque de confiance en nous. Alors, qui que vous soyez, homme ou femme, si vous en avez assez de faire du surplace, si vous voulez savoir comment acquérir la maîtrise de vous-même, une mémoire étonnante, un esprit juste et pénétrant, une volonté robuste, une imagination fertile, une personnalité forte qui dégage de la sympathie et un ascendant irrésistible sur ceux en contact avec vous, demandez à recevoir le petit livre de Borg : "Les lois éternelles du succès".

Absolument gratuit, il est envoyé à qui en fait la demande et constitue une remarquable introduction à la méthode mise au point par le célèbre psychologue F.J. Borg dans le but d'aider les milliers de personnes de tout âge et de toute condition qui recherchent le moyen de se réaliser et de parvenir au bonheur.

BON GRATUIT

Pour recevoir "LES LOIS ÉTERNELLES DU SUCCÈS" Déclarez en recopiant ce bon et envoyez-le à : F.J. BORG, chez AUBANEL, 6, place St-Pierre, 84028 Avignon. Vous recevrez le livre sous pli fermé et sans aucun engagement d'aucune sorte.

NOM : PRENOM :

CODE POSTAL : RUE : VILLE :

AGE : PROFESSION :

مكتبة العالم

JUSTICE

Une lettre du directeur des services juridiques du Conseil de l'Europe sur la convention contre le terrorisme

Après le compte rendu d'une conférence de presse de M. Herbert Goldson, directeur des affaires juridiques du Conseil de l'Europe sur la convention européenne pour la répression du terrorisme (le Monde du 18 novembre), nous avons reçu de ce fonctionnaire international la lettre suivante :

En premier lieu, il ne ressort pas de votre article, alors qu'il s'agit d'un point essentiel, que seuls les États membres du Conseil de l'Europe auront la possibilité de faire usage des dispositions de la convention. Or tous ces États ont assumé des obligations de droit international étendues et précises dans le domaine des droits de l'homme et des libertés fondamentales, qui se traduisent en particulier par le fait que les États membres du Conseil de l'Europe sont liés par la Convention européenne de sauvegarde de l'homme de 1950 (à l'exception du Portugal, qui vient d'adhérer au Conseil de l'Europe mais qui a déjà signé la convention). Par cette convention, les États membres ont souscrit des

engagements très précis en ce qui concerne en particulier les conditions de la détention avant jugement des personnes poursuivies sur leur territoire et le procès équitable à garantir à toute personne traduite devant leurs juridictions. Le respect de ces engagements est placé sous le contrôle de la commission européenne des droits de l'homme, à laquelle non seulement les États, mais également les particuliers, peuvent s'adresser directement et d'un organe juridictionnel, la Cour européenne des droits de l'homme.

L'existence des obligations s'imposant aux États membres en vertu de la convention européenne des droits de l'homme, ainsi que les garanties découlant pour les particuliers du système de contrôle de l'application de la convention constituent un élément décisif pour apprécier les incidences de la convention pour la répression du terrorisme sur la situation juridique des particuliers.

En second lieu, j'avais mentionné toute une série de cas où il avait été admis en droit international, dès le siècle dernier, que l'application d'un motif politique ne ferait pas obstacle à l'extradition, dans le cas, par exemple, des assistants criminels contre le chef de l'État. Une clause à cet effet a été introduite dans de nombreux traités bilatéraux conclus notamment par des États européens, clause qui s'est retrouvée par la suite sous une forme élargie dans d'autres traités conclus par les mêmes États.

J'avais également cité des exemples de cas plus récents où l'extradition est prévue, quel que soit le motif, en cas de crimes de guerre ou de crimes contre l'humanité (convention sur le génocide de 1948, convention de Genève de 1949 en matière de droit humanitaire), dont les décisions de Nuremberg n'étaient que l'un des éléments, alors que la présentation retenue dans votre article semble rattacher à ce précédent aussi bien l'origine historique que le fondement juridique de l'extradition des auteurs d'infractions politiques, ce qui ne correspond ni à la réalité ni aux explications que j'avais données.

En outre, votre présentation de l'article 1 n'exprime pas de manière exacte la véritable portée de la convention. Cet article prévoit effectivement qu'un État qui n'extraditera pas une personne sera obligé de déférer son cas devant ses autorités judiciaires. Mais il n'y a pas là de contradiction avec l'objet de la convention, comme si elle n'était qu'une convention d'extradition. En fait, elle a été élaborée dans l'optique plus large de la lutte contre le terrorisme. S'il est indéniable que l'accent est davantage mis sur l'obligation d'extradition, l'obligation de juger est le second volet des mesures prévues. Il y a certainement un renversement des priorités par rapport aux conventions internationales qui prévoient déjà de telles dispositions (en particulier la convention de La Haye de 1970 pour la répression de la capture illicite d'aéronefs, récemment ratifiée par la France), mais il n'y a pas pour autant une contradiction entre les mesures prévues par la convention.

Enfin, j'estime que l'élaboration d'une telle convention est un fait heureux dans la mesure où elle fournit à un certain nombre d'États les membres du Conseil de l'Europe, qui possèdent un système judiciaire fondé sur la reconnaissance des droits fondamentaux, un moyen juridique supplémentaire pour faire face à certains aspects d'un fléau qui menace de plus en plus nos populations, à savoir les actes de terrorisme ou de violence concertés.

A MARSEILLE Un clerc de notaire est inculpé de proxénétisme hôtelier

Marseille. — M. Maestroni, juge d'instruction à Marseille, vient d'inculper de proxénétisme hôtelier M. Georges Marie Roussel-Rouvière, clerc de notaire à Marseille. M. Roussel-Rouvière subit les effets du renforcement de la lutte contre le proxénétisme qui prévoit l'inculpation des propriétaires des hôtels et des propriétaires de lieux d'habitation trop accueillants et non plus seulement celle des gérants, les premiers ne devant pas ignorer ce qui se passe dans l'établissement dans lequel ils sont responsables légaux.

Les poursuites engagées contre M. Roussel-Rouvière, apparenté à une très célèbre famille de notaires marseillais, sont consécutives à celles qui visent le gérant d'un hôtel de la rue Saint-Basile à Marseille. M. Giraud, qui avait mis plusieurs chambres de l'établissement à la disposition des prostituées fréquentant le quartier et de leurs clients. M. Roussel-Rouvière était propriétaire de cet hôtel. Lors de son audition par les policiers chargés de la protection et de la prévention sociales et par le magistrat instructeur, M. Giraud a affirmé à plusieurs reprises que M. Roussel-Rouvière était parfaitement au courant de l'utilisation réservée à certaines chambres.

Le 5 juillet, un huissier de justice, M. Costa, avait été pourvu et condamné pour des raisons semblables.

Les magistrats de la chambre criminelle ont estimé que « relativement elle était légalement autorisée, la preuve rapportée n'a pas été complète, parfaite et corrélatrice aux imputations dans toute leur portée matérielle et morale ».

En ce qui concerne l'exception de bonne foi invoquée par M. Aranda, l'arrêt de la Cour de cassation déclare que « la cour d'appel a exactement interprété le sens et la portée du texte incriminé en y voyant l'insinuation d'un dessein imputé aux fonctionnaires de l'administration publique mis en cause et qui eurent tendu à favoriser des projets de spéculations immobilières ».

C'est donc à bon droit, ajoute l'arrêt, que « la cour de Paris a pu décider qu'en dépit de la légitimité du but qu'Aranda cherchait à atteindre, celui-ci n'avait pas démontré l'absence de faits justifiant, seul pour détruire la présomption d'intention de nuire qui s'attachait aux imputations elles-mêmes, telles qu'elles avaient été publiées ».

A LA COUR DE CASSATION M. Aranda reste condamné

M. Gabriel Aranda, l'ancien homme de confiance de M. Chandon, est définitivement condamné à 300 F d'amende pour complicité de diffamation envers le ministère de l'Aménagement du territoire, de l'équipement, du logement et du tourisme, pour avoir adressé à plusieurs directeurs de journaux, qui l'ont publié, un texte relatif aux conditions dans lesquelles avaient été autorisées, à Val-d'Isère et à Tignes, dans le lotissement des Alpes, certaines constructions que des avalanches ont détruites en 1970, l'un de ces accidents ayant causé la mort de nombreuses personnes.

La chambre criminelle de la Cour de cassation, présidée par M. Chapar, statuant sur le rapport du conseiller Mongin, et les conclusions de M. Aymond, avocat général, a, en effet, rejeté, le 23 novembre, le pourvoi soutenu par M. Aranda Lyon-Caen, que M. Aranda avait formé contre l'arrêt de condamnation rendu contre lui le 12 février 1975 par la première chambre de la cour de Paris.

Le bureau de la Fédération nationale des unions de jeunes avocats est composé pour l'année 1976-77 de MM. Bernard Cahen, président ; Pierre Veron, premier vice-président ; Eric Boyer et Bernard Lebas, vice-présidents ; Olivier Bernheim, secrétaire général ; Claude Brugues, secrétaire général adjoint et Jean-Michel Agon, trésorier.

L'AFFAIRE DASSAULT

Trois des huit millions de francs détournés par Hervé de Vathaire ont été récupérés

Arrivé au palais de justice de Paris en compagnie du général Guillaud de Bénouville, M. Marcel Dassault s'est rendu mardi 30 novembre au cabinet de M. François Petot, juge d'instruction, pour une confrontation avec M. Hervé de Vathaire. À sa sortie, l'industriel a dit aux journalistes que son ancien collaborateur paraissait regretter sincèrement ses actes : « En le voyant, a conclu M. Dassault, j'ai préféré penser aux vingt-cinq ans de bons et loyaux services plutôt qu'à cette histoire... »

An cours de ses interrogatoires, M. de Vathaire avait indiqué que, après avoir retiré, le 4 juillet, 8 millions de francs du compte de son patron, il avait téléphoné à celui-ci depuis l'hôtel Hilton d'Orly. M. Dassault, entendu à ce sujet, avait affirmé n'avoir jamais reçu cet appel téléphonique. Lors de la confrontation, l'inculpé aurait été moins formel, indiquant qu'il n'était plus aussi certain d'avoir eu personnellement M. Dassault au bout du fil.

De son côté, le magistrat instructeur a confirmé à M. Dassault qu'une partie des fonds détournés — un peu plus de 3 millions — avait été récupérée dans des banques suisses où M. Jean Ray et Mlle Danielle Marquet, son amie, les avaient déposés (le Monde du 20 novembre).

Le cambriolage de l'appartement de M. Leppinasse, président-directeur général de la société Banania. — Soupçonné d'avoir commis le 24 avril 1972 un vol chez le P.D.G. de Banania qui leur permit de s'emparer de treize et une toiles de maîtres, les frères Patrick et Jean-Pierre Fulaud, détenus depuis le 19 juin, ont été libérés mardi 30 novembre par M. Emile Cablé, juge d'instruction, ainsi que M. Claude Penayron, accusé d'avoir été l'organisateur de l'opération, écroué depuis le 18 juin. Ces trois inculpés, assistés de M. Albert Vignoles et Jeanne Fauche, ont toujours protesté de leur innocence.

Une audience correctionnelle intéressante MM. Dassault et de Bénouville s'est tenue ce même 30 novembre à la troisième chambre du tribunal de Paris. Y comparaissent l'abbé Ernest Braeckman et M. André Baranès, qui fut acquitté en 1956 dans l'affaire des fuites. Il leur est reproché d'avoir tenté de faire chanter l'industriel et M. de Bénouville, en mars 1973, entre les deux tours des élections législatives, alors qu'ils étaient tous deux en ballotage.

L'attention contre un diplomate iranien

LES DEUX INCULPÉS RESTENT EN PRISON

M. Guy Floch, premier juge d'instruction à Paris, chargé du dossier de l'attention dont a été victime, le 2 novembre, un diplomate iranien, M. Roumayroun Karyavrouzi, a décidé, mardi 30 novembre, de maintenir en détention l'un des deux inculpés, M. Mohammed Reza Takhti. Il a accordé la liberté à l'autre, étant poursuivi, M. Nader Oskoui, en le plaçant sous contrôle judiciaire ; mais le parquet a fait appel de cette décision et M. Oskoui restera également en prison en attendant que la chambre d'accusation statue sur son cas.

Les protestations contre les poursuites visant les deux étudiants se multiplient. Un comité de défense a été constitué, demandant « la participation de tous les démocrates » et dénonçant « les collusions actuelles entre les autorités françaises et la police politique iranienne » (1).

À Grenoble, trente étudiants iraniens font, depuis douze jours, la grève de la faim pour obtenir la libération des deux emprisonnés et le retour en France des quatre étudiants iraniens expulsés. Une cinquantaine de leurs compatriotes ont entamé un mouvement identique, mardi 30 novembre, à Paris. Le même jour, la manifestation des étudiants iraniens (GIRNU) a, d'autre part, organisé des bivouacs devant les consulates de France dans plusieurs villes des États-Unis, d'Allemagne fédérale, d'Autriche, de Grande-Bretagne, d'Italie et de Suède.

(1) Robert Davies. Comité de défense, 28 bis, rue du Château, Paris-14^e.

FAITS DIVERS

Tempête sur la France

UN AUTOMOBILISTE EST TUÉ DANS LES VOSGES

Un automobiliste de Matincourt (Vosges), M. Michel Jampierre, a été tué mardi 30 novembre au volant de sa voiture, victime d'une avalanche de vent qui soufflait à plus de 104 kilomètres à l'heure.

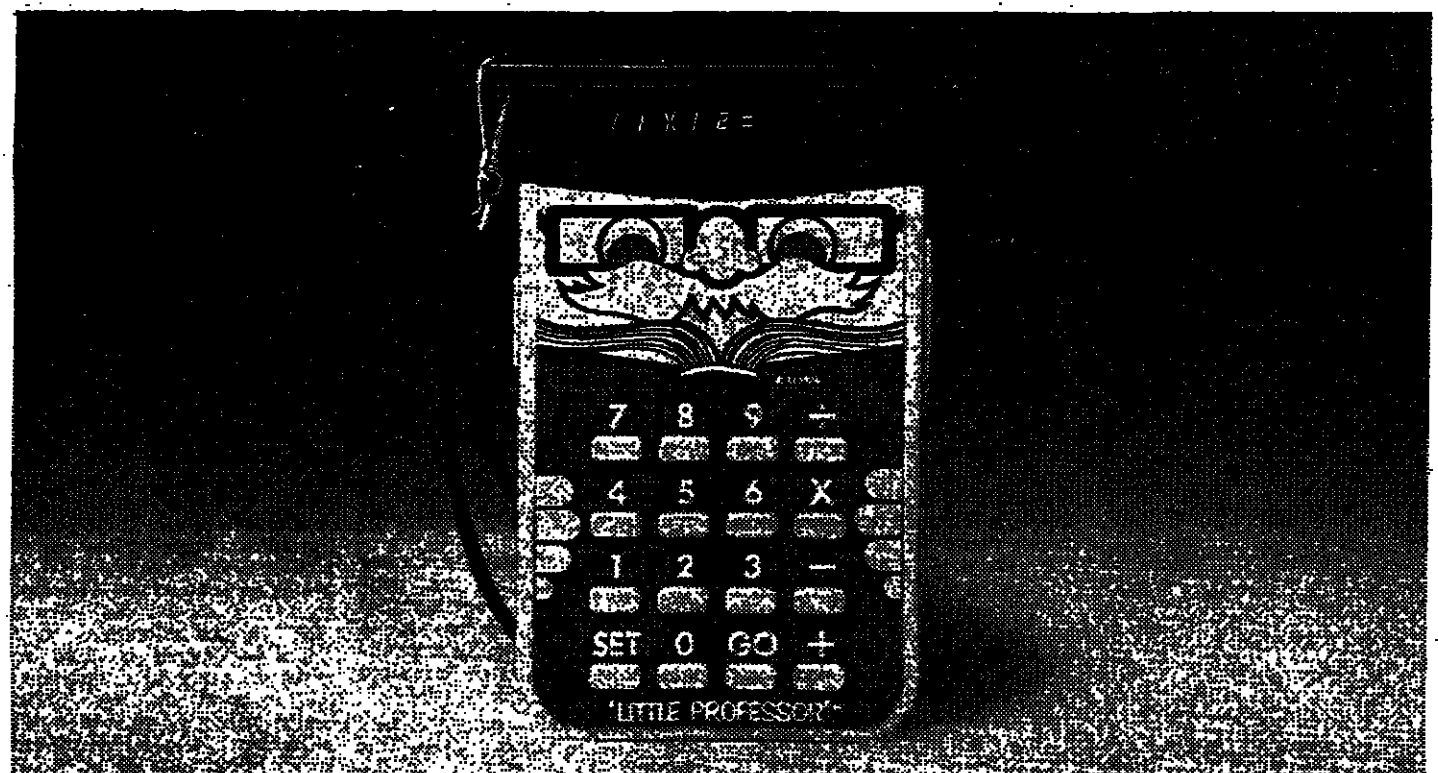
D'autre part, de violentes rafales de vent, accompagnées de pluie et de tourbillons de neige, ont provoqué d'énormes dégâts sur plusieurs régions de France, mardi 30 novembre. On notait des vents de 6 à 8 mètres autour de l'île de Sein (Finistère), et le vent a atteint 40 kilomètres-heure à Belle-Île (Morbihan).

À Nantes (Loire-Atlantique), deux personnes ont été légèrement blessées par des rafales orageuses d'un oit, tandis qu'à Saint-Nazaire un navire ouest-allemand, le « Rhein-Express », était endommagé en heurtant un pont basculant.

Dans la région de Barentin (Seine-Maritime), deux arbres se sont abattus sur la voie ferrée Paris-Le Havre et le trafic a été interrompu pendant une heure.

Vers 18 heures, la bourrasque a pris d'importantes proportions en Seine-et-Marne, où de nombreux arbres, déracinés, sont tombés en travers des routes et où les pompiers ont dû intervenir pour vider des axes inondés dans les régions de Melun et de Lagry. Il en a été de même en Haute-Vienne et dans la Loire, où la toile d'un épiévent battait au faire à la brocante, à Lozano, a été emportée.

En Côte-d'Or, enfin, vers 22 heures, le vent a mis en marche sur une ole ferrée de Dijon un pont roulant de 30 tonnes, qui s'est écarté contre un porte-câbles ; le trafic de la N.C.F. en direction de Châtigny-Nancy a été bloqué pendant une partie de la nuit.



Little professor. Il ne fait pas les opérations. Mais il les fait faire. Il les corrige. Et il donne des notes.

Destiné aux enfants à partir de 6 ans, le Little Professor est accompagné d'un livret de Jeux mathématiques éducatifs gratuits. On y trouve 18 Jeux à faire avec le Little Professor, tout seul ou avec ses amis.

En vente aux rayons calculatrices et jouets : Galeries Lafayette, Printemps, Samaritaine et Jelmoli (à Lyon). En vente à Paris chez Duriez, Franklin 2000. A Lyon et Grenoble chez Dam et chez tous les papeteries Plein Ciel.

TEXAS INSTRUMENTS FRANCE
La Boursière - Bâtiment A - R.N. 186 - 92350 Le Plessis-Robinson - Tél. 630.23.43

LA VIE SOCIALE ET ÉCONOMIQUE

DÉMOGRAPHIE

La reprise de la natalité en France

(Suite de la première page.)

A cela s'ajoutent les difficultés de langage que rencontre tout spécialiste lorsqu'il présente dans un vocabulaire qu'il souhaite accessible au plus grand nombre, les méthodes et les résultats de ses travaux. Ces difficultés sont encore accrues si ces résultats prennent des allures de paradoxe.

Revenons à l'évolution récente de la natalité. L'information, diffusée il y a quelques jours, est la suivante : la courbe des naissances a enregistré un retournement de tendance à la fin de l'année 1975. Alors que, depuis la mi-1973, le nombre des naissances n'avait cessé de diminuer à un rythme extrêmement rapide, on assiste depuis le début de cette année à une très nette reprise. Mais, au total, le nombre annuel des naissances sera encore inférieur de 10 000 à 20 000 en 1976 à ce qu'il était en 1975 (soit 720 000 à 730 000 contre 740 000 l'an dernier).

Beau tollé dans les milieux à qui, sans doute, cette information déplaît ! Comment la natalité peut-elle remonter alors que le nombre des naissances baisse, puisqu'on en compte moins en 1976 qu'en 1975 ? Et chacun d'y aller de son explication sur cette sensationnelle et scandaleuse énigme !

Pourtant, les indications fournies tentent de faire comprendre cet apparent paradoxe. Du second semestre 1974 à la fin 1975, le nombre mensuel de naissances, après correction des variations saisonnières, puis ajustement pour éliminer les fluctuations accidentelles, diminuait à un rythme constant, d'environ 500 naissances d'un mois sur l'autre. En tendance, ce rythme de baisse correspond au bout d'un an, à une diminution de 70 000 naissances annuelles. Autrement dit, sur la base des informations disponibles vers la fin de l'année dernière, l'estimation la plus plausible du total des naissances de l'année 1976 était de 670 000.

Depuis le début de l'année 1976,

le nombre mensuel des naissances non seulement ne diminue plus, mais encore augmente. Cela apparaît lorsqu'on procède à la correction des variations saisonnières et au lissage de la série corrigée. Il faut préciser que l'information dont on dispose actuellement est double : on connaît la série mensuelle des naissances « France, entière » jusqu'à juin 1976 et la série mensuelle des naissances dans un ensemble de communes urbaines (qui représente environ le tiers du total des naissances « France, entière ») jusqu'à octobre 1976. L'étude, sur la période 1960-1976, de l'information comparée apportée par la série « France, entière » et la série « villes », permet d'affirmer que, jusqu'à octobre 1976, les naissances mensuelles « France, entière » augmentent, selon une tendance qu'il est encore difficile de déterminer avec précision, mais qui pourrait être de l'ordre de + 200 à + 500 naissances supplémentaires par mois (1).

Dans le début de 1976

Autrement dit, l'augmentation depuis le début de l'année 1976 — qui ne fait aucun doute — est peut-être un peu moins rapide que ne l'était la baisse sensiblement régulière de l'année 1975. Revenons en chiffres ronds une évolution en tendance correspondant à une diminution annuelle de 70 000, suivie d'une augmentation annuelle de 50 000, respectivement en 1975 et 1976.

Le nombre annuel des naissances de 1975 est bien sûr le total des naissances mensuelles, à tendance déclinante, depuis janvier 1975 jusqu'à décembre 1975. Ce total est, en arrondissant, de 740 000. Le niveau de début janvier 1976, soit six mois avant le milieu de l'année 1975, était donc équivalent

à 740 000 + 70 000 = 775 000 naissances annuelles. Si la nouvelle tendance, correspondant à + 50 000 naissances annuelles, est supposée, pour simplifier, s'être installée exactement à la fin 1975, le total de l'année 1976 se situera approximativement à :

775 000 + 50 000 = 825 000. La différence entre ce nombre et l'estimation qu'on pouvait donner sur la base de la tendance antérieure (670 000), soit + 155 000, représente la demi-inflexion de la tendance (+ 50 000 - 70 000 = + 120 000).

Il est donc tout à fait cohérent que le nombre des naissances augmente depuis la fin de l'année et que, pourtant, le total de l'année 1976 se situe en dessous du total de l'année 1975 : il ne faut pas confondre évolution en tendance et évolution en années pleines, l'une et l'autre ne coïncidant que si les rythmes d'évolution demeurent stables sur des périodes d'au moins vingt-quatre mois consécutifs.

Le dénouement que nous venons de présenter n'est pas exactement celle qui a été suivie pour prévoir le nombre des naissances de l'année 1976. L'étude portant sur la

période 1960-1976 mentionnée plus haut a permis de définir et surtout d'étalonner une méthode de prévision à court terme du nombre des naissances, fondée sur la connaissance des séries mensuelles « France, entière » (comme avec trois à cinq mois de retard) et « villes » (comme avec un mois de retard). Cette méthode fournit des prévisions ponctuelles ainsi que des fourchettes de prévision associées à une probabilité d'erreur. Sur la base des données « France, entière » connues jusqu'à juin 1976 et des données « villes » connues jusqu'à octobre 1976, la prévision du nombre total des naissances de l'année 1976 est, au risque 5 % de se tromper, de 720 000 ± 10 000. Toutefois, les

simples et convaincantes de ce qui constitue un véritable effondrement de la fécondité annuelle n'a été fournie par les démographes. Sans doute tombe-t-il sous le sens commun de tenter de rapprocher cette évolution de la fécondité et celle d'autres phénomènes, par exemple de la conjoncture économique, de la législation en matière de contraception ou d'avortement, de la législation familiale... En fait, l'étude comparative des évolutions, enregistrées dans les différents pays d'Europe occidentale conduit à deux grands types de conclusions (3) : d'une part les similitudes et les concomitances sont extrêmement étroites entre ces pays, en dépit de toutes les dif-

Ce n'est pas non plus l'évolution de la législation (qui suit davantage qu'elle ne précède les changements) ou des techniques de contraception qui explique la chute de la natalité. N'oublions pas que ce sont les femmes nées au tout début du siècle qui ont en le moins d'enfants (2 en moyenne en France, 1,8 en Angleterre-Galles, par exemple) et qu'elles en ont eu moins que n'en auraient vraisemblablement les femmes nées en 1950 !

Faute d'un grand dessin collectif...

La moralité et le désenchantement qui régnent actuellement dans les sociétés occidentales n'ont pas empêché les responsables des évolutions que nous enregistrons. Ce qui manque à l'Europe actuelle (4), c'est en fait, nous semble-t-il, un grand dessin collectif auquel adhèreraient avec ferveur les diverses catégories de la population et en particulier les plus jeunes générations, et qui redonnerait à la fois davantage de goût à la vie et davantage le désir de donner la vie. Nos sociétés sont trop divisées et nos systèmes de valeurs en évolution trop rapide — sans même évoquer le déclin de l'influence européenne dans le monde — pour qu'on puisse escompter un retour prochain aux fécondités d'il y a dix ou vingt ans.

Dans ces conditions, si on ne peut attribuer directement une causalité à la baisse de la fécondité intervenue depuis une dizaine d'années, comment espérer expliquer la reprise — encore si courte et si fragile ! — observée depuis quelques mois ? Indiquons seulement que la République fédérale d'Allemagne et l'Angleterre-Galles ont enregistré tout récemment, et à peu près en même temps que la France, des évolutions comparables (5). Remarquons encore, à l'intention des amateurs d'explications simples, que la reprise de la natalité s'est produite, en termes de conceptions, à la fin du premier trimestre 1975, c'est-à-dire paradoxalement à un moment où le chômage — et spécialement celui des jeunes, et plus concerné par la fécondité — était particulièrement élevé en France.

Cette reprise est-elle susceptible de se poursuivre durablement ? D'un point de vue scientifique, rien ne permet à notre sens de l'affirmer, de même que rien ne permet d'affirmer le contraire. Il est aussi vraisemblable, vu l'ampleur du retournement de tendance (c'est le premier qui se soit produit depuis la baisse accélérée de la natalité intervenue à la mi-1973), et vu la similitude de l'évolution très récente dans deux pays voisins, que la reprise se poursuivra au moins quelques mois encore. Mais il n'est aucunement exclu ni qu'elle s'interrompe et même qu'elle laisse place à une nouvelle baisse ni qu'elle s'amplifie. Seule l'observation patiente et minutieuse des données à venir permettra de trancher entre ces deux éventualités diamétralement opposées.

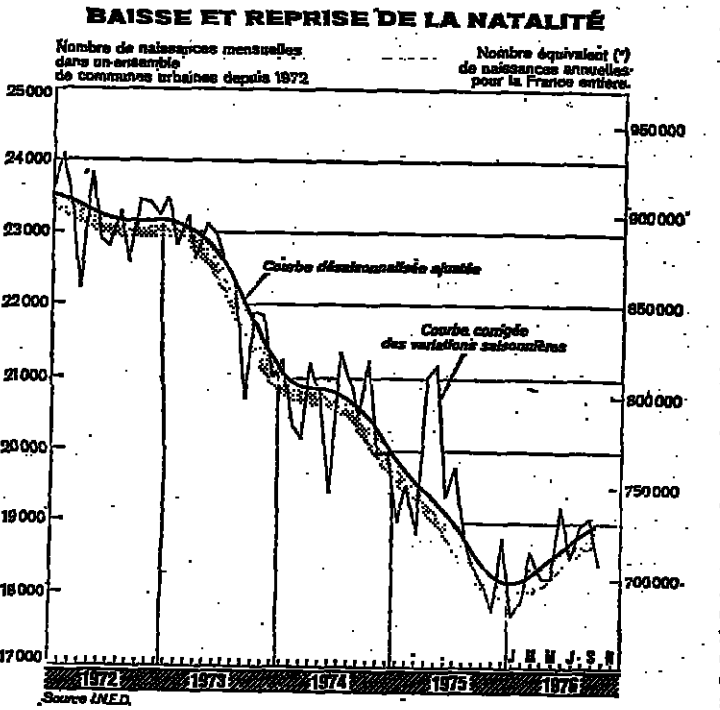
(1) L'incertitude liée au lissage des fluctuations accidentelles s'ajoute à celle qui résulte du caractère déséquilibré (coefficient saisonnier stable sur moyenne période ou en évolution lente). Le graphique ci-joint est fondé sur la stabilité des coefficients saisonniers observés sur la période 1960-1976. Le rapport de la série « villes » à la série « France, entière » a été supposé invariant, sa valeur étant celle qu'il a conservée depuis le début de l'année 1975 (soit 0,25).

(2) L'étude mentionnée dans l'ouvrage d'articles, dans la revue Population, à paraître vers mars 1977.

(3) Pour des développements sur l'analyse comparative de la fécondité à long terme, le lecteur pourra se reporter au chapitre 76 de la collection « Travaux et documents de l'INED », qui contiennent le rapport établi par l'Institut national d'études démographiques et remis au gouvernement à la fin de l'année 1975 : « L'efficacité des mesures de politique démographique sur l'évolution de la fécondité ».

(4) Nous nous référons dans ces propos à la situation de l'Europe occidentale, à laquelle on peut rattacher l'Amérique du Nord (où le déclin de la fécondité remonte à la fin des années 50), l'Australie et la Nouvelle-Zélande. Le cas de l'Europe orientale est assez profondément différent. D'une part, les traditions en matière de contraception y ont beaucoup plus récemment que l'Europe occidentale un moyen important de régulation de la fécondité. D'autre part, l'avortement est légalisé et pratiqué à un niveau élevé. Ainsi l'évolution récente de l'est soviétique est très différente de celle de l'ouest. Elle est dans nombre de ces pays à la différence des autorisations d'avortement.

(5) Toutefois il convient de noter que le retournement de tendance observé dans la fécondité française n'avait pas encore atteint les niveaux très faibles enregistrés par certains de nos voisins (1,9 en fait par femme en 1975 en France, 1,7 en Angleterre-Galles, 1,4 en Pays-Bas, 1,6 en Suisse et 1,45 en République fédérale d'Allemagne).



(*) Compte tenu d'un rapport fixe entre les villes concernées et l'ensemble de la France.

prévisions successives de ce nombre total des naissances de l'année 1976 ayant évolué constamment depuis six mois dans le sens d'une augmentation, la réalisation pourrait se situer plutôt vers le haut de cette fourchette, que vers le bas.

Révélateur d'un état de civilisation

Enfin, il convient d'insister sur le fait que, comme dans toute prévision, même étalonnée sur le passé assez proche, un risque d'erreur subsiste : si l'inertie temporelle de la série mensuelle des naissances venait subitement à devenir moindre, la prévision serait mise en échec. Si tel était le cas, l'événement serait au moins aussi surprenant que le renversement de tendance lui-même.

Voilà les éléments du dossier sur la détermination des données (3). Quels commentaires peut-on faire à leur propos, en ce qui concerne l'explication causale et les chances de poursuite de ce mouvement de reprise ? Sur le premier point, il faut rappeler que si la baisse très marquée de la natalité remonte à la mi-1973, en réalité la fécondité ne cesse de décliner depuis 1964-1965, en France comme dans tous les pays d'Europe occidentale. Aucune explication à la fois

références qui les séparent dans les domaines que nous venons d'évoquer : d'autre part, les déterminants de la fécondité se situent à des niveaux bien plus profonds — exerçant des effets semblables et simultanés dans les pays industrialisés d'Europe occidentale — que l'observateur, ébloui par les péripéties de l'actualité politico-économique, n'est porté à le soupçonner.

La fécondité paraît être le révélateur d'un état profond de civilisation : les sociétés européennes ont, nous semble-t-il, perdu depuis une dizaine d'années une partie de l'espérance et de la foi qu'elles avaient en elles-mêmes. Avoir des enfants, c'est se projeter résolument dans l'avenir, avec la conviction ferme et globale que cet avenir vaudra la peine d'être vécu par ceux à qui on donnera la vie. Ce ne sont pas les rides superficielles du jeu politique ou économique qui modèrent en profondeur les volontés collectives. Ce ne sont pas non plus les considérations matérielles — même si elles sont mises en avant avec sincérité — qui exercent le rôle majeur. L'élan vital qui a saisi les nations d'Occident après les destructions et les hécatombes de la dernière guerre (même dans les pays qui sont demeurés neutres dans le conflit) n'a pas été entravé par les difficultés matérielles, pourtant énormes, de l'époque.

Lorsque nous avons annoncé fin 1966 et début 1967, que fécondité de l'année 1965 marquait une diminution certes modérée (— 2,5 % par rapport 1964) mais néanmoins significative parce que spectaculaire à tous les âges, à toutes les durées de mariage, à toutes les durées de famille déjà atteintes, par qu'on observe aussi dans quelq pays étrangers voisins, nous arc été pris pour un prophète de malheur. Nous ne pensions pas q le phénomène allait s'accompa point de conduire à l'effondr ment spectaculaire que l'on a II aurait fort bien pu en é autrement, mais il n'en serai moins demeuré que l'année II a marqué un réel porteur signification par rapport à 19

Cette fois-ci, nos observat nous conduisent à annoncer t reprise. Il se peut fort bien qu ne se prolonge pas durablem Si tel est le cas, il n'en demeur pas moins que les trois prem trimestres de 1976 ont mar une augmentation par rapp aux tendances de l'année II. Telle est la portée de l'inform tion très objective que nous av établie et que le président de République a estimé opportun révéler quelques semaines av que nous allions le faire n mêmes, car il est, bien sûr, de mission des démographes d'inf mer les pouvoirs publics et l' nion de l'évolution démogr phique.

Simplement, cette mission n pas toujours aisée à remplir.

GÉRARD CALOT.

FISCALITÉ

LA COMMISSION SÉNATORIALE DES FINANCES ET LA TAXE PROFESSIONNELLE

La commission des Finances Sénat a adopté, mardi 30 novembre, un amendement de son rapporteur général, M. Monory (U.R.), tendant à corriger « une erreur de principe des conditions mises en recouvrement 1976, au titre de la taxe professionnelle ».

Cet amendement est conçu : « A titre transitoire et attendant une réforme à intervenir en 1977 des bases de la taxe professionnelle, pour l'année 1976, le montant de ladite taxe due par chaque assujéti ne pourra excéder 70 % du montant de l'impôt payé en 1975 au titre de l'ancienne contribution des taxes, ni être inférieur à 5 % de ce montant ».

« Un décret en Conseil d'Etat déterminera les modalités d'application du présent article ».

Les sénateurs se prononceront sur cet amendement le 12 décembre, à la fin de la discussion budgétaire.

Le groupe U.D.R. propose une réforme.

Le groupe U.D.R. de l'Assemblée nationale a évoqué, le 30 novembre, le problème de la taxe professionnelle. Les députés de l'opposition ont décidé de proposer un amendement à la loi de finances 1977, tendant à la suppression de la taxe professionnelle. Le groupe U.D.R. a répondu que la commission des finances a une proposition de loi et remplacant la taxe proportionnelle par un impôt plus moderne et plus juste.

COUVERTS ARGENTÉ ET INOX ORFÈVRE
FABRICANT - VENTE DIRECTE
FRANOR 70, RUE AMELOT
TEL. 700.97.94
En décembre ouvert le samedi.

Ecole Nouvelle de Gestion expertise comptable
- certificats supérieurs
- cycle d'entretien (novembre à avril)
- cycle intensif (avril à septembre)
- cycles spéciaux
- mémoire de l'expertise
523.05.41
523.01.98
Ecole Commerciale privée
35 Bd de Strasbourg - 75010 PARIS



L'Allemagne à volonté.

- Air France met au service des hommes d'affaires gagnant l'Allemagne, le réseau le plus important au départ de Paris et de la province.
- De Paris, 99 vols hebdomadaires. Chaque semaine, Air France offre au départ de Paris, 25 vols vers Francfort, 6 vers Stuttgart, 18 vers Düsseldorf, 18 vers Berlin, 6 vers Cologne, 13 vers Hambourg et 13 vers Munich.
- Berlin en exclusivité. Seul Air France dessert Berlin au départ de Paris. Trois fois par jour en semaine, 1 fois le samedi et 2 fois le dimanche.
- 5 métropoles à la première heure. Air France propose aux voyageurs soucieux d'être au plus tôt en Allemagne un départ pour Francfort à 7 h 45, et les premiers départs à destination des grands centres économiques : Stuttgart (7 h 50), Berlin (8 h), Düsseldorf (8 h), et Munich (8 h 10).
- Francfort au départ des régions. Air France gagne Francfort au départ des grandes capitales régionales. Chaque jour sauf samedi et dimanche de Lille, Marseille, Toulouse et Bordeaux. 2 fois par jour sauf samedi et dimanche de Lyon.

Pour être toujours présent sur les marchés allemands, adressez-vous à votre Agent de voyages ou à Air France, tél. 535.61.61.

EN COMPAGNIE D'AIR FRANCE



LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

LA HAUSSE DES PRIX ET LA DÉTÉRIORATION DE LA CONJONCTURE

BILLET

Repassez en janvier...

Un de nos lecteurs méditerranéen avait, à la mi-octobre, envisagé de changer de voiture. S'étant renseigné chez un concessionnaire, il apprenait que le délai de livraison du modèle choisi était de deux mois. Le 15 novembre, décidé à passer commande ferme, il découvrait qu'il lui faudrait attendre... cinq mois, voire six, pour prendre possession de son nouveau véhicule. Comme il s'en étonnait, le vendeur laisse échapper que la raison réelle de ce retard était le « gel » des prix du « plan Barre » : le constructeur préférait attendre la fin du « blocage » pour livrer au prix majoré les voitures un commande.

Entre le 20 et le 25 novembre, deux autres lecteurs, l'un habitant la région parisienne, l'autre la Normandie, tentèrent d'acquiescer qu'une cuisinière électrique, qu'un congélateur... Les modèles choisis, dirent les vendeurs, n'étaient pas en stock et il ne fallait guère compter obtenir des fabricants une livraison avant les fêtes : « Ils freinent au maximum, confie un vendeur ; ils attendent janvier pour appliquer les hausses qu'ils n'ont pu faire en octobre... »

Le 26 novembre, la signataire de ces lignes entre dans deux boutiques du neuvième arrondissement spécialisées dans la vente de la laine. « De la moquette de laine ? Bien sûr, madame. A 250 F le mètre carré, environ, pose comprise. Pour quelle surface ? 15 mètres carrés. Non je regrette, c'est impossible, de si petites opérations ne nous intéressent pas. De toute façon, vous serez du mal à trouver. Les

fabricants ne livrent pas. Ils attendent janvier pour pouvoir augmenter les prix de 15 %... » Sans doute faut-il se garder de généraliser hâtivement. Ces quatre exemples, rapprochés dans le temps, n'ont aucune valeur statistique. Ils constituent cependant des signes inquiétants. Sont-ils nombreux, en France, les industriels qui « sabotent » ainsi, volontairement, le plan de lutte contre l'inflation ? Industriels ou commerçants, d'ailleurs, car les stocks se valorisent aussi bien dans les arrière-boutiques, parfois fort vastes, que dans les entrepôts des fabricants.

Au demeurant, ceux qui pratiquent ces rétentions de stock à la veille des fêtes ont peut-être un calcul risqué : rien ne dit que leurs clients potentiels, la frénésie d'achats de fin d'année passée, maintiendront leurs commandes...

S'il ne s'agit que de cas isolés, la chose n'a rien de grave : jamais le sous-citoyen ne s'est manifesté unanimement, même dans les périodes les plus graves. Si, au contraire, cette réaction à courte vue se révélait très fréquente, il faudrait bien que le gouvernement en tire les conséquences : c'est, en effet, à une véritable explosion des prix que l'on risquerait d'assister en janvier. À moins que les pouvoirs publics ne décident de prolonger le blocage des prix, au risque de mécontenter une partie de l'électorat à la veille des échéances municipales...

J. D.

LE MAINTIEN DU POUVOIR D'ACHAT NE SIGNIFIE PAS PLAFFONNEMENT DE LA CONSOMMATION déclare M. Durafour

« L'inquiétude que j'entends exprimer le plus couramment concerne la poursuite de la croissance. Il est vrai qu'il y a là un problème », a déclaré mardi 30 novembre M. Michel Durafour, à l'occasion de la remise du prix du meilleur rapport d'activité, créé par notre confrère la Vie française.

« Les craintes actuelles me paraissent excessives. Elles s'appuient d'abord sur une confusion : le maintien strict du pouvoir d'achat a été compris comme annonçant un plafonnement de la consommation. C'est oublier que le revenu des ménages ne se confond pas avec leurs seules rémunérations. Il faut aussi compter avec d'autres éléments, et notamment les prestations sociales, qui représenteront l'année prochaine près de 400 milliards et augmenteront d'environ 15 %. Par ailleurs, tous les organismes de prévision s'accordent pour attendre un développement du commerce international en 1977 d'au moins 5 % ».

« Avant même que le programme arrêté le 22 septembre ait pu produire des effets, les demandes qui me sont adressées ne visent qu'à remettre en cause ce programme », a poursuivi M. Durafour.

« Une telle attitude est révélatrice. Trop de Français n'ont pas encore compris que le véritable problème dont tout dépendait était l'inflation. Que celle-ci soit maîtrisée, et notre économie pourra reprendre sa croissance et nos échanges extérieurs retrouver l'équilibre. Que celle-ci soit négligée, et nous nous retrouverons rapidement dans la situation inextricable que connaissent déjà certains de nos voisins.

La hausse des prix de détail en octobre (en %)

	EN 1 MOIS (oct. 1976 comparé à sept. 1976)	EN 6 MOIS (oct. 1976 comparé à avril 1976)	EN 1 AN (oct. 1976 comparé à oct. 1975)
ENSEMBLE	0,9	4,9	9,9
ALIMENTATION	1,2	6	11,2
Produits à base de céréales	0,6	7,7	12,6
Viande de boucherie	1,6	5,4	10,8
Pois et charcuterie	-0,1	5,6	12,1
Volailles, lapins, produits à base de viande	2,1	2,7	9,2
Produits de la pêche	1,3	5,7	11,7
Lait et fromages	0,6	3,9	10
Œufs	1,6	6,9	12,5
Corps gras et beurres	0,9	3,5	4,2
Légumes et fruits	2,5	6,4	11,8
Autres produits alimentaires	1	4,2	7,7
Bolses alcoolisées	0,4	2,7	9,8
Bolses non alcoolisées	2	20,5	29,7
PRODUITS MANUFACTURÉS	0,6	3,3	7,6
1) Habillement et textile	1,1	3,8	9,3
2) Autres produits manufacturés	0,4	2,1	7,3
SERVICES	0,9	5,9	12,3
Services relatifs au logement	1,1	4,8	13,1
dont : loyers	1,1	4,1	9,5
Soins personnels, soins de l'habillement	1	7,4	10,7
Services de culture	0,2	6,2	9,2
Transports publics	0,2	4,6	10,6
Services d'utilisation de véhicules privés	0,4	5,9	12,4
Hôtels, cafés, restaurants, cantines	1,3	6,7	12,3

Après la période de blocage des prix

LES ENTREPRISES DEVONT SOUSCRIRE DES ENGAGEMENTS VIS-A-VIS DE L'ÉTAT

Le Comité des prix, qui regroupe autour des représentants de l'administration les diverses catégories socio-professionnelles (industriels, commerçants, paysans...) et les associations de consommateurs, se réunira vendredi 3 décembre. M. Claude Villain, directeur des prix au ministère de l'économie et des finances, expliquera à cette occasion le régime qui succédera fin décembre à la période de trois mois et demi de blocage des prix.

Des chefs d'entreprise devront proposer à l'administration des pourcentages de hausse annuelle de leurs prix qu'ils s'engagent formellement à ne pas dépasser. Ces pourcentages devront être agréés par l'administration. Ils le seront dans la mesure où elle les jugera raisonnables, la limite étant de ne pas dépasser 6,5 % l'an pour l'industrie. Les branches à forte productivité devront même rester très en dessous de ce chiffre pour compenser les hausses plus fortes (8 à 7,5 %) qui pourront être consenties aux branches à faible productivité.

Si certaines branches professionnelles ne pouvaient pas parvenir à un accord avec le gouvernement, celles-ci seraient soumises au régime de l'autorisation préalable, qui veut qu'aucune entreprise ne puisse relever ses tarifs sans l'accord express de l'administration.

Le gouvernement commence à rendre quelques dispositions pour que la hausse de la T.V.A., qui se produira le 1^{er} janvier prochain (le taux normal de 20 % doit passer à 17,5 %), soit correctement répercutée par les commerçants et prestataires de services et produits aux consommateurs. Cette réduction doit entraîner une baisse de 3 % dès le 1^{er} janvier sur les produits et services concernés. Les professionnels devront l'indiquer clairement par affichage. Cette baisse concernant le tiers des produits et articles inscrits à l'indice des prix de l'INSEE entraînera une baisse de 0,65 % de celui-ci (soit plus exactement la moitié de la hausse à hauteur de 0,65 %). Ce coup de frein jouerait pour les deux tiers de l'effet global en janvier et, pour le reste, en février et en mars. Compte tenu de l'effet inverse qu'aura le blocage des prix des produits manufacturés en début d'année, les experts gouvernementaux s'attendent à une hausse des prix d'environ 0,5 % en janvier 1977 contre en décembre 1976, après un mauvais mois de novembre.

● **Hausses de prix illicites dans les magasins de la Samaritaine, à Cergy-Pontoise.** — Des inspecteurs du service de la concurrence et des prix du Val-d'Oise ont dressé procès-verbal pour des hausses de prix illicites allant de 3 à 7 %, constatées sur plusieurs dizaines d'articles en vente dans les magasins de la Samaritaine, au centre commercial des Trois-Fontaines, à Cergy-Pontoise.

FAITS ET CHIFFRES

A l'étranger

● **EN ITALIE, LES PRIX DE GROS** ont augmenté de 2,5 % en octobre. En un an, la hausse a été de 29,9 %. Cependant, la production industrielle a progressé de 14,8 % en septembre par rapport au même mois de 1975. La balance commerciale, quant à elle, a été déficitaire de 508 milliards de lires en septembre (812 milliards pour les neuf premiers mois de 1976). — (A.F.F., Agéfi.)

● **EN ALLEMAGNE FÉDÉRALE, LE COUT DE LA VIE** aurait augmenté de 0,2 % en novembre, selon des données provisoires du Bureau fédéral des statistiques. En un an, par rapport à novembre 1975, la hausse se limiterait à 3,7 %, ce qui serait le taux le plus bas depuis septembre 1970. — (Agéfi.)

● **LE FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL** a annoncé un tirage équivalent à 50,5 millions de dollars de tirage spécial (58 millions de dollars environ) par la Nouvelle-Zélande.

Interrogés par l'INSEE sur leurs perspectives de production

DES CHEFS D'ENTREPRISE SONT DE PLUS EN PLUS PESSIMISTES

La dernière enquête de conjoncture menée par l'INSEE auprès des chefs d'entreprise français montre qu'en novembre les perspectives de production ont continué de se dégrader. Les industriels sont de moins en moins nombreux à prévoir une augmentation de leur production au cours des mois à venir. L'écart entre le pourcentage des réponses « augmentation » et celui des réponses « diminution » est ainsi passé de +96 en juillet à +14 en septembre, à -16 en octobre et à -28 en novembre. Cela pour les perspectives générales. Pour les perspectives personnelles — généralement plus significatives — les chiffres correspondants ont été les suivants : +14 +13 +8 -6. L'INSEE note dans son commentaire : « La croissance de la production est devenue très lente au cours des derniers mois. Tout est pour le mieux, depuis la rentrée, les commandes reçues paraissent inférieures aux livraisons ; les carnets de commandes se sont nettement dégringolés et sont maintenant jugés inférieurs à la normale. Les carnets de commandes étrangers ne marquent pas d'amélioration. Les stocks de produits finis, dont la baisse s'était interrompue en mai, ne se sont que peu reconstruits : la production reste adaptée aux livraisons. Le climat général a continué de se dégrader en novembre : les industriels sont très pessimistes et prévoient une diminution pour leur propre production. »

Les perspectives en matière de prix restent modérées. Pourtant, après la très nette cassure enregistrée en octobre (jamais, depuis que l'enquête existe, c'est-à-dire depuis 1963, les industriels n'avaient été aussi peu nombreux à prévoir des augmentations), novembre montre que les chefs d'entreprise sont un peu plus nombreux à annoncer des relèvements de tarifs.

L'écart entre les réponses « en augmentation » et les réponses « en diminution », qui n'avait cessé de diminuer, a tendance de nouveau à augmenter : +96 en juillet, +81 en septembre, +24 en octobre, +28 en novembre pour les perspectives générales ; +56, +54, +19, +39 pour les perspectives personnelles.

HAUSSES DE PÉAGES DISCUTÉES SUR L'AUTOROUTE DE L'EST

Des usagers de l'autoroute de l'Est s'étonnent que, malgré le blocage des prix, le tarif du péage appliqué entre Montereau-aux-Lions et Château-Thierry, dans l'Aisne, ait pu passer de 2,50 F à 4,50 F le 20 octobre, soit une hausse de 80 %. La direction des routes au ministère de l'équipement, la direction des prix au ministère de l'économie et des finances, ont approuvé cette modification, que les responsables refusent de présenter comme une « hausse ».

Ils l'expliquent ainsi : l'autoroute ayant été mise partiellement en service, un « tarif préférentiel » a été appliqué, sur certaines sections, jusqu'à l'ouverture complète, le 20 octobre. Ainsi, les usagers franchissant le poste de péage de Montereau-aux-Lions pouvaient aller, jusqu'au 20 octobre, pour la somme de 2,50 F, soit jusqu'à Château-Thierry (vers l'est), soit jusqu'à Saint-Jean-les-Daux-Jumeaux (vers l'ouest).

Depuis le 20 octobre, l'autoroute étant terminée, le même poste de péage commande un trajet plus long vers l'ouest, jusqu'à Coutrevault. Ce qui explique le changement de prix. Il n'en reste pas moins que la hausse est réelle pour ceux qui choisissent d'aller à Château-Thierry. Cette anomalie tient au système de péage dit « ouvert », qui permet d'aller dans deux directions, et de parcourir des distances qui ne sont pas obligatoirement égales, même si le prix a été établi grâce à une moyenne.

Pour éviter cette distorsion, n'aurait-on pas dû attendre l'ouverture complète de cette section pour percevoir un quelconque péage. « Il est difficile de laisser des sections gratuites », nous a déclaré le directeur de la société concessionnaire. Nous l'avons fait toutefois sur d'autres tronçons. »

● **LES LICENCIEMENTS DANS LES TRANSPORTS ROUTIERS.** — La Fédération des transports C.G.T. fait état de « trente-cinq cas récents » de licenciements de délégués, d'élus C.G.T. ou de « violations du droit syndical » dans les transports routiers, notamment du fait du refus patronal de respecter la réglementation sur les temps de travail et de repos des chauffeurs. La Fédération a remis à ce sujet un dossier au secrétariat d'Etat aux transports.

En 1974-75 nous avons assisté des expropriés pour une valeur de 120.000.000 de F



ZUP, ZAD, ZAC, ZIF, droits de préemption, loi foncière (loi Galley), de gré ou de force, huit fois sur dix, nos terrains à bâtir se vendent maintenant à l'administration.

Plus que jamais, pour l'expropriable, l'exproprié, le vendeur, il devient indispensable d'être assisté d'un spécialiste car c'est une opération délicate.

Cette opération, nous la prenons en charge du début à la fin. Définir, vérifier, évaluer, procéder s'il le faut, nous le faisons pour vous. Intégralement. Fortaîtrement. Sans versement de provision. Et vous ne nous réglez d'honoraires qu'après aboutissement.

Cette prestation, nous l'assurons en vrais gestionnaires, au rythme des affaires modernes. Parce que nous possédons les valeurs de référence depuis plus de dix ans.

Parce que nous avons instruit et réalisé des centaines de dossiers.

Parce que nous savons apprécier la valeur d'un bien.

Parce que nous n'attendons pas une convocation, nous la provoquons.

Parce que nous n'attendons pas le règlement, nous le suscitons.

En bref, parce que nous nous efforçons de mener le jeu, sans attendre que les processus s'accomplissent tout seuls.

C'est un autre style.

Celui d'un consultant moderne.

Celui du premier cabinet d'ingénierie immobilière de France.
Délégations et filiales : Lyon, Marseille, Lille, Bordeaux, Toulouse, Sao Paulo.
Représentations : Belgique, U.S.A., Canada.

Nous avons créé l'engineering immobilier.

CABINET AUGUSTE-THOUARD

17, rue d'Astorg - Paris 8^e - Tél. 265.54.07 +

SOS presse

après « HACHETTE la plume »
(10.000 exemplaires vendus)
un double appel de
GABRIEL ENKIRI
13 F. en librairie ou chez l'auteur
(franco), 11 rue du Rouergue,
94150 CHEVILLY-LARUE.

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

AFFAIRES

A propos
de la réforme de l'entreprise

**M. SUDREAU : on passe son
temps à discuter en ratant
l'occasion d'agir.**

Le 7 février 1975, M. Pierre Sudreau remettait au président de la République son rapport sur la réforme de l'entreprise. Fais de deux ans ont passé et ce document est resté lettre morte ou presque. Prenant la parole devant les membres du club d'investissement P. M. M. de Valleur, M. Sudreau a vivement dénoncé cet état de fait.

« Il est vrai que la mise au point de ces textes concernant différents départements ministériels demande des arbitrages délicats. Mais il ne sert à rien d'engager un grand débat national sur un sujet aussi important et d'attendre pendant des mois, voire des années, à déclarer l'ancien ministre du général de Gaulle, qui a précisé sa pensée en affirmant : « Du point de vue de la technique politique, c'est une erreur de laisser une réforme à grand fracas et de la laisser périr avec le temps ».

Pour M. Sudreau, la réforme de l'entreprise est un tout et il est « urgent » d'appliquer les soixante-cinq mesures qui figurent dans le rapport afin de parvenir à un minimum de consensus social qui soit en mesure de renforcer l'efficacité des entreprises alors que « nous sommes en état de guerre économique ».

Évoquant le retard pris dans la mise en œuvre du projet, M. Sudreau a conclu : « C'est là la marque de notre société française qui passe son temps à discuter et à faire des discours en ratant l'occasion d'agir ».

**Thomson-C.S.F. et le groupe britannique Plessey
étudient une association
dans le domaine des circuits imprimés**

La société Thomson-C.S.F., numéros un de l'électronique française, et le groupe Plessey, premier fabricant britannique de composants électroniques, viennent de signer un protocole d'intention afin d'associer leurs efforts dans le domaine des circuits imprimés. « Constatant leur identité de vue dans ce domaine », les deux groupes « ont décidé d'explorer la possibilité d'association afin de rationaliser et de compléter leurs activités respectives, notamment au plan des études et des productions, et de renforcer leur impact commercial sur le plan mondial. Ils ont décidé de créer un groupe de travail mixte, le but sera d'explorer les conditions dans lesquelles pourra s'établir cette association ».

Le projet d'association, qui pourrait s'inscrire dans le plan « composite » mis à l'étude par le ministère de l'Industrie et de la recherche, n'exclut pas la participation éventuelle d'autres partenaires dont les noms ont souvent été prononcés dans le passé : R.T.V. Compelco, filiale française du groupe néerlandais Philips, Siemens. Devant la poussée américaine - japonaise, un effort de regroupement à l'échelle européenne pourrait bien s'amorcer à nouveau.

**LA SOCIÉTÉ SAINT-JOSEPH
DÉPOSE SON BILAN**

La Société Saint-Joseph, spécialisée dans la confection de vêtements de jersey, a déposé son bilan le mardi 30 novembre. Le tribunal de commerce de Bordeaux devra rendre son jugement définitif le 31 décembre. La firme, qui emploie un millier de salariés, connaît depuis quelques mois de très graves difficultés. Trois solutions de reprise partielles de divers éléments du groupe (les marques Saint-Joseph, Archimède et un atelier de confection) ont été mises sur pied par l'intermédiaire des pouvoirs publics. Elles devraient permettre de reprendre un total sept cents salariés environ. L'une d'entre elles a été notamment présentée par le groupe britannique Sedition qui depuis trois ans contrôle la firme française Tricoles.

● **PLAN DE SAUVETAGE POUR NECKERMANN** — Les actionnaires et banquiers de la société Neckermann, troisième entreprise allemande de vente par correspondance, ont présenté le 29 novembre un plan d'assainissement qui pourrait permettre à la société de remédier aux graves difficultés qu'elle traverse. Ce plan prévoit une importante réduction du capital, suivie d'une émission qui permettra à la société Karstadt de reprendre le contrôle de Neckermann. Les actions détenues par la famille Neckermann seront converties en actions nouvelles sur la base d'une pour sept. Les autres actionnaires bénéficieront d'une conversion plus favorable : une pour trois. Les banquiers, de leur côté, ont accepté de transformer leurs créances (360 millions de francs environ) en crédits.

La société Actime pourrait déposer son bilan

Spécialisée dans la fabrication d'équipements lourds spéciaux, utilisés notamment dans l'industrie nucléaire, le pétrole, la chimie et le secteur agro-alimentaire, la société Actime, qui emploie cinq cents personnes dans trois usines situées à Dreux et à Saint-Malo, pourrait être amenée à déposer son bilan si une solution lui permettant de remédier à ses difficultés financières à court terme n'intervenait pas prochainement.

Déjà, en 1974, quelques mois après que l'Institut de développement industriel (I.D.I.) et la Société de développement régional de l'Ouest (SODERO) eurent acquis 31 % de son capital, la société Actime avait connu des problèmes. M. Claude-Charles Buchart, l'actuel président, était alors intervenu. Avec certains de ses collaborateurs, il avait acquis 64 % du capital de l'entreprise par l'intermédiaire du Groupement d'investissement industriel (G.I.I.), le personnel achetant les 16 % restants. Un plan de redressement avait été établi qui pré-

voyait le retour à l'équilibre 1976. Ce plan s'appuyait sur expertise faisant état d'une p de 2,5 millions de francs. Or, derniers mois, les dirigeants l'entreprise ont appris que pertes réelles de l'entreprise, qu'elles apparaissent au vu d nouvelle expertise, sont en de 14 millions de francs. Dès le plan de relance était cadu.

Aujourd'hui, Actime, dont carnet de commandes est com tablement garni, se débat d'extrêmes difficultés de sorerie à court terme. Une mentation de capital est ne saire estimant les dirigeants l'entreprise qui sont tous à accepter l'aide d'un éver partenaire. Le Comité inte tional d'arrangement des st tures industrielles (CIASI) a saisi en septembre dernier, D pas encore fait connaître réponse.

Laissera-t-on une entap exerçant ses activités dans sombres tantes d'imagination

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

PARTICIPATION DE LA B.N.P. A LA CRÉATION D'UNE BANQUE EN ÉGYPT

La Banque nationale de Paris et la Banque du Caire ont été de fonder en Égypte une banque dont le capital de 10 millions dollars, sera réparti entre la Banque du Caire pour 51 % et la Banque nationale de Paris pour 49 %, conformément à la loi 43 de 1974 de la République arabe d'Égypte (fixant les conditions dans lesquelles sont exercées les activités bancaires).

Le siège social de la nouvelle banque sera situé au Caire.

Le protocole d'accord entre les associés a été signé au Caire le 30 novembre 1976.

UNION GÉNÉRALE D'INVESTISSEMENTS IMMOBILIERS « UGI »

Le conseil d'administration, réuni le 26 novembre 1976, a examiné la situation financière de l'Union Générale d'Investissements Immobiliers « UGI », après l'assemblée générale extraordinaire du 15 novembre 1976, qui a approuvé, après 1.586.712 F de provisions et d'amortissements, un bénéfice net de 12.047.100 F. Les résultats actuels, ment prévus pour l'exercice 1976, permettent une augmentation du dividende.

Au cours de la réunion, M. M. Gout, ayant atteint la limite a remis son mandat de président d'administration du conseil, qui a accepté la présidence de la société.

Le conseil a nommé président directeur général M. Michel d'Aguiar, précédemment vice-directeur général d'UGI.

PRESSE

LE CONFLIT DU « PARISIEN LIBÉRÉ »

**LA COUR D'APPEL ORDONNE
L'ÉVACUATION DES LOCAUX
OCCUPÉS DEPUIS DIX-NEUF MOIS**

La première chambre de la cour d'appel de Paris a confirmé, mardi 30 novembre, le jugement du tribunal rendu le 9 juin 1976, ordonnant l'évacuation des locaux des grévistes des locaux de la Société du Parisien libéré et de la Société du Petit Parisien et d'éditions qu'ils occupent depuis mai 1975. Les grévistes ont été condamnés à quitter les lieux, sous peine de 18, rue d'Enghien. Ayant noté les refus répétés opposés à plusieurs huissiers désireux de pénétrer dans les lieux, la cour déclare : « Il résulte clairement de ces faits que les grévistes qui occupent les locaux s'y trouvent du chef des organisations syndicales et des délégués syndicaux ». Cette occupation, totalement étrangère à l'exercice légitime du droit de grève, constitue une violation du droit de propriété et, dans les conditions où elle a lieu, une entrave à la liberté du travail et une source de troubles. Il convient d'y mettre fin. »

La cour, pour valoir l'exécution du précédent jugement, la cour prévoit une astreinte de 5 000 F par jour de retard.

**LE LIVRE C.G.T. : amener
M. Amaury à la négociation.**

La Fédération française des travailleurs du Livre, C.G.T., apprenant le jugement de la cour d'appel de Paris, « considérant cette décision, déclare un communiqué, déclarent la validité de la parodie d'intimidations contre les travailleurs ; rappellent que toute mesure pratique frappant les ouvriers du Parisien libéré entraînera immédiatement une réponse des travailleurs de la presse parisienne. Ils seront appuyés par l'ensemble des travailleurs du Livre et plus généralement par tous les travailleurs. Ce n'est pas en prenant des mesures répressives que le conflit peut être résolu, mais bien par la négociation ».

« Le gouvernement a les moyens d'amener M. Amaury à cette négociation. Il connaît les propositions constructives de la C.G.T. Que le gouvernement de la soutenir à défaut de la juger », concluent les deux organisations syndicales.

Rue d'Enghien et des Petites-Ecuries, Paris, où se trouvent les imprimeries occupées du Parisien libéré, aucune agitation particulière ne se manifestait la nuit dernière, vers 1 h. 30 du matin, après l'annonce de l'arrêt de la cour.

**UNE LETTRE
DU « MEILLEUR OUVRIER
DE FRANCE »**

Nous avons reçu de M. Jean Bodin, « meilleur ouvrier de France », cité devant le tribunal de Pont-de-Bevoise, le 27 novembre, la lettre suivante : « Je ne suis pas ex-typographe au Parisien libéré, mais typographe, étant employé depuis dix ans à ce journal et n'ayant pas à ce jour reçu de lettre de licenciement ».

**UNE DÉLÉGATION
DE L'UNION DES JOURNALISTES
A RENCONTRÉ LE P.C.**

Le parti communiste français et l'Union nationale des journalistes (S.N.J., C.F.D.T., C.G.T., F.O.), dont les représentants se sont rencontrés mardi 30 novembre, ont procédé à un échange de vues sur les menaces qui pèsent sur l'information. M. Georges Marchais menait la délégation du P.C.F.

A l'issue de la réunion, les deux organisations estiment, dans un communiqué commun, que l'évolution actuelle « traduit la volonté du pouvoir d'accroître l'encadrement de l'information ». Le P.C.F. et l'U.N.J. se sont accordés d'accorder « approuver comme une importante question nationale et démocratique la nécessité de la lutte pour le droit à l'information et le pluralisme ». Tous deux ont décidé de « contribuer à ce que les forces diverses attachées à la liberté de l'information luttent ensemble ».

**LICENCIEMENTS
A « VIVRE HEBDO-GUIDE »
QUI DEVIENT MENSUEL**

L'hebdomadaire Vivre hebdo-guides, créé en septembre dernier par le groupe Hachette, a pris la décision de se transformer en mensuel. L'arrêt du 29 novembre, huit salariés du journal rédacteurs et personnel de la publicité — ont appris par la direction leur licenciement, le groupe « ne pouvait plus assurer leur emploi dans le mensuel en cours de préparation ».

A l'issue d'une grève de quarante-huit heures soutenue par le Syndicat national des journalistes (S.N.J.), les journalistes ont obtenu que la législation sociale soit respectée. La direction s'est engagée, d'autre part, à accorder une priorité d'embauche aux personnes licenciées en fonction des résultats obtenus par la vente du numéro du mois de février 1977.

A la suite de cette négociation, le comité de grève a décidé mardi soir de suspendre l'ordre d'arrêt de travail.

Louer une voiture
peut être avantageux
europcar
645.21.25



EMPRUNT NOVEMBRE 1976

taux nominal
11,40%
taux de rendement
actuel brut
11,33%



GROUPEMENT DE L'INDUSTRIE SIDÉRURGIQUE

100% DE REVENUS NOVEMBRE 1976 SAC DU 29 NOVEMBRE 1976

هنا من الأمل

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS 30 NOVEMBRE

La baisse s'accroît

Le repli des valeurs françaises s'est brusquement accéléré ce mardi à la Bourse de Paris, où le volume de transactions a été légèrement plus élevé que la veille.

Près de quatre-vingt titres se sont inscrits en recul.

Tous les compartiments ont presque été touchés par le mouvement, mais les baisses les plus sensibles ont été relevées aux banques, à la construction électrique, aux pétroles et à la chimie.

La plus mauvaise action a été relevée par Lohmann (-6,2 %), suivi de près par Belfin (-6,4 %), Kléber (-6,2 %), Pochon (-6,1 %), S.E.V. (-6,1 %), Indat (-5,5 %) et Roussel-Uclaf (-5,5 %).

Toute trace de hausse n'a cependant pas disparu, une quinzaine de titres réussissant encore à tirer leur épingle du jeu (Raffinage, Hutchinson, Saint-Louis, Mumm, Bull).

Cette séance était, rappelle-t-on, la dernière du mois de novembre. Afin de régler leurs soldes débiteurs, de nombreux opérateurs ont liquidé une partie de leurs titres sur le marché au comptant. Ces ventes se sont ajoutées, semble-t-il, à celles provoquées par certaines articles de presse peu optimistes quant à l'avenir politique immédiat du pays.

Aux valeurs étrangères, le recul de Wall Street s'est répercuté sur la tendance des américaines, qui se sont effritées. Roulé également aux pétroles internationaux, tandis que les allemandes ont tout juste été résistantes. En revanche, les mines d'or se sont redressées.

Sur le marché de l'or, le lingot a repris quelques points à 20 900 F. L'or pour le comptant a coté 229 30 F, contre 226 F. Le volume de transactions a atteint 9,8 millions de francs contre 6,8 millions.

LONDRES

Encouragé par la hausse du sterling, le marché pourrait se remettre à l'ouvrage, mais il n'est pas certain que l'attention des investisseurs devant accompagner le prêt du F.M.I. Les industriels et les fonds d'investissement ont vu leurs titres baisser. L'irrégularité des mines d'or.

Le volume de transactions a été légèrement plus élevé que la veille.

VALEURS	Cours précéd.	Cours
Warren 3 1/2 %	23 3/4	23 3/4
British Petroleum	322	324
Shell	328	328 1/2
Victory	402	402 1/2
Imperial Chemical	282	284 1/2
Glaxo	78	78 1/2
British Airways	158	158 1/2
British Airways	158	158 1/2
British Airways	158	158 1/2

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

DEMAIN-MOORE-EST-LOUVE. — Dans une lettre aux actionnaires, le président Maurice Demain-Moore rend compte de la marche des deux principales filiales en 1976. Demain-Moore a réalisé un chiffre d'affaires de 9,4 milliards de francs en 1976, contre 8,5 milliards de francs en 1975. Les résultats ont été satisfaisants, mais les perspectives de croissance sont incertaines.

LAURENT. — Le groupe Laurent a réalisé un chiffre d'affaires de 1,2 milliard de francs en 1976, contre 1,1 milliard de francs en 1975. Les résultats ont été satisfaisants, mais les perspectives de croissance sont incertaines.

LAURENT. — Le groupe Laurent a réalisé un chiffre d'affaires de 1,2 milliard de francs en 1976, contre 1,1 milliard de francs en 1975. Les résultats ont été satisfaisants, mais les perspectives de croissance sont incertaines.

NEW-YORK

Nouveau repli

Pour la seconde séance consécutive, les cotations ont fléchi à Wall Street, et ce après une fugitive tentative de reprise. L'indice des Industriels s'est effrité de 1,2 point à 2 401,25. L'indice Dow Jones a baissé de 1,2 point à 2 401,25.

VALEURS	Cours précéd.	Cours
IBM	165 1/8	165 1/8
General Electric	48 1/4	48 1/4
Westinghouse	42 1/4	42 1/4
Boeing	78 1/4	78 1/4
Rockwell	118 1/4	118 1/4

COURS DU DOLLAR A TOKYO

Taux du marché m... 103,4 %

Effets privés... 103,4 %

Indice général... 59,4

Indice général... 59,4

Indice général... 59,4

Indice général... 59,4

Indice général... 59,4

Indice général... 59,4

Indice général... 59,4

Indice général... 59,4

Indice général... 59,4

Indice général... 59,4

Indice général... 59,4

Indice général... 59,4

Indice général... 59,4

Indice général... 59,4

Indice général... 59,4

Indice général... 59,4

Indice général... 59,4

Indice général... 59,4

Indice général... 59,4

Indice général... 59,4

Indice général... 59,4

Indice général... 59,4

Indice général... 59,4

Indice général... 59,4

Indice général... 59,4

Indice général... 59,4

Indice général... 59,4

Indice général... 59,4

Indice général... 59,4

Indice général... 59,4

Indice général... 59,4

Indice général... 59,4

Indice général... 59,4

Indice général... 59,4

Indice général... 59,4

Indice général... 59,4

Indice général... 59,4

Indice général... 59,4

Indice général... 59,4

Indice général... 59,4

Indice général... 59,4

Indice général... 59,4

Indice général... 59,4

Indice général... 59,4

Indice général... 59,4

Indice général... 59,4

Indice général... 59,4

Indice général... 59,4

Indice général... 59,4

Indice général... 59,4

Indice général... 59,4

Indice général... 59,4

Indice général... 59,4

Indice général... 59,4

Indice général... 59,4

Indice général... 59,4

Indice général... 59,4

Indice général... 59,4

Indice général... 59,4

Indice général... 59,4

Indice général... 59,4

Indice général... 59,4

Indice général... 59,4

Indice général... 59,4

Indice général... 59,4

Indice général... 59,4

Indice général... 59,4

Indice général... 59,4

Indice général... 59,4

Indice général... 59,4

Indice général... 59,4

Indice général... 59,4

VALEURS

Cours précéd. Cours

VALEURS

Cours précéd. Cours

VALEURS

Cours précéd. Cours

VALEURS

Cours précéd. Cours

VALEURS

Cours précéd. Cours

VALEURS

Cours précéd. Cours

VALEURS

Cours précéd. Cours

VALEURS

Cours précéd. Cours

VALEURS

Cours précéd. Cours

VALEURS

Cours précéd. Cours

VALEURS

Cours précéd. Cours

VALEURS

Cours précéd. Cours

VALEURS

Cours précéd. Cours

VALEURS

Cours précéd. Cours

VALEURS

Cours précéd. Cours

VALEURS

Cours précéd. Cours

VALEURS

Cours précéd. Cours

VALEURS

Cours précéd. Cours

VALEURS

Cours précéd. Cours

VALEURS

Cours précéd. Cours

VALEURS

Cours précéd. Cours

VALEURS

Cours précéd. Cours

VALEURS

Cours précéd. Cours

VALEURS

Cours précéd. Cours

VALEURS

Cours précéd. Cours

VALEURS

Cours précéd. Cours

VALEURS

Cours précéd. Cours

VALEURS

Cours précéd. Cours

VALEURS

Cours précéd. Cours

VALEURS

Cours précéd. Cours

VALEURS

Cours précéd. Cours

VALEURS

Cours précéd. Cours

VALEURS

Cours précéd. Cours

VALEURS

Cours précéd. Cours

VALEURS

Cours précéd. Cours

VALEURS

Cours précéd. Cours

VALEURS

Cours précéd. Cours

VALEURS

Cours précéd. Cours

VALEURS

Cours précéd. Cours

VALEURS

Cours précéd. Cours

VALEURS

Cours précéd. Cours

VALEURS

Cours précéd. Cours

VALEURS

Cours précéd. Cours

VALEURS

Cours précéd. Cours

VALEURS

Cours précéd. Cours

VALEURS

Cours précéd. Cours

VALEURS

Cours précéd. Cours

VALEURS

Cours précéd. Cours

VALEURS

Cours précéd. Cours

VALEURS

Cours précéd. Cours

VALEURS

Cours précéd. Cours

VALEURS

Cours précéd. Cours

VALEURS

Cours précéd. Cours

VALEURS

Cours précéd. Cours

VALEURS

Cours précéd. Cours

VALEURS

Cours précéd. Cours

VALEURS

Cours précéd. Cours

VALEURS

Cours précéd. Cours

VALEURS

Cours précéd. Cours

VALEURS

Cours précéd. Cours

VALEURS

Cours précéd. Cours

VALEURS

Cours précéd. Cours

VALEURS

Cours précéd. Cours

VALEURS

Cours précéd. Cours

VALEURS

Cours précéd. Cours

VALEURS

Cours précéd. Cours

VALEURS

Cours précéd. Cours

VALEURS

Cours précéd. Cours

VALEURS

Cours précéd. Cours

VALEURS

Cours précéd. Cours

VALEURS

Cours précéd. Cours

VALEURS

Cours précéd. Cours

VALEURS

Cours précéd. Cours

VALEURS

Cours précéd. Cours

VALEURS

Cours précéd. Cours

VALEURS

Cours précéd. Cours

VALEURS

Cours précéd. Cours

VALEURS

Cours précéd. Cours

VALEURS

Cours précéd. Cours

VALEURS

Cours précéd. Cours

VALEURS

Cours

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

2. AFRIQUE
 - RHODÉSIE : le président de la conférence de Genève juge « peu réalistes » les exigences de Front patriotique.
- 2-3. EUROPE
 - ITALIE : les relations économiques seront au centre des entretiens de MM. Giscard d'Estaing et Andreotti.
3. PROCHE-ORIENT
 - MEXIQUE : une interview du nouveau président, M. Lopez Portillo.
- 6-7. ASIE
 - DIPLOMATIE
- 9-14. POLITIQUE
 - LIBRES OPINIONS : « Appel aux indépendants », par Philippe Meland.
 - M. de La Malène, U.D.R., candidat à la mairie de Paris.
 - Les travaux parlementaires.
- 15-16. ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS
 - Le débat sur les centrales nucléaires.
 - Les meilleurs d'une cité coopérative.

LE MONDE DES ARTS ET DES SPECTACLES

PAGES 17 A 27

- CINÉMA** : Le FIFIF à La Nouvelle-Orléans. Choukroukovich et « la Nouvelle Babylonie ».
- THÉÂTRE** : « Parousa amabile » à Genève. « La Novia » aux Bouffes du Nord.
- MUSIQUE** : Kugel à Paris : les « post modernes » américaines.
- EXPOSITIONS** : « Rétrospective César » la peinture russe au Grand Palais. L'année Eubens.
28. RELIGION
— Paul VI rend publique sa dernière lettre à Mgr Lefebvre.
29. ÉDUCATION
— Un compromis entre M. Haby et Mme Soumieu-Salé sur la réforme de l'enseignement.
29. ARMÉES
30. SOCIÉTÉ
— POINT DE VUE : « Les femmes sont-elles des incapables ? », par Céline Rollin.
- 36-37. JUSTICE
- 38 à 40. LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE
— La hausse des prix et la détérioration de la conjoncture.
— PRESSE : la cour d'appel de Paris ordonne l'évacuation des locaux du Parisien libéré.

LIRE ÉGALEMENT

- RADIO-TELEVISION (27)**
— Annonces classées (33 à 36) : Carnet (31) ; Aujourd'hui (32) ; Journal officiel (33) ; Météorologie (32) ; Mots croisés (32) ; Sources (41).

A la Télévision

LA GRÈVE DES ARTISTES S'ÉLARGIT

Le régal du chanteur Michel Fugain qui devait être diffusé sur Antenne 2 le dimanche 5 décembre sera remplacé par un programme de variétés consacré à Daniel Guichard. En effet, Michel Fugain, solidaire de la grève des artistes et interprètes, a refusé d'enregistrer l'émission prévue. Ainsi, pour la première fois, le secteur des variétés est touché par le mouvement lancé le 18 novembre par le S.F.A. (Syndicat français des artistes, C.G.T.) et par l'U.S.D.A. (Union syndicale des artistes, autonome).

Reconduite jusqu'au 8 décembre (le Monde du 30 novembre), la grève des artistes interprètes de radio-télévision risque de compromettre en partie les programmes des fêtes de fin d'année. Dans un communiqué commun, les sociétés de production T.F.I., A.2, F.R.3 et S.F.P. s'en inquiètent ; elles affirment avoir accompli des efforts très importants dans le sens des revendications présentées. Ainsi le principe de la rémunération des réalisations secondaires des travaux enregistrés (cassettes, rediffusions) serait acquis et un système d'intéressement aux résultats des activités commerciales des sociétés proposé aux artistes interprètes (il est encore à définir). D'autre part, T.F.I., A.2 et F.R.3 promettent « un effort » pour qu'en 1977 les productions originales françaises de fiction soient plus nombreuses.

Mais, pour le reste, les négociations sont suspendues depuis le 20 novembre. Refusant de limiter davantage le nombre des films cinématographiques diffusés, les responsables des sociétés nationales de télévision font état du

cahier des charges, des impératifs budgétaires, de l'intérêt des téléspectateurs. Les syndicats, qui se déclarent prêts à poursuivre les discussions, ont été rejoints le 30 novembre par le Syndicat national des artistes musiciens (S.N.A.M.), qui réclame « des changements profonds de la gestion artistique française », notamment en ce qui concerne le volume d'emploi sur les ondes et les écrans, et la réglementation des utilisations de la musique mécanique.

Enfin, le personnel de la S.F.P. doit décider le 3 décembre, à l'appel des syndicats S.N.A.M., C.G.T. et S.U.R.T.-C.F.D.T., d'une action qui porterait notamment sur la garantie d'un volume de production.

LA COMMISSION DES GRACES DE L'UTAH SE PRONONCE POUR L'EXÉCUTION DE GARY GILMORE

La commission des grâces de l'Utah a décidé, mardi 30 novembre, par 2 voix contre 1, d'accéder à la demande de Gary Gilmore, condamné à mort pour meurtre d'un employé de motel, qui souhaite être exécuté. Conformément à la loi de l'Utah, Gary Gilmore aurait dû être exécuté par les armes le 16 novembre mais M. Calvin Rampton, gouverneur de l'État, avait décidé d'ajourner l'exécution. Le condamné avait tenté de se suicider, il y a deux semaines, en absorbant, en même temps que sa fiancée, une forte dose de barbituriques.

L'exécution, si elle a lieu, sera la première aux États-Unis depuis 1967.

LA POLEMIQUE SUR LES CONTROLES FISCAUX DES COMMERÇANTS

M. Durafour porte plainte contre M. Gérard Nicoud

Une semaine après le congrès du CID-UNATI, au cours duquel M. Gérard Nicoud avait annoncé la création de groupes d'autodéfense pour s'opposer aux « abus d'autorité » des contrôleurs des impôts (« le Monde » du 24 novembre), le conflit autour des contrôles fiscaux des commerçants a pris une dimension judiciaire.

Mardi 30 novembre, M. Durafour, ministre délégué à l'économie et aux finances, a reçu l'ensemble des syndicats des impôts pour « examiner avec eux la situation créée par les menaces récurrentes proférées par le principal représentant d'une organisation professionnelle ».

Dans un texte commun élaboré avant cette rencontre, les organisations syndicales « représentatives de l'ensemble des commerçants de la reconstruction du système général des impôts », déclaraient notamment :

« Il est clair que le leader du CID-UNATI rend délibérément service en poussant à l'indignation contre les fonctionnaires le mécontentement de certains commerçants et artisans victimes de la reconstruction du système capitaliste. Cette attitude démagogique, qui sert à la fois les intérêts de Nicoud et ceux du gouvernement, n'est pas exempte d'arrière-pensées électorales ».

Les syndicalistes reprochaient à M. Durafour de ne pas avoir « à quelques déclarations d'intention qui ne sont manifestement pas à la mesure du danger et de l'illégalité que constitue l'existence d'une milice secrète destinée à aggraver les agents jusque dans leur vie privée ». Ils annonçaient le dépôt d'une plainte contre M. Nicoud et envisageaient « l'interruption de toutes relations avec le public » jusqu'à ce que les responsables politiques et administratifs assurent des conditions normales de fonctionnement des services.

A l'issue de son entretien avec les syndicalistes, M. Durafour annonçait qu'il avait déposé plainte contre M. Nicoud à la suite des menaces que celui-ci avait proférées contre des fonctionnaires des impôts.

« Le gouvernement », ajoutait-on au ministère à propos de la création des brigades d'autodéfense par le CID-UNATI, « ne laissera pas se développer de tels procédés d'intimidation. Il emploiera tous les moyens légaux dont il dispose. Les personnes qui prendront la responsabilité de menaces seront dénoncées sur le champ à la justice. De plus, « la justice a ouvert une information à la suite de l'annonce de la constitution dans le Val d'Oise et les Yvelines d'un soi-disant groupe d'autodéfense ». Enfin, M. Durafour a souligné que les fonctionnaires des services fiscaux n'ont pas la responsabilité des ordres reçus de leurs autorités hiérarchiques et de la législation en vigueur ».

M. NICOUD :

rendez-vous à Saint-Étienne

Apprenant, dans la soirée de mardi, alors qu'il tenait une réunion à Lille, qu'une plainte avait été déposée contre lui, M. Gérard Nicoud a répondu en invitant les « suicides » de commerçants

À la suite de contrôles financiers (1) : « Je constate simplement que les morts sont de notre côté et que c'est contre nous que la plainte est déposée ».

Reprenant ce thème mercredi matin au micro de France-Inter, M. Nicoud a déploré l'apparition d'une nouvelle génération de contrôleurs fiscaux : « Des jeunes qui sont de petits ordinateurs à visage humain, qui ont des décrets et des lois à la place du cœur » et s'est élevé de nouveau contre les « prérogatives étrangères » des brigades spéciales de contrôle.

Après avoir affirmé qu'il tiendrait « dans les prochains jours » une réunion publique à Saint-Étienne, ville dont M. Durafour est maire, il a ajouté : « Le CID-UNATI s'empare de la parole et se fait pour sa réélection à la mairie de Saint-Étienne ».

Cependant, M. Nicoud se déclare toujours favorable au dialogue avec les pouvoirs publics et prêt à rencontrer le président de la République.

Le cas

de M. Jacques Vieux

Dans le même temps, le syndicat général des impôts Force ouvrière a annoncé qu'il « sortirait un dossier » à chaque fois qu'un agent du fisc serait victime des agissements du CID-UNATI.

Mardi 30 novembre, un inspecteur-vérificateur a été agressé, signalé F.O., dans le parking souterrain de la place Saint-Sulpice, à Paris, par des « inconnus ».

Mardi 30, le syndicat des impôts F.O. a donc cité le dossier d'un membre du CID-UNATI. Dans un communiqué, il indique que « M. Jacques Vieux, secré-

taire du CID-UNATI du Val d'Oise (propriétaire d'une boulangerie-pâtisserie à Herblay), fondé d'un acte d'auto-défense, est débiteur d'arrérés d'impôts de plus de 10 millions d'anciens francs, représentés principalement par la T.V.A. payée par les contribuables et non remboursée au fisc, ce qui s'apparente à un détournement de deniers publics ».

Par CID-UNATI, interposé, poursuit le communiqué, M. Vieux cherche à faire pression sur l'administration fiscale pour obtenir des arrangements et des transactions. « Force ouvrière demande si « un examen approfondi de la situation fiscale de l'intéressé a été entrepris, car dans la négative, cela tendrait à prouver que l'administration cède facilement à certaines intimidations ».

Joint ce mercredi 1^{er} décembre, M. Jacques Vieux nous a déclaré qu'il allait porter plainte contre le syndicat général des impôts F.O. Il nous a, par ailleurs, précisé que son commerce était en règlement judiciaire et que ses difficultés financières provenaient d'erreurs de gestion ».

La C.G.T. et la C.F.D.T. ont fait savoir qu'elles refusaient de s'associer aux méthodes employées par Force ouvrière. La C.G.T. a annoncé qu'elle allait lancer une campagne d'information et d'explication à l'intention des petits commerçants.

(1) Depuis le début de 1976, selon une enquête du ministère de l'économie et des finances, huit suicides pourraient avoir eu un rapport avec un contrôle fiscal : trois suicides sont survenus avant le contrôle, un alors que le contrôle n'avait pas encore débuté, un autre est survenu quatre ans après un contrôle et trois après établissement d'une fraude.

FUSILLADE A BRUXELLES

Une fillette grièvement blessée au cours d'un cambriolage au siège du syndicaliste socialiste

(De notre correspondant.)

Bruxelles. — Une fusillade a éclaté au cours de Bruxelles, peu avant 9 heures, ce mercredi 1^{er} décembre, quand plusieurs gangsters ont tenté une attaque à main armée au siège de la F.G.T.B. (Fédération générale du travail de Belgique), le syndicat socialiste belge, place Royale. Une fillette de quatre ans a été grièvement blessée au cou par une balle, et, en fin de matinée, il y avait peu d'espoir de la sauver. Un policier métro-civil, le cadavre et une employée de syndicat ont été atteints, mais, moins gravement. Les bandits ont réussi à s'enfuir.

C'est la troisième fois en quelques mois qu'une agression est commise contre la F.G.T.B. L'organisation est chargée de payer les allocations officielles à ceux de ses membres qui sont chômeurs. L'opération a toujours lieu à dates fixes, et notamment le premier jour de mois.

En cause, il y avait les allocations pour trois cents chômeurs : Depuis quelques mois, on assiste à Bruxelles à une recrudescence du gangstérisme. Mardi 30 novembre, en ville également, une foule de trois ans, Mlle Johanna Berben, fille d'un industriel néerlandais domicilié à Bruxelles, a été enlevée alors qu'elle se rendait à l'école. Depuis, les parents ont reçu deux communications téléphoniques des ravisseurs, qui réclamaient une rançon de 15 millions de francs belges (1.845.000 F.C.). — E. DE V.

● L'Union des fondateurs et collaborateurs de France Soir — qui détient 18 % des actions de France éditions et publications — a été déboutée de sa demande d'annulation de la vente du journal à M. Paul Winkler. Mais le jugement prononcé par la première chambre du tribunal de commerce de Paris ne sera publié qu'à la fin du mois de décembre.

Cependant, M. Jacques Pesson, expert chargé par le tribunal de commerce d'établir un rapport sur les modalités de la cession de France Soir à la société Presse Alliance (M. Winkler) a déposé son dossier, mardi 30 novembre.

Commandant des forces du pacte de Varsovie

LE MARÉCHAL YAKOUBOVSKI EST MORT

Moscou (A.F.P.). — Le maréchal Ivan Yakoubovski, commandant en chef des forces armées du pacte de Varsovie, et premier vice-ministre soviétique de la Défense, est mort mardi 30 novembre à l'âge de 73 ans.

Il était membre du comité central du parti communiste soviétique depuis 1961.

[Le maréchal Ivan Ignatiev Yakoubovski est né en 1912. Il a été membre du parti communiste des années 1930. De 1942 à 1945, il a commandé les forces soviétiques en Allemagne puis fut commandant de la 1^{re} armée de Kiev. En 1947, il fut nommé maréchal, premier vice-ministre soviétique de la Défense et commandant en chef des forces armées du pacte de Varsovie.]

HAUSSE DE LA LIVRE CHUTE DU DOLLAR CANADIEN

Sur des marchés des changes très calmes, la livre sterling s'est raffermie, passant de 2,28 \$ sur la place de Paris à 2,32 \$ sur la place de Londres. Le chancelier de l'Équerie, M. Hesley, a déclaré que les négociations avec le Fonds monétaire international ont pris un tour positif. Le franc s'est bien comporté, notamment vis-à-vis du dollar (4,975 F inchangé), malgré la hausse de la monnaie américaine.

La chute du dollar canadien amorcée au lendemain des élections fédérales québécoises au parti indépendantiste, s'est accentuée. Le cours de cette monnaie tombe à 69 centimes de dollar américain, soit 1,43 dollar il y a trois semaines à 4,35 F sur la place de Paris et 5,09 F à la veille des élections québécoises.

Le numéro du « Monde » daté 1^{er} décembre 1976, tiré à 576 225 exemplaires.

Si vous ne faites pas la différence avec un autre cognac, mieux vaut acheter l'autre cognac.



Rémy Martin provient exclusivement des grands premiers crus de la région de cognac : la Grande et la Petite Champagne. C'est un aristocrate parmi les cognacs. Il demande qu'on l'aborde avec considération.

C'est la finesse de son bouquet, la richesse de son goût demandent un palais bien équilibré. Des sens avertis. Un certain raffinement. Mais si pour vous tous les cognacs se ressemblent et ne sont ni plus ni moins que

des eaux-de-vie que l'on boit après un bon repas, alors, oui, contentez-vous d'un cognac moins illustre que Rémy Martin ! Ne serait-ce que pour l'économie ainsi réalisée.

Rémy Martin. Fine Champagne Cognac



هنا من الامم